

مخبرنا الأسفل

Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14880 - 6 F

JEUDI 9 AVRIL 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOUREN

JAPON

L'Amérique grincheuse

LES campagnes présidentielles américaines ne se ressemblent pas et peuvent réserver des surprises. Mais la cursive 1992 s'annonce déjà singulièrement corsée. Un président sortant qu'on disait invincible, en tout cas inépuisable dans son propre camp, subit jour après jour les avanies d'un concurrent républicain d'extrême droite, l'éditorialiste catholique Patrick Buchanan, qui est apparu comme un excellent révélateur des frustrations de la classe moyenne blanche. M. Buchanan livrera, on peut lui faire confiance au moins sur ce point, un berceur d'honneur qui risque de faire désordre lors de la convention républicaine de Houston cet été.

Chez les démocrates, après l'apparition de l'homme providentiel sous les traits réguliers du jeune gouverneur de l'Arkansas Bill Clinton, le doute s'installe, sournoisement mais sûrement. Ce beau garçon, d'origine modeste, qui s'est fait lui-même et a épousé une jolie femme, laquelle est par ailleurs une des avocates les plus réputées du pays, est-il vraiment le meilleur « présidentiable » que les démocrates puissent proposer à leurs concitoyens ?

LES élections primaires qui avaient lieu mardi aux Etats-Unis ont démontré à la fois la force de MM. Bush et Clinton, désormais de très loin les candidats les plus « vraisemblables » pour le 3 novembre... et leurs faiblesses. Le président sortant est usé, phénomène ultra-classique, par sa très longue carrière politique et le maintien sans interruption depuis 1980 d'un républicain à la Maison Blanche. M. Clinton, qui est certainement un politicien habile, et un personnage attachant et brillant, traîne derrière lui un nombre inquiétant de « casseroles ». M. Bush, qui est tout sauf un tendre, ne sera-t-il pas tanté le jour venu, le plus tard possible bien entendu, de laisser son état-major de campagne faire le « sale travail » et jouer sur ces scandales réels ou supposés pour « détruire » son adversaire ? Il n'avait, après tout, pas agi autrement avec l'informé Michael Dukakis en 1988...

A démocratie consiste parfois, chez les peuples qui la pratiquent depuis des générations, à éliminer celui dont on ne veut pas plutôt que de choisir celui qui a vos faveurs. Les Américains sont d'humeur grincheuse depuis que leur économie est entrée en récession et qu'ils voient les Japonais et les Européens atteindre, voire dépasser leur niveau de vie. Ils aperçoivent apparemment le bout du tunnel sous la forme d'une reprise, d'ailleurs faible et fragile. Mais ils sont échaudés depuis que des voix autorisées du monde des affaires, sans parler des stratèges du Parti républicain, leur annoncent chaque jour depuis un an l'imminence, et parfois même le début, de cette reprise aux allures d'Artésienne. Ils sont fatigués des promesses, et le crédit des hommes politiques, toutes catégories, est au plus bas. L'élection 1992 est peut-être encore plus « ouverte », c'est-à-dire incertaine, qu'elle n'en a l'air.

Lire page 7
l'article d'ALAIN FRACHON

M0147 - 0409 0 - 6.00 F



Un atterrissage forcé dans le désert libyen

M. Arafat est sorti indemne d'un accident d'avion

L'OLP et les autorités de Tripoli ont confirmé que M. Yasser Arafat avait été retrouvé « sain et sauf », mercredi 8 avril, une quinzaine d'heures après l'atterrissage forcé de son avion dans le désert libyen, pendant une tempête de sable. L'appareil, qui transportait douze autres personnes, était parti de Khartoum (Soudan) et se dirigeait vers Tunis où le chef de l'OLP devait présider, jeudi, une importante réunion de l'organisation.

De source officielle à Tripoli, l'appareil transportant le chef de l'OLP, parti de Khartoum au Soudan, a disparu des écrans radar libyens, mardi 7 avril vers 20 h 45 alors que, pris dans la tempête, il approchait de l'aéroport d'Al Sarh, à environ 300 kilomètres, au sud-sud-est de l'oasis de Kufra. Le représentant de l'OLP au Caire, M. Saïd Kamal, a indiqué que le contact radio avait été perdu après que le pilote eut décidé un « atterrissage forcé ».

L'avion, un bi-turbo-propulseur de fabrication soviétique Antonov-26, enregistré en Guinée-Bissau, avait treize personnes à bord : trois membres d'équipage et dix passagers, dont

M. Arafat, des secrétaires et gardes du corps. Selon le représentant de l'OLP au Caire, aucun autre haut responsable de la centrale palestinienne ne se trouvait à bord, si ce n'est l'« ambassadeur » de l'organisation en Jordanie, dont la présence n'a pas été confirmée. L'appareil se dirigeait depuis le Soudan vers Tunis, où le chef de l'OLP devait regagner le quartier général de l'organisation, et une escale technique était prévue en Libye sur les bases de Kufra ou Al Sarh pour faire le plein de carburant.

Lire la suite ainsi que les articles de FRANÇOISE CHÉPAUX et MICHEL DEURÉ page 5

Les objectifs du nouveau gouvernement

M. Béréguoy veut « décider, expliquer, convaincre »

M. Pierre Béréguoy a indiqué, mercredi 8 avril, devant le conseil des ministres qu'il donnait pour « guide » à son gouvernement « trois mots : décider, expliquer, convaincre » (lire page 26). La déclaration de politique générale qu'il devait prononcer dans l'après-midi à l'Assemblée nationale devait accorder une large place à la lutte contre le chômage de longue durée, ainsi qu'à la recherche d'une plus grande sécurité dans les banlieues, et proposer des mesures contre la corruption.



Un point de vue de M. Jacques Calvet

Maastricht, le théâtre de l'ambigu

page 2

Washington et l'ex-Yougoslavie

Reconnaissance de la Slovénie, de la Croatie et de la Bosnie-Herzégovine

page 4

La Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud établissent des relations diplomatiques

Une première en Afrique

page 7

Grève à Air Inter

La moitié des vols supprimés les 8 et 9 avril

page 17

Le cinquantenaire des premières déportations

« L'instruction de l'affaire Bousquet avance », nous déclare M. Serge Klarsfeld

page 9

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 26

« Le Monde des caricatures », page 22
« Le Monde insolite », pages 23 et 24

L'Europe à cinquante et une vitesses

Les organisations internationales se multiplient pour encadrer la décomposition de l'ancien empire soviétique

par Daniel Vernet

Qu'est-ce que la CEI ? La Communauté des Etats indépendants qui a succédé à l'URSS est-elle une institution simplement destinée à gérer la décomposition de l'empire ou l'ébauche d'une autre union permettant de maintenir sur des bases renouvelées les liens politiques, économiques, culturels, militaires qui existaient jusqu'à la fin de l'année dernière entre les Républiques soviétiques ?

La seconde hypothèse correspond de toute évidence aux vœux des Occidentaux, qui, tout en se félicitant du triomphe de la liberté dans les anciens pays communistes, apparaissent totalement désemparés face à la désintégration du bloc oriental et à la faillite des certitudes sur lesquelles leur diplomatie était fondée depuis quarante ans. Esquissant la future organisation du continent, le chancelier Kohl a décrit l'ex-Union soviétique comme un « espace économique homogène »

appelé à former avec la Communauté européenne « les deux piliers qui soutiendront ensemble l'Europe unique » (1). Vouloir aider les Etats de la CEI dans « leurs efforts en vue d'une véritable intégration économique » est sans doute méritoire, mais c'est faire preuve d'un bien grand optimisme. Car, à entendre les dirigeants des diverses Républiques ex-soviétiques, et en particulier le président ukrainien, M. Kravtchouk, c'est plutôt la première hypothèse qui s'impose.

Lire la suite et l'article de JAN KRAUZE, page 3

(1) A l'occasion du premier Forum international organisé par la Fondation Bertelsmann à Bonn du 3 au 5 avril, et auquel assistaient notamment, outre le chancelier Kohl, MM. Jacques Delors, président de la Commission européenne, Leonid Kravtchouk, président d'Ukraine, Carl Bildt, Felipe Gonzalez, Jan Černogursky, Rüdiger Lubbers, respectivement chefs de gouvernements suédois, espagnol, slovaque, néerlandais, et Boris Scouffort, conseiller du président Bush pour les affaires de sécurité.

Le krach au ralenti de Tokyo

La Bourse japonaise a perdu 27,8 % depuis le début de l'année. Cette chute stoppera-t-elle la reprise mondiale ?

par Erik Izraelwicz

Panique à Tokyo et inquiétudes sur les grandes places financières internationales. Alors que la Bourse de Tokyo poursuit, dans un marché très réduit, sa descente aux enfers, les milieux financiers craignent que, par un effet domino, le « krach au ralenti » du Kabuto-cho ne diffuse ses effets à Wall Street, Londres et Paris. Mercredi 8 avril, l'indice Nikkei, le thermomètre de la Bourse tokiyote a encore perdu, comme la veille, 3,5 %. Il a chuté de 27,8 % depuis le début de l'année.

Pour la première fois, la Bourse américaine, jusqu'à présent impassible, semble avoir été quelque peu ébranlée mardi 7 avril. A Paris, l'ouverture se faisait mercredi en baisse de 1,2 %. Rien à voir cependant avec la diffusion instantanée du krach new-yorkais d'octobre 1987. Les difficultés financières actuelles du Japon

pourraient cependant profondément déstabiliser les marchés internationaux de capitaux et fragiliser la reprise qui semble s'amorcer outre-Atlantique.

Jusqu'où ira la chute ? Dès son arrivée à la tête de la Banque du Japon en 1989, M. Yasushi Mieno s'était fixé un objectif et un seul : dégonfler la bulle spéculative boursière et immobilière, qui avait permis à Tokyo de devenir, quelque peu artificiellement, le premier marché boursier du monde, devant Wall Street. A-t-il trop bien réussi ? Celui que l'on appelle désormais, pour sa détermination à lutter contre l'inflation, le « Paul Volcker nippon », a-t-il enclenché une mécanique diabolique ? La bulle s'est dégonflée. L'indice Nikkei est tombé de 38 915,87 le 29 décembre 1989 - son sommet - à 17 175 mercredi.

Lire la suite page 18
et les Marchés financiers, page 20

ARTS • SPECTACLES

■ Les cent cinquante ans de l'Orchestre philharmonique de Vienne. ■ Rock : rencontre avec Cure. ■ Danse : Bill T. Jones et Ralph Lemon invités par le Lyon Opéra Ballet. ■ Théâtre : Jérôme Deschamps à la Grande Halle de La Villette. ■ La sélection de la semaine.

pages 27 à 36

EDUCATION • CAMPUS

■ La réforme du Conseil national des universités. ■ Chronique d'un divorce annoncé à la FEN. ■ M^{me} Marie-Christine Blandin : Verte, prof et présidente de la région Nord-Pas-de-Calais. ■ Les dilemmes de M. Jack Lang. ■ Les portes entrouvertes de l'université hongroise, par Iven Bajomi.

pages 14 à 16

ANDRÉ CHOURAQUI

La reconnaissance

Le Saint-Siège, les Juifs et Israël

Rome-Jérusalem : l'histoire d'un face-à-face. l'espoir d'une réconciliation.

ROBERT LAFFONT

Bercy la forteresse éclatée

M. Pierre Béréguoy devait présenter les méthodes de travail de son gouvernement, lors du conseil des ministres du mercredi 8 avril, avant sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale.

Avec la réorganisation du ministère de l'économie et des finances, le premier ministre dispose d'un pouvoir important en matière économique et sociale. La forteresse de Bercy a été éclatée : M. Michel Sapin, le nouveau ministre de l'économie et des finances, a à ses côtés deux ministres à part entière : M. Michel Charasse au budget et M. Dominique Strauss-Kahn à l'industrie et au commerce extérieur.

Lire page 17
l'article d'ALAIN VERNHOLES

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,80 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Hongrie, 1,20 F ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 460 F SFA ; Suisse, 15 KRS ; Tchécoslovaquie, 2,50 S ; USA, 1,50 \$; USA (central), 2,50 \$.

DÉBATS

Europe

Maastricht, le théâtre de l'ambigu

par Jacques Calvet

ANNONCÉ à grands sons de trompe, l'accord de Maastricht a été présenté comme devant résoudre tous les problèmes de l'Europe en général et de la France en particulier. En revanche, on attend toujours une explication claire de son contenu et de sa signification concrète pour l'avenir. Nos dirigeants, sans doute trop occupés, n'ont pas songé à nous la fournir, ou continuent à nous la traiter comme des enfants. Une lecture attentive m'amène à une double et triste conclusion : l'accord de Maastricht, qui ne contient pas grand-chose d'utile, est cependant dangereux parce qu'il sous-entend, et il ne répond en revanche à aucun des problèmes de l'heure.

Schématiquement, l'accord innove dans trois domaines d'importance : l'union économique et monétaire ; les nouvelles « piliers » ; les institutions.

L'Union économique et monétaire est, de loin, l'innovation la plus importante : c'est un pas de plus dans cette approche sectorielle qui sévit depuis le traité de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) et permet aux pays membres de l'Europe de faire de la politique par le biais de l'économie. Je ne m'étendrai pas sur le fond du système qui doit aboutir, comme on le sait, à une monnaie unique gérée par une banque centrale commune, mais me bornerai à quatre remarques :

• La première est que le système monétaire européen actuel a assez remarquablement réussi à assurer la stabilité de la quasi-totalité des monnaies européennes entre elles, et n'a pas exclu, à la différence de la nouvelle approche, des pays importants parmi les Douze.

• La deuxième, c'est qu'on se demande pourquoi on a abandonné à un groupe de fonctionnaires non désignés par le suffrage universel le pouvoir régulier de battre monnaie pour des résultats finalement limi-

tés. Les fluctuations actuelles de l'intérieur du « serpent » rendent, en effet, peu coûteux les frais de change et de couverture à terme, à l'intérieur de l'Europe. Cela représente pour PSA Peugeot Citroën, par exemple, moins d'un demi-millième de son chiffre d'affaires. Le nouveau système n'a donc pas grand intérêt pour les entreprises ; en revanche, il n'améliore en rien le vrai problème monétaire du moment : les fluctuations du dollar et du yen vis-à-vis des monnaies européennes.

• La troisième est l'aliénation économique et financière que constitue la séparation d'un moyen d'action - la monnaie, confiée à une banque centrale - des autres - fiscalité, politique de la dépense. A-t-on vu un orchestre dont le chef pourrait commander les cuivres alors que les vents lui échapperaient ? Veut-on favoriser ainsi un monétarisme générateur de taux élevés, de récession et de chômage ?

• La quatrième est qu'on ne peut s'empêcher de s'interroger sur l'irréversibilité de la décision dont se sont tant vantés nos négociateurs. Cet engagement présenté comme formel est assorti d'un horizon bien lointain - alors que tant de gens frappent à la porte de la Communauté - puisqu'il pourrait aller jusqu'à 1999. Il est surprenant de n'avoir prévu, d'ici là, aucune étape intermédiaire, sinon institutionnelle. Tout cela fait naître des doutes sur le réalisme du système, et les contestations qui se lèvent en Allemagne ne sont pas pour rassurer.

Le double risque du droit de vote

La précision minutieuse, car sans doute inquiète, de l'aspect monétaire de l'accord rend, par compensation, les quatre nouveaux « piliers » d'un flou archaïque.

• La politique extérieure et de sécurité commune (PESC), médiocre réincarnation du plan Fouchet, institutionnalise la « coopération politique », c'est-à-dire les innombrables rencontres des diplomates européens, qui ont sans doute développé la connaissance des positions mutuelles mais n'ont jamais abouti à quoi que ce soit de tangible. La politique extérieure et de sécurité, la PESC, aurait-elle modifié la pitoyable prestation de l'Europe au moment de la crise du Golfe ?

• La coopération intérieure et judiciaire est une conséquence imprévue de l'acte unique de 1985, étape antérieure de la « construction de l'Europe » : en supprimant les frontières, on a supprimé du même coup, et apparemment à l'évidence, les contrôles touchant les armes, les œuvres d'art, la drogue ou l'immigration clandestine. C'est pourquoi, avec les accords de Schengen, une coopération étroite a été mise en place en particulier entre les services de police des différents États sans harmoniser pour autant les législations. Un pouvoir régulier essentiel disparaît, et j'ai, personnellement, quelque doute sur l'efficacité des procédures de substitution. Que survienne une nouvelle « rue de Rennes », que l'opinion découvre que le pouvoir s'est rendu impuissant, et c'est l'Europe qui vole en éclats.

• La troisième avancée est présentée comme grandiose : c'est la citoyenneté européenne. Tout Européen aura désormais le droit de voter et d'être élu aux élections locales de son pays de résidence. J'ai peine, pour ma part, à ne pas ranger ce nouveau gadget au magasin des accessoires mineurs de la politique intérieure à moins qu'il ne s'agisse d'amorcer honteusement la disparition « annoncée » de la France, car dans ce cas la responsabilité suprême du pouvoir en France ne serait plus clairement qu'il ne croit plus dans le pays qu'il est censé diriger.

Ce droit de vote présente dès lors un double risque : un risque de dérapage aboutissant à étendre le droit de vote aux immigrés n'appartenant pas à la Communauté européenne et, de façon plus générale, un risque de dilution supplémentaire de l'identité nationale. Tout cela peut mener à renforcer les affrontements entre les hommes et les femmes vivant en France et à faire naître une forte et effrayante xénophobie.

• Enfin, le quatrième pilier est formé d'un ensemble un peu hétéroclite qui ajoute au traité de Rome les réseaux trans-européens, la protection du consommateur, une volonté de politique sociale améliorée... Je mets à part le titre 14, qui, en quelques lignes, fait mention, pour la première fois, d'une politique industrielle. Est-ce enfin et heureusement marquée la nécessité d'un environnement favorable aux entreprises, mais ces bonnes intentions sont immédiatement atténuées, voire annulées, par le rappel de la prééminence de la politique de concurrence, telle qu'un Leon Brittan la conçoit.

Concernant les institutions, je suis plus embarrassé pour décrire les innovations du traité de Maastricht. Elles sont, en effet, ambiguës et parfois même contradictoires. Il est clair, à tout le moins, qu'elles aggravent le caractère technocratique qui domine depuis trente ans la construction européenne. Quatre points sont à relever.

Une approche technocratique

• A l'approche totalement fédérale et bureaucratique dont procède la création de l'Union économique et monétaire tout entière dans la mise en œuvre d'un conseil des gouverneurs, s'oppose celle de tous les autres chapitres de l'accord, où l'intergouvernemental est la règle. On y voit même apparaître une notion de bon sens, le principe de « subsidiarité », qui voudrait qu'on ne traite à Bruxelles que ce qui ne peut être fait au niveau des États.

• Ce principe de la strupéfiant procédure qui donne le droit à la Grande-Bretagne de rester à l'écart tant en matière sociale que pour l'union économique et monétaire ? N'y a-t-il pas là plus qu'un symbole de la démission des Douze ? Ne cherche-t-on pas à maintenir par des contorsions invraisemblables une unité de façade pour une Europe qui n'existe déjà plus.

• Le principe du vote à la majorité qualifiée étend son domaine. C'est la suite logique de l'exécution successive par la tendance de certains États à monnayer systématiquement leur accord. Ce principe fait une apparition remarquée, quoique imprécise, en matière de

politique étrangère, où l'on décide à l'unanimité de ce que l'on peut décider à la majorité. Notre politique étrangère pourrait donc parfois être dictée par une majorité de renouveau d'États dont la plupart n'ont depuis longtemps plus d'action en ce domaine ? Ou alors serait-ce la France qui, n'ayant plus de politique étrangère, n'aurait plus rien à craindre d'une harmonisation ?

• Enfin, la dernière évolution concerne les pouvoirs du Parlement, à qui est officiellement offert un droit de veto pompeusement nommé « codécision », au terme d'un processus invraisemblable de complexité. C'est pourtant de trop dès lors que la démocratisation des institutions européennes - exécutif, judiciaire et législatif - n'est pas réalisée. La vraie souveraineté doit être, en termes législatifs, celle des Parlements nationaux, comme, dans l'exécutif, celle des gouvernements nationaux.

Au terme de cette analyse, je conclus donc : beaucoup de bruit sur de fausses victoires, mais peu de bruit sur de réels dangers, et d'abord sur la disparition acceptée et programmée de la France au profit d'une bureaucratie supranationale. Inutile et dangereuse, donc, l'accord de Maastricht, comme son frère aîné, l'acte unique, ne répond en outre à aucun des problèmes essentiels qui se posent à nous, Français, dans le monde, en Europe comme en France.

En effet, dans le monde, la chute de l'empire soviétique, si elle a fait disparaître une menace directe sur l'Europe, en a révélé d'autres, plus insidieuses mais tout aussi réelles. L'Europe est, aujourd'hui, menacée par la suprématie politique et militaire des États-Unis. La disparition de deuxième Grand donne désormais aux Américains une souveraineté sans partage, qui cache la dégradation de leur puissance réelle. Ce n'est pas la politique extérieure et de sécurité commune qui s'oppose à la « paix américaine » dans le Golfe et maintenant au Proche-Orient. Ce n'est pas l'union économique et monétaire qui remettra en cause un OTAN devenu, court terme au moins, désastreux. Ce n'est pas la Communauté, « chèvre de M. Seguin », qui tiendra longtemps tête à cette Amérique à peine masquée qu'est le GATT.

De même apparaît une nouvelle puissance économique aux fondements socioculturels si différents de ceux de nos sociétés occidentales et aux appétits sans limites, le Japon.

Dans ce cas, comme dans le précédent, l'Europe paraît comme frappée de terreur : elle ne songe qu'à défendre ses propres défenses, à protéger de sa bonne foi, à faire oublier son existence. Alors que le marché automobile américain nous donne un exemple en vraie grandeur de la capacité de destruction japonaise, la Communauté nous persuade qu'il nous faut mourir pour notre bien !

Esprit de capitulation

Face aux manipulations calculées du yen, quelle solution apporte la future union monétaire si chèrement payée en termes de souveraineté ? Aucune ! Le monde n'est pas, comme le croient les apôtres du libéralisme, un havre de paix, d'équilibre, ce que je lis en filigrane dans l'acte unique et dans le traité de Maastricht, c'est une totale inconscience vis-à-vis des réalités, ou, pis, un esprit de capitulation qui nous ramène à la fin des années 30.

Le nouveau traité répondrait-il mieux aux trois problèmes internes principaux auxquels l'Europe a à faire face ?

D'abord, il faut mettre nos industries en position de répondre aux défis du monde économique d'aujourd'hui non point en les « protégeant » mais en leur permettant d'organiser, comme le font les autres, leur défense. Il faut, pour cela, une politique industrielle européenne réelle, et non un avatar de la politique de concurrence qui est sa négation même. C'est cette politique de concurrence aussi néfaste que désuète qu'il faut remettre en cause.

En complément, il faut adopter une politique européenne d'aménagement du territoire, évitant qu'un seul pays s'attire à son profit, avec force subventions, des industries japonaises qui créent le chômage dans le reste de l'Europe. Elle doit, au contraire, renforcer les points forts de l'Europe sans négliger une mise à niveau nécessairement progressive et longue des points plus faibles.

• Le deuxième problème réside dans la désunion croissante des nations européennes. Que doivent faire les autres membres de la CEE à l'égard d'une Allemagne désormais consciente de sa puissance ? Certainement pas tenter de l'englober dans les rets du fédéralisme, en croyant naïvement que nos abandons de souveraineté, seraient compensés par ceux « infidèles » aux autres pays et notamment à nos amis d'outre-Rhin. Quand le président de la République comprendra-t-il que c'est sa propre faiblesse, et donc celle de la France, qui fait la première force de l'Allemagne ? Que faire également face au nihilisme de la Grande-Bretagne, qui veut bien recevoir des usines japonaises les « transplants » de l'acte unique, mais n'accepte pas de donner pour l'union économique et monétaire ou la politique sociale ? Que faire devant l'individualisme à court terme de certains plus petits pays ?

L'élargissement inévitable

La réponse ne se trouve ni dans un fédéralisme aussi affirmé qu'ambigu ni dans une technocratie irresponsable et coupée des réalités. Et, s'il n'y a pas de réponse alternative, faut-il continuer de bâtir la présente Europe ou faut-il en imaginer d'autres ?

• Le troisième problème est peut-être le plus grave : l'Europe des Douze est entourée par d'autres pays européens, des plus riches aux plus démunis, qui frappent aujourd'hui à sa porte. Bien qu'elle les ait, à Maastricht, superbement ignorés, elle ne peut se soustraire à cet appel, et ce n'est pas la « confédération européenne » qui donnera le change. L'« élargissement » va se faire, sous une forme ou sous une autre, et plus rapidement qu'on ne croit. Une Communauté à vingt-cinq, devenue ingérable, détruira cette Europe que nous cherchons à bâtir depuis trente-cinq ans et qui mourra victime de ses égarements et de ses utopies. Peut-être pourrions-nous repartir sur des bases plus saines, une Europe plus réduite, ou à plusieurs vitesses, qui, d'ailleurs, transparaît curieusement dans les conditions trop sévères mises à la réalisation de l'union économique et monétaire, qui en fait un club de *happy few*. Mais quelle pauvre stratégie que de s'abandonner ainsi aux événements, voire, pour certains, de les appeler de ses vœux !

Et les problèmes français ? Une part importante de responsabilité de la déliquescence de l'Europe revient à la France : sa voix est moins entendue à Bruxelles, car elle ne plus se faire entendre. On mesure mal la régression inévitable de notre place, qui fut, si longtemps, la première en Europe. Là, comme ailleurs, nous n'avons plus rien à dire : nous nous sommes rabattus, avec trente ans de retard, sur une idée de l'Europe à laquelle personne ne croit plus. Or cette Europe représente, depuis dix ans maintenant, à peu près la totalité du programme de politique extérieure et intérieure du gouvernement. A tout problème, nos dirigeants répondent, comme l'humoriste de l'entre-deux-guerres : « Le traité de Locarno - traduisez l'Europe - assurera la paix du monde et le bifteck sera pour rien ».

La France se prépare à propos de Maastricht à un de ces conflits passionnels qu'elle affectionne, depuis la querelle de la CED. Malheureusement, le débat, lancé de façon volontairement confuse, sera rabaisé à des enjeux de politique intérieure politicienne. La réalité est autre.

Maastricht est une auberge espagnole d'où chaque État a rapporté ce qui lui a plu, montrant bien que la construction européenne n'était que de la politique intérieure continuée par d'autres moyens. En France, elle est la boîte de toutes les carènes de l'État.

Maastricht est une coquille vide ; l'entrepreneur comme le citoyen y cherchent vainement l'ambition sensible d'une condition désormais menacée par la compétition mondiale.

Maastricht est un sabotage inutile : on renforce un système qui a fait la preuve de son inefficacité et de son absence de démocratie ; on allie pour cela des pans entiers de notre souveraineté, parant sous le nom de réalisme ce qui n'est que médiocrité, course vers la faiblesse. La France échoue, comme l'Europe, un autre dessein.

Certes, les Français, en majorité, se montrent, dans les sondages, « européens ». Mais, ne leur a-t-on pas soigneusement caché ce que signifiait la Communauté européenne telle qu'elle est en train - si l'on ose dire - de se construire ? Et leur offre-t-on une solution alternative, alors qu'ils ont bien conscience de l'affaiblissement de leur pays ? Bref, ils se livrent, ou on les livre, « en aveugles à l'Europe qui les entraîne ».

Je suis convaincu pourtant qu'on les trouverait réunis si un programme de redressement national leur était présenté ; si, au lieu d'une Europe-alibi, on leur proposait les moyens d'y retrouver leur place réelle c'est-à-dire primordiale. Ces moyens sont simples.

• Que vaut le sérieux financier nécessaire, pratiqué en France, si l'État n'en tire pas les conséquences pour lui-même ? Plutôt que de prêcher aux entreprises la *lean production*, c'est-à-dire la production de qualité au moindre prix que celles-ci appliquent depuis sept ans, l'État ne devrait-il pas commencer à mettre en place une *lean administration* ? Plutôt que de se quereller sur les carènes de la formation professionnelle entre défenseurs de l'éducation nationale et partisans d'une méthode allemande qui n'est pas transposable en France, ne vaut-il pas mieux qu'entreprises et éducation nationale s'entendent dans un partenariat bénéfique ?

• Qui ne voit que les manipulations parvenues de la police et de la justice n'ont abouti depuis 1981 qu'à un désastre, amenant dans ces grands corps des réactions incontrôlables ? Là aussi, il est à craindre que la fuite en avant européenne ne dissolve un peu plus l'identité de chacun et la claire perception de son rôle.

• Si l'on ne rétablit pas la cohésion nationale au lieu de cultiver, comme on le fait depuis une décennie, les oppositions et les divisions entre les diverses catégories de populations vivant en France, comment peut-on penser régler un problème aussi grave que celui de l'immigration ? Objet de toutes les démagogies, il ne l'est d'aucune politique sérieuse ; il se traite, lui-même, dans les banlieues, et fait, à lui seul, la fortune de l'extrémisme, que l'on dénonce pour mieux l'attiser.

Que l'Etat retrouve sa place

• Il faut aussi que l'État retrouve sa place dans le jeu économique, et définisse enfin clairement ce qu'il n'a jamais fait, ses relations avec l'entreprise. Les exemples américain et britannique montrent assez les ravages d'un ultra-libéralisme aveugle et naïf qui semble, pourtant, tenter nos gouvernants en quête de nouvelles certitudes. Le Japon, et surtout l'Allemagne, sont, au contraire, l'exemple dont il faut s'inspirer : eux seuls ont défini une politique de partenariat étroit entre les forces vives de la nation qui, toutes, sont attachées à la même tâche, sans prééminence de l'une ou de l'autre et sans *a priori* théologique : la seule valeur, ce n'est pas le succès, c'est l'expansion qui assure l'emploi.

La France se prépare à propos de Maastricht à un de ces conflits passionnels qu'elle affectionne, depuis la querelle de la CED. Malheureusement, le débat, lancé de façon volontairement confuse, sera rabaisé à des enjeux de politique intérieure politicienne. La réalité est autre.

Maastricht est une auberge espagnole d'où chaque État a rapporté ce qui lui a plu, montrant bien que la construction européenne n'était que de la politique intérieure continuée par d'autres moyens. En France, elle est la boîte de toutes les carènes de l'État.

Maastricht est un sabotage inutile : on renforce un système qui a fait la preuve de son inefficacité et de son absence de démocratie ; on allie pour cela des pans entiers de notre souveraineté, parant sous le nom de réalisme ce qui n'est que médiocrité, course vers la faiblesse. La France échoue, comme l'Europe, un autre dessein.

► Jacques Calvet est président de PSA Peugeot Citroën.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télécopieur : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Télécopieur : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé par la SARL Le Monde
12, rue de la République
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde

Jacques Lesourne, président
Michel Crox, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arty
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-72
Télécopieur : 634 128 F
Télécopieur : (1) 40-62-72-72
Le Monde est une société à participation égale de la SARL Le Monde et de M. et Mme Jacques Lesourne.

Le Monde

TELEMATIQUE
Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE- LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 096 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse détaillés en prévision : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

201 1408 01

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____ Code postal : _____

Localité : _____ Pays : _____

Envoyez avec l'obligance d'inscrire tous les noms propres et capitales d'imprimerie.

هنا من الفضل

مخبر من الأخبار

ETRANGER

Le différend russo-ukrainien

La flotte de la mer Noire au secours de la réforme économique?

Le ton monte entre la Russie et l'Ukraine, qui ont toutes deux affirmé par décret leur autorité sur la flotte de la mer Noire. D'aucuns soupçonnent M. Eltsine de surenchérir pour obtenir le soutien des députés à sa réforme économique.

MOSCOU

de notre correspondant

La guerre des décrets est arrivée à son terme logique : le président Boris Eltsine a placé mardi 7 avril « sous juridiction » russe la flotte de la mer Noire, flotte que le président Leonid Kravtchouk avait mise la veille sous l'autorité de son propre ministère de la Défense. Cette réponse du berger russe à la bergerie ukrainienne est survenue au terme d'un long crescendo d'avertissements et de contre-avertissements, et de plusieurs mois de négociations infructueuses sur le partage de cette flotte de trois cents navires, pour la plupart assez démodés, et dont l'importance stratégique est moins évidente que sa valeur symbolique.

Au bout du compte, l'avantage reste pour l'instant à la Russie, qui l'avait en fait déjà, puisque le commandement de cette flotte n'obéissait qu'aux ordres de Moscou et ignorait avec dédain les injonctions de Kiev. La croix de Saint-André, le drapeau de la vieille marine impériale russe, devait donc théoriquement être hissé sur les navires en place de l'anachronique emblème de la flotte « soviétique », mais pour le reste il n'y a pas vraiment grand-chose de changé. Le maréchal Choupoukhov (qui porte toujours le titre lui aussi de plus en plus anachronique de commandant en chef des forces navales de la CEI) est intervenu mardi au Congrès des députés de Russie pour annoncer que les ministères russes des affaires étrangères et de la Défense allaient « engager sans délai des négociations avec le gouvernement ukrainien » au sujet des « conditions du séjour » de cette flotte dans les ports d'Ukraine et du « transfert d'une partie des unités aux forces armées de l'Ukraine ». De la même

manière, le décret du président Kravtchouk évoquait la nécessité de s'entendre sur la liste des navires qui seraient placés sous autorité « temporaire » du commandement de la CEI, et les responsables ukrainiens continuaient à affirmer qu'ils ne revendiquaient pas plus de 30 % de cette flotte. Les Ukrainiens font remarquer à ce propos qu'ils n'émettent aucune revendication à propos des flottes de la Baltique et du Nord, alors même que l'Ukraine, comme les autres ex-Républiques de l'Union, a contribué à leur construction et à leur financement. Bref, chacun proclame toujours sa volonté de négocier, mais en se posant désormais en propriétaire légal.

Le général Volkogonov, conseiller de M. Eltsine pour les questions militaires, expliquait lui-même mardi que seules des négociations pouvaient décider du statut ultime de cette flotte, et que « les mesures unilatérales, qu'elles soient le fait de l'Ukraine ou de la Russie, étaient inadmissibles... » « Inadmissibles » ou pas, elles ont été prises, et qui plus est à un moment particulièrement favorable aux surenchères nationalistes. Les dirigeants de Moscou comme ceux de Kiev doivent faire face aux mêmes critiques que suscitent les réformes ou les velléités de réformes économiques, et la tentation est forte de trouver un dérivatif, ou pour le moins de gagner des voix à bon compte. C'est en tout cas de cette manière que M. Galina Starovoltova, pourtant elle aussi conseillère de M. Eltsine, explique le décret du président russe, signé quelques heures après son discours économique devant les députés : « Maintenant, Boris Eltsine aura les voix des patriotes au Congrès », a déclaré M. Starovoltova. Elle considère pour sa part ce décret comme néfaste, et propre à « yougoslavisier » les relations entre la Russie et l'Ukraine.

Que M. Eltsine soit critiqué par ses propres conseillers est tout sauf une nouveauté à Moscou, mais, mardi, le président n'en a pas eu de même essentiellement occupé de répondre aux reproches de ses adversaires en titre, et plus généralement à tous les députés que le déroulement chaotique de la réforme économique laisse per-

plexes. Il aurait aimé laisser M. Igor Gaidar, son jeune premier vice-premier ministre, monter au créneau, mais les élus l'avaient mis en demeure de le faire lui-même. M. Gaidar n'est intervenu que plus tard, pour broder, nerveusement et passionnément, sur les thèmes développés par son patron.

« Misère » et « cupidité »

A beaucoup d'égards, le plaidoyer de M. Eltsine avait des allures de réquisitoire : la Russie telle qu'il l'a décrite au terme de six mois de réformes paraît en effet dans un bien piteux état. C'est un pays où le peuple vit dans un état de « misère », où règne la « cupidité », où la production a chuté, où « la privatisation se fait lentement et monstrueusement », et où toutes « les lignes de défense ont été effacées », qu'il s'agisse de la protection des couches les plus défavorisées, « de l'éducation, de la science, de la santé, de la culture », sans oublier les « branches prioritaires », comme l'agriculture.

Les nostalgiques de l'URSS qui manifestent régulièrement à Moscou ou ailleurs ne sont guère plus sévères, mais bien entendu ce constat n'empêche pas M. Eltsine de considérer que la voie suivie est non seulement la bonne, mais la seule, celle des « transformations douces et progressives et indolores », qu'il s'agisse de la protection des couches les plus défavorisées, « de l'éducation, de la science, de la santé, de la culture », sans oublier les « branches prioritaires », comme l'agriculture.

Cela dit, M. Eltsine a clairement fait comprendre que de sérieux infortifissements seraient apportés à la politique actuelle, sous la forme de crédits à l'agriculture et à

l'industrie, ainsi que d'une baisse et d'une simplification des impôts. Il s'agit d'« enrayer la chute de la production », ce qui, également, « pousse sur les prix » et de limiter les profits excessifs. Ces correctifs, annoncés pour l'instant en termes très généraux, ne suffiront pas forcément à satisfaire les députés qui avaient proclamé leur intention de mettre en difficulté le gouvernement, et donc M. Eltsine, qui en est le chef en titre. Des pointages réalisés en marge du Congrès indiquent que les députés qui restent résolus à exprimer leur mécontentement l'emporteraient légèrement en nombre. Mais on a du mal à imaginer que ces élus d'une autre époque puissent causer de très sérieux soucis à un homme actuellement sans rival crédible, et qui, contrairement à Mikhaïl Gorbatchev, se sent assez fort pour reconnaître parfois ses propres insuffisances, comme il l'a encore fait mardi.

Il n'empêche que, pour plus de sûreté, M. Eltsine entend tailler une Constitution à sa mesure, qui mette le président, et les réformes - à l'abri des vagues parlementaires. Dans les circonstances présentes, « une république de type parlementaire » risquerait de « livrer les pays au chaos des ambitions personnelles et d'ouvrir la voie au séparatisme régional ». Lorsque M. Eltsine ajoute qu'il faudrait « peut-être soumettre la nouvelle constitution à un référendum populaire », il adresse un clair avertissement aux députés qui seraient tentés de ne faire qu'à leur tête. Les « forces conservatrices », comme dit M. Eltsine, auront-elles les moyens de mettre des bâtons dans les roues du chef présidentiel ? La répartition, mardi 7 avril, de la Pravda aurait pu constituer pour elles un signal encourageant. A cela près que l'ex-organe de l'ex-parti communiste de l'ex-URSS revient, après une suspension de trois semaines, dans des conditions bien humilantes : grâce à une subvention de 18 millions de roubles du ministère de l'Information. Et que son « premier » numéro affiché à la une une (petite) interview du président Eltsine.

JAN KRAUZE

GRANDE-BRETAGNE : les élections du 9 avril

Incertitudes, tractations, « inégalité » du mode de scrutin...

Quarante-quatre millions d'électeurs britanniques sont appelés, jeudi 9 avril, à élire leurs 651 représentants à la Chambre des Communes. Tout en accordant un léger avantage aux travaillistes, les sondages indiquent qu'aucun parti ne semble en mesure d'obtenir la majorité absolue.

LONDRES

de notre correspondant

Même si ce scrutin s'annonce comme le plus serré depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les travaillistes ont le sentiment que la victoire est à leur portée. Les sondages leur accordent environ 2,5 points d'avance sur les conservateurs (38,7 % contre 36,2 %). Quant aux démocrates-libéraux de M. Paddy Ashdown, avec 20,4 % des intentions de vote, ils sont à leur apogée depuis les débuts de la campagne électorale. Transposées en nombre de sièges, ces intentions de vote signifient que le Labour obtiendrait 305 mandats, soit 6 ou 7 de plus que les Tories, mais 21 de moins que la majorité absolue de 326 sièges. Ce cas de figure, celui d'un « hung Parliament », paraît le plus probable, l'écart entre les deux principales formations ayant très peu varié depuis un mois.

Fébrilité

M. Neil Kinnock, le chef du Parti travailliste, s'est déclaré convaincu, mercredi, de l'emporter avec une majorité absolue d'au moins 20 sièges, et M. John Major, au nom du Parti conservateur, n'a pas fait preuve d'un moindre optimisme. Pourtant, ces derniers jours ont été marqués par les premières tractations, les inévitables tractations qu'entraîne l'absence de majorité claire. Les démocrates-libéraux, de leur côté, voient dans ce scrutin une occasion historique de « corriger », en leur faveur, l'« inégalité » du mode de scrutin actuel (majoritaire à un tour), qui privilégie les deux grands partis et laisse les formations minoritaires. Peut-être placés en position d'arbitre pour la formation d'un gouvernement de coalition, ils entendent monnayer leur

soutien par un engagement ferme du parti arrivé en tête en faveur de l'instauration de la proportionnelle. Ce calcul ne vaut cependant qu'en cas de victoire travailliste. M. John Major a en effet fermement rejeté un éventuel changement de mode de scrutin, de même qu'il a, par avance, refusé une quelconque « négociation » avec le parti de M. Ashdown. Les travaillistes se sont montrés plus ouverts. Ayant déjà accepté la proportionnelle pour l'élection d'un futur « Parlement écossais », ils se disent prêts à étudier une réforme électorale.

Au pouvoir depuis 1979, les conservateurs ont montré des signes de fébrilité, sinon de panique, au cours des derniers jours de la campagne, relançant, tour à tour, différents thèmes pour tenter de redresser leur image. Privés, pour la première fois depuis treize ans, du leadership autoritaire de M. Thatcher, ils ont mené une campagne hésitante, presque entièrement axée sur la promotion de M. Major, et les opérations de démolition de la nouvelle façade modérée du Parti travailliste. Les mises positives de reconduire au pouvoir, pour la quatrième fois consécutive, un gouvernement conservateur ont été, en revanche, largement passées sous silence. La médiocre prestation des conservateurs a d'autant plus soulevé la performance du Labour, et surtout celle de M. Kinnock : au fur et à mesure que la date du scrutin se rapprochait, le chef de l'opposition a réussi à imposer cette stature de « premier-ministère » qui lui faisait jusque-là défaut.

Si la perspective d'un « hung Parliament » se confirme, bien des cas de figure peuvent se présenter. Devançant leurs adversaires de quelques sièges, les conservateurs peuvent tenter de former un gouvernement soutenu par les quelques onze députés unionistes d'Irlande du Nord. Mais, même si son parti est battu d'une courte tête, le premier ministre peut aussi décider de ne pas démissionner immédiatement, laissant le temps à une coalition de « chameaux ». En 1974, M. Edward Heath avait tenté une telle manœuvre. Ne parvenant pas à conclure un accord avec les libéraux, il s'était ensuite incliné devant le verdict des urnes.

LAURENT ZECCHINI

IRLANDE

Nouveau référendum sur l'avortement

Le gouvernement de Dublin a annoncé, mardi 7 avril, l'organisation d'un nouveau référendum sur l'avortement. Cette décision a été prise à la suite du refus de la Communauté européenne de permettre aux Irlandais d'annuler le protocole du traité de Maastricht protégeant les dispositions anti-avortement de la Constitution irlandaise. Le gouvernement est pressé de libérer la législation sur l'interruption de grossesse depuis la décision de la Haute Cour de Dublin d'autoriser une adolescente violée à avorter en Grande-Bretagne (le Monde du 28 février). Le premier ministre, M. Albert Reynolds, avait demandé à ses partenaires européens de reconnaître la liberté de mouvement de ses concitoyens dans la Communauté et leur droit à obtenir des informations sur des « services librement disponibles dans les autres Etats ». Les centres de conseils sur l'interruption de gros-

sesse sont illégaux en Irlande. Les Douze ont estimé que permettre à Dublin de renégocier le protocole de Maastricht risquerait de susciter d'autres demandes analogues.

« Les questions de l'avortement et du traité de Maastricht ne doivent pas être enchevêtrées. Un référendum sur l'avortement est une option qu'il faut examiner », avait reconnu, mardi matin, le ministre des affaires étrangères David Andrews.

M. Reynolds avait espéré régler la crise constitutionnelle en amendant le traité de Maastricht, pour éviter de rallumer la « guerre civile morale » qui avait caractérisé le précédent référendum sur l'avortement en 1983. Cette consultation avait vu la victoire des adversaires de l'interruption volontaire de grossesse. Un nouveau scrutin pourrait, en tout état de cause, retarder de plusieurs mois le référendum sur le traité de Maastricht. - (AFP)

L'Europe à cinquante et une vitesses

Suite de la première page

Malgré toutes les précautions de langage, le représentant de Kiev décrit la CEI comme une sorte d'administrateur de biens dont la mission consiste à gérer avec le maximum d'efficacité et le minimum de tension la faillite de l'URSS. Mais ses jours sont comptés, sauf dans le cas - bien improbable tant les positions des uns et des autres sont éloignées - où de nouvelles bases de coopération pourraient être définies.

En attendant, l'Ukraine veut d'abord affirmer sa souveraineté nationale et en posséder tous les attributs : institutions étatiques, monnaie, armée qu'elle dénie à la CEI, dont elle refuse qu'elle soit un sujet de droit international. Cette position s'explique par une méfiance viscérale à l'égard de la Russie, soupçonnée de vouloir être « la plus égale des égales » et de vouloir utili-

ser la CEI à ses propres fins. Les plaidoyers des dirigeants de l'Europe de l'Ouest qui, forts de l'expérience des trois dernières décennies, plaident pour des rapprochements partiels à la souveraineté en faveur d'ensembles plus grands gérant l'interdépendance des économies et garantissant la prospérité, ne sont pas entendus. Les anciennes Républiques de l'Union soviétique donnent la priorité aux intérêts nationaux sur d'hypothétiques intérêts communs. Elles passent par une phase d'affirmation nationale, voire nationaliste sans doute inévitable, avec tous les dangers de surenchère chauviniste qu'elle comporte. Après seulement, s'il en est encore temps, elles songeront à s'intégrer à de nouvelles organisations supra-nationales.

Pour définir cette situation, il faut toute la subtilité du vocabulaire politique britannique, qui fait la distinction entre une « communauté », expression d'un mouvement vers l'intégration et un « commonwealth », organisation destinée à gérer « la décomposition dans la dignité ». Et les Anglais savent de quoi ils parlent!

Des contrôles contrares à l'indépendance

Les institutions internationales proposées par les Occidentaux ne sont pas épargnées par cette défiance. Pour ne pas indisposer les bailleurs de fonds, les dirigeants des ex-Républiques soviétiques ont beau être prudents dans leurs propos, ils ne manifestent aucun enthousiasme pour la création d'une organisation du type de l'OECE, après la guerre, qui serait chargée de distribuer et de contrôler les aides et les crédits. (L'Ukraine se montre fort marquée par la disparition des 24 milliards de dollars destinés par le G7 : elle serait encore plus furieuse s'il revenait à Moscou la charge de les répartir.) L'idée d'un contrôle sur l'utilisation des fonds leur paraît une atteinte à leur indépendance toute fraîche. S'ils acceptent la comparaison avec le plan Marshall, c'est pour le montant des fonds qui pourraient leur être alloués, pas pour les mécanismes

collectifs qu'il impliquait. Faut-il d'ailleurs créer une nouvelle organisation qui viendrait s'ajouter aux formes post-européennes déjà existantes et brouiller encore un peu plus les cartes? Dans leur tentative de tracer des limites à la désintégration de l'URSS, de trouver de nouvelles formes de coopération Est-Ouest et d'éviter une éventuelle contagion en Europe occidentale, les dirigeants occidentaux n'ont pas manqué sur les moyens, à tel point qu'il est difficile de se lancer dans une énumération des organisations supranationales sans courir le risque d'en oublier.

Une Conférence des Etats européens?

Beaucoup font double emploi et on aurait bien besoin de cette « théorie des ensembles » dont parla un jour François Mitterrand (2) pour mettre un peu d'ordre dans le foisonnement des institutions européennes, qu'il s'agisse de structures politiques, des problèmes militaires, de la coopération économique, etc. Avec les pays du groupe de Visegrad (Tchécoslovaquie, Hongrie, Pologne), la marche à suivre est à peu près claire. Après leurs accords d'association avec la CEI, ils ont vocation à adhérer, à terme, à la Communauté. Ce n'est pas le cas des Républiques de l'ancienne URSS : le chancelier Kohl leur a clairement signifié qu'elles ne pouvaient espérer que « des traités spécifiques ».

Mais Prague, Budapest et Varsovie ne se satisfont pas dans l'immédiat d'une coopération économique : ils veulent être politiquement associés à l'Europe occidentale. D'où l'idée évoquée dans l'entourage de Jacques Delors d'une « conférence des Etats européens » qui, outre les Douze, regrouperait tous les Etats démocratiques destinés à faire partie un jour de la Communauté. Cette conférence pourrait se réunir une fois par an au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement, deux fois à celui des ministres des affaires étrangères et être dotée d'un secrétariat permanent assés par Bruxelles. Cette proposition ne fait pas l'unanimité chez les Douze. Plus modérément, les dirigeants des pays imprudentes pourraient être invités une fois l'an à une réunion se tenant en marge des sommets de la Communauté. Ces titonnements témoignent à la fois d'une volonté d'organiser un continent en voie d'implosion après la disparition des blocs et de la perplexité que cette entreprise suscite. Des institutions ont en un an

doublé de volume : en novembre 1990, trente-quatre Etats avaient adhéré à la Charte de Paris de la CSCE ; il y a maintenant cinquante et un signataires, dont certains n'ont rien d'eurocentrés. Comme le dit Henry Kissinger, « quand tout le monde est allié avec tout le monde, personne n'est l'allié de personne », ajoutant que l'appartenance à plusieurs organisations ayant parfois la même vocation permet de défendre des positions différentes dans une instance et dans une autre, et risque de diluer les responsabilités. Un autre diplomate américain se demande sur quelles valeurs serait fondée une communauté atlantique allant de Vancouver à Vladivostok, « si tout le monde en fait partie ».

Personne ne sait quelle forme prendront les inévitables reclassements ni à travers quelles péripéties ils naîtront. Après que la confédération mitterrandienne eut fait long feu, personne ne se hasardait à privilégier une institution par rapport à une autre. Les dirigeants européens préfèrent procéder par approximations successives, quitte à entretenir des organisations paneuropéennes ponctuelles ou redondantes, attendant que sur une sorte de sélection naturelle, les plus utiles et les plus solides survivent à l'épreuve du temps. M. Jacques Delors se plaît à citer Hölderlin : « Jamais autant de choses n'ont été à leur commencement. »

DANIEL VERNET

(2) Dans un entretien à l'Expansion du 17 octobre 1991.

■ MOLDAVIE : cessez-le-feu. - Un cessez-le-feu, fruit d'un accord entre les ministres des affaires étrangères de Russie, d'Ukraine, de Moldavie et de Roumanie, est entré en vigueur dans la région rumo-phone du Dniestr en Moldavie, mardi 7 avril, à 15 heures locales. Un différend subsiste cependant sur les forces chargées de faire respecter la trêve : les Russes, dont le chef de la trêve, M. Andréi Kozirev, a été accueilli mardi en héros dans le Dniestr, demandent que ce soit la XIV^e armée, à dominante russe : mais les autres parties considèrent qu'elle ne peut être neutre dans ce conflit. Le président moldave, M. Mircea Snegur, a qualifié d'« irresponsable » le comportement du vice-président russe Alexandre Rutovski à ce sujet. - (Reuter, AFP)

« Quand un vieillard meurt, c'est une bibliothèque qui brûle. »



AMADOU HAMPATÉ BÂ
AUTEUR D'AMKOUÏLE, L'ENFANT PEUL

ACTES SUD

ACCUEILLIR LA MÉMOIRE ET LA CRÉATION
PAR DES LIVRES DU MONDE ENTIER

EUROPE

S'alignant sur la Communauté européenne

Washington reconnaît la Slovaquie
la Croatie et la Bosnie-Herzégovine

Le président de la Bosnie-Herzégovine, M. Alija Izetbegovic, a affirmé, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 avril, que l'armée serbo-fédérale s'apprêtait à attaquer Sarajevo, capitale de cette République. Dans un appel à l'aide lancé au ministre autrichien des affaires étrangères, M. Alois Mock, il indiquait que « des éléments radicaux acceptaient mal la reconnaissance internationale [par la CEE et les Etats-Unis, NDLR] de la Bosnie-Herzégovine » et « que la démocratie était menacée ». Des rumeurs sur l'imminence d'une offensive militaire, appuyées par les milices serbes, contre Sarajevo avaient semé la panique parmi la population de la ville. La radio locale a fait état de violents accrochages dans le quartier musulman de Basarsija et de fortes détonations à proximité du Parlement. Le commandant de la 2^e région militaire (qui englobe Sarajevo), le général Miltun Kukanjac, a affirmé pour sa part que « des formations paramilitaires musulmanes attaquaient l'armée dans le but de la briser mais qu'elles ne réussiraient pas ».

Alors que le Conseil de sécurité a décidé, mardi 7 avril, à l'unanimité d'autoriser le déploiement « total et le plus rapide possible » des 14 000 « casques bleus » dans l'ex-Yougoslavie, des affrontements ont fait le même jour quatre morts en Slavonie orientale (Croatie). — (AFP.)

WASHINGTON

de notre correspondant

Suivant l'exemple de la Communauté européenne, les Etats-Unis ont annoncé, mardi 7 avril, une décision longuement mûrie sinon acquiescente avec réticence : la reconnaissance de la Croatie, de la Slovaquie et de la Bosnie-Herzégovine. Dans un communiqué, la Maison Blanche souligne que cette décision a été prise en « étroite consultation » avec la Communauté européenne qui avait reconnu les deux premières de ces Républiques ex-yougoslaves en janvier et la troisième lundi 6 avril. Le geste de l'administration Bush intervient au moment où l'ONU a finalement autorisé le déploiement de quatorze mille « casques bleus » en Croatie.

Pour les Etats-Unis, cette reconnaissance est l'aboutissement d'une réflexion souvent embarrassée sur l'attitude à suivre face à l'éclatement de la Yougoslavie. Au début du réveil nationaliste dans les Balkans, le gouvernement américain avait donné l'impression de « surtout ne pas vouloir rien faire qui puisse encourager le séparatisme », explique au Monde le professeur Janusz Bugajski, du Centre d'études stratégiques et internationales de Washington (CSIS). Quitté à se voir reprocher, au Congrès et dans la communauté croate américaine notamment, d'avoir ainsi, indirectement, incité les Serbes à passer à l'action violente contre la Croatie. C'est que les enjeux, pour les Etats-Unis, dépassaient alors le cadre de la Fédération de Yougoslavie : l'administration craignait que l'exemple yougoslave

ne fasse tache d'huile dans ce qui était encore l'URSS, ébranlant ainsi un peu plus le pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. Cette préoccupation a naturellement évolué avec la disparition de l'Union soviétique et le départ de M. Gorbatchev. A plusieurs reprises, le département d'Etat a désigné les Serbes comme les principaux responsables du conflit avec la Croatie. Mais avec la fin de la guerre froide, et l'absence d'intérêts stratégiques à défendre dans cette ancienne zone-tampon qu'était la Yougoslavie, les Etats-Unis se sont réfugiés dans une attitude que le professeur Bugajski qualifie d'« indifférence relative ».

L'administration a laissé faire la CEE tout en ne cachant pas, parfois, une certaine « déception » devant le peu de résultats obtenus par les Européens. Pour certains commentateurs américains, la Communauté, par son impuissance devant les mini-guerres yougoslaves, a lamentablement raté le premier grand test destiné à manifester qu'elle pouvait être une force politique autonome.

Washington avait très modérément apprécié le leadership exercé par l'Allemagne qui a poussé les Européens à reconnaître la Croatie. Il ne s'en sent pas moins obligé à emboîter le pas aux Européens lorsque ceux-ci suivent l'initiative de Bonn. Les Etats-Unis ont constaté, dit le communiqué de la Maison Blanche, « l'expression pacifique et démocratique de la volonté des citoyens » de Croatie, de Slovaquie et de Bosnie-Herzégovine. Des relations diplomatiques devraient être établies incessamment avec ces Républiques.

Al. Fr.

Le différend diplomatique sur la Macédoine

La Grèce reste intransigeante

ATHÈNES

de notre correspondant

En décidant, lundi 6 avril à Luxembourg, de reporter la reconnaissance de la République ex-yougoslave de Macédoine, les ministres des affaires étrangères de la CEE ont donné un nouveau répit à la Grèce pour tenter de trouver une issue à une bataille diplomatique mal engagée avec Skopje et ses partenaires européens.

Les Douze doivent de nouveau se réunir le 11 mai pour décider du sort de la Macédoine. D'ici à cette date, la présidence portugaise de la CEE s'efforcera de rapprocher les points de vue d'Athènes et de Skopje. Les Grecs s'accrochent à la déclaration des Douze du 16 décembre dernier qui demandait aux Macédoniens « des garanties constitutionnelles excluant toute revendication d'ordre territorial », et le rejet « de toute action de propagande hostile, y compris en utilisant un nom qui sous-entend des revendications territoriales ». Athènes refuse farouchement que Skopje « usurpe » le « nom historique grec » de Macédoine. Pour les Grecs, l'emploi d'une telle appellation cache des visées territoriales sur la Macédoine grecque et son grand port, Salonique.

Le chef de la diplomatie, M. Antonis Samaras, qui s'est fait

ALBANIE : abandon du drapeau communiste. — Le Parlement albanais a abandonné, mardi 7 avril, le drapeau frappé de l'étoile rouge, symbole du communisme, qui était celui de l'Albanie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les députés ont adopté le drapeau traditionnel albanais, l'aigle noir bicéphale sur fond rouge. — (AFP.)

le champion de la cause grecque dans cette affaire, s'est félicité de la décision des Douze. Il a souligné que « la parole revenait maintenant à Athènes », en ajoutant qu'il fallait dorénavant « examiner avec calme et détermination l'ensemble du problème et faire une analyse globale afin d'avoir une image claire des garanties constitutionnelles et politiques, internationales et bilatérales, que devra fournir Skopje pour être reconnu ». M. Samaras cherche à réunir les chefs des partis représentés au Parlement autour du président de la République, M. Constantinos Caramanlis, pour obtenir un soutien à sa politique intransigente.

La question de la reconnaissance de la Macédoine pose de plus en plus lourd sur la vie politique nationale et embarrasse le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, pressé par de nombreux partenaires européens, qui comprennent difficilement « les susceptibilités grecques » et les réticences d'Athènes à trouver un compromis. Mardi, l'Allemagne a déjà ouvert un consulat général à Skopje.

Suivant la CEE, les Etats-Unis ont insisté clairement auprès d'Athènes pour que le différend avec Skopje soit réglé rapidement. Washington a précisé qu'il n'attendait pas « indéfiniment » avant de reconnaître l'indépendance macédonienne. « Au vu des inquiétudes exprimées par notre allié et amie la Grèce », a souligné le porte-parole du département d'Etat, M^{me} Margaret Tutwiler, nous avons demandé et obtenu du président macédonien l'assurance que la Macédoine n'a aucune revendication territoriale envers les Etats voisins et considère les frontières de ces Etats comme inviolables ».

DIDIER KUNZ

ITALIE : après les élections des 5 et 6 avril

L'heure des comptes et le portrait-robot
du futur président du Conseil

Les responsables des principaux partis politiques italiens ont commencé à tirer les enseignements du scrutin des 5 et 6 avril. Si certains pensent à une modification du système électoral, d'autres réfléchissent, bien naturellement, aux futures coalitions possibles.

ROME

de notre correspondant

Pluie et brouillard : le temps de Rome sied à la politique italienne. C'est sous un ciel en berne que les responsables du « tremblement de terre » des législatives ont commencé, mardi 7 avril, à rechercher victimes et responsables sous les décombres. Sauvé de justesse, à quelques voix près, Luciano Benetton (PRI) pourra se joindre à la marche triomphale sur Rome d'Alessandro Mussolini, la petite-fille du Duce, émue triomphalement par les néofascistes à Naples. Enfin, si le mur du séisme est tombé chez les Républicains, qui accueilleront leur première femme à la Chambre, les Italiens ont montré qu'ils envisageaient peut-être de passer aux choses sérieuses en envoyant se réhabiliter le star du porno, Moana Pozzi.

Les choses sérieuses en l'occurrence se sont déroulées mardi 7 avril dans l'après-midi, Piazza del Gesù, où la Démocratie chrétienne s'est efforcée d'évaluer les dégâts subis, et les possibilités de reconstruction. Constat de départ : le DC non seulement reste le premier parti avec presque 30 %, mais elle a creusé son écart avec la deuxième force politique du pays, le PDS (ex-PCI), qui dépasse tout juste les 16 %.

A partir de là, tout est possible, ou envisagé. Même un bouche-à-bouche gouvernemental. Promu, ainsi, secouriste en chef, M. Arnaldo Forlani, le secrétaire du parti dont la démission a été rejetée, a multiplié les contacts, sondant tour à tour le PDS, les Républicains et même les Verts. Avec des résultats mitigés. Voilà, par exemple, que M. Giorgio La Malfa, le chef du PRI, se découvre des principes et déclare : « Nous n'échangerons pas nos votes contre la présidence du Conseil ». Voilà que M. Achille Occhetto, le secrétaire général du PDS, a des doutes tactiques. Bien qu'en pleine querelle de famille avec les sécessionnistes de Rifondazione Comunista, qu'il accuse d'avoir détourné des électeurs, leurés par la « fausse » faucille qui figure sur leur

emblème, il pose des conditions et réfléchit à nouveau sur une hypothétique union des gauches avec les socialistes.

De son côté, retiré sous sa tente à l'hôtel Raphael à Rome, Bettino Craxi a fait savoir que le PSI renoncera au Palais Chigi : « Nous socialistes, estimons que nous n'avons pas la légitimité pour avancer une proposition de gouvernement », a expliqué le vice-secrétaire du PSI, M. Giuliano Amato.

Les soubresauts
de la « baleine »

Faut-il, alors, entrer de plein pied dans les réformes, essayer, comme le prône Arnaldo Forlani, la recette magique d'un système électoral majoritaire ? Certes, mais qui va s'en charger ? Le débat a de grandes chances de tourner long-temps en rond.

Grand vainqueur de cette élection, au moins sur le plan de l'innovation, le démocrate chrétien Mario Segni, dont le « Pacta refrendere » réunit environ cent cinquante parlementaires, demande un « congrès extraordinaire » du parti, tandis que les courants de l'opposition interne s'agitent. Bref, la « baleine » est agitée de soubresauts, y compris les plus inatten-

due comme l'initiative d'Antonio Geraci, vice-secrétaire de la DC à Rome, dit aussi « Spartacus », qui propose de mettre l'actuel président de la République, M. Cossiga, à la tête du parti.

De toute façon, ce scrutin a signé le grand retour de Francesco Cossiga. C'est en effet maintenant à l'imprévisible président de désigner, après consultations, celui qui sera chargé de former le gouvernement. Mais que vaudra l'« effet Cossiga » dans la confusion ambiante ? Une première indication est venue mardi de Washington, où, en visite officielle, le président italien a pris le temps de jouer aux devinettes, et de tracer le portrait-robot du prochain président du Conseil. Il sera, a-t-il dit, « patient et décidé. Il aura du courage et parlera le langage de la vérité... et surtout il sera crédible dans la majorité et dans l'opposition ». Qui est-ce ? La presse, presque à l'unanimité, répond : Giovanni Spadolini, républicain, déjà ancien président du Conseil et, comme le dit un journaliste, « sage baroque du Risorgimento ». Solution du rébus : le 2 mai, jour où M. Cossiga prendra sa décision.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

La nouvelle Chambre des députés

	NOMBRE DE SIÈGES 1992	VARIATIONS PAR RAPPORT A 1987
Démocratie chrétienne (DC).....	206	- 28
PDS.....	107	L'ancien PCI avait obtenu 177 sièges
Rifondazione comunista.....	35	+ 35
Parti socialiste (PSI).....	92	+ 2
MSI (néofasciste).....	34	- 1
Parti républicain (PRI).....	27	+ 6
Parti libéral (PLI).....	17	+ 6
Parti social-démocrate (PSDI).....	16	- 1
Liste Passella.....	7	+ 7
Verts.....	16	+ 3
Ligue lombarde.....	55	+ 54
Ligue vénète.....	1	+ 1
Rete.....	12	+ 12
PPST (Sud-Tyrol).....	3	Sans changement
Liste Val-d'Aoste.....	1	+ 1
Fédération des retraités.....	1	+ 1
TOTAL.....	630	630

Le nouveau Sénat

	NOMBRE DE SIÈGES 1992	VARIATIONS PAR RAPPORT A 1987
Démocratie chrétienne (DC).....	107	- 18
PDS.....	64	L'ancien PCI avait obtenu 101 sièges
Rifondazione comunista.....	20	+ 20
Parti socialiste (PSI).....	49	+ 13
MSI (néofasciste).....	16	Sans changement
Parti républicain (PRI).....	10	+ 2
Parti libéral (PLI).....	4	+ 1
Parti social-démocrate (PSDI).....	3	- 2
Verts.....	4	+ 24
Ligue Nord.....	25	+ 24
Autres ligues.....	2	+ 2
Rete.....	3	+ 3
PPST (Sud-Tyrol).....	3	+ 1
Liste Val-d'Aoste.....	1	+ 1
Liste autonomiste.....	3	+ 3
Fédération des retraités.....	1	+ 1
TOTAL.....	315	315

HONGRIE : l'indemnisation des victimes
de la répression entre 1939 et 1949Déception de la communauté juive
et de la minorité allemande

BUDAPEST

de notre correspondant

Le Parlement hongrois a adopté, mardi 7 avril, une loi sur l'indemnisation des victimes de la répression entre 1939 et 1949. Depuis son investiture, il y a deux ans, le gouvernement de M. Antal s'était engagé à indemniser les personnes victimes de « crimes » et d'« injustices » commis sous l'ancien régime. Le Parlement avait approuvé, en juin 1991, une loi destinée à compenser financièrement ceux dont les biens avaient été confisqués par les communistes. Le deuxième volet de cette loi, adopté mardi, vise essentiellement les membres de la communauté juive et de la minorité allemande victimes de persécutions entre 1939 et 1949.

De l'aveu d'un député, cette dernière période est « plus complexe » car elle oblige des Hongrois à se pencher sur une époque où les mesures discriminatoires n'ont pas toutes été imposées par le pouvoir stalinien. Les dix années conçues correspondent à l'entrée en vigueur des lois anti-juives du 1^{er} mai 1939 et s'étendent jusqu'à la première réunion du Parlement entièrement dominé par le PC, le 8 juin 1949, en passant par l'adoption des lois anti-allemandes de 1945 qui ont frappé cette minorité de « culpabilité collective ».

Toutefois, ce texte est loin de satisfaire la plupart des représentants des communautés juive et allemande. « Tous ceux qui ont déjà touché une indemnité de la part d'un Etat étranger sont automatiquement rejetés par cette loi, regrette le rabbin Tamás Raj,

député et membre du principal parti d'opposition. La majorité écrasante des survivants de l'Holocauste et une grande partie de la minorité allemande seront donc exclus ».

La RFA a fait verser 97 millions de Deutschmarks entre 1963 et 1971 aux autorités de Budapest au titre de « réparation » pour la déportation de près de 600 000 juifs de Hongrie par les nazis. Mais ces fonds ont été gérés par le pouvoir communiste, soupçonné de ne pas avoir distribué l'ensemble de cette somme. Quant aux quelque 200 000 Allemands expulsés du pays après 1945, ils ont reçu une aide de réhabilitation du gouvernement de Bonn. Résultat : « Cette loi, selon Tamás Raj, ne pourra bénéficier qu'aux Allemands qui n'ont pas quitté le pays ». La communauté juive voudrait aussi pouvoir demander la restitution d'une partie de ses biens confisqués au même titre que l'Eglise catholique, qui a déjà pu récupérer certains de ses anciens bâtiments. Dernière objection : le texte adopté mardi ne prend pas en compte la répression exercée contre les milliers de témoins.

YVES-MICHEL RIOUX

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

ASIE

CHINE : pour combattre « le pouvoir autocratique » du PC

Des dissidents auraient formé
un parti social-démocrate

PÉKIN

de notre correspondant

Le système de parti unique dépeint qui règne en Chine depuis 1949 est-il menacé ? Un groupe obscur de dissidents l'affirme, qui dit avoir fondé un parti clandestin à l'échelle nationale. Plusieurs journalistes étrangers se sont vu remettre, depuis la mi-mars, des documents émanant d'une organisation s'intitulant « Parti social-démocrate de Chine », censé avoir été formé en secret en octobre 1989, au lendemain de la répression de Tiananmen, et consolidé l'année suivante par une charte prévoyant l'instauration « d'une nouvelle société faite de liberté, de justice, d'humanité et de légalité ».

Le groupe entend combattre « le pouvoir autocratique qui existe depuis des millénaires en Chine et a culminé avec les communistes ». Il ne se fait pas l'avocat d'une interdiction du PC chinois mais espère en attirer l'attention dans l'hypothèse d'une scission. Le groupe revendique « plusieurs centaines » de membres. A en croire certains qui se présentent en porte-parole du groupe, il bénéficierait de complicités dans plusieurs instances du régime, y compris sa police dans certaines provinces.

Les documents confidentiels de la police qui font l'objet de fuites en direction de Hongkong mentionnent souvent l'existence d'organisations clandestines apparues depuis 1989 à travers le pays, sans qu'il soit possi-

ble de juger de leur importance réelle. On tient pour certain que les dissidents qui ont fui à l'étranger en 1989 ont reçu l'assistance de personnes haut placées dans l'appareil.

Au cours de la session parlementaire qui vient de se tenir, un tract a été distribué à Pékin, signé du « Parti social-démocrate », qui appelait à l'abolition du monopartisme. Seul l'avenir dira si ce « parti » existe bel et bien, ou s'il relève de la provocation policière. A sa fondation, clandestine, en 1921, le PCC comptait cinquante-sept membres.

F. D.

Reconnaissance des « activités séparatistes » au Xinjiang. — Le Quotidien du Xinjiang a admis, le 2 avril, que le nationalisme posait de graves problèmes dans cette région chinoise à majorité musulmane frontalière de plusieurs Républiques d'Asie centrale. « Ces dernières années les activités des séparatistes ont été très fréquentes », a indiqué le journal, évoquant « les contre-révolutionnaires qui, sous le prétexte de religion, ont provoqué des troubles ou commis des sabotages ». Tirant la « profonde leçon » des manifestations démocratiques de 1989 en Chine, encouragées par « le laxisme dans la lutte contre les criminels », le journal explique qu'au Xinjiang « seules les méthodes de la dictature pourront préserver le système socialiste ». — (AFP.)

هنا من الأخبار

خبر من الشرق

PROCHE-ORIENT

L'atterrissage en catastrophe de l'avion de Yasser Arafat dans le désert libyen

A Tunis, l'inquiétude puis le soulagement...

TUNIS

de notre correspondant

Il était un peu plus de dix heures mercredi matin lorsque le bureau de M. Yasser Arafat à Tunis confirmait que le dirigeant palestinien était « sain et sauf », après qu'un contact radio eut été établi entre le siège de l'OLP et l'avion accidenté. M. Arafat, ajoutait-on, devait regagner dans la journée le village d'Al Sarah, au nord-ouest de la frontière soudanaise, qui abrite un camp d'entraînement de combattants palestiniens.

Cette nouvelle mettait fin à l'angoisse qui s'était emparée des dirigeants de l'OLP dans la nuit de mardi à mercredi, après l'annonce de l'accident par les premières dépêches de l'agence de presse libyenne JANA. M. Arafat s'était rendu lundi à Khartoum pour s'entretenir avec le chef de la junte soudanaise, le général Omar

Hassan El Béchir, qu'il avait rencontré à plusieurs reprises ces derniers mois. Sans doute a-t-il mis à profit cette visite pour rencontrer les chefs des unités militaires palestiniennes stationnées au Soudan.

Deuxième voyage en Libye

Jeudi dernier, M. Arafat s'était déjà rendu en Libye. A Tripoli, il avait exprimé au numéro deux libyen, M. Abdessalam Jalloud, « la solidarité du peuple palestinien avec la Jamahiriya libyenne », après les sanctions décrétées par les Nations unies. Mais avait-il aussi plaidé pour la « solution pacifique » à laquelle appellent la plupart des pays arabes et avait-il l'intention d'insister à nouveau ? L'OLP a en effet tout intérêt à ce qu'un arrangement soit trouvé sur ce point.

A ses yeux, une escalade risquerait de freiner, sinon de bloquer le processus de paix, alors qu'elle vient de confirmer la participation palestinienne à la prochaine phase des négociations qui doit débuter à la fin du mois. Et puis, et surtout, la centrale palestinienne pâtirait durement d'un éventuel blocus de la Libye, dont personne n'écartera la possibilité à plus ou moins brève échéance.

Depuis la guerre du Golfe, quelque 80 000 Palestiniens sont installés et travaillent en Libye, et leurs revenus sont un apport certain pour leurs familles dans les territoires occupés. En outre le régime du colonel Kadhafi alloue en moyenne à l'OLP 4 millions de dollars par mois, qui viennent quelque peu compenser les pertes représentées par la suspension de l'aide financière de l'Arabie saoudite et des autres riches monarchies du Golfe.

M. Arafat avait prévu de regagner Tunis, dans la journée de

mercredi, pour présider, jeudi, une réunion du conseil central de l'OLP (instance intermédiaire entre le comité exécutif et le conseil national, le Parlement de l'organisation) qui s'annonce difficile. Plusieurs mouvements de la centrale, le FPLP de M. Georges Habache et le FDLP de M. Nayef Hawatme, notamment, s'inquiètent en effet de plus en plus des « concessions » palestiniennes sur la table des négociations avec Israël, depuis la conférence de Madrid.

Le président de l'OLP avait déjà dû affronter, voici une dizaine de jours, la grogne de certains de ses amis lors d'une session du conseil révolutionnaire du Fath, son propre mouvement, qui est la principale composante de l'OLP : ils lui reprochaient d'exercer un pouvoir trop personnel.

MICHEL DEURÉ

Le chef de l'OLP est sorti indemne d'un accident d'avion

Suite de la première page

L'OLP a lancé un appel aux Etats-Unis, à la France, à la Grande-Bretagne, à l'Italie et à l'Espagne pour leur demander d'appliquer la résolution 1918 du Conseil de sécurité de l'ONU, qui appelle à la libération de la bande de Gaza. Les forces de l'ordre israéliennes sont intervenues pour rétablir le calme. Avant d'apprendre que le chef de l'OLP était sorti indemne de l'accident, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, avait déclaré, mercredi matin, que « personne en Israël ne regrettera le décès de cet individu ».

La France s'est félicitée, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, que Yasser Arafat ait eu la vie sauve. « C'est une bonne nouvelle », a déclaré M. Daniel Bernard, en précisant que le député général de l'OLP en France, M. Ibrahim Souss, avait remercié Paris pour « la réaction immédiate de la France dans cette affaire ». Selon le porte-parole du gouvernement, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a indiqué, au cours du conseil des ministres, mercredi matin, que « très tôt dans la nuit, la France avait accueilli positivement l'appel de détresse qui lui avait été adressé par l'OLP pour aider aux recherches de l'avion et de ses passagers ».

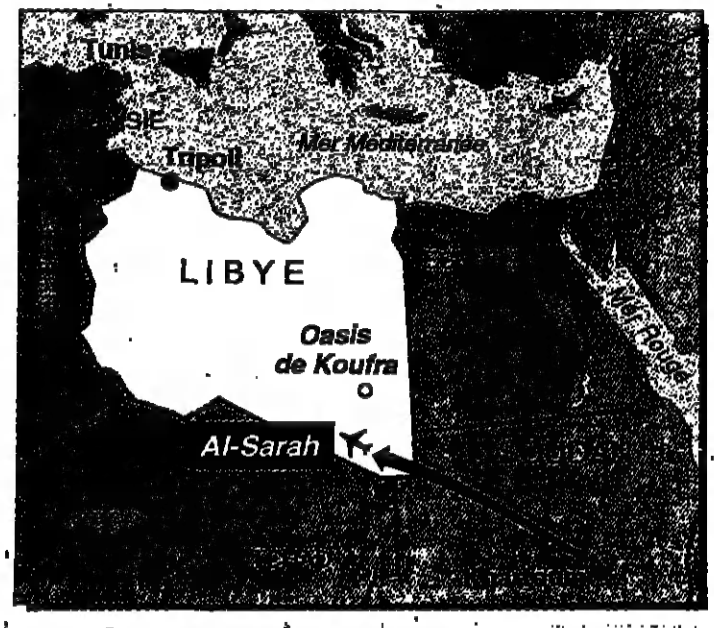
M. Roland Dumas avait également affirmé, devant le gouvernement, que la nouvelle de cet accident « nous remplissait d'inquiétude », et que l'information selon laquelle M. Arafat « serait survivant, serait une bonne nouvelle ». (AFP, Reuters.)

Les Palestiniens des territoires occupés par Israël, qui attendaient avec inquiétude des nouvelles du

sort de M. Arafat, ont appris avec joie et soulagement qu'il était sain et sauf. Des manifestations d'allégresse ont eu lieu à Jérusalem-Est et dans plusieurs villes de Cisjordanie, ainsi que dans la bande de Gaza. Les forces de l'ordre israéliennes sont intervenues pour rétablir le calme. Avant d'apprendre que le chef de l'OLP était sorti indemne de l'accident, le ministre israélien de la défense, M. Moshe Arens, avait déclaré, mercredi matin, que « personne en Israël ne regrettera le décès de cet individu ».

La France s'est félicitée, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, que Yasser Arafat ait eu la vie sauve. « C'est une bonne nouvelle », a déclaré M. Daniel Bernard, en précisant que le député général de l'OLP en France, M. Ibrahim Souss, avait remercié Paris pour « la réaction immédiate de la France dans cette affaire ». Selon le porte-parole du gouvernement, le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a indiqué, au cours du conseil des ministres, mercredi matin, que « très tôt dans la nuit, la France avait accueilli positivement l'appel de détresse qui lui avait été adressé par l'OLP pour aider aux recherches de l'avion et de ses passagers ».

M. Roland Dumas avait également affirmé, devant le gouvernement, que la nouvelle de cet accident « nous remplissait d'inquiétude », et que l'information selon laquelle M. Arafat « serait survivant, serait une bonne nouvelle ». (AFP, Reuters.)



Un éternel voyageur toujours imprévisible

NICOSIE

de notre correspondant

Pour cet éternel voyageur qu'est le chef de l'OLP, l'accident d'avion était la chose la moins envisagée, tant les hypothèses plus guerrières d'une attaque aérienne ou d'une interception venaient d'abord. Pour ceux qui le connaissent, ces perpétuels déplacements sont pourtant sujets d'inquiétude, même s'ils font partie intégrante de la personnalité de M. Yasser Arafat. Ce mouvement continu est pour lui une stratégie politique : être partout et tenter de savoir avant tout le monde pour agir en conséquence et démontrer ainsi la vitalité de la révolution palestinienne.

Mais c'est aussi, pour le chef de l'OLP, un besoin de suivre partout ses combattants en exil au Soudan, en Libye, au Yémen ou en Algérie. Chef militaire tout autant que politique, il est toujours resté près de ses hommes. Cette attitude lui vaut d'ailleurs une grande part de sa popularité, chez les fedayins notamment, avec qui il n'a jamais craint de partager en toutes circonstances le pain et les litières de camp.

Une équipe de télécommunications

Il est l'un des seuls dirigeants de l'OLP à se comporter ainsi, et, au Liban, les combattants rappellent volontiers ses visites dans le Sud, alors sous les bombardements israéliens. En 1983, il avait ainsi surgi des opposants et des Syriens. Pendant plus de deux mois, il avait vécu avec ses hommes le siège de la ville.

Obsédé, avec raison, par la sécurité, M. Arafat, qui passe sans doute presque autant de temps dans les airs que sur terre, garde sur tous ses déplacements un secret absolu jusqu'à la dernière minute. « Voyez

avec lui n'est pas de tout repos, rapporte ainsi un témoin, car on ne sait jamais si on va se retrouver dans quelques heures à Pékin ou au Caire. » Nul ne sait quelques instants avant son départ, s'il part et où.

Les avions privés qu'il emprunte dépendent, généralement, de la bonne volonté des Etats arabes qui lui prêtent alors équipage et pilote. Juste après la guerre du Golfe, boycotté par la plupart des capitales arabes, il voyageait le plus souvent dans des avions algériens. Prévenu à la dernière minute, le pilote ne dispose pas de temps avant l'approche, surgissant ainsi, inopinément, parfois là où on l'attend le moins.

Lors des grandes réunions arabes, son arrivée est toujours objet de plaisanterie, les responsables répondant invariablement qu'il n'est aucune idée de l'heure d'arrivée du chef de l'OLP qui, pour ces occasions, arrive parfois, bien que très rarement - protocole oblige, et M. Arafat, comme « président de l'Etat de Palestine », y est attaché, - en compagnie d'un autre chef d'Etat.

Dans tous ses déplacements, il est accompagné d'une équipe de télécommunications qui, dans deux valises, tous les moyens de la relier en permanence au reste du monde. Les Palestiniens n'ont jamais lésiné sur cet aspect des choses et, dans n'importe quel camp palestinien, les télécopieurs sont monnaie courante.

Pour ce perpétuel nomade, un accident dans le désert, au milieu d'une tempête de sable, n'est peut-être qu'un symbole supplémentaire de son caractère légendaire.

FRANÇOISE CHIPAUX

AMÉRIQUES

PÉROU : après son « coup d'Etat civil »

Le président Fujimori est soutenu par la population mais désapprouvé par le patronat

LIMA

de notre correspondant

Le président Fujimori a pris son premier bain de foule quarante-huit heures seulement après avoir provoqué un « coup d'Etat civil ». Il s'est en effet promené dans le centre-ville, mardi 7 avril dans la matinée, accompagné d'une escorte musclée. Les réactions spontanées de la population étaient, dans l'ensemble, très favorables au chef de l'Etat.

Des sondages indiquent d'ailleurs que 75,4 % des habitants de la capitale appuient la dissolution du Parlement. Interrogés sur les mesures qu'ils souhaitaient voir adoptées, seuls 4 % exigent le rétablissement de la démocratie, et 2,4 % la convocation de nouvelles élections.

Mais cette popularité ne semble pas être partagée par tous. Pour les dirigeants politiques, de droite comme de gauche, M. Fujimori a cessé d'être le président constitutionnel du Pérou et ils exigent le retour à l'ordre démocratique. Le retour, dans un communiqué, a condamné ce qu'on appelle ici l'« auto-coup ». De son côté, la presse a protesté à l'unisson contre la « dictature » et la censure. Ce tollé explique sans doute l'empressement du gouvernement à retirer les militaires qui montaient la garde devant les principaux hebdomadaires, ainsi qu'à libérer le correspondant d'El País, Gustavo Gorretti, assurant que l'armée abandonnerait sa surveillance dans les plus brefs délais.

A cette occasion, le ministre des affaires étrangères, M. Augusto Blacker Miller, a tenu une confé-

rence de presse pendant plus de deux heures pour essayer de dissiper le malaise suscité par la mise entre parenthèses de la démocratie. « Le contrôle du pays nous filait entre les doigts, c'est pour cette raison que nous avons été obligés d'adopter ces mesures. Nous étions dans l'impasse constitutionnelle alors que le Pérou vit la crise la plus dramatique de son histoire. Il n'existait aucune soupape d'échappement, alors que certaines forces politiques étaient décidées à faire échouer la politique du gouvernement ».

M. Blacker Miller a cependant annoncé la mise en liberté de tous les prisonniers, le retour de l'armée dans les casernes, la suspension des ordres d'assignation à résidence dans deux semaines, la réforme de la Constitution dans six mois, qui sera suivie d'un référendum, et des élections législatives dans environ un an. « Si nous perdons le référendum, nous renverrons chez nous », a affirmé M. Blacker Miller.

Interrogé à propos des arrestations, le ministre a reconnu que six avocats et une douzaine d'hommes politiques étaient détenus par les autorités. Il s'agit pour la plupart de dirigeants du parti apriste (social-démocrate). Quant à la situation de l'ex-président (apriste) Alan García, il a commenté : « Il se cache, et il doit savoir pourquoi, car, désormais, face à un pouvoir judiciaire non corrompu, il ne lui sera pas aussi facile d'échapper à la justice. » M. Pilar de García, l'épouse de l'ex-chef de l'Etat, a dénoncé la disparition de son mari, dont elle n'a plus de nouvelles depuis dimanche.

NICOLE BONNET

Une atteinte sérieuse à la démocratie

par Martine Jacot

AVEC l'appui de l'armée et de la police, le président légalement élu du Pérou vient de porter un coup sérieux à la démocratie, en décrétant d'« éliminer tous les freins à la reconstruction du pays », à savoir le Parlement, qu'il a dissous, et le pouvoir judiciaire, qu'il veut « réorganiser ». Ingénieur agronome inexpérimenté en politique, M. Fujimori avait apparemment mal évalué, lorsqu'il est arrivé au pouvoir en juillet 1990, la complexité des drames de son pays. Le Pérou, premier producteur de coca du monde, était alors au bord de la banqueroute. Et les guérilleros « maoïstes » du Sentier lumineux - le mouvement le plus sanglant et le plus atypique et le plus anachronique du continent - poursuivaient leur impitoyable lutte armée, déclenchée dix ans auparavant, en tirant leurs revenus du trafic de la drogue.

A peine intronisé, M. Fujimori reniait toutes ses promesses électorales en adoptant, sur les conseils pressants du FMI, la politique économique que son adversaire, l'écrivain Mario Vargas Llosa, avait prônée sans succès. Le « Fujichoc » d'août 1990 - plan de stabilisation et d'ibérification de l'économie d'une brutalité rare - frappait de plein fouet une population dont la majorité était déjà aux limites de la survie.

Ce remède radical a produit au moins deux effets positifs : l'inflation a été ramenée de plus de 7 000 % en 1990 à 140 % en 1991, et le Pérou a été réintégré au sein de la communauté financière internationale, qui l'avait banni en 1986 lorsque l'ex-président social-démocrate Alan García avait décidé de ne consacrer que 10 % des exportations au remboursement de l'énorme dette de son pays. Mais le FMI s'empêchait de voir le déficit budgétaire éponger et le processus de privatisations des entreprises publiques accéléré.

Devant les énormes sacrifices imposés à la population, l'opposition a réclamé des mesures sociales d'accompagnement à un président se prétendant « indépendant de tout parti », qui, après tout, ne disposait pas d'une majorité parlementaire. Lasi Le chef de l'Etat, autrefois avocat des « formules souples » élaborées dans un « esprit de concertation », a adopté en novembre 126 décrets-lois privatisant de presque

tous les services publics ainsi que la militarisation accrue de la lutte antiterroriste. Une dernière option très fortement critiquée : durant les douze premiers mois de la présidence de M. Fujimori, la violence politique avait déjà fait 3 106 morts, le double de l'année précédente. Le dialogue que l'autre mouvement de guérilla (MRTA), d'inspiration guérillera, avait proposé de nouer avec le gouvernement a été sèchement refusé par ce dernier.

Au cours des dernières semaines, les déboires se sont succédés pour M. Fujimori, le fils d'immigrants japonais que la presse a surnommé « l'empereur » : « réorganisation » politique de M. Alan García, qui s'est chargée, après avoir bénéficié d'un non-lieu fin décembre pour des accusations d'enrichissement illicite, de « restructurer l'opposition, batailles perdues sur des décrets-lois, reproches des Etats-Unis sur l'efficacité de la lutte contre le trafic de la drogue, recrudescence des attentats terroristes, il fallait au moins rassurer une armée mal payée, dont le moral était au plus bas. Sans toutefois aller trop loin : un coup d'Etat militaire aurait permis au Sentier lumineux de se prévaloir d'un article de la Constitution légitimant sa guerre insurrectionnelle.

« Ce n'est pas un coup d'Etat, mais un changement de cap reflétant les véritables aspirations du peuple », a dit mardi M. Fujimori, convaincu que la communauté internationale changera d'attitude à son égard. Les Etats-Unis n'ont cependant pas attendu plus de vingt-quatre heures pour suspendre leur aide économique et militaire au Pérou.

Le premier ministre canadien en France. - Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, qui effectuait du 8 au 10 avril une visite officielle en France, devait être reçu mercredi à l'Elysée par M. François Mitterrand. Au cours de son déplacement, essentiellement consacré au souvenir des soldats canadiens tombés en France lors des deux guerres mondiales, M. Mulroney participera, entre autres, à des cérémonies du 75^e anniversaire de la prise de la citadelle de Vimy (Pas-de-Calais) mercredi, et vendredi à celles du 50^e anniversaire du raid anglo-canadien à Dieppe.

● LA LONGUE MARCHÉ DES ÉCOLOGISTES - Page 23

LE MONDE

N° 457 - 39^e année

AVRIL 1992

diplomatique

Enseigner
dans
des banlieues perdues

(Pages 20 et 21)

32 pages - 20 F
Abonnements : voir tarif page 27

Publication mensuelle - 5, rue Antoine-Bourdelle, 75001 Paris Cedex 15

Après
l'apartheid

Par IGNACIO RAMONET

QUARANTE-QUATRE ans, il aura donc fallu quarante-quatre ans pour que la minorité blanche d'Afrique du Sud - 5 millions de personnes sur 38 millions - repudie le régime d'apartheid et accepte enfin de réformer un système politique dont les Noirs sont exclus. A l'heure où certains rêvent, en Europe, d'exclusion et de ségrégation, combien se réjouissent de la disparition du racisme parvenu à son apogée.

L'apartheid était la manifestation la plus délirante d'un régime atteint d'une sorte de fureur classificatoire qui avait horreur des mélanges, et des mélanges.

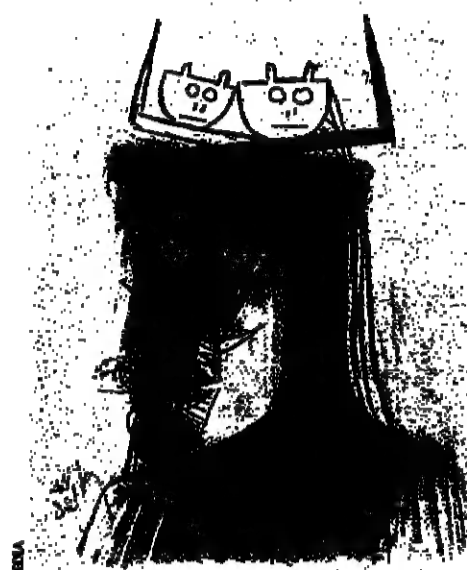
Entrepris depuis plusieurs années, le démantèlement de ce système grotesque - et tragique - s'accéléra dès l'arrivée au pouvoir, en février 1990, de M. Frederik De Klerk, qui libéra M. Nelson Mandela, avec lequel il entama des négociations. Le tournant historique actuel vient d'abord couronner les efforts des mouvements de lutte de la communauté noire qui, depuis la révolte de Sharpeville (68 morts), en 1960, et le massacre de Soweto (600 morts), en 1976, n'ont cessé de combattre les injustices. M. De Klerk a aussi tenu compte des pressions extérieures, en particulier des sanctions économiques et financières qui ont handicapé le développement.

injustices (5 % de la population possède 85 % des richesses).

La suprématie de l'Afrique du Sud dans la région demeure toutefois considérable : ses sociétés minières et financières restent dominantes. C'est pourquoi les pays de la « ligne de front » (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Swaziland, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), qui ont subi, durant des années, des opérations de déstabilisation ayant entraîné d'énormes destructions et plus de 1,5 million de morts (1), s'étaient regroupés au sein de la Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC) pour tenter de réduire leur dépendance à l'égard de l'Afrique du Sud. Celle-ci change de cap idéologiquement : rien ne dit que sa suprématie économique en sera entamée pour autant.

Les milieux d'affaires et les congrégations sud-africaines exigent depuis longtemps la fin de l'apartheid et ont activement soutenu M. De Klerk. Ils ont aussi soutenu la violence, par ailleurs, demeure une priorité économique et suppose de restituer des terres fertiles aux Noirs. La fin des privilèges des Blancs va probablement radicaliser une partie des 876 000 extrémistes qui, le 17 mars, ont voté contre les réformes. Certains d'entre eux - sans parler de l'armée et de la police - regroupés au sein d'organisations néonazies, seront-ils tentés par le terrorisme et la politique de la terre brûlée ?

A la gauche de l'ANC aussi, le Congrès panafricain (PAC) continue de prôner la lutte armée : son slogan : « Une personne, une voix » il oppose celui de : « Un colon, une balle ». Et la violence demeure endémique dans les



WIFREDO LAM - Affiche contre l'apartheid (Galerie Art et Paix, exposition 1983)

COMMENT PRÉSERVER L'HÉGÉMONIE ?

Washington
et la maîtrise du monde

La contenu d'études stratégiques récentes le montrent à l'environnement : les États-Unis, loin de rechercher une gestion démocratique de la planète, mettent tout en œuvre pour renforcer leur hégémonie. Puissance idéologique sans rival, puissance militaire absolue, leur omnipotence est cependant battue en brèche sur le plan économique par de solides concurrents, comme le Japon ; et les fissures qui minent leur société (lire les articles, pages 24 et 25) limitent leurs moyens d'action ainsi que leur prétention à s'imposer en modèle.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE*

LES États-Unis comme ailleurs, la fin de la guerre froide devait susciter une réflexion nouvelle sur les orientations de la politique étrangère américaine et de la stratégie qui doit en être le corollaire. Cette réflexion est en cours dans les universités, dans les deux grands partis et surtout, naturellement, aux trois niveaux où se situent les centres de décision du pouvoir exécutif : le département d'État, le Pentagone et le Conseil national de sécurité, la Maison Blanche. C'est là qu'elle a été menée le plus loin et qu'elle a conduit aux conclusions les plus précises, au point qu'il est possible de résumer l'essentiel d'un discours, sans risque d'erreurs, les options essentielles.

Deux documents sont, à cet égard, des plus révélateurs. L'un émane du Pentagone et comporte 46 pages (1). Il a été préparé et rédigé en liaison avec le Conseil national de sécurité et

après consultation des conseillers directs du président et du président lui-même. Ses rédacteurs, comprenant des fonctionnaires du département d'État et du ministère de la Défense, étaient dirigés et présidés par le sous-secrétaire à la Défense chargé des affaires politiques, M. Paul D. Wolfowitz. L'autre émane également du Pentagone (2). C'est un rapport de 70 pages, rédigé par un groupe d'experts que présidait l'amiral Jeremy, l'adjoint au président du Comité des chefs d'état-major, le général Colin Powell : son objet est l'examen détaillé des scénarios de conflits considérés comme les plus probables après la fin de la guerre froide et après la guerre du Golfe.

(Lire la suite page 14.)

(1) The New York Times, 8 mars 1992, et International Herald Tribune, 9 mars 1992.
(2) International Herald Tribune, 18 février 1991.

En vente dans les kiosques :

NUMÉRO D'AVRIL 1992

DÉMOCRATIE

ÉCHÉANCES POLITIQUES EN ITALIE ET AU ROYAUME-UNI

par François Vitrani et Anthony Sampson. L'avenir de l'Europe en question

COMMENT DÉSAMORCER LA BOMBE SOCIALE AU MAROC ?

par Sophie Bessis. Tout le Maghreb est une bombe à retardement

ISRAËL S'INTERROGE SUR SES CHOIX

par Benny Morris. L'enjeu des élections du 23 juin prochain

LES DESSOUS DE LA GUERRE DU GOLFE

par Chapour Haghighat. Comment Washington avait planifié la destruction de l'Irak

LES ÉTATS-UNIS, NOUVEAUX PARRAINS DE L'AFRIQUE

par Philippe Leymarie. Une percée sur un continent où les chasses sont de moins en moins gardées

LE GRAND JEU EN ASIE CENTRALE ET DANS LE CAUCASE

par Tamara Dragdzé et Alain Gresh. L'affrontement entre l'Iran et la Turquie, attisé par l'Occident

CE QUI DOIT ABSOLUMENT CHANGER À CUBA

par Lisandro Otero. Un intellectuel de l'intérieur demande une rénovation du régime

LES HABITS NEUFS DE LA DOMINATION NÉOCOLONIALE

par Georges Corm. Pétrodollars, endettement et reconquête des pays pauvres

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

هكنا من النهر

هذه من الأخبار

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les primaires pour la course à la Maison Blanche

MM. Bush et Clinton grands vainqueurs dans le Wisconsin et dans l'Etat de New-York

Les primaires qui avaient lieu mardi 7 avril, notamment dans l'Etat de New-York, ont confirmé les grandes tendances de la campagne. MM. Bush et Clinton en sortent largement vainqueurs et devraient donc, sauf accident toujours possible, s'affronter le 3 novembre prochain lors de l'élection présidentielle. Côté républicain, les candidats d'extrême droite, principalement M. Buchanan, ne sont plus des adversaires sérieux pour le président sortant. Chez les démocrates, M. Brown subit un grave échec, après avoir fait une campagne hargneuse, mais M. Tsongas effectue un retour remarqué.

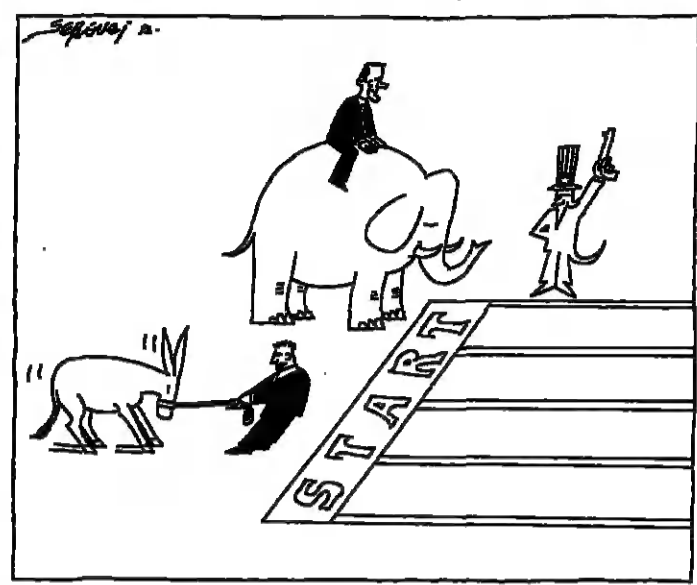
WASHINGTON

de notre correspondant

Les électeurs new-yorkais ont confirmé, mardi 7 avril, M. Bill Clinton, gouverneur de l'Arkansas, dans sa position de chef de file des candidats à l'investiture du Parti démocrate en vue de l'affrontement avec le républicain George Bush le 3 novembre prochain. M. Clinton sort en effet aguerri d'une primaire new-yorkaise qui a, souvent, davantage ressemblé à un combat de rue qu'à un débat élec-

toral ; il est le premier démocrate sudiste à remporter l'épreuve de New-York. Ayant « survécu » aux assauts répétés des journaux tabloïds de la «Grosse Pomme» et à la féroce bataille que lui a menée son unique concurrent, M. Jerry Brown, ancien gouverneur de Californie, M. Clinton paraît mieux placé que jamais pour arriver en vainqueur à la convention de son parti en juillet. Il l'emporte aussi dans les autres primaires qui avaient lieu mardi : dans le Kansas, avec une marge confortable, plus difficilement dans le Wisconsin et, enfin, dans le Minnesota. D'ores et déjà, il possède près de 60 % des 2 145 délégués, nécessaires pour l'emporter lors de la convention démocrate.

Ses partisans n'en relevaient pas moins, mardi soir, une légère ombre au tableau : le retour en force de M. Paul Tsongas. Officiellement, l'ancien sénateur du Massachusetts, est retiré de la course à l'investiture depuis trois semaines, mais il n'en avait pas moins laissé ses partisans présenter partout des listes Tsongas. Et, partout, elles ont rassemblé un grand nombre d'électeurs démocrates : à New-York, la liste Tsongas, avec 34 % des suffrages, devance largement celle de M. Brown (25 %). La configuration semblait devoir être la même dans le Wisconsin, le Kansas et le Minnesota.



C'est un beau résultat pour M. Tsongas, un résultat qui éclipse quelque peu les victoires de M. Clinton et qui pourrait amener l'ancien sénateur du Massachusetts à annoncer dans les prochains jours son retour officiel dans la course. A ce stade du calendrier des primaires, M. Tsongas n'a aucune chance de pouvoir sérieuse-

ment rattraper M. Clinton en nombre de délégués. Il peut, cependant, être l'homme d'une fraction de l'appareil du parti qui doute toujours de la «viabilité» de la candidature de M. Clinton quand il s'agit d'affronter George Bush en novembre. Cette fraction de l'appareil démocrate entend forcer la convention à considérer un autre

candidat, comme elle en a théoriquement la possibilité. Elle peut s'appuyer sur les 722 «super-délégués» - les sénateurs, membres de la Chambre des représentants, gouverneurs et autres personnalités démocrates - qui participent d'autorité à la convention et n'y sont en principe liés par aucun mandat (contrairement à leur collègues «simples délégués» élus lors des primaires).

M. Buchanan a mis une sourdine à sa campagne

C'est un scénario que chaque nouvelle victoire de M. Clinton rend un peu plus improbable. Or la performance de ce dernier à New-York a étonné les plus biaisés des commentateurs américains. Le gouverneur de l'Arkansas avait, certes, reçu l'appui du *New York Times*, dont un éditorialiste présentait M. Clinton comme «un des candidats à la présidence les plus prometteurs que le pays ait connus depuis des dizaines d'années».

Mais le très populaire *New York Post* s'est attaché à littéralement démolir la candidature de M. Clinton, tandis qu'un troisième quotidien local, *Newday*, avait appelé à voter pour M. Tsongas. M. Brown, qui réalise une piètre performance, a passé une bonne partie de ces deux semaines de bataille new-yorkaise à insulter M. Clinton - qualifié de «prince de l'embrouille» - et

à tenter de s'attacher la communauté noire qui représente un quart de l'électorat démocrate.

M. Brown, qui a encore comparé l'Arkansas à l'Afrique du Sud (d'avant les réformes), bénéficiait du soutien ostensible d'un des dirigeants les plus respectés de la communauté noire, le Révérend Jesse Jackson. Or il semble bien que la majorité des Noirs qui ont voté se soient prononcés pour M. Clinton ; celui-ci paraît également avoir empoché les voix d'une communauté juive qui représente, elle aussi, 25 % des suffrages démocrates à New-York.

Côté républicain, le président George Bush était sans concurrent à New-York : l'appareil du parti de l'Éléphant avait su jouer des subtilités d'une réglementation effroyablement complexe pour empêcher le porte-parole de la droite du parti, M. Patrick Buchanan, de participer au scrutin. Le président l'emporte confortablement dans le Kansas, le Wisconsin et le Minnesota. Désireux d'avoir une place à la tribune de la convention républicaine, en août, à Houston, M. Buchanan a mis une sourdine à sa campagne afin de ne pas s'aliéner tout l'appareil républicain.

ALAIN FRACHON

DIPLOMATIE

Sans beaucoup d'enthousiasme

Le Parlement européen a approuvé les accords de Maastricht

Le Parlement européen a approuvé sans enthousiasme particulier, mardi 7 avril, les accords de Maastricht. Le rapport de M. David Martin (travailliste britannique) a été néanmoins voté par une majorité confortable (226 voix pour, 62 contre et 31 abstentions), les représentants du RPR et des conservateurs s'abstenant tandis que les Verts, les communistes français et l'extrême droite européenne se prononçaient contre.

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

A entendre les critiques formulées par la majorité de l'Assemblée de la CEE, il est étonnant que la résolution du rapporteur, M. David Martin, ait recueilli autant de suffrages. L'hémicycle européen, qui a attendu quatre mois avant de prendre position, reproche tout d'abord aux Douze de ne pas avoir suffisamment accru les compétences de Strasbourg. En outre, le Conseil européen de décembre dernier a abouti, à force de compromis, à un maquis de procédures en matière de prise de décision communautaire.

Le volet social

La nécessité pour les chefs d'Etat ou de gouvernement de prendre en compte les contraintes nationales, les a conduits en effet à scinder la politique européenne en trois volets : l'activité communautaire proprement dite ; la sécurité et les affaires extérieures ; la coopération en matière policière et

judiciaire. Le Parlement regrette amèrement, par exemple, que les questions de défense soient à ce stade confiées à l'UEO (Union de l'Europe occidentale), échappant ainsi au contrôle des députés de la CEE.

La critique à l'égard du volet social de Maastricht est encore plus vive. C'est l'occasion saisie par le texte travailliste pour déplorer «l'attitude de l'actuel gouvernement britannique qui a abouti à ce que soient prévues pour le Royaume-Uni des dispositions spéciales (clauses d'exemption) relatives à l'union monétaire et la politique sociale».

De leur côté les parlementaires allemands ont obtenu que la résolution relève la «lacune» consistant à ne pas avoir modifié, à Maastricht, le nombre des membres du Parlement européen pour tenir compte des conséquences de la réunification de l'Allemagne.

L'Assemblée souhaitait également se montrer très directive en ce qui concerne l'élargissement futur de la Communauté. Le texte initial affirmait que le Parlement «aura un droit de veto dans ce domaine après la ratification du nouveau traité - «ne donnera pas son accord à l'adhésion de nouveaux Etats si le problème du déficit démocratique n'est pas réglé».

M. Jacques Delors a appelé à plus de prudence et au bout du compte la résolution finale s'est trouvée très nuancée. Le président de la Commission de Bruxelles a aussi mis en garde les Douze «qui n'ont pas encore suffisamment réfléchi sur ce que pourrait être, par exemple, une Communauté qui s'ouvrirait aux 35 Etats-nations existant déjà en Europe, même en excluant ceux de la CEE».

MARCEL SCOTTO

Une première sur le continent

La Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont décidé d'établir des relations diplomatiques

La Côte-d'Ivoire et l'Afrique du Sud ont décidé, mardi 7 avril, d'établir des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Cette décision est une première en Afrique. Elle symbolise la rupture avec les décennies d'isolement imposé au «pays de l'apartheid».

ABIDJAN
de notre correspondant

Pour les vendeurs des marchés d'Abidjan, qui exhibent fièrement sur leur étal des grappes de raisin sud-africain, l'annonce de l'établissement de relations diplomatiques entre la Côte-d'Ivoire et la République d'Afrique du Sud ne change rien. La Côte-d'Ivoire entretient depuis longtemps d'étroites relations commerciales avec Pretoria, et les appareils de la South African Airways, interdits de séjour dans son village natal de Yamoussoukro, se posent depuis 1977 à Abidjan, ville que les trois derniers chefs d'Etat sud-africains connaissent bien.

Fervent artisan du dialogue avec Pretoria, le président Félix Houphouët-Boigny repart, dès 1966, dans son village natal de Yamoussoukro, celui qui incarnait l'apartheid pur et dur, John Vorster ; puis, en 1986, son successeur, également partisan du statu quo,

M. Pieter Botha ; et enfin, en 1989, l'homme qui incarne l'Afrique du Sud nouvelle, M. Frederik De Klerk. Soucieux «d'éviter une guerre entre Noirs et Blancs», le chef de l'Etat ivoirien a superbement ignoré les critiques qui s'élevaient sur son pays, sans toutefois officialiser ses rapports d'avec l'Afrique du Sud : à défaut d'ambassade, Pretoria avait obtenu l'autorisation d'ouvrir, en 1990, une «mission spéciale», dont le représentant-résident, d'une discrétion exemplaire, jouissait du statut diplomatique.

«Recherche patiente et obstinée de la paix»

L'accélération des changements en Afrique du Sud, marquée, notamment, par la victoire du «oui» au référendum constitutionnel du 17 mars, a levé les dernières barrières. Dès le début avril, le chef de la diplomatie ivoirienne s'est rendu à Johannesburg, porteur d'un message du président Houphouët-Boigny. Plus rien ne s'opposait, désormais, à un échange d'ambassadeurs, d'autant que M. Nelson Mandela a été lui aussi reçu, fin 1991, en Côte-d'Ivoire.

Sans doute pour éviter que la visite de M. De Klerk au Nigeria, jeudi 9 avril, n'éclipse l'événement, le gouvernement ivoirien, «fidèle à sa politique d'ouverture, de recherche patiente et obstinée de la

A la réunion de Genève

Accord sur la création d'une zone tampon entre le Libéria et la Sierra-Leone

Les chefs d'Etat ivoirien, sénégalais, burkinabé, le vice-président nigérian, le président par intérim du Libéria Amos Sawyer et son rival Charles Taylor, chef du Front national patriotique du Libéria (FNPL), réunis à Genève, ont approuvé, mardi 7 avril, la création d'une zone tampon le long de la frontière entre le Libéria et la Sierra-Leone.

Les participants à cette réunion ont confirmé, dans un communiqué, que l'accord signé le 30 octobre dernier à Yamoussoukro (Côte-d'Ivoire) offrait toujours «le meilleur moyen possible de trouver une solution pacifique au conflit du Libéria». Ils ont cependant reconnu que certaines dispositions n'étaient pas respectées, notam-

ment le long de la frontière entre la Sierra-Leone et le Libéria (*le Monde* du 7 avril).

La zone tampon dont ils ont approuvé la création devra être créée «dans les meilleurs délais», ont-ils précisé. La sécurité y sera exclusivement assurée par l'ECOMOG, la force ouest-africaine d'interposition. «Le FNPL pourra maintenir dans les zones qu'il contrôle une présence administrative non armée telle que la police, la douane et l'immigration», indique le communiqué.

Selon un diplomate africain, MM. Sawyer et Taylor ont par ailleurs signé un accord prévoyant des élections en novembre. (AFP, Reuter.)

Les Etats-Unis auraient demandé à Hanôï d'abandonner le communisme. - Les Etats-Unis ont demandé au Vietnam d'abandonner le communisme et d'entrer «dans leur orbite», a affirmé, mardi 7 avril, le quotidien de l'armée de Hanôï. Selon le *Quan Dai Nhan Dan*, c'est avec cette «arrière-pensée» que Washington a soulevé le problème de ses soldats disparus pendant la guerre (ou MIA) - dernière condition américaine pour la normalisation entre les deux pays. Les Américains souhaitent «la mise à l'écart du marxisme-léninisme» et «des réformes politiques selon les valeurs occidentales».

Prochaine visite de M. François Mitterrand en Turquie. - M. François Mitterrand se rendra les 13 et 14 avril en visite d'Etat en Turquie, où il rencontrera notamment le président, M. Turgut Ozal, le premier ministre, M. Süleyman Demirel, et le vice-premier ministre, M. Erdal Inonu.

Ancien ambassadeur

Jean Basdevant est mort

Jean Basdevant, ancien ambassadeur, est mort mardi 7 avril, à Paris, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

La passion du service de l'Etat

Jean Basdevant appartenait à une famille qui avait la passion du service de l'Etat. Son père, Jules Basdevant, juriste, avait été directeur du Quai d'Orsay, et restait célèbre pour la lettre indignée, tout à fait exceptionnelle à l'époque, qu'il adressa, le 29 mai 1941, au maréchal Pétain pour protester contre les facilités militaires que le gouvernement de Vichy accordait à l'Allemagne au Levant. Son frère aîné fut tué au combat en 1940, et le plus jeune dans les combats de la Libération en 1944. Un autre de ses frères et une de ses sœurs furent, comme lui, diplomates, et son autre sœur, Suzanne Bastid, eut une longue carrière de professeur de droit.

Après avoir été en poste à Bucarest, au service de presse du Quai d'Orsay et à Ottawa, Jean Basdevant se consacra essentiellement à deux causes. La première fut les relations franco-arabes et spécialement, de 1954 à 1956, les relations franco-tunisaises et marocaines, alors en pleine mutation. Si la France a conservé de bonnes relations avec ses deux anciens protectorats d'Afrique du Nord, c'est en grande partie grâce à l'orientation qu'il leur donna. De 1969 à 1971, il fut ambassadeur à Alger et termina sa carrière comme président de l'institut du monde arabe.

Son autre domaine de prédilection fut l'action culturelle extérieure dont il eut la charge pendant huit ans, de 1960 à 1968. En un temps où elle n'était pas dispersée comme aujourd'hui en de multiples responsabilités, il leur donna une impulsion considérable. Le Quai d'Orsay leur consacrait alors la moitié de son budget.

Jean Basdevant était le mari de l'écrivain et historienne de l'art Denise Basdevant.

MAURICE DELARUE

[Né le 16 avril 1912 à Grenoble, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, Jean Basdevant a été en poste en Roumanie (1938-1944), au Canada (1945-1951), chef du service des protocoles (1952), directeur général des affaires marocaines et tunisiennes (1956), directeur général des relations culturelles (1960-1968), puis ambassadeur en Algérie (1968-1971). Il a été ensuite inspecteur général des postes diplomatiques et consulaires (1971-1977). Il était membre du conseil supérieur de l'Agence France Presse depuis 1976 et président d'honneur de l'institut du monde arabe depuis 1981, après en avoir été le président (1980-1981).]

(Publicité)

SOURDS ET MALENTENDANTS

LA MUTUELLE DE LA PRESSE ET DU LIVRE

organise les lundi 13 et mardi 14 avril 1992 (service acoustique) deux journées réservées aux sourds et malentendants.

Vous pouvez, gratuitement :

- Faire contrôler votre audition ;
- Faire réviser vos appareils auditifs ;
- Essayer les nouvelles prothèses auditives ultra-miniaturisées.

PRENEZ RENDEZ-VOUS AU 40-39-75-75

M.N.P.L. SERVICE ACOUSTIQUE

29, rue de Turbigo - 75002 PARIS

POLITIQUE

Après l'élection de l'animateur de Télé-Free-DOM à la présidence du conseil régional de la Réunion

M. Le Penec joue « la carte du dialogue » avec M. Sudre

Le ministre des DOM-TOM, M. Le Penec, a reçu, mardi 7 avril, pendant une heure et demie, le nouveau président du conseil régional de la Réunion, M. Sudre, dont la personnalité est très controversée.

Il y a dix ans, à la Réunion, M. Camille Sudre faisait figure de champion des libertés. Militant d'Amnesty International, disciple de Coluche dans l'aventure des Restos du cœur, il paraissait voué au firmament de la gauche locale, et les notables se bousculaient au micro de Radio-Free-DOM, qu'il avait fondée en 1981.

Il y a un an, M. Sudre était considéré comme l'ennemi public numéro un de tous les pouvoirs établis et comme le principal responsable des émeutes du quartier du Chaudron, en banlieue de Saint-Denis de la Réunion. Justifiant la saisie des émetteurs de Télé-Free-DOM, qui défiait la loi depuis cinq ans, le préfet le dépeignait comme un homme « sans aucune déontologie, sans aucune morale » : « Les élus sont obligés de se plier à son bon plaisir parce que personne ne peut le contrôler et qu'il peut, avec sa radio et sa télévision, créer un climat de haine. Il fallait intervenir car il y avait là un danger pour la sécurité de la société et même un dan-

ger pour la démocratie » (Le Monde du 2 mars 1991).

Parlant d'« attaque préméditée », de « casse organisée », le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Penec, estimait, lui aussi, que les appels à la révolte lancés, avant les manifestations, par Radio-Free-DOM et la « déinformation » pratiquée par cette station privée relevaient des procédures judiciaires. La mission d'information parlementaire envoyée sur place par la commission des lois de l'Assemblée nationale confirmait la responsabilité de M. Sudre et de ses collaborateurs en dénonçant à son tour « l'incitation à la violence sur les antennes de Télé-Free-DOM dans les semaines qui ont précédé les émeutes ».

L'évêque de la Réunion, Mgr Gilbert Aubry en personne, évoquait les marchands chassés du temple par Jésus pour mettre en garde les catholiques contre « les marchands de colombes » : la colombe étant l'emblème de M. Sudre, surnommé « l'Angé blanc », tout le monde comprenait qu'il était visé. Certains médecins établissent même un rapport de cause à effet entre le nombre des films pornographiques diffusés par Télé-Free-DOM et l'augmentation des viols incestueux dans les familles les plus pauvres de l'île.

La conclusion était unanime : M. Sudre, entré en politique, élu conseiller municipal dans l'équipe

du nouveau maire socialiste de Saint-Denis, était devenu un redoutable mégalo-mane. M. Danielle Mitterrand était la seule à plaider la cause de Télé-Free-DOM.

Aujourd'hui, M. Sudre préside le conseil régional de la Réunion. Ainsi l'ont voulu les 66 617 électeurs qui lui ont accordé leurs suffrages (30,80 %, dix-sept élus) et le Parti communiste réunionnais (PCR) qui lui a offert son appui. Le gouvernement n'a donc pas le choix : quoi qu'il pense de ce vote protestataire, accueillant pour tous les partis locaux, peut-il faire autrement que de prendre acte de la volonté du peuple souverain ?

« Très cordial »

Reconduit dans ses fonctions par MM. François Mitterrand et Pierre Bérégovoy, parce que sa gestion de l'outre-mer est unanimement appréciée au Parlement, M. Le Penec a donc décidé de passer l'époque sur ce proche passé, de jouer « la carte du dialogue » et de faire confiance à M. Sudre en espérant que ses nouvelles responsabilités auront un effet modérateur sur le fondateur de Télé-Free-DOM. Il a été encouragé à la prudence que M. Sudre observe depuis le 22 mars. Contrairement à la promesse faite à ses électeurs, celui-ci

n'a pas donné suite à son intention de réintroduire dans l'illégalité Télé-Free-DOM, depuis le 27 mars, n'émet toujours qu'une mise sur fond musical.

L'entretien que MM. Le Penec et Sudre ont eu, mardi après-midi 7 avril, a donc été « très cordial » selon le Rne Quindou. Le président du conseil régional était venu rappeler au ministre des DOM-TOM son programme électoral : reprise des émissions de Télé-Free-DOM et « fin des injustices » par la mise en œuvre, avant la fin de 1992, de l'égalité sociale entre la Réunion et la métropole et par la mise en chantier d'un « plan de développement ». M. Le Penec a fait observer que la « fin des injustices » faisait partie de son programme de travail mais il a rappelé son propre calendrier, qui prévoit l'établissement de la politique d'égalité sociale jusqu'en 1994.

Le ministre des DOM-TOM, toutefois, fait un geste, qui s'adresse autant au Conseil supérieur de l'audiovisuel qu'à M. Sudre, en souhaitant, « à brève échéance, un nouvel élargissement du paysage audiovisuel de l'île » et en exprimant l'espoir que Télé-Free-DOM y « trouve sa juste place dans le cadre légal ». M. Sudre semble ne pas y avoir été insensible. « L'Angé blanc » est peut-être sur le point de revenir en odeur de sainteté politique.

ALAIN ROLLAT

La nomination des directeurs de cabinet

ÉDUCATION NATIONALE ET CULTURE

M. Dominique Lefebvre auprès de M. Jack Lang

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a composé un cabinet bicéphale. M. Dominique Lefebvre, qui était depuis le 26 novembre 1991 directeur de cabinet du ministre de la culture et de la communication, devient directeur du cabinet du ministre de l'éducation nationale et de la culture. Il sera assisté de deux directrices adjointes, M^{me} Catherine Moisan pour l'éducation, et M^{me} Sylvie Huber pour la culture. M. Alain Brunet a été nommé chef de cabinet du ministre et sera assisté par deux chefs de cabinet adjoints, M. Franck Hébert à l'éducation et M^{me} Dominique Serdjy à la culture.

Dans l'attente de la composition définitive des deux cabinets - celui du ministre de la culture devrait être « resserré », le ministre s'est adjoint deux conseillers : M. Jean Hébert, ancien conseiller de M. Michel Rocard pour les questions d'éducation, qui était chargé de la direction des enseignements supérieurs des problèmes de formation des maîtres ; et M. Bernard Latargat, ancien délégué général de la Cinéma, puis directeur général de la Fondation de France, qui était conseiller spécial du ministre de la culture depuis le 26 novembre 1991.

[Né le 7 mai 1956 à Roubaix, M. Dominique Lefebvre a été auditeur à la Cour des comptes de juin 1986 à mai 1988 avant d'être nommé conseiller technique au cabinet de M. Claude Evin (de mai 1988 à octobre 1989) au ministère de la santé, et chargé de mission

puis conseiller technique au cabinet de M. Michel Rocard à Matignon (d'octobre 1989 à mars 1991). De juin à novembre 1991, il a été directeur adjoint du cabinet de M. Michel Delebarre, ministre de la ville.]

[Née en mars 1956, M^{me} Sylvie Huber est diplômée de l'École des langues orientales et de l'Institut d'études politiques de Paris. Ancienne élève de l'ENA, elle fut conseillère juridique de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle (de janvier 1983 à novembre 1984). Conseillère du gouvernement puis l'Assemblée du contentieux du Conseil d'État (de mai 1986 à mai 1988), elle est ensuite chargée de mission puis conseiller technique au cabinet de M. Michel Rocard à Matignon (de septembre 1988 à mai 1991). En août dernier, elle avait été nommée médiateur du cinéma par le ministre de la culture.]

[Née le 6 décembre 1950 à L'Hay-les-Roses (Val-de-Marne), ancienne élève de l'École normale supérieure de Sèvres (1971) et agrégée de mathématiques (1974), M^{me} Catherine Moisan a été professeur au lycée expérimental de Sèvres (1975) puis au collège N. Ledoux au Plessis-Robinson (1977), avant d'être nommée professeur au centre de formation des professeurs de collège de Rouen (1982). Conseillère technique au cabinet (Alain Savary, puis de Jean-Pierre Chevènement (1983-1984), elle est ensuite directrice adjointe du Centre national de documentation pédagogique à Paris (1984-1985). En 1985, elle est nommée expert sur les questions éducatives auprès de la commission des Communautés européennes, avant de rejoindre, en mai 1990, le cabinet de M. Lionel Jospin, ministre de l'éducation nationale. M^{me} Moisan est inspecteur général de l'éducation nationale.]

ÉQUIPEMENT, LOGEMENT ET TRANSPORTS

M. François Mercereau auprès de M. Jean-Louis Bianco

M. François Mercereau, qui dirigeait le cabinet de M. Jean-Louis Bianco au ministère des affaires sociales et de l'intégration, est reconduit dans ses fonctions au ministère de l'équipement, du logement et des transports.

[Né le 13 mars 1948 à Saint-Nicolas-de-Vienne (Seine-et-Marne), M. Mercereau est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA. Inspecteur général des affaires sociales (1973-1978), il a été chargé de mission à la Direction de l'action sociale (1978-1981) avant d'entrer comme conseiller technique aux cabinets de M^{me} Nicole Questiaux (ministre de la solidarité nationale) et de M. Pierre Bérégovoy (ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale) de 1981 à 1983. Directeur de la Sécurité sociale pendant quatre ans, il a été directeur du cabinet de M. Jean-Louis Bianco, ministre des affaires sociales et de l'intégration.]

□ Au cabinet du premier ministre. - M. Pierre Bérégovoy a complété, mardi 7 avril, la composition de son cabinet. M. Régis Paraque, ancien journaliste devenu inspecteur général des finances et depuis longtemps collaborateur de M. Bérégovoy, est nommé chargé de mission auprès du premier ministre. M. Denis Delbourg, ancien membre du cabinet de M. Michel Rocard à Matignon puis de M. Jack Lang en tant que porte-parole du gouvernement, a été nommé conseiller, chef du service de presse.

□ Reconstitution de plusieurs directeurs de cabinet. - Plusieurs ministres

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

M. Alain Geismar auprès de M. Jean Glavany

M. Alain Geismar, chargé de mission auprès de l'ancien ministre de l'éducation nationale, M. Lionel Jospin, a été nommé directeur du cabinet du nouveau secrétaire d'État à l'enseignement technique, M. Jean Glavany.

[Né le 17 juillet 1939 à Paris, M. Alain Geismar est ingénieur des mines et docteur en physique, spécialiste de la physique des solides. En mai 1968, alors enseignant et secrétaire général du Syndicat national de l'enseignement supérieur (SNIES), M. Geismar était devenu l'un des figures de proue de la contestation étudiante aux côtés notamment de M. Daniel Cohn-Bendit. Fondateur de la Gauche prolétarienne, il était passé dans la « clandestinité » après la dissolution de ce mouvement maoïste. En avril 1970, avant d'être condamné à dix-huit mois de prison par la Cour de sûreté de l'État, libéré en décembre 1971, M. Geismar a repris une carrière universitaire. En 1983, il entre au cabinet de M. André Laignel, secrétaire d'État chargé de la formation professionnelle. En juin 1991, il rejoint le cabinet de M. Jospin, à l'éducation nationale, en tant que chargé de mission, chargé de la professionnalisation des enseignants.]

tres confirmés dans leur fonction ont conservé le même directeur de cabinet. Il en va ainsi de MM. Roland Dumas aux affaires étrangères (M. Daniel Bernard), Louis Le Penec aux départements et territoires d'outre-mer (M. Jean-Jacques Debauch), Hubert Curien à la recherche et à l'espace (M. Christophe Desprez), Louis Mermaz à l'agriculture (M. Jacques Berthoin), Pierre Joxe à la défense (M. François Nicoulaud) et de M^{me} Frédérique Bredin à la jeunesse et aux sports (M. Michel Colardelle).

Après le changement de premier ministre

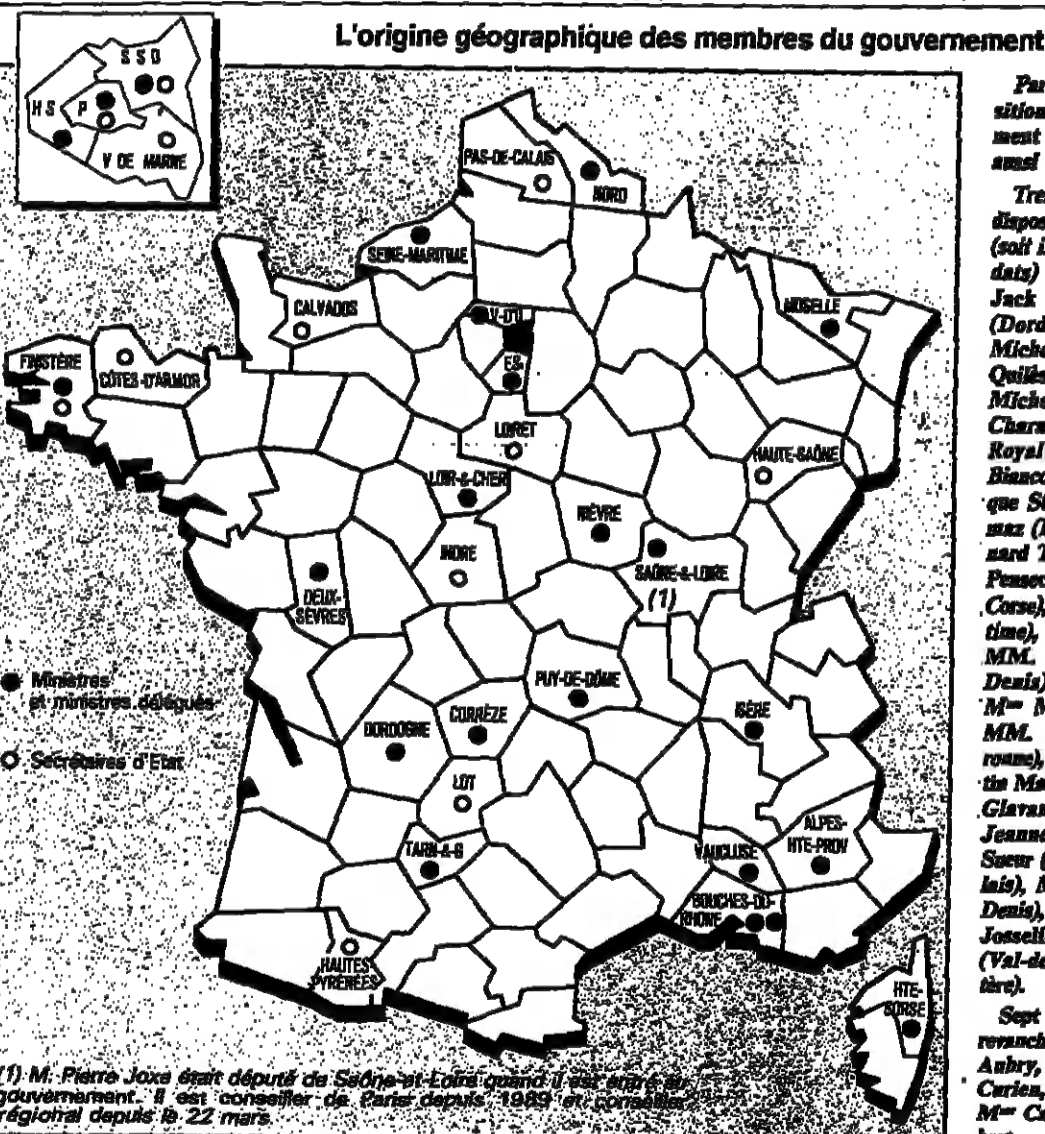
Courrier privé

Il est d'usage, sous la Ve République, lorsque intervient un changement de gouvernement, que les lettres échangées par le chef de l'État et le premier ministre démissionnaire soient rendues publiques. Ainsi, en juillet 1984, M. François Mitterrand, en réponse à M. Pierre Mauroy, qui lui exprimait sa « fierté » et sa « joie » d'avoir ouvert trois ans à ses côtés, avait rendu hommage à son « courage », à sa « détermination », et à sa « loyauté » avant d'ajouter que « le marque de son action restera dans l'histoire de notre temps ».

De même, en mars 1986, après la victoire de l'opposition aux élections législatives, M. Mitterrand écrivait notamment à M. Laurent Fabius : « Vous avez été à la hauteur du courage et de la maîtrise de soi qui sont le propre

de l'homme d'État ». Enfin, quand M. Michel Rocard, en mai 1991, avait regretté d'être contraint de quitter l'Hôtel Matignon en laissant « une tâche inachevée », M. Mitterrand lui avait répondu qu'il aurait « d'autres occasions de servir la France ».

Il y a toutefois des exceptions à cet usage. L'échange de lettres entre M. Mitterrand et M. Chirac, en 1989, n'avait pas été rendu public. Et celui qui a eu lieu le samedi dernier entre M. Mitterrand et M^{me} Cresson ne sera pas non plus si l'on en croit les indications données à l'Elysée. On ne saura donc pas, dans l'immédiat, ce que le président de la République a répondu à son ancien premier ministre qui regrettait de ne pas avoir eu les moyens de « remplir pleinement sa mission ».



Parmi les cultures retenues pour la composition d'un gouvernement figurent évidemment les appartenances partissanes, mais aussi les origines géographiques.

Trente-cinq ministres ou secrétaires d'État disposent d'une implantation politique locale (soit ils sont élus, soit ils ont déjà été candidats) : MM. Pierre Bérégovoy (Nièvre), Jack Lang (Lot-et-Garonne), Roland Dumas (Dordogne), Michel Delebarre (Nord), Michel Vauzelle (Bouches-du-Rhône), Paul Quilès (Paris), Pierre Joxe (Seine-et-Marne), Michel Sapin (Haut-de-Seine), Michel Charasse (Puy-de-Dôme), M^{me} Ségolène Royal (Deux-Sèvres), MM. Jean-Louis Bianco (Alpes-de-Haute-Provence), Dominique Strauss-Kahn (Val-d'Oise), Louis Mermaz (Isère), René Teulade (Corrèze), Bernard Tapie (Bouches-du-Rhône), Louis Le Penec (Finistère), Emile Zuccarelli (Haute-Corse), M^{me} Frédérique Bredin (Seine-Maritime), M^{me} Elisabeth Guigou (Vaucluse), MM. Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis), Jean-Marie Rausch (Moselle), M^{me} Marie-Noëlle Lienemann (Essonne), MM. Jean-Michel Baylet (Tarn-et-Garonne), Louis Mermaz (Calvados), Maurice Mahy (Lot), André Laignel (Indre), Jean Glavany (Hautes-Pyrénées), Jean-Noël Jeanneney (Hauts-de-Seine), Jean-Pierre Sussu (Loire), Jacques Mallock (Puy-de-Calais), M^{me} Véronique Neiertz (Seine-Saint-Denis), MM. Georges Sarré (Paris), Charles Josselin (Cher-et-Loire), Laurent Cathala (Val-de-Marne) et Kofi Yangane (Finistère).

Sept membres du gouvernement n'ont eu revanche aucune assise locale : M^{me} Martine Aubry, MM. Bernard Kouchner, Hubert Curien, Georges Cléménçon, Emile Biassini, M^{me} Catherine Taubin et M. Michel Guillbert.

M. Antoine Waechter victime d'un canular

La porte-parole des Verts, M. Antoine Waechter, qui avait affirmé, samedi 4 avril à Lyon, devant le conseil national inter-régional de son mouvement, avoir été contacté par le cabinet du nouveau premier ministre, a, en réalité, été victime d'un canular radiophonique.

Peu après l'annonce du refus des Verts de participer au gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, M. Waechter avait reçu, jeudi 2 avril vers 12 h 45, un appel téléphonique à sa permanence de Mulhouse ; son interlocuteur lui avait proposé le ministère des affaires sociales ou celui de l'Industrie. Il s'agissait en fait d'un animateur de la radio Skyrock, qui a également piégé MM. Jack Lang et Philippe Marchand.

Dès samedi 4 avril, les services du premier ministre avaient démenti avoir fait une proposition au chef de file des Verts.

A l'Assemblée nationale

Deux nouveaux présidents de commission

Les six commissions permanentes de l'Assemblée nationale ont procédé, mardi 7 avril, au renouvellement de leur président. Quatre d'entre eux ont été reconduits : M. Jean-Michel Belorgey (PS, Allier) à la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, M. Gérard Gouzes (PS, Lot-et-Garonne) à la commission des lois, M. Jean-Michel Boucheron (PS, Ille-et-Vilaine) à la commission de la défense et M. Jean-Marie Bockel (PS, Haut-Rhin) à la commission de la production et des échanges.

Deux présidents ont été nouvellement élus : M. André Bellon (PS, Alpes-de-Haute-Provence) à la commission des affaires étrangères, en remplacement de M. Michel Vauzelle, nommé ministre de la justice dans le gouvernement de M. Pierre Bérégovoy, et M. Jean Le Garrec (PS, Nord) qui succède, à la présidence de la commission des finances, à M. Henri Emmanuelli (PS, Landes), élu président de l'Assemblée nationale en janvier 1992 (Le Monde du 8 avril).

Les effectifs des groupes

Plusieurs modifications sont intervenues dans la composition des groupes politiques à l'Assemblée nationale, dont l'effectif total, après la démission de M. Jean-Philippe Lachenaud (UDF, Val-d'Oise) pour cause de cumul des mandats (Le Monde du 11 mars), n'est plus que de 576 membres.

Le groupe socialiste compte 254 membres, après le départ de M. Jean-Marie Cambacérès, député du Gard, désormais rattaché au groupe des non-inscrits. Les apparentés socialistes ne sont plus que dix-sept, M. Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême et député de la Charente, ayant également rejoint les non-inscrits.

L'effectif du groupe UDF passe de 80 à 79 membres, en raison de la démission de l'Assemblée de M. Lachenaud. Le groupe UDC, en revanche, passe de 34 à 36 membres avec la réintégration de M. Jean-Jacques Jégou (Val-de-Marne) et l'adhésion de M. Dominique Baudis, député de Haute-Garonne et président exécutif du COS.

Devant huit cents personnes à la Mutualité

M. Chevenement dénonce le traité de Maastricht

M. Jean-Pierre Chevènement a déclaré, mardi 7 avril, devant huit cents personnes réunies à la salle de la Mutualité à Paris, qu'il ne votera pas la ratification du traité de Maastricht. L'ancien ministre de la défense estime qu'il faudra « soit dénier » ce traité, « soit le renégocier pour l'amender, soit le compléter, soit l'interpréter et, probablement, les trois à la fois ». Le député du Territoire-de-Belfort a précisé, d'autre part, la position du courant Socialisme et République sur le gouvernement. « Nous soutiendrons le gouvernement Bérégovoy en essayant de pousser aussi loin que possible dans la bonne direction, sauf cas de conscience », a-t-il dit. Pour lui, ce « cas de conscience » sera le traité de Maastricht, « signé en l'absence de tout débat ».

M. Jean-Marie Le Guen, jospiniste, premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris du PS, assistait à la réunion.

► Lire page 2, « Maastricht, le théâtre de l'ambigu », par Jacques Calvet.

هنا من الأخبار

مخبرنا الأسفل

POLITIQUE

Faute de majorité au conseil régional

Haute-Normandie : situation bloquée

Le conseil régional de Haute-Normandie n'a pu procéder, samedi 4 avril, à l'élection de ses six vice-présidents en raison des démissions successives du premier vice-président élu, M. Bernard Leroy (UDF-PR). Ce dernier a refusé, par trois fois, sa désignation obtenue grâce aux 8 voix du Front national, ajoutées aux dix-neuf de son groupe. A chaque fois, M. Leroy a déposé de 1 ou 2 voix. M. Alain Le Vern, député (PS) soutenu par son groupe (14 élus), le PCF (5 élus), Génération Ecologie (4 élus) et les Verts (4 élus), qui souhaitent reporter leurs suffrages sur le candidat UPF pour l'élection du deuxième vice-président.

Devant cette situation bloquée, M. Antoine Rufenacht (RPR), président de l'assemblée régionale, a proposé le renvoi de la séance à jeudi. Samedi, M. Laurent Fabius s'est attaché à démontrer que la majorité relative sur laquelle s'appuie M. Rufenacht (19 élus UPF) ne correspond pas « à la réalité politique ». « La majorité relative est de notre côté (23 élus) et M. Rufenacht n'a été élu qu'au hasard d'une majorité relative contraire », a expliqué M. Fabius.

Cette analyse n'était pas partagée par l'UPF, qui a pu prouver qu'elle n'envoie pas de constituer une majorité avec le Front national, tout en soulignant, par l'intermé-

diaire de M. Jean-Louis Boulanger, que « M. Le Vern a été constamment battu par M. Leroy ». A cette confusion s'est ajoutée un revirement de la position des Verts, mécontents d'une déclaration publique de M. Rufenacht sur la réalisation inévitable, selon lui, d'une section de l'autoroute A 29. « Dans ces conditions, il n'y a plus parfaite symétrie entre les positions de l'UPF et celles du PS », ont fait savoir les Verts.

ÉTIENNE BANZET

Précision. - Contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 1^{er} avril à propos de l'élection du président du conseil régional de Haute-Normandie, le Front national, dont les huit élus ont apporté leurs suffrages à M. Rufenacht, n'avait pas annoncé avant le scrutin qu'il voterait pour le candidat UPF.

M. Le Bris (PS) réélu maire de Concarneau. - M. Gilbert Le Bris, député (PS) du Finistère, qui s'était démis de son mandat de maire de Concarneau après sa défaite aux élections cantonales (le Monde du 3 avril), a été réélu le 4 avril. M. Yvon Quéroux (ex-PC), dont le maintien au second tour avait provoqué l'échec de M. Le Bris, n'a pas retrouvé son poste d'adjoint.

M. Barre condamne la « recherche impatiente de l'alternance partisane »

Commentant pour la première fois les résultats des élections régionales et cantonales, M. Raymond Barre estime, dans l'éditorial de sa lettre Faits et Arguments d'avril, que celles-ci ont traduit « un désaveu massif du Parti socialiste et une condamnation sans équivoque de l'action gouvernementale » : il constate « que le président de la République n'est pas épargné par le verdict ». S'il reconnaît que M. Pierre Bérégovoy « bénéficie d'un important crédit en France comme à l'étranger », M. Barre pense que la tâche du nouveau premier ministre « ne sera pas comode ». En tout état de cause, le député du Rhône affirme que la situation « ne pourra être clarifiée avant l'élection présidentielle, échéance décisive de la 4^e République ». Le ravaudage et le bricolage politiques, écrit-il, ont toutes chances de prévaloir, tant dans l'année d'attente présidentielle où nous sommes entrés que dans la période postérieure aux élections législatives pendant laquelle le pays sera vraisemblablement enlisé dans les sables mouvants d'une nouvelle cohabitation.

L'ancien premier ministre regrette également « la conjuration du silence » qu'ont entraînée ses propres propositions « pour des grandes réformes dont la France a besoin ». « Mais, souligne-t-il, la recherche impatiente de l'alternance partisane prévaut encore, à droite comme à gauche, sur la nécessité d'un large accord de tous les républicains de gouvernement sur des objectifs essentiels et sur les moyens

de les atteindre sans retard ni secousse », accord qui constituera selon lui « l'enjeu des prochaines élections présidentielles ». Dans l'immédiat, M. Barre réaffirme qu'il instaurera la proportionnelle pour les élections législatives « sans porter un mauvais coup à la France ». Il avance enfin trois propositions : rendre incompatible le mandat de président de conseil régional ou de conseil général avec ceux de maire d'une grande ville, de député, de sénateur ou de ministre ; adopter pour les élections régionales un scrutin de type municipal organisé par circonscription régionale ; engager une réforme administrative pour réduire le nombre des régions et des échelons administratifs.

Mort du sénateur André Traband. - André Traband, sénateur du Bas-Rhin en remplacement de M. Marcel Rudloff, nommé au Conseil constitutionnel le 25 février dernier, est décédé à Haguenau, lundi 6 avril, à l'âge de soixante-douze ans.

[Né le 21 février 1920 à Haguenau (Bas-Rhin), géographe-urbaniste, inspecteur principal de l'enseignement technique puis directeur d'études à l'UTP de Colmar (Haut-Rhin), André Traband a été maire de Haguenau de 1971 à 1989, date à laquelle il ne s'était pas représenté. Conseiller général du canton de Haguenau de 1976 à 1988, il avait été nommé sénateur du Bas-Rhin en remplacement de M. Marcel Rudloff après la nomination de ce dernier, le 25 février, au Conseil constitutionnel.]

Un entretien avec M. Serge Klarsfeld

« L'instruction de l'affaire Bousquet avance, mais lentement »

nous déclare le secrétaire général du Centre de documentation juive contemporaine

Le Centre de documentation juive contemporaine (CDJC), associé au Mémorial du martyr juif inconnu, a été rénové à l'occasion du cinquantième anniversaire du début de l'extermination des juifs d'Europe par les nazis et de sa mise en œuvre en France. M. Jacques Chirac a inauguré les nouveaux locaux du centre, le 27 mars, au cours d'une cérémonie à laquelle participaient, notamment, MM. Pierre Bérégovoy et Roland Dumas, ainsi que M^{me} Simone Veil. « Au moment (...) où, hélas ! réapparaissent sur notre continent - et, malheureusement, en France également - les forces noires du racisme, de la xénophobie et de la dictature, ce Mémorial symbolise notre résolution absolue, totale, à combattre encore et toujours pour la liberté, pour la dignité et pour l'égalité des hommes, sans distinction de race, de couleur de peau ou de religion », a déclaré le maire de Paris.

Une exposition organisée à l'Hôtel de Ville rappelle « le temps des rafles », l'année 1942 ayant été celle des premières déportations de juifs de France, étrangers puis nationaux, vers les camps de la mort. Un « train de la mémoire », dans lequel avaient pris place plusieurs centaines d'enfants et petits-enfants de déportés, s'est rendu le 6 avril à Auschwitz, en Pologne, et a fait une halte à Strasbourg mardi 7 avril. La commémoration de la grande rafle des 16 et 17 juillet 1942 fera l'objet d'une cérémonie

sur l'emplacement de l'ancien Vélodrome d'hiver, où les futurs déportés avaient été enfermés par les forces de police françaises. M. Serge Klarsfeld, secrétaire général du CDJC, rappelle, dans l'entretien qu'il nous a accordé, le rôle de cet organisme.

« Pourquoi le Mémorial du martyr juif inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine nécessitent-ils une rénovation ?

« Les conditions de travail, au Centre, n'étaient plus adaptées à l'afflux des chercheurs, des historiens, des journalistes et, aussi, du public qui vient rechercher ses racines à travers la Shoah : ceux qui ont été déportés et qui veulent en retrouver une trace documentaire ; les enfants de déportés qui, atteignant l'âge de la retraite, consacrent du temps à rechercher l'histoire de leur famille. Il fallait donc agrandir et rénover.

« Le CDJC avait été créé en 1943, dans la clandestinité, à Grenoble, c'est-à-dire dans la zone d'occupation italienne, qui était une sorte d'oasis, pour les juifs, dans la France occupée. Sa création avait été décidée par l'ensemble des organisations juives existant à l'époque, qui avaient jugé nécessaire de mettre sur pied une institution rassemblant toute la documentation possible sur les persécutions antijuives. C'est ainsi qu'ont été récupérées, à la Libération, les archives de la Gestapo, sans lesquelles la connaissance de

ce qui s'est passé en France, pendant la guerre, pour les juifs, ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

« La Ville de Paris, en nous donnant la moitié de l'immeuble mitoyen, nous a aidés à agrandir le CDJC. Nous avons obtenu, aussi, des subventions de la Ville et du ministère de la culture, mais le financement du CDJC est presque entièrement assuré par la communauté juive.

« Qu'avez-vous prévu pour marquer le cinquantième de la mise en œuvre de la « solution finale » en France ?

« Nous avons voulu, précisément, agrandir le Centre à cette occasion. Il va recevoir le « train de la mémoire », les enfants de déportés, conservés au ministère des anciens combattants et récemment retrouvés. Ce fichier sera placé symboliquement dans une armoire de verre blindée, devant la crypte du Mémorial, laquelle a la forme d'une chambre à gaz, afin de signifier que nous sommes en France, est la première étape sur la voie qui conduit à l'extermination. Le CDJC recevra, lui, un microfilm du fichier, qui sera aussi dupliqué à l'intention des Archives nationales et du ministère des anciens combattants et victimes de guerre.

« Nous avons fait, ensuite, une grande exposition sur le sort des

juifs de France pendant la guerre. La Ville de Paris nous a apporté un soutien matériel et offert l'espace d'accueil de l'Hôtel de Ville, où nous avons pu installer une centaine de panneaux. Ceux-ci présentent des documents sur la propagande antisémite, la législation de Vichy, les rafles et, aussi, la résistance que la société française a opposée aux persécutions. J'ai toujours souligné que les trois quarts des juifs de France avaient survécu et que si le quart d'entre eux avaient dû leur perte à la coopération du régime de Vichy avec les Allemands, les autres avaient dû la vie à la sympathie et à la solidarité de leurs compatriotes et, notamment, à l'intervention de l'Eglise et de ses élites spirituelles.

« Est-ce que cet aspect de la période est, aujourd'hui, correctement traité dans les manuels scolaires ?

« En 1983, tous ces faits sont entrés dans les manuels de terminale, mais les programmes ayant changé en 1989, le sujet s'est retrouvé à la fin de la première. Malheureusement, les cours n'arrivent pas toujours jusqu'à cette période. Il y a maintenant, au début de l'année de terminale, une introduction sur les conséquences de la seconde guerre mondiale, mais ce n'est pas très satisfaisant.

« Est-ce que l'instruction des plaintes contre les auxiliaires français de la solution finale progresse de façon convenable à vos yeux ?

« Cela va dans la bonne direction, mais c'est lent. La principale affaire est celle de René Bousquet, secrétaire général de la police sous Vichy, sans l'accord duquel les nazis n'auraient pu bénéficier de la coopération des fonctionnaires français. Par rapport à ce qui lui est reproché, le rôle d'un Maurice Papon est quasi anecdotique. Le juge d'instruction est allé récemment interroger, en Allemagne, Herbert Hagen, chef de la police nazie en France, qui avait dressé le procès verbal de la réunion du 2 juillet 1942, au cours de laquelle Bousquet avait promis, sous réserve de l'accord du conseil des ministres, la participation de la police française aux rafles du 16 juillet. Ce fait n'était pas connu des juges de la Haute Cour, devant laquelle Bousquet avait comparu à la Libération.

Propos recueillis par PATRICK JARREAU

► Mémorial du martyr juif inconnu et Centre de documentation juive contemporaine, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris (IV^e).

► « Le temps des rafles », exposition dans le salon d'accueil de l'Hôtel de Ville de Paris, jusqu'au 18 avril.

Composez votre Sicile

FORMULE AVION + VOITURE à partir de 2 515 F
Une semaine kilométrage illimité, liberté totale, ou possibilité de réservation d'une ou plusieurs nuits d'hôtel.

DES CIRCUITS
Ex : LES CIVILISATIONS à partir de 4 690 F
Une semaine pour la découverte archéologique de l'Italie, à la rencontre d'une mosaïque de civilisations.

ET DES VOYAGES SUR MESURE...
Composez votre voyage en SICILE comme vous l'entendez : nos spécialistes de l'ITALIE vous aideront à le réaliser.

VOYAGEURS EN ITALIE
12, rue Saint Anne 75001 PARIS
Pour obtenir notre brochure ITALIE / SICILE 92 ou nous consulter appelez le 01 42 06 76 42

(Publicité)

Paul Oriol

LES IMMIGRÉS DEVANT LES URNES

CIEMI-L'HARMATTAN

120 F - Commandes : ATS, 40, rue de Malte 75011 PARIS

Réunions publiques avec Paul Oriol, responsable de la commission immigrés de l'Alternative Rouge et Verte

Vendredi 10 avril, 20 h
CLAJ de Nice

Mercredi 15 avril, 20 h 30
AGECA
177, rue de Charonne 75011 PARIS

VILLE DE CAEN
REGION BASSE NORMANDIE
MINISTRE DE LA CULTURE

Les Arts Florissants

WILLIAM CHRISTIE

AVRIL 1992

SEMAINE SAINTE
CHARPENTIER - MAZZOCCHI - PERTI

avec
Claron MCFADDEN - Paul AGNEW - Mark PADMORE
Richard DUGUAY - Stephan VAN DYCK - Nathan BERG
Nicolas CAVALLIER - Jean-Claude SARRAGOSSE

le 11 à 20 h 30	CAEN	N-D de la Gloriette
le 14 à 19 h 00	PARIS	L'Auditorium / Châtelet
le 16 à 20 h 30	MADRID	Conde Duque
le 20 à 16 h 30	AIX-LES-BAINS	Eglise Notre-Dame

CHARPENTIER

le 15 à 20 h 30	MADRID	Conde Duque
le 19 à 18 h 30	VALLOIRE	Eglise

MAI 1992

THE FAIRY QUEEN de PURCELL (version concert)

avec
Véronique GENS - Claron MCFADDEN - Sandrine PIAU
Jérôme CORREAS - Charles DANIELS - Bernard DELETRÉ
Mark PADMORE

le 2 à 19 h 45	LONDRES	Barbican Centre
le 4 à 19 h 00	PARIS	L'Auditorium / Châtelet
le 5 à 20 h 30	CAEN	Théâtre

Tournée aux États-Unis avec le soutien de l'A.F.A.A.

le 7 à 20 h 00	NEW YORK	Alice Tully Hall
le 9 à 20 h 00	PURCHASE	S.U.N.Y.
le 10 à 20 h 00	NEW YORK	Alice Tully Hall
le 12 à 20 h 00	BOSTON	Jordan Hall
le 13 à 19 h 30	CHICAGO	Civic Opera House

JUIN 1992

JEPHTÉ de MONTECLAIR (version concert)

avec
Jacques BONA - Claire BRUA - Sophie DANEMAN
Nicolas RIVENQ - Mark PADMORE - Bernard LOONEN

le 10 à 20 h 30	MONTPELLIER	Corum Berlioz
le 12 à 19 h 30	PARIS	Théâtre du Châtelet
le 13 à 20 h 30	CAEN	Théâtre

PECHINEY

SOCIÉTÉ

Avant l'expédition de plutonium de l'Europe vers le Japon

Le programme nucléaire nippon suscite des réticences

Le transport de plutonium que la Japon va prochainement assurer à partir de l'Europe est considéré par le mouvement antinucléaire japonais comme un test pour remobiliser ses membres.

TOKYO

de notre correspondant

Plus l'échéance approche et plus les préparatifs sont tenus secrets. Alors qu'il y a quelques mois l'Agence maritime distribuait des brochures sur le *Shikishima*, navire-escorte prévu pour le transport de plutonium de l'Europe vers le Japon, la cérémonie marquant son achèvement, le 8 avril, revêt un caractère confidentiel.

Le retour au Japon par voie maritime d'une tonne de plutonium retraité en France et en Grande-Bretagne soulève en effet de plus en plus de controverses, les organisations de préservation de l'environnement insistant sur les dangers d'accident au cours du parcours et les États-Unis se préoccupant des risques de piratage du plutonium en haute mer.

Le *Shikishima* est un navire de 6 500 tonnes spécialement conçu pour cette opération, disposant d'une autonomie de 20 000 miles marins, lui permettant d'effectuer le voyage entre l'Europe et le Japon sans escale. Il est équipé d'armes légères (un canon de 35 mm et deux mitrailleuses).

L'affaire du transport de plutonium revêt au Japon deux dimensions : d'une part, le problème des risques effectifs d'un tel transport ; de l'autre, l'utilisation qui en est faite par les opposants à l'ambitieux programme nucléaire japonais. D'ici à 2010, le Japon entend faire passer de 25 % à 45 % la part d'électricité produite à partir de l'atome. Cela suppose la mise en service de quarante nouvelles centrales nucléaires s'ajoutant aux quarante et une existantes.

Sur la base de ce programme, le

Japon prévoit qu'il aura besoin de 85 tonnes de plutonium obtenu par retraitement des combustibles usés sur l'archipel et à l'étranger. À partir de l'autisme et au cours des dix années à venir, devront être recourus au Japon après retraitement en France et en Grande-Bretagne 30 tonnes de combustible nucléaire. La première livraison sera notamment utilisée pour la seconde charge du réacteur de Monju, dans le département de Fukui, qui devrait entrer en opération en 1993 et est un équivalent du réacteur français Phénix.

Le premier cœur a été réalisé avec du plutonium obtenu à l'usine prototype de retraitement de Tokai-Mura, construite il y a une vingtaine d'années avec la technologie française. Une autre usine de retraitement (d'une capacité de 800 tonnes par an) est en cours de construction à Rokkasho-Mura (toujours avec la collaboration des industriels français : contrat de 3 milliards de francs). Mais sa réalisation a pris du retard en raison de l'opposition qu'elle a suscitée dans la population de la région.

L'escorte du convoi

Les risques réels que pose le transport d'une matière fissile particulièrement dangereuse se doublent d'enjeux politiques qui tendent à dramatiser davantage l'opération. En 1984, un transport de ce type, portant sur 200 kilogrammes de plutonium retraité, avait eu lieu sans incident. De tels transports se font en outre couramment en Europe, par voie routière il est vrai et sur de plus petites distances.

Cette fois, les Américains affirment qu'ils ne veulent plus se charger de l'escorte du convoi, comme ce fut le cas en 1984 (en compagnie des Français). C'est aux Japonais de l'assurer. Ceux-ci doivent donc faire face à une double contrainte : celle des États-Unis dont ils dépendent en matière de technologie nucléaire, et sans l'aval

desquels ils ne peuvent rien faire, et celle que leur impose leur constitution pacifique.

Les Japonais avaient envisagé un transport du plutonium à bord d'un avion qui aurait notamment survolé l'Alaska. Il leur fut refusé. Se repliant sur la voie maritime, les contraintes constitutionnelles les ont obligés à se tourner vers l'Agence maritime (et non les forces d'autodéfense) pour assurer la protection du convoi.

Le tour alarmiste qu'a pris ce transport de plutonium voile certaines réalités. Selon les spécialistes, la matière qui sera transportée est certes dangereuse, mais elle ne peut pas servir comme telle à la fabrication d'une arme nucléaire : un élément dissuasif pour des pirates qui devraient la retravailler pour l'utiliser à des fins militaires. En outre, les transports de plutonium proprement dits seront limités. Il pourrait n'y en avoir qu'un seul : rapidement, en effet, les Japonais devraient s'approvisionner moins en plutonium pur qu'en combustible mixte d'oxydes de plutonium et d'uranium (MOX) obtenu à partir des matières produites dans les usines de retraitement européennes. Or, ce combustible MOX présente des avantages certains en termes de sécurité et de protection. Au cours de la seconde moitié des années 90, dix réacteurs japonais devraient être chargés en MOX.

Il reste que le Japon va être un gros demandeur de plutonium. Pour cette raison, il songerait à profiter du démantèlement des armes nucléaires de l'ancienne Union soviétique pour augmenter ses approvisionnements, avançant, il y a quelque temps, le quotidien *Asahi*. Les nécessités de stockage des quelque 85 tonnes de plutonium, l'équivalent de l'arsenal atomique américain, dont il aura besoin pour son programme nucléaire, risquent néanmoins de raviver les oppositions et les appréhensions dans la région.

PHILIPPE PONS

JUSTICE

Fouad Salah devant la cour d'assises de Paris

Le regard des victimes

Les dépositions d'experts et de plusieurs rescapés des attentats commis dans la région parisienne en 1985-1986 ont largement éclipsé, mardi 7 avril, les imprécisions de Fouad Salah.

Six ans, c'est long, c'est loin. Et dans cette grande salle des assises de Paris, c'est tout juste si les miniques et les anathèmes de Fouad Salah n'avaient pas, ces derniers jours, remis l'horreur des attentats revendiqués par le Hezbollah pro-iranien. Au point que l'avocat général Gilbert Ginaburger a pu légitimement s'écrier : « On a porté la mort dans Paris et on semble l'oublier ! »

Six ans, voilà qui suffit en effet pour les « oubliés ». Mais le terrible cortège des experts et des témoins a rompu le voile trompeur tissé par les artifices de Fouad Salah. Car il n'est plus question maintenant que des ravages des bombes sur les victimes, ces enfants, ces femmes et ces hommes littéralement déchirés par des explosifs souvent mélangés à de la

grenaille ou des clous. Droit comme un i, les mains légèrement tremblantes, le professeur Laconte, médecin légiste, a décrit sobriement les corps broyés, les vies brisées.

Trois experts, nommés par le juge d'instruction Gilles Boulouque, ont raconté les tribulations hospitalières sans fin de trente-quatre rescapés : grands brûlés en proie à d'incroyables névroses d'angoisse, handicapés majeurs devenus les jouets d'impalpables phobias.

Courage et désarroi

On mesure du coup le courage d'un Vincent Racton, fauché alors qu'il essayait un anorak à la FNAC aux Halles, venu timidement témoigner de son malheur. On mesure son désarroi lorsque Fouad Salah, soudain très agité, lui présente des « excuses » de son cru : « Vous êtes jeune, ça me fait mal au cœur de vous voir comme ça. Ce n'est pas de l'hypocrisie. Si votre Etat n'était pas criminel, vous seriez bien aujourd'hui à Vincent Racton, pris sous ce

défilé verbal, ne put que repartir, appuyé sur sa canne, tandis que Salah injurait son avocat, M. Jacques Chanson : « Écrase, fils de la Blanche, je suis musulman. »

À ce stade du procès, l'accusé cherche-t-il délibérément à se faire expulser ? Si tel est le cas, il lui faut s'en prendre violemment aux magistrats et aux avocats, les pointant d'un doigt vengeur : « Nous allons tous vous exterminer ! Vous ne savez plus à raconter votre roman à la Rushdie ! » pour obtenir son exclusion des débats et échapper temporairement aux regards des victimes.

Une échappatoire aussitôt dénoncée à la barre par M^{me} Marie-Claude Martin, blessée lors de l'attentat commis à la librairie Gibert Jeune, et qui déclarait provisoirement forfait : « Je préfère désigner demain quand Fouad Salah sera revenu. Nous avons attendu six ans ce moment-là. »

Prochaine audience mercredi 8 avril.

LAURENT GRELSAMER

Un tribunal de Bobigny

Jugement contesté après la mort d'une adolescente tuée par un policier

Inculpé pour homicide involontaire, le sous-brigadier André Lafarge, quarante-quatre ans, responsable de la mort d'une adolescente, Malika Moulat, a été condamné, mardi 7 avril, à deux ans de prison avec sursis par la 12^e chambre correctionnelle du tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

Le 8 octobre 1988, à la cité de la Renardière de Noisy-le-Sec, la jeune fille avait été atteinte mortellement d'une balle à la tête, tirée en l'air par le policier, qui était à ce moment-là hors service. Elle se penchait à la fenêtre de l'appartement de ses parents, au huitième étage, pour suivre une bagarre qui avait éclaté, en bas de chez elle, à propos d'un vol de scooter.

Le jugement est conforme aux réquisitions du ministère public. À l'issue de l'audience, le 10 mars dernier, des incidents avaient ébranlé les forces de l'ordre et des jeunes du quartier de la jeune victime (Le Monde du 12 mars).

Mardi à l'annonce du jugement, la mère de Malika s'est effondrée. Qualifiée d'« injuste » par la famille de la victime, le verdict, qui alloue des dommages et intérêts aux parents et à leurs neuf enfants, a soulevé, de la part des frères et sœurs de la jeune Malika, de vives réactions, associées de menaces verbales, à l'encontre des policiers présents.

« Ce n'est pas avec l'argent que vous allez nous acheter. Ce n'est pas fini. Vous allez tous payer », a affirmé l'un d'eux en quittant la salle d'audience. Les avocats de la partie civile, M^{re} Charles Lederman et Didier Seban, ont estimé que le policier « s'en était tiré à très bon compte », soulignant que sa condamnation ne correspondait pas à la gravité des faits. Tous deux ont déploré « l'absence inadmissible du policier » et se sont « étonnés que le tribunal n'ait pas exigé sa présence. »

MARTINE BOULAY-MERIC

Nominations de magistrats

Par décret publié au *Journal officiel* du jeudi 2 avril, sont nommés présidents des tribunaux de grande instance : à Nice, M. René Salmon, président du tribunal de grande instance de Metz ; à Dunkerque, M. Gérard Meigie, président du tribunal de grande instance de Bourges ; à Lyon, M. Hubert Dalle, directeur de l'École nationale de la magistrature (ENM) ; à Metz, M. Jean-Claude Humbert, président du tribunal de grande instance de Dunkerque ; à Montauban, M. Jean-Louis Bec, conseiller à la cour d'appel de Toulouse ; à Saint-Gaudens, M^{me} Marie-Laure Belaval, épouse Vital, juge au tribunal de grande instance de Montauban.

Sont nommés procureurs de la République : à Auxerre, M. Jacques Cazals, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Moulins ; à Toulon, M. André Ride, procureur de la République près le tribunal de grande instance d'Auxerre ; à Châlons-sur-Marne, M. Patrick Poirret, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Vesoul ; à Rennes, M. Jean-Yves Tremoureux, procureur de la République près le tribunal de grande instance de Toulon.

Mercredi 8 Avril

JOUEZ AVEC EUROPE 2
ET GAGNEZ WEMBLEY LE 20 AVRIL



QUEEN

DAVID BOWIE

GUNS N' ROSES

U2

SEAL

ANNIE LENNOX

ELTON JOHN

GEORGE MICHAEL

PAUL YOUNG
ET ZUCCHERO

CONCERT AU PROFIT DE LA LUTTE CONTRE LE SIDA



Votre fréquence

sur 3615 Europe 2

ÉDUCATION

Réactions mesurées après la nomination de M. Lang

Les premières réactions à l'arrivée du nouveau ministre de l'Éducation nationale ont été, dans l'ensemble, prudentes. Le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-CFDT) attend de M. Lang « qu'il fasse aboutir les chantiers en cours. Un travail en profondeur, pas nécessairement spectaculaire, s'impose ». Et le SGEN redoute un « retour au statu quo » qui serait porteur de « déceptions » et « d'inefficacité », notamment sur les dossiers sensibles où le ministère est « au milieu du gué » : enseignement supérieur, lycées et nouvelle politique de l'école et de la formation des maîtres.

De son côté, l'UNEF-Indépendante et démocratique (proche des socialistes) demande la « réécriture » du projet de réforme de l'enseignement supérieur et met en garde M. Lang contre « le choix de tourner le dos à une réforme des premiers et seconds cycles ». L'UNEF-ID a demandé, lundi 6 avril, une entrevue au ministre et réclame l'adoption, avant le 25 avril, d'un calendrier de réécriture de la réforme. L'Union nationale interuniversitaire (UNI), en revanche, réclame toujours le retrait pur et simple du projet.

Enfin, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) déclare « qu'elle ne souhaite pas voir enterrer les dossiers que Lionel Jospin a eu le mérite de traiter ou de commencer à traiter ».

La contestation de la réforme universitaire

Faible mobilisation des étudiants

La contestation des projets de réforme des premiers cycles universitaires et du lycée a donné, mardi 7 avril, de sérieux signes d'effacement. De deux mille à trois mille manifestants ont défilé à Paris. En province, les cortèges dépassaient rarement quelques centaines de personnes.

Les orphelins de Jospin

Lionel Jospin n'est plus ministre de l'éducation nationale mais les étudiants ont du mal à s'y faire. Dans le maigre cortège qui a manifesté à Paris, mardi 7 avril, de la Bastille au boulevard Saint-Germain - à l'appel d'une coordination soutenue notamment par l'UNEF (proche des communistes), mais aussi des associations de lycéens DECLYC et FIDL, ou encore des enseignants du SNEsup - le nom du nouveau patron de l'éducation nationale, M. Jack Lang, émergeait avec peine. « Non aux faces Disney-Lang », proclamait une banderole de tête, tandis que de faire rimer « Jack » avec « arnaque ». Mais le classique « Jospin, si tu savais, ta réforme, ta réforme... » restait indéracinable.

Les étudiants, présents semblaient presque orphelins : ils cachaient mal leur déception et leur inquiétude de voir « ce ministre de carnaval » s'installer rue de Grenelle. « C'est un démo, il va nous faire le coup du charme », lâchait une lycéenne venue de Bretagne qui assurait qu'il y avait « vraiment beaucoup de monde. En tout cas, ajoutait-elle, à côté des manifestants de Saint-Brieuc, c'est impressionnant ».

Venus nombreux les fois précédentes, les lycéens avaient décroché. Les militants des Jeunes communistes eux-mêmes, qui, d'habitude, encadrent énergiquement les groupes de lycéens, étaient invisibles. Les étudiants de Saint-Charles, Paris-V, Paris-III, Montpellier, Dijon, formaient le gros du cortège. Les latinistes des classes préparatoires parisiennes brandissaient toujours leur Gaffiot, agacés par « cette manœuvre du gouvernement qui assise à l'élection nationale cet homme du paratexte, ce héros de la culture-pub ».

« On est en pleine période de partiels, se rassurant un étudiant de Villetaneuse. Ça va redémarrer après Pâques, ou bien l'année prochaine... »

Ch. ...

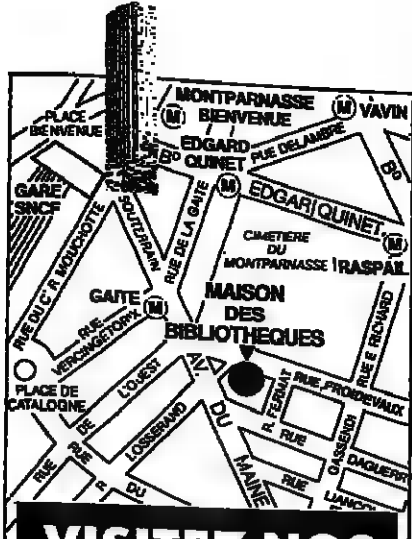
هنا من الفضل

مكتبات

La maison des BIBLIOTHEQUES

61, RUE FROIDEVAUX - PARIS 14^e

présente en permanence le plus grand choix de
BIBLIOTHEQUES JUXTAPERPOSABLES®
pouvant former des ensembles à la mesure
de vos besoins, de votre espace, de votre budget

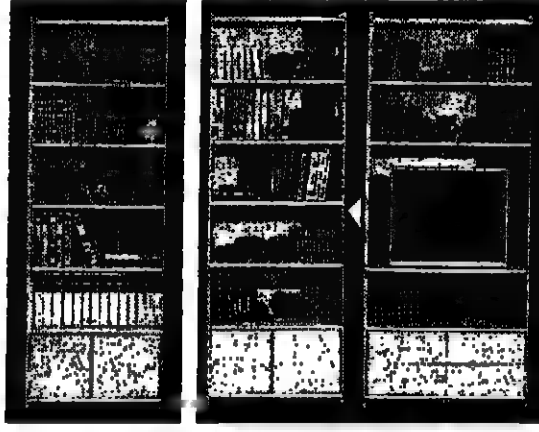


A PARIS
61, rue Froidevaux - 75014
"en Montparnasse" (à 300 m de la gare)
Ouvert le lundi de 14 h à 19 h 30 et
du mardi au samedi inclus de
11 h 30 à 19 h 30 sans interruption.
RER : Denfert-Rochereau, Mairie : Denfert-
Rochereau - Edgar-Quinet, Bus : 28-
38-68-68 - SNCF : Gare Montparnasse.

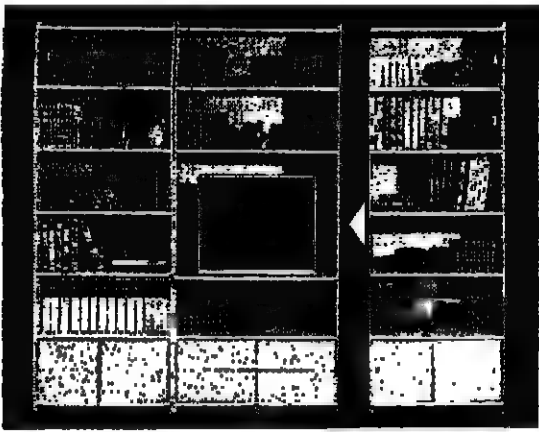
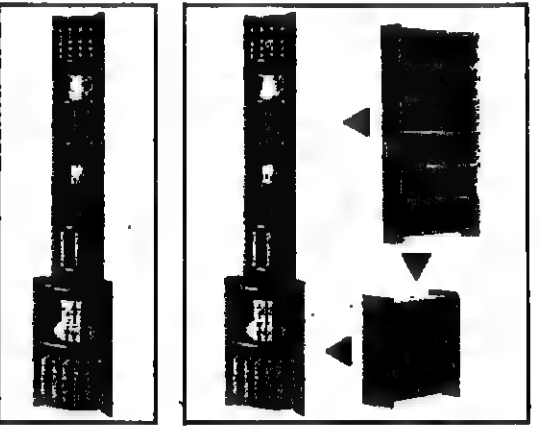
RÉGION PARISIENNE :
ARPAJON 91290 : 13, Route nationale 20 (200 m
avant la sortie Arpaçon-centre). Tél. : 84.90.05.47
VERSAILLES 78006 : 84-70, rue des Chantiers.
Tél. : 39.53.88.08.

PROVINCE :
ANGERS 49000 : Espace Sano, 57, avenue du
Général-Patton. Tél. : 41.48.48.00 - BIAHARRIZ
64200 : 11, rue des Halles. Tél. : 63.24.08.74
BORDEAUX 33000 : 10, rue Bouffard.
Tél. : 58.44.38.42 - BRIVE 19100 (Point Expo) :
30, rue Louis-Létrade. Tél. : 55.74.07.32
CLERMONT-FERRAND 63000 : 11, rue
G. Clémenceau. Tél. : 73.89.97.08 - ELUON
21000 : 100, rue Monge. Tél. : 80.46.02.45
BRAGUIGNAN 65300 (Point Expo) : 2, rue
St-Herménegilde. Tél. : 04.67.33.10 - GRENOBLE
38000 : 59, rue Saint-Lazare. Tél. : 78.42.55.75
LILLE 59000 : 88, rue Esquermoise.
Tél. : 20.55.89.30 - LIMOGES 87000 : 11, rue
Jules-Morlet. Tél. : 55.78.15.42 - LYON 69001 :
9, rue de la République (métro Hôtel-de-Ville/
Louis-Pradel). Tél. : 78.28.38.51 - MARSEILLE
13000 : 108, rue Paradis (métro Estrangin).
Tél. : 91.37.60.54 - MONTPELLIER 34000 : 8, rue
Séane (près gare). Tél. : 67.58.19.32 - NANCY
54000 : 8, rue Saint-Michel (face St-Epvre).
Tél. : 83.32.84.84 - NANTES 44000 : 16, rue
Bambetta (près rue Coullmiers). Tél. : 40.74.58.35
NICE 06000 : 2, rue Offenbach.
Tél. : 93.88.84.55 - PAU 64000 : 27, rue Henri-
Faisans. Tél. : 68.30.20.41 - PERPIGNAN 66000 :
17, cours Lazare-Escarquié. Tél. : 04.43.11.14
POITIERS 86000 : 42, rue du Moulin-à-Vent.
Tél. : 49.41.58.45 - QUIMPER 29000 (Point
Expo) : 17, av. de la Libération. Tél. : 02.98.11.33
RENNES 35000 : 59, bd du Tour-
d'Auvergne. Tél. : 02.10.56.07 - ROUEN 76000 :
43, rue de la République. Tél. : 02.32.11.11 - SAINT-
ETIENNE 42100 : 40, rue de la Mairie.
Tél. : 77.25.91.45 - STRASBOURG 67000 : 11, rue
des Bouchers. Tél. : 03.88.77.20 - TOULOUSE
31000 : 1, rue des Trois-Renards (près place St-
Sémin). Tél. : 01.22.92.40 - TOURS 37000 : 5, rue
Henri-Barbousse (près des Halles). Tél. : 47.38.63.68.

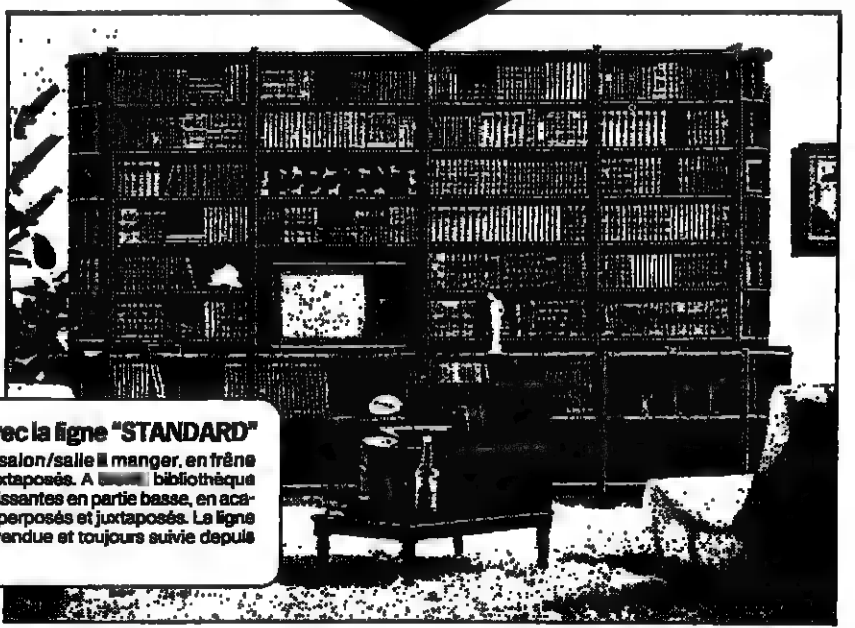
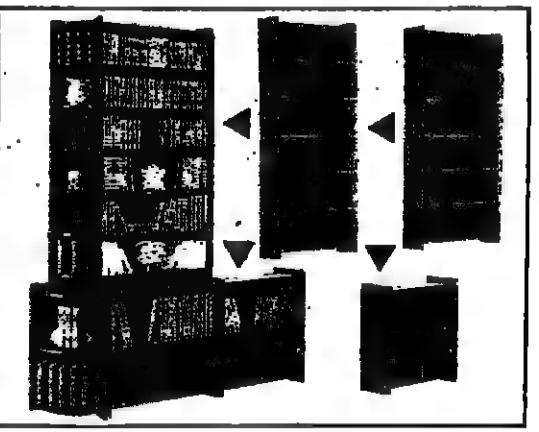
Magasin répondeur ouvert du mardi au samedi inclus.
CREDITS PERSONNALISÉS (après acceptation de dossier)
DEVIS GRATUITS - EXPÉDITIONS FRANCO DANS TOUTE
LA FRANCE - REPRISE EN CAS DE NON CONVIENANCE.



PAR SIMPLES
JUXTAPOSITION
ET
SUPERPOSITION



SANS FIXATION MURALE
DONC
AISEMENT DEMONTABLES
DEMENAGEABLES A VOLONTE
ET AGRANDISSABLES
AU FIL DU TEMPS
ET SUIVANT VOS BESOINS.



Exemples de créations avec la ligne "STANDARD"
A gauche, bibliothèque de coin salon/salle à manger, en frêne
clair, composée de 8 éléments juxtaposés. A droite, bibliothèque
avec TV incorporée et portes coulissantes en partie basse, en ac-
jou, composée de 10 éléments superposés et juxtaposés. La ligne
"STANDARD" est la ligne la plus vendue et toujours suivie depuis
plus de 30 ans.



NOUVEAU CATALOGUE GRATUIT

Je voudrais recevoir gratuitement et sans aucun engagement le ma-
jor catalogue : 98 pages en couleurs, avec photos, dimensions, matériaux et essences, le catalogue et le prix précis de
chaque modèle. (MOTS)

☐ M. ☐ Mlle ☐ NOM ☐ PRÉNOM

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PROFESSION _____ TEL. _____

Coupon à envoyer à la Maison des Bibliothèques 75680 Paris Cedex 14

SOCIÉTÉ

SPORTS

VOILE : les éliminatoires de la Coupe de l'America

« Il-Moro-di-Venezia » en finale des challengers

Il-Moro-di-Venezia a assuré sa qualification pour la finale des challengers en devançant Ville-de-Paris de 1 min 28 s, mardi 7 avril à San-Diego (Californie). En battant Nippon de 11 secondes, New-Zealand a pris la deuxième place de finaliste. Pour participer à la finale de la Coupe Louis-Vuitton, Marc Pajot et son équipage devront impérativement gagner leurs deux dernières régates : New-Zealand, mercredi, et contre Nippon, jeudi, mais il faudrait que New-Zealand soit battu le dernier jour par Il-Moro-di-Venezia.

Dure journée pour les Italiens. La régate entre Il-Moro-di-Venezia et Ville-de-Paris s'annonçait passionnante. Elle fut encore plus fertile que prévu. Le théâtre de la course fut d'abord un problème technique en haut de mâts, puis le hisser de la grand-voile. Le comité de course lui accorda quarante-cinq minutes, pendant lesquelles les Français ne purent espérer gagner la régate.

Ayant réussi à établir leur grand-voile, les Italiens n'étaient pas au bout de leurs soucis. Grâce à un superbe travail dans les minutes précédant le départ, Marc Bouet, le barreur de Ville-de-Paris, avait poussé Il-Moro-di-Venezia au-delà de la ligne avant le signal. Rappelés par le comité de course, les Italiens devaient faire demi-tour. Les Français pressaient le large. Il n'est qu'une vingtaine de secondes plus tard que le comité rappelait à son tour le bateau français, qui aurait dû être à la ligne trop

Considérant le handicap aurait alors été insurmontable, Marc Bouet refusait d'obéir en soulignant que le drapeau bleu de rappel devait être hissé dans quinze secondes suivant le départ. Le comité déclarait Ville-de-Paris hors course. Le barreur français répliquait qu'il porterait sa réclamation devant le jury international et poursuivait la régate. Ce n'est qu'après le passage de la première bouée, avec 14 minutes d'avance, que le comité de course a décidé d'arrêter les deux bateaux pour donner un nouveau départ, plus de deux heures de retard sur le programme initial.

Ce deuxième départ était bien meilleur pour les Italiens, qui s'assurent un avantage sur le premier bord de près. Déjà dominé à cette allure par New-Zealand dimanche 3 avril, Ville-de-Paris avait pourtant confié lundi l'équipe technique du Défi français pour qu'elle recule le mât de 17 centimètres. En reculant légèrement le mât, on recule la poussée des voiles et on rend le bateau plus ardent, expliquait Philippe Briand, le directeur technique. Ce modification très légèrement l'angle sur le gouvernail, qui participe ainsi à façon plus efficace au plan anti-dérive.

Fort de leur supériorité au près, les Italiens ont, une fois, joué la sécurité en contrôlant les initiatives de leurs adversaires pour augmenter régulièrement leur avance, portée à 1 min 28 s à l'arrivée. Pour participer à la finale des challengers, les Français doivent impérativement gagner leurs deux dernières régates. Ils espèrent que les Italiens seront encore battus dimanche pour battre New-Zealand le dernier jour.

GÉRARD ALBOUY

Rebondissement dans l'affaire du club de football
Deux ex-dirigeants des Girondins de Bordeaux ont été placés en garde à vue

M. Claude Bez, ex-président du club, convoqué le 8 avril par la police judiciaire bordelaise : MM. Didier Couécou, ex-député général, et Hervé Bizot, ancien secrétaire général du club, placés en garde à vue le 7 avril : l'affaire des Girondins de Bordeaux connaît un spectaculaire rebondissement judiciaire. La justice s'intéresse désormais à l'ensemble de la gestion du club du temps où il était présidé par M. Bez.

BORDEAUX

notre correspondant

M. Hervé Bizot a été placé en garde à vue mardi après-midi 7 avril dans les locaux de la police judiciaire bordelaise : M. Didier Couécou qui l'avait précédé le matin, devait y rester jusqu'à jeudi. Le premier supérieur depuis le début des années 80 l'administration des Girondins de Bordeaux FC. Le second, un ancien joueur reconverti, avait successivement occupé le poste de directeur sportif, puis de délégué général du club. L'un et l'autre étaient fort liés à M. Claude Bez, l'ancien président des Girondins. Ils avaient d'ailleurs quitté le club lorsque M. Alain Afflelou avait pris la présidence de la manière éphémère fin 1991.

M. Claude Bez devait être, à son tour, entendu par la PJ, le 8 avril, l'après-midi. Les trois hommes

FOOTBALL : Monaco et Marseille en quart de finale de la Coupe de France. - Monaco et Marseille se sont qualifiés mardi 7 avril pour les quarts de finale de la Coupe de France. En match avancé des huitièmes de finale, Monaco a battu Saint-Omer (4-2) et Marseille a imposé à Valenciennes (2-0).

sont convoqués dans le cadre d'une information contre X pour abus de confiance, faux et usage de faux, complicité et recel, ouverte le 11 décembre 1990 sur la gestion des Girondins de Bordeaux FC au cours des trois dernières années de la présidence Bez. L'information judiciaire est plus large que la première, qui avait été ouverte le 5 août 1990, et portait uniquement sur le financement du club international sportif.

« Une confiance absolue »

Elle avait cependant marqué le début des enquêtes judiciaires de M. Bez et fait écarter au grand jour la gestion du club. L'ancien président et ses proches ont été inculpés dans le premier dossier, le 11 novembre 1990, de faits d'escroquerie, abus de confiance, complicité, faux et usage de faux, et de biens sociaux. Deux autres dirigeants de société ont été aussi inculpés ultérieurement.

L'affaire qui amène MM. Bez, Couécou et Bizot devant la police judiciaire concernerait notamment des dessous de table au sein de opérations de transfert de joueurs. Le juge d'instruction, M. Bernadette Pragout, avait lancé des commissions rogatoires en Suisse, au Danemark, en Allemagne, en Italie, en Irlande, à Gibraltar et au Royaume-Uni. Elles auraient permis

de mettre à jour des sociétés offshore par lesquelles auraient été versés plusieurs dizaines de millions de francs. M. Claude Bez était dans le cabinet du juge d'instruction lorsque ses anciens lieutenants ont été placés en garde à vue. Il était alors entendu que le club de l'Union Hailan. Depuis le 11 octobre 1991, l'ancien président des Girondins a en effet comparu plus d'une dizaine de fois devant M. Pragout. Le club a été financé à hauteur de 54 millions de francs par des fonds publics sous forme de subventions des collectivités locales : ville de Bordeaux, conseil général de la Gironde, communauté urbaine bordelaise, conseil régional d'Aquitaine. En réalité, par le biais de fausses factures, le coût des travaux aurait été surévalué d'au moins 10 millions de francs.

L'instruction devrait permettre d'établir la destination de ces fonds. M. Bez a toujours prétendu jusqu'à présent qu'ils avaient servi à alimenter les caisses du club, de même qu'il a toujours affirmé que le maire de Bordeaux, M. Jacques Chaban-Delmas, « qui avait une confiance absolue en lui », lui avait, au fur et à mesure qu'il lui soumettait les projets d'aménagement du centre du Hailan, « donné son accord de principe ».

GINETTE DE MATHA

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 8 avril 1992 :

DES DÉCRETS

- N° 92-383 du 1^{er} avril 1992 portant publication de la loi relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les Communautés européennes, faite à Bruxelles le 25 mai 1987 et signée par la France le 11 juillet 1990.

- N° 92-384 du 1^{er} avril 1992

portant publication de la loi relative à la suppression de la légalisation d'actes dans les Communautés européennes, faite à Bruxelles le 25 mai 1987 et signée par la France le 11 juillet 1990, complétée par un échange de lettres des 1^{er} et 11 mars 1991.

MÉDECINE

Une campagne d'information sur le distillène

Pour la première fois en France, une campagne d'information est lancée à l'échelle nationale, plus précisément le distillène, ou encore DES (le distillène du 18 février 1983 et du 30 novembre 1988). Prescrite à des centaines de milliers de femmes entre 1977 et 1979 (environ 100 000 personnes pour la seule population française), cette hormone synthétique commercialisée sous le nom de Stilbestrol était censée prévenir les complications de la grossesse, fausses couches et naissances prématurées. Et ce, alors même que, en 1953, un médecin américain avait constaté l'inefficacité du traitement. Il fallut attendre 1977 pour que le distillène soit formellement contre-indiqué chez les femmes enceintes et que le médecin apprenne enfin à reconnaître les risques : pour le fœtus, le DES pouvait s'avérer dangereux pour l'enfant. Aujourd'hui en âge de procréer, les « filles du distillène » présentent en effet, dans plus d'un cas sur deux, des malformations des organes du système reproducteur, sont susceptibles de connaître un avortement spontané, des grossesses extra-utérines. Le distillène peut être également l'origine de certains cas de sécheresse vaginale, beaucoup plus rarement il est vrai, de cancers du vagin ou du col de l'utérus.

En l'absence d'information sur le distillène, une association, « Info-DES » (1), espère attirer l'attention des femmes concernées. Il s'agit de recueillir leurs témoignages et de leur donner les informations qui leur permettent de prévenir à temps les risques du distillène.

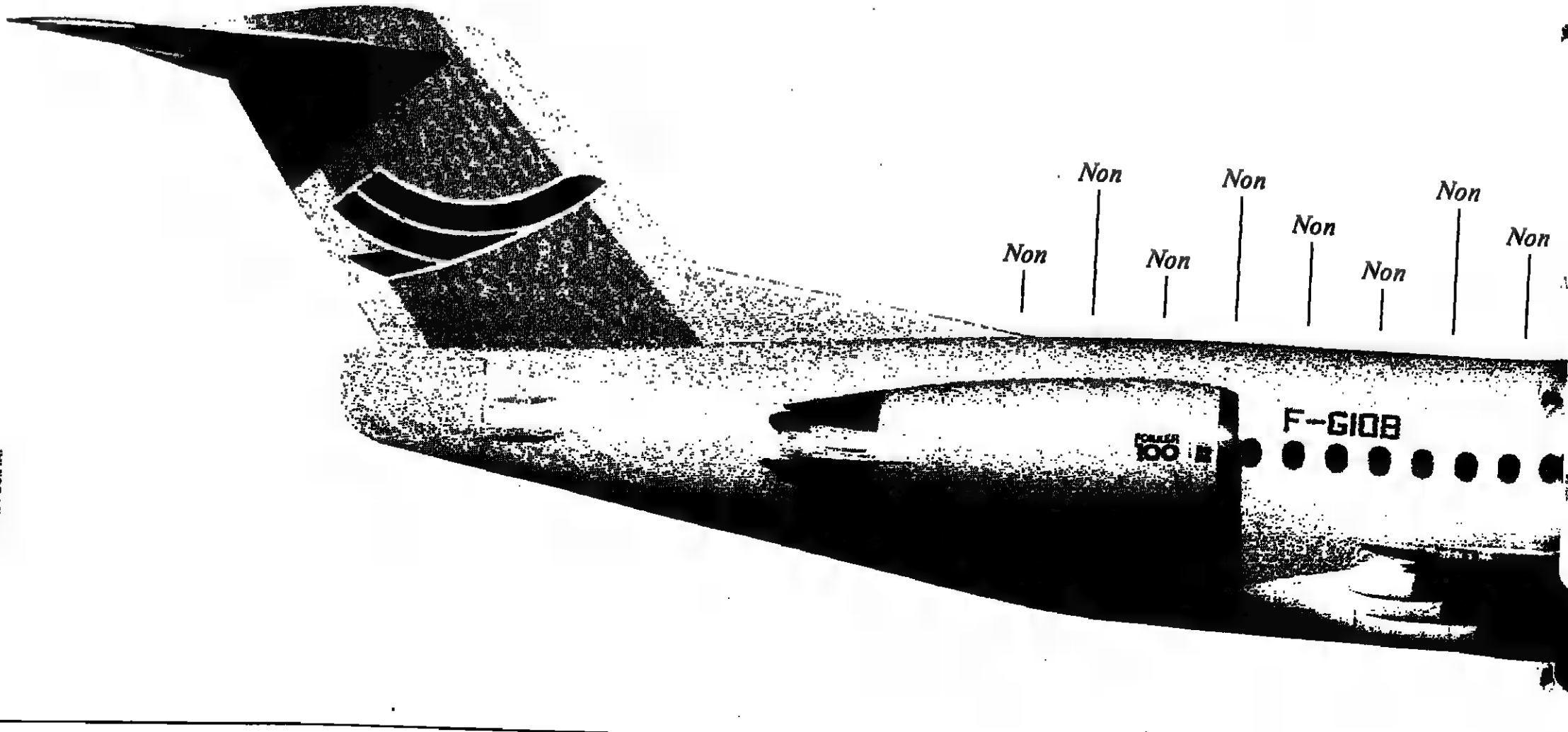
(1) INFODES, 51, rue de la Mairie, 43800 Saint-Jean-de-Braye. Un service Ministère à 800 n° en place : le 3612, code INFODES.



PARIS-MILAN	3 A/R PAR JOUR
PARIS-LONDRES	3 A/R PAR JOUR
ET BIENTÔT COPENHAGUE, VIENNE, MUNICH.	

DÉSORMAIS, T.A.T S'APPELLE T.A.T EUROPEAN AIRLINES ET S'ENVOLE À DESTINATION DES PLUS GRANDES VILLES EUROPÉENNES DÉBARQUANT PLUS VITE À CHAQUE AÉROPORT. 100 PLACES POUR ÊTRE PLUS RAPIDEMENT AUX LIEUX DE RENDEZ-VOUS, EN PRISE CENTRES D'AFFAIRES. UNE NOUVELLE COMPAGNIE FRANÇAISE S'OUVRE DONC À L'EUROPE. AUJOURD'HUI MILAN ET LONDRES, ET BIEN

Est-il bien nécessaire d'expliquer un homme d'affaires
est 3 fois plus rapide dans un avion de 100 places



LE BUSINES

هنا من الأخبار

مقدم الأكل

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

Constitué par les dons des pèlerins

Le « trésor » de Lourdes livre son mystère

Les chapelains de Lourdes (Hautes-Pyrénées) ont ouvert pour la première fois à la presse, mardi 7 avril, une partie du patrimoine religieux des sanctuaires, gardé et protégé des yeux des cinq millions de pèlerins annuels.

LOURDES

de notre correspondant

Lourdes n'est toujours pas prête à montrer sa collection de bijoux et de cadeaux, provenant du monde entier. Le secret était entre autres pour éviter les risques de vol et ne pas donner l'image de l'abandon dans un lieu qui, par vocation, accueille des milliers de visiteurs malades ou souffrants.

Le Père Joseph Bordes, recteur des sanctuaires, a été à la pression médiatique. Mardi 7 avril, il a permis à M. de Saint-Denis, économiste de l'œuvre de la grotte, organisme de fonctionnement des sanctuaires, d'ouvrir la Lourdes à la vue d'une chapelle de la crypte, dans la basilique du Rosaire où est entposé le fameux trésor.

Les visiteurs ont pu admirer une somptueuse collection de calices, de crucifix, d'encensoirs en or ou en argent et de bagues ornées de pierres précieuses, destinées pour la plupart d'évêques, de prêtres ou de simples particuliers venus faire leurs dévotions à la Vierge. Une parfaite garde-robe, composée de dizaines de chasubles, d'ornements décorés à l'or fin, dont du violet plus ou moins anonymes, figure dans ce trésor.

Le Père Charrier, chargé du patrimoine religieux des sanctuaires, n'a pas fourni d'explication de ce trésor, dans lequel se trouvent d'autres objets de valeur : des reliques, des médailles de di-

manes. Les responsables des sanctuaires se bornent à dire que tous les dons en espèces permettent chaque année de construire ou de restaurer des bâtiments, d'améliorer le confort et l'entretien des pèlerins.

Dès 1987, le nouveau maire, Sainte-Bernadette, qui accueille chaque année l'assemblée plénière des évêques, a reçu plus de sept milliards de centimes. Cette somme a été utilisée pour entretenir les plus divers, qui permettent à Lourdes de vivre et d'accueillir cinquante employés et bénévoles des sanctuaires.

Même si ce trésor a été dévoilé, pour les pèlerins, il gardera son mystère. « La seule richesse qui vient chercher les pèlerins à Lourdes, c'est celle du cœur », affirme le Père Joseph Bordes. Il ne s'agit pas de la tentation qui pourrait lui venir de Czesochowa : dans la ville polonaise jumelée avec Lourdes, le maréchal maréchal du général Gien a affirmé son trésor, comme dans un musée ouvert au public.

JEAN-JACQUES ROLLAT

Une femme évêque dans l'Eglise évangélique allemande. - L'Eglise évangélique (luthérienne) allemande (EKD) a élu évêque pour la première fois, samedi 4 avril à Hambourg, une femme, M^{me} Maria Jepsen, théologienne et pasteur de quarante-sept ans. Elle succède à l'évêque Hans Krusche, parti à la retraite. Jusqu'à présent, toutes les Eglises protestantes des Etats-Unis et évangéliques (anglicane), également aux Etats-Unis, avaient ordonné des évêques. En France, dans l'Eglise luthérienne d'Alsace, M^{me} Caron avait été élu au rang d'inspecteur ecclésiastique.

PARIS

Sur le site de l'ancien Centre américain, boulevard Raspail

Un écrin de verre pour la Fondation Cartier

La Mairie de Paris devrait donner un avis favorable à la demande de permis de construire, boulevard Raspail, sur le site de l'ancien Centre américain, à l'angle de la place Denfert-Rochereau dans le quatorzième arrondissement, d'un bâtiment en verre, « très sobre et transparent », signé par l'architecte Jean Nouvel et destiné à accueillir la Fondation Cartier installée à Jouy-en-Josas (Yvelines).

« Nous construisons un monument de Paris de la fin du vingtième siècle », annonce M. Alain Dominique Perrin, PDG de Cartier. Pour l'architecte Jean Nouvel, ce sera son « bâtiment le plus important depuis la construction de l'Institut du monde arabe ». L'édifice, un rectangle parfaitement vitré occupant au sol une surface de 744 mètres carrés, doit s'élever sur un rez-de-chaussée, d'une hauteur de 11 mètres, les salles d'exposition de la Fondation et, réparties sur les sept étages, les services de création et de l'accueil liés à l'activité commerciale du joaillier. Deux écrans, aux sauts en verre et reliés à la façade par des mâts, s'élèveront le long du boulevard Raspail pour assurer la continuité avec le bel environnement et mettre en scène le superbe cadre planté, dit-on, par le Centre américain.

Le projet est ambitieux et novateur. En effet, pour la première fois en France seront mis en place, au rez-de-chaussée, des verres de 8 mètres de haut sur 11 mètres de large qui, l'été, pourront s'ouvrir et, ainsi rendre « lisible » le nouveau parc dessiné autour de la Fondation. Ce jardin,



ouvert au public, sera une superficie de 4 000 mètres carrés, ainsi que le plan d'occupation des sols en exige 3 300. Les arbres existants seront préservés. Les trois qui sont menacés par les travaux de rénovation seront transplantés. Le coût de construction de cet immeuble de 7 000 mètres carrés, culminant à 31 mètres, sera évalué à 100 millions de francs financés par la compagnie d'assurance GAN, propriétaire du terrain. Le premier coup de pioche sera donné à la fin de l'année, et les premiers visiteurs se présenteront au cours de l'été 1993 aux portes de la Fondation.

Cet édifice en verre et ses structures d'acier s'intégreront-elles au site ? « Le bâtiment Raspail est un exemple de l'architecture parisienne, c'est-à-dire une succession d'architectures de toutes les époques, de styles tout à fait contradictoires, voire opposés », réplique Jean Nouvel, qui ajoute : « Ce boulevard apparaît comme une vitrine des différentes constructions qui se sont succédées dans ce site planté pour le bâtiment. »

de commun, en effet, avec ses voisins, tout proches, du boulevard Raspail que sont l'Ecole nationale du patrimoine, résolument moderne, et la charmante villa Nicolas-Poussin, où se trouve un merveilleux jardin à la française à colombages ? La façade vitrée ou boisée de l'édifice d'architecture invite, elle, le promeneur curieux à pénétrer les pas de quelques mètres pour découvrir une luxueuse maison bourgeoise du début du siècle, ornée de sculptures classiques d'Edmond Derré représentant, sous les figures du premier étage, les trois âges du monde.

Rive gauche, le mur des fermiers généraux sur le boulevard Raspail. Plus tard, Henri Hénard, dans son plan prémonitoire de la première moitié du vingtième siècle sur les « transformations de Paris », évoque « les carrefours giratoires, la circulation à sens unique, les façades à l'alignement du boulevard Raspail ». Artère qui a été percée en 1880 par l'alignement à partir du boulevard Saint-Germain et mené, de 1880 à 1913, jus-

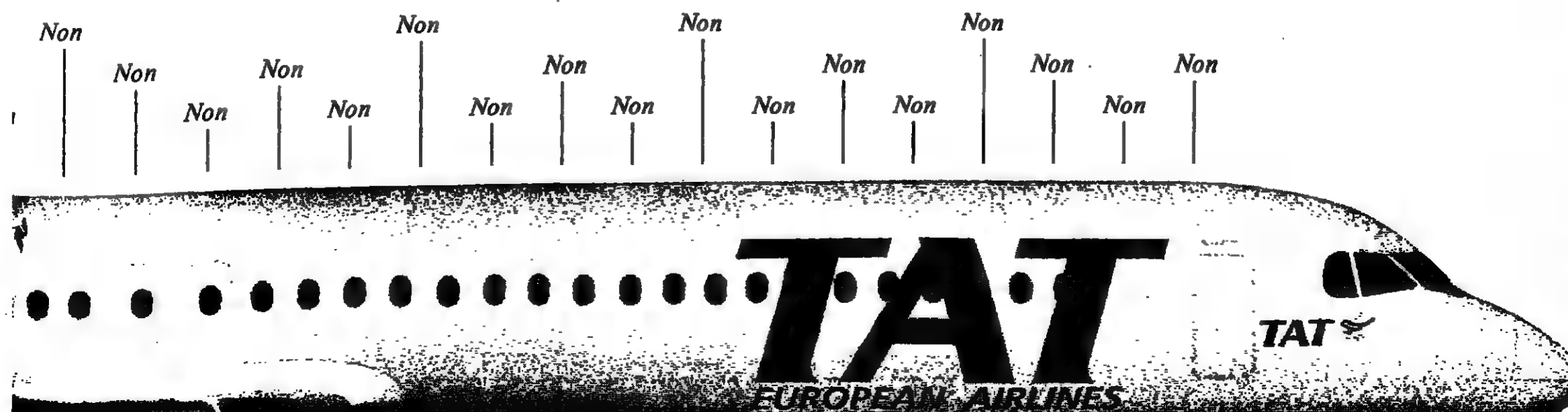
qu'à la place Denfert-Rochereau à grands coups de pioche, qui ont provoqué de nombreuses destructions, dont celle de l'Abbaye-au-Bois.

Le bâtiment, qui de 1874 à 1927 a abrité le musée américain Center, va être restauré. Depuis que le Centre a émigré vers Bercy, l'alignement des colonnades et aux grandes façades est vide, le jardin n'est plus que l'alignement. Des graffiti ont même taché le mur d'enceinte. Un premier projet de rénovation avait été capoté à la suite des protestations des riverains qui estimaient, non sans raison, que la construction d'appartements haut de gamme dans l'espace protégé (le Monument du 7 février 1989). Après un bras armé entre les services de la Ville, le maire a décidé d'accorder le permis de démolir et annuler celui de construire. Plus conforme aux règlements d'urbanisme en vigueur, le plan du joaillier trouve-t-il grâce auprès des Parisiens ?

JEAN PERRIN

DES AVIONS NEUFS DE 100 PLACES. 100 PLACES QUI PERMETTENT À TOUS LES HOMMES D'AFFAIRES DE GAGNER DU TEMPS ET DONC DE L'ARGENT. EN EMBARQUANT ET EN DESCENDANT AVEC SES AFFAIRES. 100 PLACES AVEC UN SERVICE EXCLUSIVEMENT BUSINESS. ET, À L'ARRIVÉE, DES AÉROPORTS CHOISIS POUR LEUR PROXIMITÉ AVEC LES BUREAUX. COPENHAGUE, VIENNE ET MUNICH. CONTACTEZ-NOUS, NOUS SOMMES À VOTRE ENTÈRE DISPOSITION. TAT (1) 42.79.05.05 OU VOTRE AGENCE DE VOYAGES. **TAT** EUROPEAN AIRLINES

nécessaire d'embarquer à un homme d'affaires pourquoi l'embarquement rapide dans un TAT de 100 places que dans un avion de 300 places ?



CHOISIT TAT

EDUCATION • CAMPUS

Chronique d'un divorce annoncé à la FEN

Le conseil fédéral exceptionnel, réuni mercredi 8 avril, devrait être décisif pour l'avenir de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), menacée d'éclatement

Le nouveau CNU est arrivé

Depuis 1989, l'année de la réforme du Conseil national des universités, il y a un an, victime de quelques mauvais parlements, le CNU a été bouclé en janvier dernier. La réforme du Conseil national des universités, en du dispositif de nomination des enseignants du supérieur, mise en œuvre, par M. Jospin, avant son départ.

Malgré des délais importants, M. Jospin a donc réussi à procéder à la nomination du tiers des membres du nouveau CNU dont il avait la charge. Les deux tiers restants ont été nommés par les universités le 16 et le 27 mars, et les élections de scrutin ont été officielles. Ces élections font apparaître un redressement sensible des listes du SGEN-UDF (de 10,5 % à 15,5 %) et du SNE-Sup (23 % contre 18 %), au détriment des listes « divers » (45 % contre 48,5 %).

Si cela doit être fait avec prudence, la réforme scientifique des universités du CNU pèse souvent davantage que leur appartenance à telle ou telle liste. Le congrès de 1989 fait apparaître dans le collège des professeurs un redressement sensible des listes du SGEN-UDF (de 10,5 % à 15,5 %) et du SNE-Sup (23 % contre 18 %), au détriment des listes « divers » (45 % contre 48,5 %).

En février 1989, trois mois avant l'élection présidentielle, la FEN tient son congrès à La Rochelle. La fédération, qui a perdu près de cent mille adhérents en 1988, est divisée en deux camps : d'un côté, les partisans d'un projet de réforme, animé par les socialistes, pour la plupart, du SNI-PEGC, le syndicat des instituteurs, tente un pari délicat, en soutenant depuis plus d'un an avec M. Fabius, alors en charge de l'éducation au PS, la réforme d'un projet ambitieux d'« Ecole pour l'an 2000 » et qui s'accroche au slogan de « Travailler à l'école ».

En février 1989, trois mois avant l'élection présidentielle, la FEN tient son congrès à La Rochelle. La fédération, qui a perdu près de cent mille adhérents en 1988, est divisée en deux camps : d'un côté, les partisans d'un projet de réforme, animé par les socialistes, pour la plupart, du SNI-PEGC, le syndicat des instituteurs, tente un pari délicat, en soutenant depuis plus d'un an avec M. Fabius, alors en charge de l'éducation au PS, la réforme d'un projet ambitieux d'« Ecole pour l'an 2000 » et qui s'accroche au slogan de « Travailler à l'école ».

G. C.

LES gens en ont marre du clifrage gauche-gauche !



L'opposition des minoritaires, conduite par le SNES, est immédiate. Mais la direction de la FEN ne s'est pas embarquée sans munitions dans l'aventure. Le projet de Yannick Simbron, alors secrétaire général, s'inscrit parfaitement dans la stratégie inaugurée en 1987 par l'équipe de Laurent Fabius en cas de retour aux affaires. L'idée en est simple : il faut lier la revalorisation financière des enseignants à la rénovation profonde des méthodes et des pratiques de travail. Donnant-donnant, et fin de l'égalitarisme qui paralyse le milieu enseignant.

La fédération sort de ce congrès ébranlée par le risque d'un éclatement, agité comme un épouvantail par les deux camps tout au long des débats. Et surtout, la majorité est divisée sur la marche à suivre. M. Yannick Simbron, réélu à Clermont-Ferrand, ne veut pas « casser l'outil » et retient à grand-peine les partisans du passage à l'acte brutal. Il sera « démissionnaire » quatre mois plus tard et remplacé par M. Guy Le Néouanic, jusqu'à en charge des questions liées à la FEN. Il faudra attendre huit mois supplémentaires - janvier 1992 - pour connaître la date et les modalités du congrès extraordinaire qui doit décider du sort de la centrale enseignante. Le dispositif est soigneusement verrouillé puisque aucun débat n'est lancé sur les questions qui seront posées aux adhérents lors de la consultation qui doit précéder le congrès, prévu pour décembre 1992. « Cette consultation aurait pu être l'occasion d'un vrai débat avec les adhérents et les autres organisations syndicales », déclare un observateur attentif de cette période agitée. Or les conditions annoncées sont inouïes, elles ne traduisent rien d'autre qu'une stratégie du bunker. Et il pourrait : « La direction de la FEN est engagée dans une logique suicidaire. Les résultats des élections régionales viennent de le démontrer : les gens veulent être consultés sur les questions qui les concernent. Tous les partis qui se sont repliés sur la conservation de leur appareil en sont pour leurs frais. La direction de la FEN n'a visiblement tiré aucune leçon de ce scrutin. Ce qui est dit long sur l'état de ses troupes ».

C'est effectivement au lendemain des élections régionales, le 23 mars, que la crise rebondit. Le SNES diffuse à la presse un document, tombé par

hasard entre ses mains (le 27 mars). Il émane de la majorité socialiste de la FEN et expose, avec brutalité, un projet de « démission » de la fédération et d'éviction des syndicats minoritaires, notamment le SNES et le SETAA. Ce document, dont le destinataire est le PS, le SNI, Jean-Claude Barbarant, prévoit dans la foulée une extension du champ de syndicalisation du SNI - dès la fin de l'année scolaire 1992.

Ainsi, les jeux sont faits : le tabou de l'unité est brisé, et la grande lessive ne peut plus être ajournée. Elle doit commencer mercredi 8 avril par un conseil fédéral national exceptionnel. « Il faut vider l'abcès et tirer des conclusions », a précisé M. Le Néouanic.

L'heure du compromis semble bien révolue, en effet, et la direction de la FEN se voit obligée de mettre le doigt dans la plaie. Ce dernier coupable, à ses yeux, est le respect des règles du jeu et la tenue des congrès régionaux.

Attitude antifédérale

Et la majorité d'écarter les listes desquels le syndicat des professeurs a exprimé une attitude « antifédérale » : l'apprentissage, la réforme des lycées, le débat sur les collèges, les IUFM, etc.

Mais le SNES, de son côté, ne manquera pas de faire valoir ses arguments : « Si, le 8 avril, la commission des conflits est saisie, l'affaire se terminera sans doute devant la justice, et la majorité n'est pas du tout sûre d'emporter le congrès », selon un fin observateur.

Quelle soit l'issue de ce fatal conseil fédéral, la rupture semble inévitable, et chaque camp devrait y laisser des plumes. Avant des deux syndicats, SNI et SNES, ne peut sans

prétendre faire passer sous sa bannière la grande famille des enseignants. Au moins dans l'immédiat. « Un syndicat unique des enseignants piloté par les leaders actuels du SNI n'a aucune chance de séduire les profs, dit encore un observateur. Les enseignants des lycées n'accepteront jamais que leur syndicat soit dirigé par les instituteurs ».

Vis-à-vis de ses propres troupes, le SNI-PEGC est en effet une machine incoffrable. En douze ans, il a perdu près de la moitié de ses adhérents. Les profs qui quittent la mi-carrière, et il ne séduit plus les jeunes, qui prennent leurs distances avec une organisation hiérarchique à leurs yeux des hussards noirs formés dans les règles des écoles normales. Le SNI se voit obligé de renouveler pour moitié ses cadres à venir. Les futurs professeurs d'école primaire, plus diplômés, plus en phase avec leurs collègues, secondaires que les instituteurs d'aujourd'hui. L'évolution qui se dessine plaide donc en faveur du grand syndicat unique souhaité par Jean-Claude Barbarant.

Improbable

Les incertitudes de la recomposition

Le SNES, de son côté, est dans une position plus stable. Il est moins touché que le SNI par l'érosion du réflexe syndical, et l'augmentation des effectifs de lycéens gonfle mécaniquement son vivier naturel, les profs du second degré. Surtout, la famille des professeurs reste assez homogène, même si elle vit douloureusement la transformation de son rôle et de sa position. Bouleversés par les fondements du système, les professeurs se sentent trahis. Et le SNI est passé maître dans l'art de partir du mouvement de repli du nombre d'enseignants de l'enseignement secondaire : autonome du professeur, primauté de la discipline enseignée et du baccalauréat.

Reste que le SNES (et la tendance Unité et action dont il est le pilier), qui ne rate pas une occasion de prendre ses distances avec ses origines communistes, est aussi très à l'aise dans son rôle de poil à gratter au sein de la FEN. Et qu'il n'a nulle envie de sortir. Or l'éclatement de la FEN l'accablait à jouer en solo et à se constituer en syndicat autonome, ce qui réduirait singulièrement son champ d'action.

Si la FEN éclate, la majorité risque elle-même de se retrouver isolée dans le paysage syndical. « N'abandonnez pas, venez », ce cri du cœur à l'adresse des enseignants, lancé par M. Marc Blondel dans son dernier éditorial du journal de Form ouverte (FO du 1^{er} avril), a peu de chances de rencontrer un écho très favorable. L'audience de FO chez les enseignants baisse en effet régulièrement depuis 1984.

Quant à la CFDT, à quelques jours de l'ouverture de son congrès, multiplie les contacts avec la majorité de la FEN et semble partager sur d'éventuelles alliances, la branche enseignante, le SGEN-CFDT, est dominée par les enseignants du secondaire, même si ce syndicat progresse dans la primaire. Et, pour nombre de ses adhérents du SGEN, spécialement dans les lycées et les lycées, le SNI reste le syndicat des instituteurs.

Sans véritable marge de manœuvre, et surtout pressée par le temps, la Fédération de l'éducation nationale aura sans doute beaucoup de mal à reconstruire, sur ces décombres, le « grand syndicat réformiste » qu'invoque inlassablement sa majorité socialiste. D'où le désempolement et la tristesse qui pèsent sur tous les témoins de cette « fin de la grande FEN ». Avec l'éclatement, dit l'un d'eux, « le socialisme enseignant va devenir un objet historique ».

CHRISTINE GARIN

Le Monde de l'éducation

LE PALMARÈS DES IUT ET DES BTS

IUT : Discipline par discipline, les résultats de tous les établissements.

BTS : Pour la première fois, un classement des lycées, pour 22 spécialités qui regroupent les trois quarts des étudiants.

Egalement au sommaire :

■ Réussir la philo du bac (suite du dossier) ■ Ecole, lycée, université : qui change ■ Profs de demain : comment ils sont recrutés et formés.

NUMÉRO D'AVRIL 1992 - 25 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

كتاب من القرآن

Verte.

Les diler

ESSEC
PROGRAMME IM

شخصيات الأهل

EDUCATION • CAMPUS

Verte, prof et présidente

Elue à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais, M^{me} Marie-Christine Blandin n'aura pas trop de son expérience d'enseignante pour muscler le programme des écologistes en matière d'éducation

JUSQU'À présent, M^{me} Marie-Christine Blandin, élue à la tête de la région Nord-Pas-de-Calais, n'était connue que comme une militante écologiste et comme une professeure de sciences naturelles. Elle est maintenant élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a 52 ans, est mariée, a deux enfants et a travaillé pendant dix ans à la tête d'un collège de Saint-Pol-sur-Ternoise (Pas-de-Calais). Depuis le 31 mars, elle est présidente du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

5215 habitants, les Verts ont obtenu 20 voix aux élections régionales, près de deux fois de moins que la liste Chasse, pêche, nature et traditions. La journée du mercredi 1^{er} avril a été marquée par un événement : M^{me} Blandin a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Il y a un manque de transparence », a-t-elle déclaré. « Nous devons nous efforcer de rendre compte à nos électeurs. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

Verte, prof et présidente : une jeune femme de trente-neuf ans a dû faire des choix. Elle savait qu'un poste de présidente régional lui réclamerait du temps. « Nous étions convenus, ensemble, d'un parti », indique le principal du collège. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

Revitaliser les zones rurales sera pas inutile si M^{me} Blandin veut donner un coup de pouce au programme des écologistes en matière d'éducation. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

Flèvre au collège

« Quoi qu'il en soit, ici, nous regretterons une excellente enseignante et une personne aux grandes qualités humaines », souligne M. le principal. Au collège Salengro, en effet, on ne tarit pas d'éloges sur la présidente des Verts. « Drôle, « franche », « sachant ce qu'elle veut », « calme », « disponible... » « Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

Les dilemmes de M. Jack Lang

Entre les contraintes électorales et les enjeux éducatifs à long terme, la marge de manœuvre du nouveau ministre est étroite

QUE faire en onze mois que M. Jospin n'a pu réaliser en quatre ans ? Telle est la question à laquelle confronté M. Jack Lang, nouveau ministre de l'éducation nationale. Il devra y répondre assez vite pour ne pas perdre la maîtrise de son rôle. Il devra y répondre assez vite pour ne pas perdre la maîtrise de son rôle. Il devra y répondre assez vite pour ne pas perdre la maîtrise de son rôle.

Sur son bureau de la rue de Grenelle, qui, pour la petite histoire, fut le sien rue de Valois il y a quelques années, M. Lang a tout d'abord trouvé deux réformes. Sur son bureau de la rue de Grenelle, qui, pour la petite histoire, fut le sien rue de Valois il y a quelques années, M. Lang a tout d'abord trouvé deux réformes.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

« Nous sommes très fiers », a-t-elle déclaré. « Nous sommes très fiers de notre victoire. » Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais. Elle a été élue à la présidence du conseil régional de la région Nord-Pas-de-Calais.

Les leçons du docteur Etienne

ALBI. Le docteur Etienne, un homme d'âge mûr, à la barbe grisonnante, est assis dans son bureau. Il est entouré de livres et de documents. Il est entouré de livres et de documents. Il est entouré de livres et de documents.

ESIEE

LES ADMISSIONS A L'ESIEE

Cycle Ingénieur ESIEE (5 ans)

Limites de dépôt des dossiers :

- en 1^{re} année : 27 avril 1992
- en 4^e année : 15 juin 1992

Dossier : entretien

Maîtrises EEA ou Physique, MST Génie Electrique

Maîtrises spécialisées

Limites de dépôt des dossiers : 15 juin 1992

- Intelligence Artificielle
- Programmation Avancée
- Robotique
- Productique
- Techniques en Traitement du Signal
- Automatique

Titulaires d'un diplôme d'Ingénieur ou d'un IUT

Contact : Maryse Legrand

Groupe ESIEE - Service des admissions ESIEE

Cité Descartes - BP 99

93162 Noisy-le-Grand Cedex

Tél. (1) 45-92-65-05

CAMPUS

L'université du premier groupe européen de communication.

Formation : tous les métiers de la communication globale : Publicité, Communication Interne, RP, Promotion des Ventes, Marketing Direct, etc. (en agence, dans les entreprises, dans les médias, chez les prestataires de service, dans les collectivités locales).

- Admission en 1^{re} année avec Baccalauréat (3 ans d'études).
- Admission en 2^e année avec Bac + 2 (2 ans d'études).

- Stage en entreprises en France et à l'étranger (possibilités dans les filiales du groupe).
- Séjour de 3 mois au Nottingham Polytechnic (Grande-Bretagne).

de fin d'études dont la crédibilité des diplômes a été renforcée par le succès de la 1^{re} promotion

JOURNÉE PORTES OUVERTES : LE 15 AVRIL 92 de 15h à 19h

CONCOURS D'ENTRÉE LE 16 MAI 92

DEMANDE DE DOCUMENTATION ET DU BULLETIN D'INSCRIPTION AU CONCOURS D'ENTRÉE 1992

Envoyer à : EURO RSCG CAMPUS, 145 rue de Valenciennes, 93162 Noisy-le-Grand Cedex. Tél. 45-92-65-05

Le Monde DES LIVRES

EDUCATION • CAMPUS

REPÈRES

DÉMANTELEMENT. Des intellectuels, parmi lesquels Alain Finkielkraut, Philippe Raynaud, Jacques Debouillon et Jacqueline Romilly, appellent, mercredi 15 avril, à l'occasion d'un grand meeting, l'arrêt de l'enseignement de la République qui aurait déjà touché aux limites de la République. Ces derniers dénoncent « les graves dangers qui pèsent sur l'école » : « amputation systématique » des horaires, « étiologie et pressions » des projets d'établissement, remise en cause du baccalauréat et régionalisation des diplômes. Sans oublier les instituteurs de formation des maîtres (IUFM), dans les signataires réclament la disparition de leur statut.

De 18 h à 21 h, salle Varlin, 29, bd du Temple, 75013 Paris.

ECOLES RURALES. Réunies un colloque au Vigeant (Vienne) les 4 et 5 avril, plusieurs associations de parents d'élèves, d'enseignants et de la région de la Loire, ont regroupé au sein d'une Fédération nationale de la Fédération.

Trente départements y étaient représentés. La Fédération, qui a été créée par M. Jack Lang, souhaite notamment l'application de l'éducation nationale du moratoire, engagée par M. Edith Cresson, sur la réduction du nombre de classes rurales; la suppression des expériences de la réduction des effectifs dans les écoles rurales; la mise en place de contrats pluriannuels État-régions-collectivités locales et l'élaboration de schémas départementaux d'organisation des services de l'éducation nationale afin d'harmoniser les efforts des collectivités et de l'éducation nationale.

► Fédération nationale de la Fédération de la promotion de l'école rurale, L'Aubépin, 89500 L'Aubépin. Tél.: 78-44-88-44.

PÉDAGOGIE. Un groupe d'universitaires et de responsables de formation a initié dans l'Association pour la promotion des recherches en formation (APREF) organisée, du 27 au 29 avril 1992, à l'UNESCO, la première Biennale de l'éducation et de la formation. Formations d'adultes et didactiques scolaires, l'éducation du jeune enfant et politiques de l'enseignement; l'objectif est de rompre avec les catégories habituelles et de saisir les évolutions dans tous leurs aspects. La biennale est une manifestation ouverte à un large public, auquel 350 chercheurs et innovateurs de plusieurs pays présenteront les résultats de leur travail.

Inscriptions et renseignements: M. rue Rambuteau, 75003 Paris. Tél.: (1) 48-04-81-29.

FORCE DE VENTE. Le Centre international de la vente et de la négociation commerciale (Negoce), qui regroupe, dans un nouveau bâtiment, Paris de Champperret II, plusieurs formations de la chambre de commerce, organise deux journées portes ouvertes, samedi 11 avril de 10 heures à 17 heures et mercredi 12 avril de 14 heures à 18 heures. Les formations vont du REP (vente-action commerciale) au commerce professionnel et au B2B (force de vente et action commerciale) en passant par les formules variées d'enseignement (temps plein, temps partiel au cours du soir, alternance...). Negoce, qui ouvre ses portes à la rentrée, accueillera également l'EAP (École européenne des affaires) et des programmes de formation continue.

► Negoce, 8, rue de la Porte-de-Champperret, 75017 Paris. Tél.: 47-84-84-88. Minut: 8875 0011.

POINT DE VUE

Les portes entrouvertes de l'université hongroise

par Ivan Bajomi

Sous la foule des bouleversements politiques survenus dans les pays de l'Est, des changements importants ont pu se produire dans le domaine de l'enseignement supérieur hongrois, notamment avec l'abolition du monopole d'État et l'apparition des premières universités privées, le secteur qui bloque l'entrée des universités et des écoles supérieures d'État n'a toujours pas sauté. Et cela bien que le gouvernement ait, en 1990, pour une fois, pris des mesures.

Ceux qui préconisent une ouverture radicale des portes des universités et des écoles supérieures ont souvent l'argument selon lequel le nombre d'étudiants représente un pourcentage très faible par rapport à la classe d'âge correspondante. En 1990, avec un taux dépassant le 10 %, la Hongrie se situait en queue du peloton européen. Préoccupés par la montée sensible du chômage dans la crise économique qui frappe de plus en plus la Hongrie, nombreux sont ceux qui préconisent la suppression totale ou partielle du nombre d'étudiants admis par les universités et écoles supérieures, en prétendant que la « sélection » des étudiants permettrait d'éviter le risque d'éventuels troubles sociaux.

La conjonction démographique vient aussi influencer l'opinion des partisans de l'ouverture des portes des universités et écoles supérieures. Les enfants du baby-boom du début des années 70 arrivent à la maturité, les universités et écoles supérieures peuvent se présenter aux examens d'entrée de l'enseignement supérieur augmentant considérablement: selon les prévisions, face aux 54 000 étudiants de 1990, il y en aura déjà 70 000 en 1993, ce qui pourrait sensiblement amoindrir les chances d'accès à l'enseignement supérieur de cette génération. Mais ces arguments ont certains spécificités.

Les problèmes financiers très graves. Ceux-ci se manifestent surtout par le fait que, depuis dix années, l'augmentation des dotations budgétaires ne compense jamais la hausse de l'inflation qui avoisine les 30 %. Si les bouleversements politiques récents ont pu influencer la résolution de quelques problèmes locaux (utilisation de bâtiments occupés auparavant par les troupes soviétiques ou de quelques bâtiments des services du parti), les nombreux autres problèmes d'infrastructure (équipements techniques, approvisionnement en livres et en livres des bibliothèques, infrastructures universitaires, etc.) sont loin d'être résolus.

Ses données sociales pèsent sur la valeur des diplômes. Dans les différents secteurs, il est difficile d'apprécier avec quelle proportion un doit attribuer ces diplômes à des études supérieures hongroises, car dans ce pays, la population étudiante, parce qu'elle est sélectionnée à l'entrée, est plus nombreuse que dans les autres pays, dans les différents secteurs. Il est donc difficile de signaler, à cet égard, que les universités d'Europe centrale et de l'Est, à l'exception de la République tchèque, ont subi une baisse de la proportion d'étudiants par rapport à la population totale. Dans ce pays, la proportion d'étudiants par rapport à la population totale est de 1,5 %, ce qui est inférieur à la moyenne européenne de 2,5 %.

Dans ces conditions, on peut penser que l'ouverture des portes de l'enseignement supérieur ne pourrait apporter que des résultats incertains. Ce n'est pas seulement la faiblesse des traitements des enseignants qui pose des problèmes. Du fait des restrictions touchant la plupart des secteurs financés par le budget, l'enseignement supérieur hongrois est confronté, dans son ensemble, à

des problèmes financiers très graves. Ceux-ci se manifestent surtout par le fait que, depuis dix années, l'augmentation des dotations budgétaires ne compense jamais la hausse de l'inflation qui avoisine les 30 %. Si les bouleversements politiques récents ont pu influencer la résolution de quelques problèmes locaux (utilisation de bâtiments occupés auparavant par les troupes soviétiques ou de quelques bâtiments des services du parti), les nombreux autres problèmes d'infrastructure (équipements techniques, approvisionnement en livres et en livres des bibliothèques, infrastructures universitaires, etc.) sont loin d'être résolus.

Sélection par l'argent

Vu ce contexte économique, il n'est donc pas surprenant que les portes de l'enseignement supérieur hongrois ne s'ouvrent que très lentement, malgré la volonté affichée par le gouvernement.

La première modification importante du système de sélection est le fait que l'enseignement supérieur depuis les premières années du régime socialiste a cessé de sélectionner les étudiants à l'entrée. Si, à partir de 1962-1963, ces universités n'avaient qu'une importance marginale par rapport aux études méritocratiques, il fallait tout de même supprimer les avantages accordés aux candidats dans les parents possédant certaines richesses (surtout celles qui étaient attribuées pour des raisons politiques). Dans cette même logique, après un débat adopté en 1981, on a même vu le changement de régime affectivement au lieu, les origines sociales des étudiants ne sont plus prises en compte comme sous le régime où, à l'entrée des universités, les fils d'ouvriers

ou de paysans pouvaient avoir droit à un traitement de faveur. Les principales voies par lesquelles pouvaient passer les candidats « pistonnés » étaient également supprimées.

Le nouveau cadre juridique régissant les universités a permis également la marge de manœuvre des universités et des écoles supérieures pour fixer le nombre d'étudiants qu'elles souhaitent accueillir, en pour l'élargir leurs conditions d'accès. En ce qui concerne le nombre des places, le nombre des limites des universités, les établissements d'État ne bénéficient pas d'une autonomie illimitée; le nombre des places disponibles dans telle ou telle université ne peut être augmenté qu'avec l'accord préalable du ministère de l'Éducation. Grâce à ces changements, on a vu apparaître, particulièrement à l'échelle nationale, le nombre d'étudiants admis au premier cycle a légèrement augmenté. Ce fut notamment le cas, en 1991-1992, dans les universités de Budapest.

Cependant la demande est tellement forte dans ce domaine qu'une faculté d'État privée a pu être créée sous forme d'association à Miskolc, dans une zone industrielle où l'université d'État n'était pas en mesure de répondre à la demande. Comme les frais d'inscription perçus au sein de cette faculté - de même que dans les autres établissements privés tels que les nouvelles écoles de gestion - sont très élevés, il est à prévoir qu'après l'ouverture de ces universités privées, le rôle des universités publiques sera renforcé dans les domaines de la sélection.

► Ivan Bajomi est maître de conférences de sociologie à l'université Eötvös de Budapest.

COURRIER

Mauvaise foi

La publication de différents articles relatifs à l'avenir de l'enseignement du latin et du grec dans le cadre des réformes engagées par le ministère de l'éducation nationale (*Le Monde* des 4, 12 et 18 mars) a provoqué de multiples réactions dont nous publions quelques extraits.

Se cultiver pour le plaisir

Commencées par un point technique: selon vous, il est « inexact » de penser que la limitation du nombre d'options sera presque fatale aux langues anciennes. Pourtant, notre expérience quotidienne nous montre que, dans la pratique, un élève choisira presque toujours deux langues vivantes avant de s'offrir le « luxe » que sont le latin, le grec (mais aussi le japonais, le russe, la musique, la danse, le théâtre, toutes options qui existent au lycée). L'obligation, dont vous vous félicitez, de « réfléchir à plus long terme » n'est pas non plus une « stratégie », car elle ne réduit au minimum vital les ambitions et curiosités intellectuelles de nos élèves.

Vous argumentez, savamment en citant les chiffres radicalement bas d'élèves qui font du grec au lycée (1 %). Précisément, il serait absurde aujourd'hui que nous essayons d'amener 80 % d'une classe d'âge au baccalauréat - de vouloir que tous les élèves étudient le latin ou le grec. Est-ce une raison pour priver quelques-uns, pour interdire à ceux qui le peuvent et le souhaitent. Nous n'avons rien contre l'informatique, la mécanique, la bureautique ou la production. Mais pourquoi faire disparaître d'un trait de plume ce qui est marginal? Nous prétendons que l'éducation nationale, service public, doit offrir aux jeunes gens l'éventail le plus large de possibilités de s'ouvrir sur la vie, que ce soit celle de l'entreprise ou celle de la pensée.

Quelques mois maintenant sur le fond: vous brandissez l'argument, démagogique s'il en est, de l'échec: injure suprême! Sans doute on ne doit pas « compiler à tout prix les disciplines », cela peut gêner beaucoup d'élèves dans leur travail. Et nous en avons la pratique tous les jours, dans nos médiocres lycées de province. Mais au nom de quoi empêcher les élèves brillants, pour qui l'acquisition du savoir est une fringante avale sans effort et avec délices, de se cultiver gratuitement, pour le plaisir?

ALAIN RICHARD
professeur,
Le Mée-sur-Seine

Trêve d'hypocrisie!

Il y a quarante ans, une petite poignée d'élèves seulement suivait à partir de la classe de seconde (seconde A) un enseignement scientifique équivalent à celui des modernes en même temps qu'un enseignement de langues anciennes équivalent à celui des classes de A (latin-grec) ou de B (latin). Dans une classe de troisième A du lycée Marie-Curie, qui réunissait un nombre impressionnant de filles de professeurs de tous les ordres d'enseignement et qui fut une pépinière de futures agrégées de l'enseignement tant littéraires que scientifiques, une demi-douzaine d'élèves à peine s'étaient sentis à l'aise de suivre la classe de A.

Alors trêve d'hypocrisie! Que l'on cesse de se lamenter sur la baisse du niveau général tout en voulant faire des élèves de A? Si l'on veut vraiment sauver les langues anciennes et les études littéraires, il faut recréer une voie littéraire d'excellence qui donne à la fois une culture générale riche et diversifiée et des qualités de rigueur - que le latin permet d'acquérir - et de méthode équivalent à celles que les élèves peuvent acquérir en voie scientifique.

Pourquoi les classes de A ont-elles cessé d'attirer les élèves exigeants, même s'ils envisageaient des études littéraires? Parce que la série S apparaît comme la seule qui ouvre toutes les perspectives d'avenir, parce

qu'elle apparaît comme la seule qui donne une formation solide, parce que non seulement on y fait des sciences mais qu'en plus on peut y faire aussi tout le reste.

Le résultat est catastrophique. J'ai vu des élèves, doués pour les disciplines littéraires, désemparés dès la seconde à faire des études de lettres, contraints par leur famille à faire des études de C1. Je les ai vus s'épuiser et perdre la totalité de leur énergie à résoudre les problèmes de mathématiques et de physique! Pendant ce temps, ils étaient dans l'impossibilité de travailler vraiment ce qu'ils aimaient et ce qu'ils avaient l'intention ensuite de faire leur principal objet d'étude! Ils ont eu leur bac C1 Mais à quel prix!

Il faut cesser de faire comme si la survie du latin et du grec passait par le nombre d'élèves scientifiques qui le choisissent en option! La baisse vertigineuse du nombre des élèves en lettres classiques, consécutive à la perte de prestige de la filière A, est le résultat d'une dérive qui, entre le nombre d'élèves scientifiques qui choisissent les lettres anciennes en option et le nombre de ceux qui feront ensuite des études littéraires.

FRANÇOISE COLMEZ
professeur de lettres supérieures,
membre du Conseil national
des programmes

Dans un collège ordinaire

Professeur de lettres classiques, j'enseigne dans un collège ordinaire d'une ville moyenne de province. D'origine souvent modeste, les élèves qui ont choisi l'option ne sont ni sous la contrainte ni par souci familial de préserver des privilèges sociaux ou culturels. Or l'administration du collège ou l'externe, s'appuyant sur la réforme mise en place et considérant que l'étude du grec n'aura à l'avenir aucune place qu'à l'université, n'entend maintenir cette option que si l'effectif de la classe prochaine est au minimum de dix-huit élèves, ce qui est une manière indirecte de provoquer le recrutement. L'enseignement du grec risque donc d'être purement et simplement supprimé dans tout un secteur géographique. Comment, dans ces conditions, un élève pourra-t-il faire, en seconde, le choix d'une série L, avec option grec, s'il n'a jamais été initié à cette langue.

ODILE GRAFMEYER-MIQUEL
professeur de lettres classiques
Villefranche-sur-Saône

UNE NOUVELLE PUBLICATION

La Lettre du Monde de l'éducation

Chaque semaine, pendant l'année scolaire, l'essentiel sur :

- les projets et les décisions de l'éducation nationale; les réglementations nouvelles;
- les politiques éducatives et les réalisations des collectivités locales;
- les initiatives de l'enseignement privé, des organisations professionnelles et des entreprises;
- les nouvelles des universités;
- les nominations des responsables;
- les publications spécialisées, les textes officiels et la documentation administrative;
- les rendez-vous importants: colloques, congrès, conférences, séminaires...

Réservez exclusivement aux abonnés du Monde de l'éducation, cette lettre est un instrument indispensable aux professionnels de l'éducation pour suivre au plus près l'actualité du monde scolaire et universitaire.

OFFRE D'ABONNEMENT

1 AN : 450 F = Le Monde de l'éducation + La lettre du Monde de l'éducation

OUI, je désire m'abonner :

• au Monde de l'éducation et à la Lettre du Monde de l'éducation (36 numéros par an).

Pour 450 F

NOM : _____

PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____

MODE DE RÈGLEMENT :

☐ Chèque bancaire ou postal

☐ Carte bleue Visa

☐ Carte AMEX

N° Carte bleue Visa _____

Empire à fin _____

N° Carte American Express _____

Empire à fin _____

Date et signature obligatoires _____

Le Monde de l'éducation

Service abonnements : 1, place Hubert-Bonne-Méry
94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

هنا من الأخبار

M. Bérégovoy expose au conseil des ministres les méthodes de travail de son gouvernement

Le pari du chômage

Pierre Bérégovoy l'a dit d'entrée de jeu : le sort de son gouvernement dépendra de sa capacité à faire baisser le chômage. Dès ses premières déclarations, le premier ministre s'est fixé pour objectif de ne pas atteindre le seuil des 3 millions de chômeurs. Mais que faire, dès lors que la politique économique doit demeurer stable ? Outre que les solutions possibles se font rares et que le temps vient à manquer, la réussite finale suppose une solidarité gouvernementale à toute épreuve. M. Bérégovoy et M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, se retrouvent en première ligne et ils sont condamnés à démontrer, en toute occasion, leur parfaite entente.

Techniquement, l'exercice relève du gageure, d'ici à la fin 1992. Avec 1 % de croissance, la France a créé 31 000 emplois en 1991. Le chômage a augmenté de 295 000. Si la prévision de croissance pour 1992 d'un taux de + 2 %, il faudrait un miracle, ou que la croissance soit enfin plus riche en emplois. Le même raisonnement vaut pour le traitement statistique, à moins d'un spectaculaire coup de pouce.

Le pari engagé depuis le 1^{er} février pour faire une proposition d'emploi ou de formation à 500 000 chômeurs de longue durée tardera à influer sur les résultats. De même pour l'opération PAQUE, lancée pour 70 000 emplois en 1^{er} avril. Sauf rallonge, les 400 000 contrats emploi-solidaire, programmés pour 1992, ne suffiront pas. Restent les emplois familiaux, qui décollent rapidement si l'on croit l'URSSAF, qui a enregistré 45 000 inscriptions supplémentaires depuis le 1^{er} janvier. Mais il ne s'agit pas de temps plein.

Pour l'instant, il est question de développer le travail à temps partiel - sans que l'on puisse nourrir beaucoup d'espoirs - et de dispositions qui visent, en gros, à baisser le coût du travail. Alors que M. Bérégovoy et M^{me} Aubry s'opposent sur ce dernier thème, l'expérience des exonérations de charges pour les jeunes a montré que la mesure, qui pourrait être prolongée, ne compte que 27 000 emplois recrutés définitivement. On confirme que l'on n'a déjà pas fait 100 000 emplois de longue durée en 1991, avec les exonérations de charges. Pour 40 %, les emplois ne durent pas au-delà de la durée de l'exonération, ce qui, pour la durée de la mesure, n'est pas une victoire. La limite du traitement social « honorable » des chômeurs, il faudrait alors se résigner au traitement statistique pour tenir l'engagement du premier ministre. Mais il est impossible que M. Bérégovoy, sans parler de M^{me} Aubry, se compromette à un tel subterfuge.

ALAIN LEBEAU

■ Affrontements entre les mineurs de Salsigne et les forces de l'ordre : trois blessés. - Mécontents de voir trainer en longueur le dernier tour de négociations sur le plan social, concernant les 380 salariés privés d'emploi, les mineurs de Salsigne (Aude) ont le feu au portail en bois de la préfecture de Carcassonne, lundi 6 avril en fin d'après-midi. Les affrontements se poursuivent dans la soirée. Au moins 120 mineurs, un escadron de gardes mobiles, l'Armée, trois personnes ont été blessées (deux gendarmes et un mineur). La mine d'or de Salsigne a été mise en liquidation judiciaire le 3 février.

Le plein pouvoir du premier ministre

Le premier ministre a fait mercredi 8 avril, au conseil des ministres, un exposé sur les méthodes de travail de son gouvernement. M. Pierre Bérégovoy a présenté à la fois les décrets d'attribution définissant les domaines de compétence des divers membres de son équipe ministérielle.

Si le rôle de M. Pierre Bérégovoy à Matignon s'annonce difficile, du moins le premier ministre dispose-t-il en matière économique et financière d'un pouvoir que peu de ses prédécesseurs ont eu.

Les désarrois de l'élève Cresson n'expliquent sans doute pas l'ampleur de la défaite électorale qui vient de subir la gauche. Mais les pouvoirs en place ont été d'autres. Les européens ont été et défaites. Mais les ex-fidèles de l'ancien premier ministre, son manque d'autorité sur les membres du gouvernement n'ont pas arrangé les choses. S'il ne faut de dire que M. Bérégovoy a tenté de faire passer les choses, qui auraient permis d'arrêter la reprise économique (sauf à ce n'existaient pas immédiatement), ce n'est pas pour personne que l'ancien ministre de l'économie et des finances prenait parfois le risque de devancer le premier ministre pour couper court à certains projets estimés dangereux.

Mêmes avantages

Ce fut le cas avec l'annonce par Bercy du plan d'épargne en actions. De même, le plan d'aide aux PME-PMI annoncé en septembre 1991 donne-t-il lieu à un mal d'écroulement. Bercy considérant que seule la baisse de l'impôt sur les sociétés était importante (mesure que M^{me} Cresson avait beaucoup à prendre), avait même que bon nombre des PME-PMI recommandées par Matignon passaient dans l'entourage de M. Bérégovoy pour des raisons d'intérêt. Il y a le malaise qui règne entre les deux cabinets, mais les ministres d'affaires.

Le super-pouvoir dont se bénéficie M. Bérégovoy est donc une bonne chose. En 1976, sous une forme un peu différente, M. Barre avait bénéficié des mêmes avantages : le premier ministre d'alors était également ministre de l'économie et des

finances, un cumul de fonctions fréquent sous III^e et IV^e Républiques mais devenu exceptionnel sous la V^e. M. Barre s'était donné pour tâche de rétablir les grands équilibres compromis par le premier choc pétrolier et d'aborder de lutter contre l'inflation. Probablement parce que la charge en était écrasante, il avait en avril 1977 rétrogradé le ministère de l'économie à M. René Monory et celui du budget à M. Maurice Papon.

Apparemment, les finances de M. Bérégovoy sont en de bon. Non seulement l'ensemble des comptes publics est en équilibre à la fin des années 70, mais M. Monory avait laissé l'impression d'une forte personnalité du professeur Barre. En témoignent plusieurs initiatives, notamment son compte épargne en actions, qui eut le mérite de faire revivre en France une Bourse singulièrement morte.

La complexité Bérégovoy-Charrasse

L'important dans les deux expériences fut la renaissance d'un pouvoir fort à Matignon, pour deux fois la France du serpent monétaire (janvier 1974 et mars 1976) en même temps qu'était annoncé un plan important de relance de l'économie (septembre 1975). Difficile de trouver dans l'histoire de la V^e République pareille cacophonie : difficile aussi de trouver meilleur exemple des effets d'un pouvoir fort - ou d'un pouvoir faible - à Matignon mais sans finances.

Or c'est précisément sur ce deuxième point que le dispositif Bérégovoy peut susciter l'inquiétude. Avec la séparation du ministère de l'économie et des finances en deux entités, on retrouve bien le dispositif Barre. Mais cette fois le ministre du budget n'est plus le ministre de l'économie.

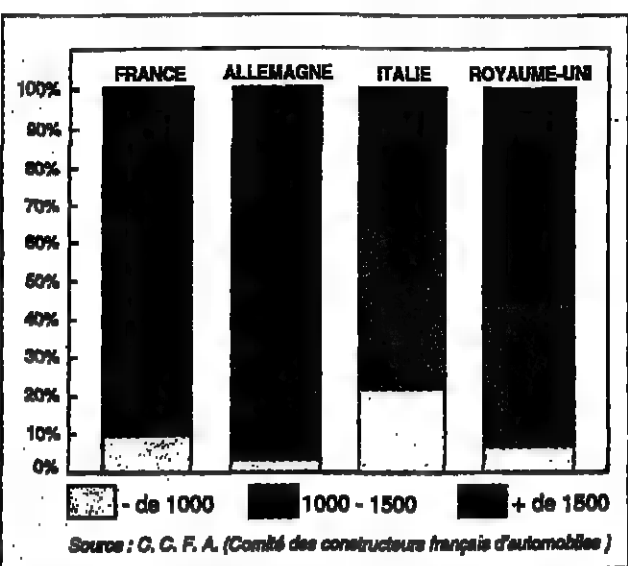
M. Bérégovoy en place depuis longtemps et entouré d'un cabinet fort expérimenté, alors que M. Michel Sapin arrive. Il y a entre M. Bérégovoy et M. Charrasse une complicité née de leur fidélité à M. Mitterrand, complicité qui créera un front uni d'aventure l'envisageant le nouveau ministre de l'économie de prendre trop d'initiatives. Enfin, M. Bérégovoy dispose avec la direction du budget qui lui est réservée, d'un moyen fort de politique économique.

Des moyens d'autant plus forts que M. Sapin, qui a sous son autorité des directions très importantes (le Trésor et la prévision notamment), devra partager avec M. Dominique Strauss-Kahn en particulier, ministre de l'industrie et du commerce extérieur, qui aura par exemple une grande marge de manœuvre sur la DREE (direction des relations économiques extérieures) et un droit de regard sur la Commission des garanties, organisme important dont dépendent les crédits à l'exportation couverts par l'Etat. On a tendance à faire beaucoup pour favoriser les produits industriels français à l'étranger quand le ministre de l'industrie du commerce extérieur, alors qu'on tremble au Trésor, voit garantir par l'Etat des crédits à des pays étrangers qui risquent de ne jamais rembourser.

C'est donc dans les deux mois d'une certaine façon en trois (les deux ministres ne posent pas vraiment problème) qu'éclate la complexité de Bercy et avec elle un immense pouvoir. Tout le problème est de savoir quels rapports s'établiront entre M. Sapin, Charrasse et Strauss-Kahn : coopération étroite ou concurrence, voire dissonance ? De la réponse à cette question dépendra la montée vers Matignon de bonnes propositions en matière d'emploi, de salaires, de fiscalité. Si tel n'était pas le cas, M. Bérégovoy cumulerait avec le pouvoir de décision celui de la conception et de l'expertise. Le risque serait alors grand de le voir faire trop de politique d'ici aux élections législatives de 1993.

ALAIN VERNHOLES

Le marché des voitures particulières par tranches de cylindrées



Source : C. G. F. A. (Comité des constructeurs français d'automobiles)

Chaque pays a l'industrie qu'il mérite ! En Allemagne, les immenses véhicules de plus de 1500 cm³ représentent 72,6 % du marché en 1991, contre 37,2 % en France, 56,6 % au Royaume-Uni, et 33,3 % en Italie, selon des statistiques publiées par le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA). Ce qui explique en partie la relative spécialisation des constructeurs de chaque pays : en Allemagne, la production de véhicules de plus de 1500 cm³ a atteint environ 83 % de la production totale en 1991 ; en Italie, au contraire, les véhicules de moins de 1000 cm³ représentent 36,8 % de la production (à égalité avec les véhicules de 1000 à 1500 cm³ : 36,3 %). En France, les véhicules de moins de 1000 cm³ ne représentent que 6,8 % de la production ; les véhicules de taille moyenne, 46,8 %, et ceux de grande taille, 46,4 %.

Depuis dix ans, et dans les quatre pays analysés par le CCFA, les consommateurs achètent des voitures de plus en plus puissantes. Ainsi, en 1980, les immatriculations de véhicules de plus de 1500 cm³ ne représentaient que 54 % du marché allemand, 24 % du marché français, 25 % du marché italien.

■ La production française d'automobiles devrait augmenter de 5 % en 1992. - Selon le Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), le marché français de l'automobile devrait progresser de 3,4 % en 1992 pour atteindre 2,1 millions d'unités. La pénétration étrangère devrait reculer à l'échelle de la production de 1991. Ce résultat est dû à une augmentation des exportations d'automobiles de 17,1 % par rapport au premier trimestre de l'année, le CCFA estime que la production française devrait passer de 3,350 millions d'unités, soit 5 % de plus qu'en 1991. La baisse de la production a eu effet décalé au cours des deux premiers mois de 1992 un solde commercial positif de 8,32 milliards de francs, soit presque la même période de 1991. Ce résultat est dû à une baisse des exportations de 17,1 % beaucoup plus forte que l'augmentation des importations (+ 1,5 %).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



DIVIDENDE : 41 FRANCS PAR ACTION
AVEC OFFRE DE PAIEMENT EN ACTIONS
DISTRIBUTION GLOBALE : + 18,1 %

PRÉVISION DE RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ 1991 :
2,6 MILLIARDS DE FRANCS, + 17 %

Le Conseil d'Administration, réuni sous la Présidence de Guy Dejeuzay, a examiné, dans sa séance du 3 avril 1992, les comptes sociaux de la Compagnie Générale des Eaux pour l'exercice 1991.

Le chiffre d'affaires de la Compagnie a été de 11,4 milliards de francs en 1991, en hausse de 7,3 %. Le résultat courant s'est élevé à 1298,3 millions, contre 1200 millions l'année précédente. Cette forte progression est due à une nouvelle augmentation du résultat d'exploitation (808,1 millions, + 13,1 %), à la croissance soutenue des dividendes versés par les filiales et des produits du portefeuille de titres, ainsi qu'à certaines reprises de provisions financières. Elle a été obtenue malgré la charge des déficits des sociétés en nom collectif du secteur de la télévision par câble et l'accroissement des frais financiers consécutifs aux investissements. Le bénéfice net de l'exercice a atteint 1194,4 millions de francs, soit 1104,3 millions, en augmentation de 26,7 %.

Les investissements de la Compagnie ont été de 7,3 milliards de francs en 1991, après 6,5 milliards en 1990. Ils ont porté sur les participations financières aux collectivités locales en application de nouveaux contrats de concession, les travaux de modernisation, d'extension et de renouvellement des réseaux et ouvrages gérés par la Compagnie, la pour-

suite de l'expansion du Groupe en Europe, l'acquisition de la Société Eys et, enfin, l'accroissement des ressources destinées au développement des filiales (notamment dans les secteurs de la propriété et de l'aménagement urbain).

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale du 26 juin prochain de servir un dividende de 41 francs par action (61,50 francs avec avoir fiscal) contre 40 francs pour le précédent exercice. Ce dividende s'appliquera notamment aux actions créées par l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour dix anciennes, intervenue à la fin du mois de novembre 1991. La distribution globale de 1991 s'élève ainsi à 318,4 millions de francs, en progression de 18,1 % par rapport au triple de celui de l'exercice 1986.

Les dernières estimations relatives aux comptes consolidés de 1991 font apparaître un chiffre d'affaires de 135 milliards de francs (dont 11 milliards de l'étranger), en hausse d'un peu plus de 15 %. L'autofinancement, à plus de 9 milliards de francs, atteindrait le même niveau que l'année précédente. Le bénéfice net du Groupe serait voisin de 2,6 milliards de francs pour l'exercice 1991, en croissance d'environ 17 % par rapport à 1990.

Informations Actionnaires - 05 05 55 66 - 3616 CLIFF

ALAIN FAUJAS
(1) Renseignements sur les vols maintenus : (1)-45-46-90-00 ou 46-75-13-13. Par Minitel, 3615 ou AIRINTER.

D
lectu
kraut
Debc
Roni
à di
l'éco
meet
sue
une
la Ré
sept
énun
pese
syste
ranci
proje
causa
tion
Insti
tut
mem
x dé
méa
Di
28, l
É
collo
et 5
défai
ades
pare
le
l'éco
y éu
don,
M. L
men
nede
par
reire
zone
expé
gare
en p
Etat
l'état
men
vica
d'ha
teme
et di
déf
l'éc
Lara

**Vous êtes une société
à la pointe de la technologie,
Vous avez des produits
adaptés à notre système,
Vos prix sont compétitifs,
Alors nous vous donnons
RDV au SICOB 92.**

NTT France SA, filiale de NTT, le
leader dans le domaine des Télécom-
munications au Japon. NTT sera bien
sûr présent, du 5 au 9 octobre, au
SICOB 92 pour rencontrer ses futurs
fournisseurs et partenaires.

Le SICOB 92, c'est l'événement de l'automne.
Débats, ateliers, échanges, rencontres... c'est la fête de l'intelligence,
le rendez-vous européen des Télécommunications, de l'informatique et de la
Bureautique, la seule offre globale de toutes les technologies de l'information.
Le SICOB 92, l'événement de l'automne ne pas manquer.



SICOB 92, LA FÊTE DE L'INTELLIGENCE.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 46-62-72-67

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin-Say

**Nette amélioration de la rentabilité
dans tous les secteurs d'activités.**

Résultat net courant (part Béghin-Say) + 27 %

Le conseil d'administration, réuni le 8 avril 1992 sous la présidence de Monsieur Jean-Marc VERNES, a approuvé les comptes consolidés du Groupe pour l'exercice 1991.

Les principales données consolidées se résument ainsi :

(en millions de francs)	1991	1990	Variation en %
Chiffre d'affaires	40 908	37 671	+ 8,6
Résultat d'exploitation	2 117	2 342	+ 14,4
Résultat financier avant impôt	1 818	1 485	+ 22,4
Résultat net courant (part BEGHIN-SAY)	1 353	1 065	+ 26,7
Capitaux propres de l'ensemble	9 215	7 944	
Endettement financier net (1)	9 007	8 466	

(1) y compris obligations convertibles (100 MF)

Tous les secteurs d'activités ont enregistré des résultats satisfaisants, en particulier le secteur "Huile Grand Public" en forte progression et le secteur "Trituration et Raffinage" en nette amélioration.

Le résultat net (part BEGHIN-SAY) s'établit à 1 353 millions de francs contre 1 065 millions de francs en 1990. Ce recul s'explique par une réduction de 144 millions de francs en 1991 et de 461 millions de francs en 1990 du fait des plus-values résultant du désengagement du secteur Papier et de la chute de la Cotation "Nikkei" de CERESTAR, réalisées en 1991.

Le rapport dettes sur capitaux propres, calculé à partir de l'endettement net des immobilisations financières, des valeurs mobilières de placement et des disponibilités, s'établit à 0,97 au 31 décembre 1991 contre 1,07 au 31 décembre 1990. Après conversion de l'emprunt obligataire, le rapport s'établirait à 0,91 au 31 décembre 1991.

Le conseil d'administration du 11 mars 1992 a arrêté les comptes sociaux de BEGHIN-SAY, société-mère du Groupe. Ces comptes se traduisent par un bénéfice net de 619 millions de francs. Il a été proposé à l'assemblée générale ordinaire du 27 mai 1992 de distribuer 100 millions de francs contre 312 millions de francs en 1991. Le dividende, par action, est certifié d'investissement s'élèverait ainsi à 30 francs, hors avoir fiscal, contre 27,50 francs l'exercice précédent.

Dans le cadre de la poursuite de la réorganisation du secteur agro-industriel du Groupe FERRUZZI, précédemment annoncée, le conseil d'administration a arrêté le projet de résolutions à soumettre à l'assemblée générale extraordinaire du 27 mai 1992 relative à l'augmentation de capital de 7.194 millions de francs en nature par émission de 9 millions d'actions réservées à ERIDANIA et sa filiale FRANCOR. Il sera, outre, proposé de changer la dénomination sociale en ERIDANIA BEGHIN-SAY.

FERRUZZI

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Ayant le sentiment de s'être fait forcer la main

Le Japon se montre réticent sur le projet d'aide à la Communauté des Etats indépendants

Faisant rarement cavalier seul au sein du groupe des sept pays les plus industrialisés, le G7, le Japon s'est cette fois démarqué en se montrant réservé, voire réticent, sur le projet d'aide de 24 milliards de dollars à la Russie et aux autres Républiques de l'ex-URSS, annoncé la semaine dernière par Bonn et Washington. Sans être opposé sur le principe, le Japon n'a pas donné son accord sur le montant et la répartition des financements d'un tel programme, indiquant-on mercredi 8 avril au ministère des affaires étrangères. Les détails du programme d'aide à l'ex-URSS devront être arrêtés lors de la prochaine réunion du G7 à la fin de ce mois.

TOKYO

de notre correspondant

Les réactions japonaises tiennent à deux facteurs. Tout d'abord, Tokyo a l'impression de s'être fait forcer la main. Le Japon a certes

participé à l'élaboration du programme mais, selon le ministère des affaires étrangères, il n'y a eu d'accord que sur la nécessité de tenir les réformes économiques en Russie. Les aspects financiers étant encore à l'étude, l'annonce de chiffres précis était prématurée. Celle-ci répondait, fait-on savoir à Tokyo, au besoin de rassurer le soutien au président Eltsine, qui doit affronter son Parlement, et aux préoccupations électorales de M. Hase. La presse japonaise estime que Tokyo aurait été informé au dernier moment des initiatives allemande et américaine, ce qui lui n'a pas permis d'acquiescer l'initiative.

Le contentieux territorial des Kouriles

Le deuxième facteur ayant suscité les réticences nippones est d'ordre politique : le ministère des affaires étrangères craint qu'un accord occidental d'aide à la Russie laisse de côté la question des quatre îles du sud de l'archipel des Kouriles, occupées par l'ex-URSS depuis la guerre et revendiquées par le Japon.

Quant aux faits, les Japonais sont

soucieux de ne pas se laisser distancer par leurs partenaires dans les relations avec la Russie ; aussi ont-ils assoupli leur principe de non-séparation de la politique et de l'économie. Le règlement du contentieux territorial reste pour eux une condition sine qua non au développement des liens économiques. Pour cette raison, le ministre des affaires étrangères précise que le Japon n'envisage pas d'augmenter de nouveaux crédits aux 2,5 milliards de dollars en aide humanitaire promis à la Russie et d'ailleurs sans encore d'effets.

Un certain flottement n'est néanmoins perceptible dans la position japonaise, comme le montrent les déclarations nuancées du premier ministre, plus disposé à renforcer la coopération avec la Russie. En fait, le Japon serait d'accord pour une aide d'un montant supérieur à celle déjà accordée, à condition que celle-ci soit liée par l'intermédiaire d'organisations internationales. Tokyo aurait notamment promis de contribuer pour 1 milliard de dollars au fonds de coopération de l'ONU.

PHILIPPE PONS

Le krach au ralenti de Tokyo

Suite de la première page

Le volume des transactions s'est lui-même effondré. Les investisseurs semblent incapables d'arrêter le jeu de massacre.

Conséquence de la politique monétaire restrictive engagée par M. Mieno - entre mai 1989 et décembre 1990, la Banque a relevé les taux d'intérêt de 2,5 à 6 % - les investisseurs japonais ont aujourd'hui la Bourse. La chute des indices, la dévaluation des monnaies étrangères et la baisse des profits des sociétés cotées ont poussé du Kabuto-Chu (l'épargne des Japonais). Eclairés, les petits porteurs préfèrent orienter leur argent vers des placements monétaires.

Les zinzins des investisseurs institutionnels et notamment les sociétés d'assurance-vie investissent plus avantageusement de prêter leurs fonds plutôt que de les placer en Bourse. Les étrangers enfin ont vu encore une fois leur portefeuille se dégraisser l'an dernier, escomptant de voir plus-values le jour où le marché rebondirait. En 1991, leurs achats nets d'actions se sont élevés à près de 46 milliards de dollars. Ils commencent à douter. Depuis le début de 1992, ils sont vendeurs nets.

Bref, il n'y a plus d'acheteurs. L'offre en revanche reste et devrait rester abondante. Les nombreuses entreprises industrielles cherchent à vendre, pour se délester de leurs paquets d'actions qu'elles ne peuvent plus écouler à l'époque de l'argent facile. Une lourde menace pèse sur le marché : le refinancement des 150 milliards de dollars de titres reconvertisibles en actions, émis pendant la période de l'euphorie boursière. Plus d'un cinquième arrive à échéance cette année.

Malgré l'assouplissement de la politique monétaire depuis quelques mois - la Banque du Japon a ramené ses taux directeurs de 6 % à 3,75 % - le marché poursuit sa chute. Tokyo est en fait engagé dans un redoutable cercle vicieux. La chute du Nikkei met en effet les banques japonaises dans une situation financière délicate. Elle contribue à réduire leurs fonds propres (constitués en partie par des plus-values sur actions) et donc à les fragiliser. Or les banques prêtent lourdement dans l'indice. La chute du Nikkei fait baisser la valeur des banques, ce qui a son tour conduit à une nouvelle chute du Nikkei.

Autre indice du cercle vicieux, le financement de l'économie japonaise. Avec la chute du Nikkei, les banques voient leurs fonds propres fondre et donc - comme les entreprises internationales - leur capacité de prêts se réduire. L'archipel risque ainsi de souffrir d'un *credit crunch*, d'une pénurie de financements, une menace qui, à son tour, se répercute sur le thermomètre de la Bourse.

Jusqu'au 31 mars, date de clôture des bilans, le ministère des finances de la Banque du Japon a réussi à soutenir le marché pour éviter que l'indice Nikkei ne tombe en dessous de 20 000 et ne mette les banques japonaises en trop grande difficulté. Aujourd'hui,

ils semblent ne plus être capables d'arrêter la chute. Malgré une réduction des ventes de titres, les responsables des grandes maisons de titres mercredi, la baisse se poursuit. D'ores et déjà, les experts de Nomura prévoient une plongée vers un indice 13 000.

La fin de l'indifférence à Wall Street

Le krach au ralenti nippon risque-t-il de plonger, par effet d'entraînement, les autres places financières internationales dans la crise ? Jusqu'à présent, les Bourses de Wall Street, Londres ou Paris ont fait preuve d'un grand optimisme, dopées qu'elles étaient par la perspective d'une reprise de l'activité économique aux Etats-Unis. Elles ont de fait vu leurs valeurs relativement indifférentes aux malheurs de l'archipel. Mais, pourtant, New York a commencé à réagir. L'indice Dow Jones enregistrant une baisse de près de 2 %.

En affaiblissant les institutions financières japonaises, la crise de la Bourse de Tokyo pourrait en fait avoir de graves conséquences dans les autres pays industriels. Au cours des années 80, le Japon et ses agents, entreprises et banques, ont été devenu le financier du monde. Partout, mais surtout aux Etats-Unis, la Japonaise a investi dans l'immobilier, les actions, les obligations émises par les grands Etats, les entreprises. La crise financière japonaise affaiblit sa capacité de financement du Japon. Le FMI à 1990, l'archipel a injecté chaque année pour quelque 100 milliards d'actifs directs et placements en actions et obligations). Aujourd'hui, la situation est inversée. Les Japonais désinvestissent : en 1991, et pour la première fois depuis onze ans, le solde net a été négatif de 36,6 milliards de dollars. La crise du marché international de l'art s'explique notamment par ce retrait des Nippons, mais de l'immobilier américain aussi. Elle pourrait s'étendre à d'autres domaines.

Affectés par leurs lourdes pertes enregistrées sur le marché tokyote, les investisseurs nippons risquent

de devoir vendre une partie de leurs actifs à l'étranger. D'ores et déjà, les banques japonaises ont chargé leurs voiles. Les industriels se font moins agressifs : leurs investissements directs à l'étranger ont passé de 48 milliards de dollars en 1990 à 31,3 milliards en 1991. Les grands investisseurs commencent à se retirer des marchés étrangers : les achats japonais à l'étranger par les Japonais sont passés de 17,9 milliards de dollars en 1989 à 6,2 milliards en 1990 et 3,1 milliards en 1991. Ils étaient vendeurs nets (4,2 milliards) en janvier. Depuis vingt-deux mois maintenant, et au total, le Japon est importateur net de capitaux à long terme, une situation fortement déstabilisatrice dans les circuits de financement internationaux.

Si, affaiblis par la chute de la Bourse, les Japonais devaient réduire leur participation aux marchés des actions à Wall Street et surtout leurs engagements dans le financement du déficit budgétaire américain, la poursuite de la baisse des titres d'intérêt outre-Atlantique se révélerait ainsi gravement en faveur des perspectives de reprise aux Etats-Unis et dans le reste du monde.

La France aussi

Appréhant M. Bérégovoy et sa politique - alors ministre des finances, il s'est fait applaudir en janvier à Tokyo par le *Nikkei* - les Japonais ont été beaucoup achetés, au cours des trois dernières années, de titres d'Etat français (des obligations assimilables et des bons du Trésor). S'ils devaient vendre, ce qui apparaît peu probable pour l'instant, la crise financière japonaise pourrait se révéler très dommageable pour l'économie mondiale.

ERIK IZRALEWICZ

INDICATEURS

FRANCE

• Dépenses d'assurance-maladie : + 0,7 % en janvier. - Les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont atteint 29,9 milliards de francs en janvier, soit une progression de 0,7 %, après 0,3 % en janvier. Sur les douze derniers mois, la hausse a été de 2,1 %. L'accélération observée en février est notamment imputable aux versements hospitaliers (+ 0,9 % dont 1,1 % pour la médecine privée) et aux remboursements d'honoraires médicaux (+ 0,8 %).

PORTUGAL

• Taux d'intérêt : abaissement à 17,93 %. - Au premier jour de son entrée dans le Système monétaire européen (SME), lundi 6 avril, l'escudo s'est échangé au maximum de sa parité par le système. La Banque du Portugal a dû intervenir sur le marché des changes pour contenir la poussée de l'escudo et a annoncé une réduction d'un point de son taux supérieur d'intervention, passant à 17,93 %.

هنا من الفصل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 8 AVRIL

[illegible]**COMPTANT** (sélection)

VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS			Cours prie.	Dernier cours	VALEURS			Cours prie.	Dernier cours
Obligations														
Emp Etat 8.5% 77	131.00	9.40			C.I.M.		1478			Parisienne	187	188		
Emp Etat 8.25% 76	101.30	7.25			C.I.T.A.R.A. (R)	3380				Paris France	238.20	238.10		
10.20% 79/84	101.30				Cogit.	340	340			Paris Orléans	215	217		
Emp Etat 12.1% 83	101.30				Com. Ind.	184				Parisienne Invest.	298			
10.20% mars 88	101.30	0.75			Com. Ind.	6090	6700			Paris Cadix	650			
DAT 10.5% 10/99	107.42				Cop Lyen Almond	282	283			Paris Cheminot	1400	1400		
DAT 8.5% 1/1986	108.00	1.04			Concordie	800				Paris Cheminot	480	480		
PTT 11.2% 85	108.00	3.71			Com. M. M. Prov.	24	24			Promodis (P)	1782			
CFP 10.20% 86	108.00	2			Credit Glaciel	110	110			Publicis	780	770		
CFP 10.20% nov 90	108.00				CU Universal (Cid)	360	360			Rachefarmer	100.30			
CNA 10 % 1979	108.00				Danubio	700				Rosario	188	188		
CNB Bases 6000F	80.70				Delfines	2033	2030			Rougeir	259	259		
CNB Paris 5000F	80	2.40			Delfines Indus	2860	2360			S.A.C.E.R.	478	498		
CNB Suco 5000F	80	2.40			Doris Bouch	1200	827			S.A.F.I.A.	205	205		
CNE 11.5% 85	108.00				Doris Bouch F. Floride	2250				S.A.F.I.A. Alton	205	205		
CNE 19/2 5000F	108.00				East Texas Victory	210	2010			Saga	335	340		
CNT 9 % 88	90.50				Eau Vittel	653	683			Sat Dominique F.L.	112.50	112.80		
CNT 10.50% dec 88	108.00				Ecl.	312	313			Seller du Midi	610	608		
CNA PCE 9% 100	100.00				Ed. Mag. Paris	4200				Servomex M.	194			
CHU	1000				Ecl. Paris (ex Burel)	1806	1801			S.C.A.C.	700			
CHU					Evans	100				Semals	408	405.80		
Alcatel 5 % pav. 88	101.11				F.I.P.P.	83	83			S.E. Paris (P. 04)	134			
Ly. Eau ex 6.5% 88	765				F.N.C.A.	1810	1810			Strain	581	580		
Thom. ex 10.2% 88	88.1				Forcelle (Cid)	888	820			Strain	183.40	182.80		
					For. Lyonnais	689	688			S.U.P.H.	228	228		
					For. Paris	381	387.10			S.U.L.	112	112		
					For. Paris	608	601			Sol.	882	880		
					For. P.A.R.D.	711	702			Solfin	371			
					For. P.A.R.D.	2180	2030			Solfin	1180	1180		
					France, Post-Retard	2350				Solfin (ex Burel)	78	78		
					Gaumont	800				Solfin	2408			
					Gazelle	325	331			Solfin	821	815		

SICAV (sélection)[illegible]

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

CECF Paper L	750	751	Dating	339	337
Canadian Blank	390	—	Order	420	407
Canada	69 50	68	Origins-Denmark	680	—
Chengmin Ym	86 20	50	Paper Montreal	1350	—
OC CPM	205	206	Paper Montreal	640	640

Marché libre de l'or

Copains	105		Espagne Capital	10596 13	10461 61	Odéon	2798 99	2780 72	UAP Investement	440 11	424 20
Capacités	805	630	Espagne Croisières	17096 10	1708 10	Odip. sans cat.	174 41	171 50	UAP Actions France	611 43	689 33
Charges Assurances	400		Espagne Indes	58 64	58 57	Odéon	3306 53	3322 41	UAP Act. Select	831 83	608 99
Electro-Beaune	316		Espagne J.L.	68566 76	68550 76	Odéon Capital	12705 96	12705 96	UAP Anticrim	548 54	528 71
Exerc. Actions	78 10	78 10	Espagne Olig.	190 85	185 58	Océan	308 33	368 18	UAP Alcat	198 89	188 77
Exerc. Sociétés Ind.	22 75	20	Espagne Premier	141776 75	14073 20	Orléans	6840 38	6708 25	UAP Alto Star	152 96	147 43
Exerc. S.A.	76	80 20	Espagne Prime	1089 21	1080 06	Paris Capitalisation	1458 70	1458 70	UAP Moyens Term.	337 07	332 12
Gay Degustation	446		Espagne Unie	1330 10	1287 86	Paris Opérations	581 22	125 87	UAP Prém. Cat.	10662 57	10180 89
Leçons de la Morale	198		Espagne Valeurs	435 27	423 62	Paris Perpetu	131 24	567 14	UAP Assoc.	121 58	121 58+
Nicolas	1260		Eufrat cap.	8253 33	8253 33	Parmaire Revetu	212 73	215 42	UAP-Forces	1283 97	1282 65
Portrait, Perle	300		Eufrat cap.	8653 12	843 61	Parvator	622 24	610 04	Unifrance	659 68	685 05
Quadrant	130		Eufrat cap.	1117 89	1077 34	Placement A	153 86	1481 73	Unicredit	1271 67	1245 71
Romans H.V.	213 30	213 10	Eufrat cap.	630 28	607 04	Placement M	7128 42	6814 92	Un Régione	1437 78	1402 69
S&P-Berthelot	1703		Eufrat cap.	953 95	928 83	Placement Nord	1011 72	931 88	Univ	233 32	233 32+
S&P-A	130	800	Eufrat cap.	14189 01	14185 01	Platitudes	134 68	131 08	Univ Actions	1281 97	1231 19
S&P-A. Genet	663		France-gov	70304 61	69028 28	Pose Croisières	21487 96	21446 51	Univ Obligat	1815 18	1770 85
S.P.A. act. B.	319 80		France-gov	276 26	277 70	Pose Gazon	64774 28	64774 28	Univ Obligat	2024 21	2022 18
Waterman	787		France Ind. Scav	115 93	112 53	Prime Olig	13002 43	11291 14	Univ Obligat	5256 10	52475 96
			France Indes	491 11	485 25	Prim. Court	117 81	118 45			

□ : coupon détaché - o : offert - d : droit détaché - d : demandé - p : prix prioritaire - m : marché commun

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - M : marché continu

CARNET DU Monde

Naissance et mariage

Georges et Marie-Anne

sont heureux d'annoncer la naissance de leur dix-huitième arrière-petit-enfant.

Bastien,

le 17 avril 1992,

chez Delphine KERMEL et LACHAMBRE,

et le mariage de leur petit-fils.

Sylvain PARPAIS

avec

Claire BENABEN,

célébré le 2 mai.

Décès

Le président. Le comité de direction. Et le personnel de la société Framatome, ont appris avec douleur le décès de

M. Maurice ARAGOU, président de Framatome de 1958 à 1971,

et s'associent au deuil de ses proches.

Groupe Framatome, Tour Fiat, 1, place de la Coupole.

M. Marie Demay, son épouse, Claude Dominique, son fils Pierre (7) et son épouse Isabelle.

Ses petits-enfants Guillaume, Nathalie, Jérôme et Benjamin. Leur famille et leurs amis ont le chagrin de leur part.

M. Georges DEMAY,

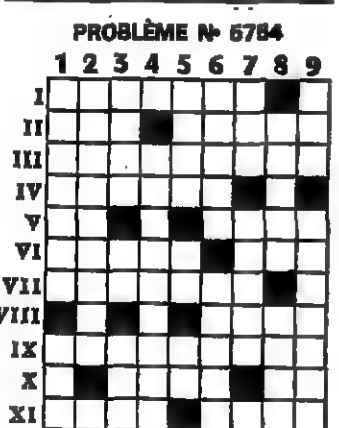
survenu le 7 avril 1992, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée vendredi 10 avril, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, suivie de l'inhumation au cimetière de Neuilly.

avis tient lieu de faire-part.

12, avenue de Breteville, 92200 Neuilly, 19, rue de Broches, 92100 Dijon.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Peut-être... 2. Pour... 3. Pour... 4. Pour... 5. Pour... 6. Pour... 7. Pour... 8. Pour... 9. Pour... 10. Pour... 11. Pour...

VERTICALEMENT

1. Fournit beaucoup de jus. Quand on le perd, on ne suit plus. 2. Comme la... 3. Pour... 4. Pour... 5. Pour... 6. Pour... 7. Pour... 8. Pour... 9. Pour... 10. Pour... 11. Pour...

Solution du problème n° 5753

I. Sauciers. II. Pitance. III. Alinea. IV. Ladré. V. On. VI. Net. Taure. VII. Dressing. VIII. R. L. IX. Interne. X. Eds. Atlas. XI. J. Na.

1. Spanandrie. 2. Al. V. 3. Utilité. Ter. 4. L. 5. Indéfini. Ras. 6. Ecartant. 7. Ré. Untel. 8. Orge. An. 9. Diane. Suse.

GUY BROUTY

M. Philippe

son épouse, M. Loïc Druette, son frère, M. Marie-Anne Druette-Amami, grand-mère, ses amis, l'extrême douleur de faire part du décès de

M. Marie-Eve DRUETTE,

le 11 avril 1992,

avis tient lieu de faire-part.

Notre mémoire est solennelle. Nous pensons à toi, Marie-Eve.

17, rue de Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

Lyon.

M. Philippe

son épouse, M. Loïc Druette, son frère, M. Marie-Anne Druette-Amami, grand-mère, ses amis, l'extrême douleur de faire part du décès de

M. Marie-Eve DRUETTE,

le 11 avril 1992 à l'âge de

ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

9, rue d'Assas,

Paris.

Jean-Bertrand, Jean, Urs,

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Marie WYLLIEMANN,

le 11 avril 1992, à l'âge de soixante-

ans.

La crémation aura lieu le 9 avril, à

10 heures, au cimetière de Rillieux (Suisse).

Ni fleurs ni couronnes.

L'avis tient lieu de faire-part.

J.-B. Chaffin,

3, avenue Chauvonn,

17170 Saint-Rémy-les-Chevreux.

Anniversaires

- Caluire (Rhône).

Le 9 avril 1991, décès de

Dominique BON

Il rejoignait

Marie-Joséphine BON,

et

Paul BON,

son père.

En union avec sa famille, que ceux qui l'ont connu et aimé conservent son souvenir.

- Le 9 avril 1991,

Louis LIENART

nous quitte.

Il vit toujours le cœur de ceux qui l'aimaient.

Messe anniversaire

- Le 11 avril 1990,

Jean BARRAS,

décédé le 11 avril 1992, à 18 h 30,

à l'église de Chambray.

Prix pour lui.

Soutenance de thèse

- Université Paris-IV (Sorbonne),

thèse de doctorat en musicologie :

« L'opéra basque (1884-1933) », le

jeudi 11 avril 1992, à 18 h 30,

salle 407, escalier G, 3^e étage.

Les obsèques seront célébrées le

10 avril 1992, à 11 heures, en

l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90,

avenue du Roule, Neuilly (Hauts-de-

Seine), suivies de l'inhumation, à

l'intimité familiale, au cimetière du

Vaucluse.

avis tient lieu de faire-part.

35, rue de la Grange-Colombe,

Paris 14^e.

CARNET DU MONDE

40-65-29-94

PARIS EN VISITES

JEUDI 9 AVRIL

historique de la ville de Paris, 24, rue

de la Harpe (Approche de l'art).

« Byzance en tourment de l'humanité. Naissance de l'Empire face à la montée du monde musulman et à la faiblesse de Rome. Étude des symboles de l'Église orthodoxe. » 15 heures, sortie métro Temple (Hauter).

« Le Palais Procope : l'ancienne Cour des Capétiens. » 11 h 15, 13, rue de la Harpe (Tourisme culturel).

« Le Palais du pain, 14 heures, par le Palais de la Justice, Palais de la Justice et son histoire. »

« Montmartre : d'artistes, de peintres et de jardins. » 14 heures, Palais de la Justice (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

« Les Lutres de Lutèce, 14 heures, Bibliothèque nationale, 1, rue de la Harpe (M.C. Lesnier).

Le Monde des Carrières

Le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement recherche un éditeur scientifique.

Cet éditeur devra :

1. - Rédiger des publications scientifiques : suivi du comité de lecture, préparation et relecture des textes pour l'édition et éventuelle réécriture, suivi de la fabrication.

2. - Rédiger et produire des documents de communication : lettre d'information, articles de vulgarisation, plaquettes, etc.

Cet éditeur devra être à Montpellier. Il devra avoir une expérience confirmée en édition scientifique, une formation de haut en économie et en anglais écrit et parlé.

Envoyer lettre manuscrite + CV au CIRAD/CIDARC/IST BP 5035, 34001 Montpellier Cedex 1.

La formation santé des étudiants de France

recherche pour l'un des établissements hospitaliers :

RESPONSABLE ECONOMIQUE ET FINANCIER

A la tête d'une équipe de personnes, vos missions seront d'assurer la bonne gestion d'un projet général de rénovation immobilière et de mettre en place de nouveaux outils de gestion analytique, engagements, tableaux de bord.

Après d'environ 35 ans, de formation supérieure (bac + 4, DECS) vous possédez une solide expérience de gestionnaire. Autonome, vos talents d'organisation et de dialogue, font un interlocuteur apprécié sur le terrain et vous travaillez en équipe.

La rémunération, pour un poste en proche banlieue sud, serait d'environ 180 Kf (selon CC 31 Octobre 1991) d'un logement de fonction.

Nous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) sous la référence P344M à M. le YOUNG CONSEIL, 51, rue Louis Blanc Cedex 75, 92037 La Courneuve 1, qui assurera votre dossier en toute confidentialité.

ERNST & YOUNG

TRES URGENT

Pour importante Société Aéronautique banlieue SUD PARIS

recherchons 2 Ingénieurs débutants :

INGÉNIEUR MÉCANICIEN GRANDE ÉCOLE

(1er ou 2ème rang)

Bon numéricien, calcul de structures par éléments finis, connaissances des matériaux, résistance des matériaux...

INGÉNIEUR THERMIQUE GRANDE ÉCOLE

Disponibles immédiatement. À l'essai souhaité

C.V. à présent : Tél. 93 33 33 33 Lezard 11111 PARIS

ou téléphonez pour RV à François LAULAN au 42 31 38 41

Une deuxième implantation à PARIS

Le Florian Mantione Institut gagne la Défense

TOUR NEPTUNE - 20, PLACE NAPOLÉON 1er - 92086 PARIS LA DÉFENSE
TEL. 49 03 00 00 FAX 46 98 03 81

Florian Mantione Institut

Réseau National de Conseil en Recrutement

GARE DU NORD

A PARTIR DU 6 AVRIL 1992

BRAIN MASTER

PUBLICITE

vend le Boulevard MAGENTA,

avance de 3 CASES et achète le

41, Boulevard

des Capucines.

TEL : 49 27.0123

FAX : 42 60 48 57

GARE DE L'EST

MAGENTA

75, BD

CAPUCINES

GARE DE LYON

IMPORT. CLINIQUE CHIRURGICALE ET MATERNITÉ

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

Directeur

كشفاً للأصل

REPRODUCTION INTERDITE

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence pour l'Emploi
vous propose :
■ séléc-tion de collaborateurs :
■ INGENIEURS toutes spécialisations
■ CADRES administratifs, commerciaux
■ JOURNALISTES (presse écrite ou parée)

CADRE EXPERIMENTE

RECHERCHE : poste d'animation et gestion commerciale régionale (R. P. et Ouest) ayant une démarche technique et marketing, privilégiant la communication et les relations humaines. Relations avec les entreprises et les réseaux spécialisés. (Section BCO/HP 2177).

INGENIEUR INFORMATIQUE. 15 ans d'expérience en projets A/H : conception, choix matériels, installation, dialogue utilisateur, pratique méthodologie Merise, double expérience BIL/ prestataire, gestion et réponse appels d'offres. Expert CIM y compris multi-tâches, Copics, Mapics, Prizem, expérience tertiaire (banque, assurances). RECHERCHE : poste assistant(e). (Section BCO/Cadres II 2178).

JOURNALISTE PROFESSIONNEL. Rédacteur presse. 4 ans d'expérience au sein de grands médias nationaux, excellent polyvalent et bonne plume. RECHERCHE : poste à temps plein, partiel ou piges secteurs culture, société, entreprise et info. gén. Egalement intéressé par communication interne / journal d'entreprise. (Section BCO/HP 2179).

J.F., 29 ANS, SECRETAIRE DE REDACTION des éditions, 4 ans d'expérience en presse écrite (secteurs collectivités locales, urbanisme, religion, entreprise).

RECHERCHE : poste de secrétaire de rédaction ou assistante d'édition à temps plein, piges acceptées. Disponibilité immédiate. (Section BCO/HP 2180).

J.F., 25 ANS, dipl. ENS sup., titulaire DEUST métiers du livre et médias, une expérience d'édition. RECHERCHE : poste assistante (Section BCO/MPG 2181).

J.F., 25 ANS, maîtrise histoire, DEA histoire de l'art, courant, anglais, expérience secrétaire d'édition livres art. TTX Word. RECHERCHE : emploi assistante secrétaire d'édition. (Section BCO/Cadres IV 2182).

J.F., 31 ANS, dipl. ESCAB sup., marketing et commerce international, espagnol courant, italien. Exp. + 10 ans acheteurs, chef de produits dans chaîne de magasins succursales et franchises, accessoires de mode. RECHERCHE : responsabilités marketing et/ou achats type chef de produits chez distributeurs ou fabricants, préf. produits grande consommation. Paris ou R. P. (Section BCO/CR 2183).

DIRECTEUR DE BANQUE EXPERT en reconversion. RECHERCHE : poste à responsabilité France ou étranger - nationalité britannique - Français, portugais, espagnol courants (Section BCO/HP 2184).

J.M., 27 ans - Formation supérieure Comm. Proc. BAC + 4 et british diploma business and management - excellente présentation - sens de l'organisation - expérience prof. services et produits de luxe - dévoué O.M. RECHERCHE : emploi, stage ou missions Paris ou étranger dans domaines suivants : relations extérieures, marketing.

BOCO/HP 2185).

J.M., 27 ans - Etudes et expériences (presse écrite et radio) aux Etats-Unis - maîtrisant anglais et tous les aspects de rédaction et de gestion d'une publication ainsi que la programmation d'une radio. RECHERCHE : à intégrer un média ou une entreprise à Paris ou Toulouse BOCO/IV 2186).

J.F., 35 ans - Matériau droit privé - DEA droit des affaires - expérience cabinet d'avocats - sens des contacts - goût de l'opérationnel - aptitude au conseil. PROPOSE : intervention cabinet d'avocats ou service juridique d'une entreprise (Section BCO/GP 2187).

J.F., 39 ans - ANIMATION RESSOURCES HUMAINES - 15 ans d'expérience industrielle, tertiaire, commerciale - responsable du budget, du plan, de la formation interne des salariés - résultats : formation interne des salariés.

RECHERCHE : poste responsabilité similaire (Section BCO/JVAS 2188).

CADRE DE 51 ans - ayant acquis une réelle expérience de la gestion, fortement orienté vers la communication avec un rayonnement à l'étranger - mon expérience des relations extérieures me permet de m'investir dans de nouveaux développements (Section BCO/TP 2189).

ANRE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 10
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

CONSULTANT SENIOR

Gestion de projet industriel
GPAO/France Export
Contrats, management,
projets. Tél. : 43-25-44-93

Jeune dipl. DESS commerce
international. Tél. : 43-25-44-93
Ch. emploi au 15/01/92.

F. 38 ans avec exp. rech.
poste stable etant, accueil,
réception, traitement texte
Word 5.0, libre de suite.
Tél. : 43-27-34-64.

J.F. traductrice
(Fr./Angl./Esp.) ayant
également expérience au
niveau international en
communication (presse
d'entreprise), documentation,
organisation de
conférence, recherche à
l'étranger et son dynamisme
dans un poste à
responsabilités.
Tél. : 30-40-15-66.

ÉNERGIE DYNAMIQUE
BATTANTE PRÊTE À RELEVER
LES DÉFIS DE VOTRE
ENTREPRISE LE VITE

POSSIBLE :
10 ans d'expérience commerciale : multinationales américaines, entreprises françaises, vente de produits, mission d'équipe de vente, formation à la vente et aux produits (bil. espagnol).
Tél. : 43-33-67-88.

Architecte
D'INTERIEUR

33 ans, exp. rech. place stable, 10 ans d'exp. réaménagement volumes, réhabilitation plans, suivi de chantiers, décoration. Si intéressé par l'achat, 38, rue de Villiers, 92300 Levallois-Perret, tél. 447 qui transmet.

Management consultant,
30 ans, Britan., dipl. MBA, North Western, ch. maison
Tél. : 40-41-95-21.

SPECIALISTE DU
RESEAU INFORMATIQUE
cherche missions
M. Klein (1) 47-42-40-19

ALLIANCE 82 ans

allemand-français-anglais,
cherche poste stable,
Tél. : 40-92-00-10 (soir).

INGENIEUR CONSEIL
15 ans d'exp. de la domotique
industrielle et communication
internationale. Tél. : 43-25-44-93
Ch. emploi au 15/01/92.

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

J.F., 27 ans, Bacc + 4 maîtrises
françaises et communication
internationale. Expérience
pratique de l'enseignement. Cherche
poste de professeur assistant
dans un établissement d'enseignement
supérieur. Tél. : 43-27-34-64.

PROF. FLE et anglais ch.
poste hors Europe. Dispo.
de suite. Tél. : 46-87-48-41

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

J.F., 27 ans, Bacc + 4 maîtrises
françaises et communication
internationale. Expérience
pratique de l'enseignement. Cherche
poste de professeur assistant
dans un établissement d'enseignement
supérieur. Tél. : 43-27-34-64.

PROF. FLE et anglais ch.
poste hors Europe. Dispo.
de suite. Tél. : 46-87-48-41

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

J.F., 27 ans, Bacc + 4 maîtrises
françaises et communication
internationale. Expérience
pratique de l'enseignement. Cherche
poste de professeur assistant
dans un établissement d'enseignement
supérieur. Tél. : 43-27-34-64.

PROF. FLE et anglais ch.
poste hors Europe. Dispo.
de suite. Tél. : 46-87-48-41

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

J.F., 27 ans, Bacc + 4 maîtrises
françaises et communication
internationale. Expérience
pratique de l'enseignement. Cherche
poste de professeur assistant
dans un établissement d'enseignement
supérieur. Tél. : 43-27-34-64.

PROF. FLE et anglais ch.
poste hors Europe. Dispo.
de suite. Tél. : 46-87-48-41

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

J.F., 27 ans, Bacc + 4 maîtrises
françaises et communication
internationale. Expérience
pratique de l'enseignement. Cherche
poste de professeur assistant
dans un établissement d'enseignement
supérieur. Tél. : 43-27-34-64.

PROF. FLE et anglais ch.
poste hors Europe. Dispo.
de suite. Tél. : 46-87-48-41

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

J.F., 27 ans, Bacc + 4 maîtrises
françaises et communication
internationale. Expérience
pratique de l'enseignement. Cherche
poste de professeur assistant
dans un établissement d'enseignement
supérieur. Tél. : 43-27-34-64.

PROF. FLE et anglais ch.
poste hors Europe. Dispo.
de suite. Tél. : 46-87-48-41

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

J.F., 27 ans, Bacc + 4 maîtrises
françaises et communication
internationale. Expérience
pratique de l'enseignement. Cherche
poste de professeur assistant
dans un établissement d'enseignement
supérieur. Tél. : 43-27-34-64.

PROF. FLE et anglais ch.
poste hors Europe. Dispo.
de suite. Tél. : 46-87-48-41

Jeune fille diplômée, cherche
une place au sein d'une famille
avec des enfants ou dans un
hôtel (restaurant).
Judith Friedl,
Kornelstrasse 9,
46228 Zuchwil/Suisse.

L'AGENDA

Vende journal Le Monde,
1977 à 1980. Départ 06.
Tél. : 19-55-00-37.

MATH +
Centre d'enseignement privé
pour tous les niveaux
MATH et PHYSIQUE/CHIMIE de
6^e à 11^e TC.
Dates : du 27 mai au 1^{er} mai
et du 4 au 8 mai
Dates : 10 heures.
Prix : 850 F TTC
Inscription : 44-80-90-85

Cours de gymnastique
à domicile par professeur
diplômé d'État.
Tél. : 43-39-04-93 (répond.)

Prof. de français assure
soutien et préparations
19 NEVEUX + BAC
Tél. : 43-25-44-93

Caravanes

A vendre caravane SAWA
19, 2/3 places, poids
légal (kg) (non rétractable).
Aven. Jura, grande route, le
tout en parfait état. Prix :
13 000 F. Tél. : 60-82-06-74.

Éditions

Éditeur ch. manuscrits :
manuscrits, poésies, édités
EG NAR 82180 LACOUR

Stages

Stage : cinéma, éducation
14-18 ans, du 4 au 25 août.
Haut Jura, Remontée vers
glaciers + défilés courts
métrage + spectacle équestre.
Inscription : J. BUNUEL
Tél. : 45-42-15-76 (répondant).

EUROCOMMERCIAL

Produit esp et High-Tech.
Français, allemand, anglais
(Tél. : (1) 39-56-46-86).

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

Le Monde • Jeudi 9 avril 1992 23

1^{er} arrdt

ST EUSTACHE
Boulevard, 100 m² + terrasse
3 000 000 F - 42-23-02-10.

2^e arrdt
OPERA (près) SUPERBE
STUDIO 4/5 pièces, 100 m²,
caractère, cul., salle de
bain, vue, asc., 43-35-18-38.
835 000 F - 45-04-84-48.

3^e arrdt
MÉTROPOLITAIN
BEAU 3 P. Cuis., w.c., bns.
Châss., 43-35-18-38.
Gard. 435 000 F.
Céd. 43-04-04-64.

4^e arrdt
CARREAU DU TEMPLE
3,30 m sous plafond.
Poutres, immeuble rénové.
1 095 000 F - 42-71-81-48.

5^e arrdt
LES ATELIERS
DU MARAIS
HOTEL DE VILLE
LIVRAISON 4/5 P. 1982
Du studio au 7 p. duplex.
Terrasse, parking.
Présentation exceptionnelle.
45-72-50-50.

6^e arrdt
ELMER DWIGHT EDWARDS.

7^e arrdt
Rue de la Vierge
Imm. XIV^e restaurée
Vaste studio + mezzanine
5200 m² sous plafond
1 385 000 F - 42-04-24-30

8^e arrdt
SAINT-MARCEL
EXCEPTIONNEL
B. 2 pièces, 40 m², 4000 m².
Pisc. jardin - 620 000 F.
P. 43-56-43-43

9^e arrdt
RUE MOUFFETARD près
Propriété avec
détachement, 2/3 PCE REFAIT.
Tél. : 43-04-24-30.

10^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

11^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

12^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

13^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

14^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

15^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

16^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

17^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

18^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

19^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

20^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

21^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

22^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

23^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

24^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

25^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

26^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

27^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

28^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

29^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

30^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

31^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

32^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

33^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

34^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

35^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

36^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

37^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

38^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

39^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

40^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

41^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

42^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

43^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

44^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

45^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

46^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

47^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

48^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

49^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

50^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

51^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

52^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

53^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

54^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

55^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

56^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

57^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

58^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

59^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

60^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

61^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

62^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

63^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

64^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

65^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

66^e arrdt
P. 3500 m², 3 PCE
200 m², 43-56-43-43.

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
2 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage possib. parking balcon	8, rue de la Colonne CIGIMO - 44-06-25-40 Frais de commission	+ 635	5 PIÈCES 126 m², 3 ^e étage balcon	25, rue du Colonel-Moll AGF - 44-06-25-40 Frais de commission	17 000 + 1 290 12 097	3 PCES, IMM. NEUF 65 m², 1 ^{er} étage escalier, balcon	LEVALLOIS 138, rue de la Colonne LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	6 650 + 536 5 717
5 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PCES, IMM. NEUF 111 m², 3 ^e étage parking, balcon	4, rue de la Colonne GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	9 700 + 635 6 364	4 PIÈCES 87 m², 5 ^e étage parking	19, rue Roger-Bacon SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 520 + 1 677 7 574	5 PCES, IMM. NEUF 104 m², 1 ^{er} étage balcon	LEVALLOIS 138, rue Aristede-Brand LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	8 844 + 844 8 174
7 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 43 m², 3 ^e étage parking	50, rue de la Colonne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 000 + 895 5 805	3 PIÈCES 75 m², 7 ^e étage parking, balcon	75-77, rue Laugier SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 410 + 1 878 8 218	5 PIÈCES 168 m², 2 ^e étage balcon	NEUILLY-SUR-SEINE 14, rue Chauveau AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	17 500 + 1 841 12 453
8 ^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES 115 m², 5 ^e étage cave	avenue de Wagram AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	10 500 + 1 400 7 500	4 PIÈCES, IMM. NEUF 103 m², 2 ^e étage ascenseur, balcon	44, rue de Bagneux LOCARE - 47-42-66-00 Frais de commission	9 100 + 723 7 111	6 PIÈCES 230 m², 1 ^{er} étage balcon	NEUILLY-SUR-SEINE 1 bis, rue de la Colonne AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 000 + 3 786 19 324
9 ^e ARRONDISSEMENT								
4/5 PIÈCES 207 m², 2 ^e étage balcon	3, rue Jules-Lefebvre SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	23 800 + 2 107 17 136	4 PIÈCES, IMM. NEUF 112 m², 3 ^e étage ascenseur, balcon	162, rue de la Colonne LOCARE - 40-61-66-00 Frais de commission	10 500 + 978 8 642	7 PIÈCES 281 m², 4 ^e étage balcon	NEUILLY-SUR-SEINE 43, boulevard Victor-Hugo AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	27 000 + 1 206 19 129
11 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PCES, IMM. NEUF 46 m², 1 ^{er} étage parking	6, cité de Phalebourg GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	5 000 + 500 4 500	3 PIÈCES 68 m², 8 ^e étage parking	3, av. des Ursulines AGIFRANCE - 49-03-43-04 Frais de commission	3 532 + 890 2 880	4 PIÈCES 97 m², 2 ^e étage parking cave	SURESNES 16, r. Salomon-de-Rothschild AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 600 + 1 420 5 180
12 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 82 m², 1 ^{er} étage parking	12, rue de Rambouillet AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 550 + 377 3 950	3/4 PCES, IMM. NEUF 111 m², 2 ^e étage parking	SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 40, rue des Ursulines AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	8 021 + 1 100 5 707	3 PIÈCES 72 m², 5 ^e étage parking	VANVES 5, rue Auguste-Comte SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 780 + 906 4 147
13 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 115 m², 1 ^{er} étage parking	27-29, rue de la Colonne GCI - 40-16-28-71 Frais de commission	6 800 + 1 570 5 230	4 PIÈCES 105 m², 4 ^e étage parking balcon	VERSAILLES 6, boulevard Pershing SAGGEL - 46-08-80-36 Frais de commission	7 100 + 1 076 6 112	4 PIÈCES 86 m², 3 ^e étage parking	VANVES 2, rue de la Colonne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 880 + 1 148 5 732
15 ^e ARRONDISSEMENT								
5 PIÈCES 59 m², 5 ^e étage cave	11, rue Alexandre-Cabanel AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 900 5 211	4 PIÈCES 106 m², 4 ^e étage parking balcon	VIROFLAY 2, rue Joseph-Bertrand CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de location	8 180 + 1 784 6 146	4/5 PIÈCES 109 m², 9 ^e étage parking	VANVES 5, rue Auguste-Comte SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	6 720 + 1 412 5 308
16 ^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES 82 m², 1 ^{er} étage cave	20, rue de Lübeck AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 500 + 1 150 4 825	2 PIÈCES 50 m², 4 ^e étage balcon	BOULOGNE 62, rue de Bellevue GERER - 49-42-25-40 Frais de commission	5 800 + 500 4 200	5 PIÈCES 131 m², 1 ^{er} étage balcon	PANTIN 19-31, av. de la Colonne LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 883 + 1 014 4 374
17 ^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES 86 m², 1 ^{er} étage cave	6, rue Marlotte AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 580 4 981	4/5 PIÈCES 115 m² rez-de-chaussée	COURBEVOIE 333, rue de la Colonne CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de commission	8 000 + 600 6 030	3 PIÈCES 68 m², 4 ^e étage parking	CHARENTON 158 bis, rue de Paris LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 350 + 803 4 547
93 - SEINE-SAINT-DENIS								
5 PIÈCES 131 m², 1 ^{er} étage balcon	20, rue de Lübeck AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 500 + 1 150 4 825	5 PIÈCES 107 m², 3 ^e étage parking	COURBEVOIE 82, rue des Dames SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 200 + 1 784 3 744	3 PIÈCES 75 m², 1 ^{er} étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 39, rue du Port SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 800 + 681 3 488
94 - VAL-DE-MARNE								
2 PIÈCES 53 m², 6 ^e étage balcon	10, rue de la Colonne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 000 + 1 188 3 528	3 PIÈCES 75 m², 1 ^{er} étage parking, balcon	GARCHES 70, rue de la Colonne CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de location	5 700 + 680 4 374	2 PIÈCES 49 m², 2 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-84 Frais de commission	5 820 + 538 3 834
95 - VAL-D'OISE								
4/5 PIÈCES 133 m², 1 ^{er} étage balcon	2-10, rue de la Colonne SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	16 888 + 2 230 11 520	2 PIÈCES 59 m², 6 ^e étage parking, cave	LEVALLOIS 101, rue de la Jette AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	6 777 + 470 4 822	2 PIÈCES 60 m², 2 ^e étage parking cave	VINCENNES 2, allée J.-Dequerra AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	5 360 + 600 3 814
96 - VAL-DE-LOIRE								
2 PIÈCES 59 m², 6 ^e étage parking, cave	8, rue Marlotte AGF - 44-86-45-45 Frais de commission	7 000 + 580 4 981	3 PIÈCES 75 m², 1 ^{er} étage parking, balcon	GARCHES 70, rue de la Colonne CIGIMO - 48-00-89-89 Frais de location	5 700 + 680 4 374	4 PIÈCES 83 m², 1 ^{er} étage parking	ENGIEN-LES-BAINS 101, rue du Général-de-Gaulle SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	6 071 + 981 4 371

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

VOS
RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde, premier quotidien national 1 668 000 lecteurs, dont 742 000 habitent Paris et la région et 630 000 appartiennent à des foyers « cadres supérieurs ». (Source CESP 91 - LNM.)

Le Monde, premier quotidien des cadres : 444 000 lecteurs.
Le Monde, premier quotidien des cadres supérieurs : 596 000 lecteurs.
(Source : IPSOS 91 - LNM.)

Le Monde, le quotidien national le plus vendu à Paris : 91 176 exemplaires.
(Source : NM 88 - 90.)

Pour renseignements : PROFESSIONNELS 46-62-73-43
PARTICULIERS 46-62-73-90 - 46-62-72-02

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE

AGIFRANCE
GROUPE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS



CIGIMO
GROUPE GTF

LOCARE **gerer**
Le Service Immobilier

LOC INTER
Téléphone Tél. 47 45 19 47

**PHENIX
GESTION**
GROUPE DES
CAISSES D'ÉPARGNE
DE FRANCE

SOLVEG
LOCATIONS VERTES ET GESTION IMMOBILIÈRE

**SAGGEL
VENDÔME**
GROUPE UAP

هنا من النضال

Au conseil des ministres

M. Bérégovoy demande « simplification » et « rapidité » dans l'action gouvernementale

Le gouvernement au grand complet a assisté, mercredi matin 8 avril, à la réunion hebdomadaire du conseil des ministres présidée par M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le nouveau porte-parole du gouvernement, M. Martin Malvy, a notamment indiqué que le président de la République avait souligné le « bon travail accompli » par M. Edith Cresson en précisant que les « circonstances politiques » du son départ « n'avaient rien à voir » ni à celui des autres membres du gouvernement précédent.

M. François Mitterrand a ensuite assuré qu'il n'y avait pas de « mission plus noble » que celle de servir le pays de la « République ». Evoquant enfin « les difficultés » de la période présente, le chef de l'Etat a rappelé que « la République n'avait jamais été si sage et si droite pour personne » et que « rien n'est jamais facile ».

Selon le porte-parole du gouvernement, M. Pierre Bérégovoy a insisté sur les « qualités de travail » du gouvernement. Après avoir dit « l'honneur qu'il ressentait d'avoir

conduire la politique de la France », le premier ministre a plus particulièrement insisté sur la « volonté de l'effort de simplification, de concision et de rapidité de l'action gouvernementale ». Il a mis en avant « la nécessité de la préparation des textes et de leur mise en œuvre en matière de chaque mesure doit exercer pleinement ses responsabilités ».

M. Bérégovoy a aussi insisté sur l'importance qu'il attache à l'expression publique du gouvernement en rappelant entre autres « qu'à l'issue du conseil des ministres, c'est au porte-parole du gouvernement qu'il revient de rendre compte des décisions ». Le premier ministre, toujours selon M. Malvy, « a donné comme guide trois mots : décider, expliquer, convaincre ». « Ce qui implique », a souligné le porte-parole du gouvernement, « l'ordre dans le quotidien ». M. Bérégovoy a enfin « rappelé les membres du gouvernement au respect du Parlement » souhaitant une grande présence des ministres à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Un mouvement préfectoral

Le conseil des ministres du mercredi 8 avril a approuvé le mouvement préfectoral suivant :

M. Yvon Ollivier, préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne, est placé en position hors cadre. Il devra exercer les fonctions de directeur du cabinet de M. Paul Quilès, ministre de l'intérieur. C'est M. Alain Bidou, actuellement en position de hors cadre, qui est nommé préfet de la région Midi-Pyrénées, préfet de la Haute-Garonne.

M. François Leblond, préfet d'Indre-et-Loire, est nommé préfet du Var, en remplacement de

M. Henri Hugues, nommé le 19 février directeur général des collectivités locales.

M. Francis Sali, administrateur civil, est nommé préfet de la Savoie, en remplacement de M. Jacques Lambert, préfet hors cadre.

Par ailleurs, M. Jean-Michel Yotin, ingénieur général des mines, a été nommé à la tête de la direction de l'innovation, de la technologie et de l'action régionale, structure qui vient d'être créée au ministère de la recherche et de l'espace.

« Pétition pour Ravel. - Avant la vente, prévue vendredi 8 avril, salle Drouot à Paris, de plusieurs manuscrits de musique française, dont la première esquisse complète du Boléro de Ravel, une lettre adressée à M. Jean Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture. De nombreux compositeurs et interprètes, responsables d'institutions, syndicats de musiciens se demandent dans cette lettre si la Bibliothèque nationale

aura les moyens de préserver ces manuscrits afin qu'ils ne quittent pas le sol de notre pays et restent dans l'Etat, gardiens et protecteurs de notre patrimoine, et non acquéreurs ». Parmi les signataires, on retrouve notamment les noms des compositeurs Marius Constant, Henri Dutilleul, Marcel Landowski et d'interprètes comme Régine Crespin, Maurice André ou Georges Prêtre.

SOMMAIRE

DÉBATS

« Maastricht, le traité de l'ambigu », par Jacques Delors 2

ÉTRANGER

Irlande : un nouveau référendum sur l'avortement 3
Chine : des dissidents auraient formé un parti social-démocrate 4
Washington reconnaît la Croatie, la Slovaquie et la Bosnie-Herzégovine 4
L'atterrissage en catastrophe de l'avion de Yasser Arafat dans le Liban 8
Pérou : le président Fujimori soutenu par la population, rejeté par le patronat 5
La Côte d'Ivoire et l'Afrique 5
Sud ont mené une mission diplomatique 7

POLITIQUE

La Réunion : M. Le Pen joue le jeu du dialogue 8
Un entretien avec M. Serge Klarsfeld 9

SOCIÉTÉ

Éducation : faible mobilisation des étudiants 10
Sciences : le programme nucléaire nippon suscite des réserves 10
Sports : les éliminatoires de la Coupe de l'Amérique 12
Médecine : une campagne d'information sur le diabète 12

ÉDUCATION • CAMPUS

Chronique d'un divorce annoncé à la FEN • Verte, prof et présidente, M. Marie-Christine Blandin vient d'être élue à la région Nord-Pas-de-Calais • Les diables M. Jack Lang • Point de vue : « Les portes entrouvertes de l'université française », par Ivan Bajon 14 à 18

ARTS • SPECTACLES

Les cent cinquante ans de l'Orchestre philharmonique de Paris • Rock : rencontre avec les Rolling Stones • Danse : Bill T. Jones et Ralph Lemon • Théâtre : Jérôme Deschamps à la Grande Halle de la Villette • La sélection des rendez-vous de la semaine 27 à 38

ÉCONOMIE

M. Bérégovoy expose au conseil des ministres les méthodes de travail de son gouvernement 17
Le mot d'ordre du gouvernement : les pilotes à l'air libre 17
Le Japon se montre réticent sur le projet d'aide à la CEI 18
La quarante-deuxième congrès de la CFTD 19
Le Parlement européen vote une baisse de 20 % du prix des céréales en 1993 19
Vie des entreprises 20

Services

Abonnements 2
Annonces classées 22 à 24
Automobile 19
Marchés financiers 20-21
Météorologie 22
Cartes 22
Mots croisés 22
Radio-Télévision 25
Ce numéro comprend un cahier « Arts-Spectacles » foliolet 27 à 38
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE
3615 LM
Le numéro du « Monde » daté 8 avril 1992 a été tiré à 518 596 exemplaires.

La tension entre Bagdad et Téhéran
Washington s'inquiète des activités de l'aviation irakienne

Les Etats-Unis ont fait savoir, mardi 7 avril, qu'ils s'inquiétaient des vols d'interception de l'aviation irakienne du raid aérien lancé, dimanche, par les Irakiens contre une base des Moudjahidines du peuple en Irak. Washington a indiqué que ces vols pourraient être dangereux pour les opérations de l'aviation irakienne. Ces vols, « bien qu'ils ne soient pas techniquement interdits par les cessez-le-feu », inquiètent sérieusement les Etats-Unis car ils créent des risques de dangereux incidents et d'affrontements entre les porte-parole du département d'Etat, M. Margaret Tutwiler.

Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a précisé que les sorties de la base irakienne avaient été menées brèves. D'autre part, l'Irak a donné son accord pour la destruction d'équipements et de bâtiments de son centre nucléaire d'El-Atheer, situé près de Bagdad, a annoncé, mardi, le chef de la mission nucléaire de l'ONU, M. Dimitri Pericic. C'est la première fois que Bagdad accepte le principe de la destruction du principal site de son industrie nucléaire, depuis la décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'éliminer l'arsenal militaire irakien de destruction massive. (AFP)

Les suites de l'affaire de Lockerbie
Nouvelle proposition libyenne
LE CAIRE

Le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Esmat Abdel Meguid, a annoncé, dans la nuit de mardi 7 à mercredi 8 avril, que la Libye avait fait une nouvelle proposition pour résoudre la crise qui l'oppose à Washington et Londres. M. Meguid, qui a refusé de donner des détails sur la proposition libyenne, déjà transmise au secrétaire général des Nations unies, a souligné qu'elle faisait état du respect par la Libye de « des aspects légaux » de la résolution 731 du Conseil de sécurité. La résolution ordonne à Tripoli l'extradition vers les Etats-Unis ou le Royaume-Uni de ses deux ressortissants soupçonnés d'être impliqués dans l'attentat contre l'avion de la PanAm qui s'est écrasé à Lockerbie, faisant deux cent soixante-dix morts. On indique de source proche de la Ligue que la Libye aurait proposé d'extrader les deux suspects vers un pays neutre qui serait l'Italie. M. Meguid, qui a estimé que la Libye avait fait preuve de « flexibilité », a demandé à Washington, Londres et Paris de faire de même, pour « aller à la région des dangers dont nous seul connaissons l'ampleur ».

ALEXANDRE BUCCIANTI

Au Parlement européen

Les conservateurs britanniques rejoignent les démocrates-chrétiens

STRASBOURG
(Communauté européenne)
de notre correspondant

Le groupe des conservateurs du Parlement européen - trente-deux députés - et deux députés du parti libéral, ont rejoint, mardi 7 avril, celui des démocrates-chrétiens, celui des conservateurs européens. Avec 162 sièges désormais, le PPE se rapproche sensiblement des socialistes qui sont au nombre de 180, et constitue la formation la plus importante de l'hémicycle. Selon M. Yves Gailand (UDF, radical), président du groupe libéral, qui a vu partir pour le PPE en décembre dernier M. Valéry Giscard d'Estaing et trois de ses collègues libéraux, « les deux mammoth de l'Assemblée vont accroître leur majorité sur la gestion des travaux parlementaires ».

C'est en juin 1989, après leur résultat médiocre aux élections européennes, que les conservateurs britanniques avaient demandé leur

adhésion au PPE. De son côté, M. Giscard d'Estaing avait tenté d'entraîner le groupe libéral vers les conservateurs, mais ses propres troupes lui avaient signifié une fin de non-recevoir en décembre 1990. L'idée de l'ancien chef de l'Etat était d'apporter à Strasbourg un premier regroupement de la droite européenne. Aujourd'hui, l'opération, voulue par le chancelier Helmut Kohl, s'effectue avec les torques.

Une affaire qui a demandé près de trois ans de négociation au regard des vives réserves des démocrates-chrétiens belges, néerlandais et italiens, l'image européenne des conservateurs étant trop négative. C'est le groupe pour lequel les Italiens avaient demandé que la droite soit effective dans la législature dans leur pays. Les torques souhaitent quant à eux qu'elle soit effective dans le scrutin du 1991.

MARCEL SCOTTO

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Décharges

La bonne mine, aujourd'hui, Waechter ! Victime, avec Djack et Marchand, d'un confrère qui n'a pas passé la nuit dernière pour un conseiller de Béré, il a accepté l'empressement d'entrer au gouvernement d'ici quatre ou cinq jours. Il n'y a qu'un truc, poursuit l'autre, votre parti. Elle incommoda le président. Il préférait que vous fussiez sans. Et lui : Je comprends... Entendu ! Autre information également piquée dans le Canard enchaîné : il vient d'être condamné à 1 an d'amende pour excès de vitesse en traversant un village alsacien, m'sieur Bouffe-bitume. A croire qu'il a pris la grande rue pour une autoroute !

Tout, à propos, le sera loin d'avoir un bon dimanche. Elections, les Valls allemands. Pas étonnant ! Le pouvoir les a pris au mot : s'abandonner, plus de centrales, rivières rincées à l'eau de source, et surtout ramassage des ordures aux frais des producteurs, pas de contribution.

Le moyen ? J'en ai fait l'expérience moi-même, pendant le week-end, dans une grande surface à Lüneburg. Après avoir passé la caisse, j'ai sorti mon tube

dentifrice de son emballage. Le tube, je l'ai jeté dans mon sac et l'emballage sur une pile de déchets abandonnés sur place par les clients. Ce n'est qu'un commencement. A partir du 1er janvier, on va les laisser ramener leurs vieux pots de yaourt et leurs bouteilles dans les magasins : débarrassez-vous de ça, on n'en a plus besoin. Au détail, ça se vend ensuite comme le lait sur le feu. Ça ne prendra pas une décharge publique. Si vous ne supprimez pas les boîtes et les cartons inutilisés, ils ne nous fournissent pas des poubelles gratuites à nos clients, ils ne nous achètent plus rien. Compris ?

Moi, ce que je ne m'explique pas, c'est pourquoi, non content de faire le lit de Le Pen, mon Mimi m'a mis dans de beaux draps, merci Waechter, du côté de Lille où le candidat, l'ancien député, ne peut pas se débarrasser de la coupe l'herbe sous le pied, depuis le temps. Curieux, j'avais même l'impression d'entretenir un ministre rien que pour ça, pour s'occuper de mon environnement. J'ai dû confondre avec celui qui commande et qui l'industrie.

Après le recours déposé par le comité d'entreprise

La Cinq obtiendrait un sursis jusqu'au 16 avril

La cour d'appel de Paris rendra, le mercredi 15 avril, son arrêt sur le recours déposé par le comité d'entreprise de La Cinq contestant l'attribution de la licence de cette chaîne. Avant l'admission provisoire de la chaîne, M. Lafont, s'est demandé au tribunal de commerce de Paris de repousser de quelques jours l'arrêt des émissions, initialement fixé au 12 avril. Le tribunal de commerce pourrait donc accorder à La Cinq un nouveau sursis jusqu'à l'annonce de la décision de la cour d'appel, soit jusqu'au 16 avril à minuit. Le personnel entend ainsi prouver qu'il aura tout tenté pour sauver sa chaîne.

Ce nouveau délai ne devrait, en revanche, rien changer aux règlements de comptes qui se profilent. Seize producteurs et distributeurs de cinéma ont déjà assigné Hachette devant les tribunaux pour récupérer leurs créances. L'Union syndicale des producteurs audiovisuels agit le même mandat, mais négocie avec l'opérateur de La Cinq. Suite aux multiples spéculations sur une action en contournement de pécuné, les avocats de Hachette ont précisé que les engagements pris par le groupe auprès des créanciers (le Monde daté 5-6 avril) sont ceux que la société a « librement énoncés et consentis et n'impliquent aucune reconnaissance de responsabilité ».

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde DES LIVRES

EXCEPTIONNEL !
Macintosh Powerbook 100 2/20

OPEN Computer

- 2 Mo de RAM
- Disque dur 20 Mo
- Lecteur 3 1/2"



9400 F TTC

PARIS 5 - 23, bd du Montparnasse - Tél: 45 48 09 09 - fax: 45 07 84
Neuilly - Tél: 47 32 22 - fax: 46 32 96
PARIS 17 - 89, bd des Batignolles - Tél: 43 87 88 18 17 - fax: 87 62 06
de 10h à 18h30 du Lundi au Samedi

شخصيات الأندلس

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

La République des rois

Une ville au cœur de l'Europe bat au rythme de la musique. Dans cette ville, deux opéras, deux salles de concert, la maison de Schubert, l'appartement où vécut Mozart, le palais où fut créée l'Héroïque de Beethoven, sont à un jet de pierre les uns des autres. Les chauffeurs de taxi, les marchandes des quatre-saisons, y dissertent sur les représentations lyriques données la veille à l'Opéra d'Etat ou à l'Opéra populaire. Cette ville, c'est Vienne. Alors, quand son cent cinquante ans d'existence, l'Autriche laisse le grand pavois. Le Wiener Philharmoniker n'est pas le plus ancien orchestre en activité, mais ses musiciens sont les gardiens farouches de la tradition musicale d'Europe centrale.

VIENNE
de notre envoyé spécial

VIENNE est pavée de couleurs (1) ceux que l'on appelle ici les Wiener Philharmoniker (1). De grandes photographies de l'orchestre posant, sans chef au pupitre, dans sa salle de concert, attirés - le Musikverein - occupent le fond des vitrines des magasins. Épinglés, tout autour, programmes de concert anciens, des photographies de chefs d'orchestre, de chanteurs et de chanteuses d'opéra, des lithographies de Mozart, Beethoven, Schubert, Brahms, Bruckner et Mahler. Éparpillés ici et là, quelques-uns des disques des chefs d'orchestre qui ont travaillé avec la formation. Et, bien sûr, à la devanture des innombrables boutiques de bonbons et de chocolats, les inévitables et écumantes *Mozartkugeln* (les « boules Mozart »), dans leur emballage rouge et or, plus kitsch qu'il n'est permis. Le tourisme autrichien vit, en grande partie, de la musique.

Devant le Musikverein, de rares badauds arpentent le trottoir à la recherche d'un billet. Sans espoir ! Avant d'entrer dans le saint des saints de la musique symphonique européenne, il faut passer par le vestiaire : à Vienne, il ne saurait être question de tenir le bel ordonnancement d'un parterre aussi net qu'une broderie de buis à la française en gardant son manteau son imperméable. Le public viennois va au concert comme il va à la messe. En habits du dimanche. Et justement, ce dimanche, une messe en musique (et payante !) sera donnée en l'honneur de l'orchestre à la chapelle de la

Hofburg. A Vienne, la musique est un fonds de commerce. Les musiciens sont le public se lève comme un seul homme et l'ovationne sans fin. Claudio Abbado entre à son tour, il a l'air d'un petit garçon égaré par la masse compacte des musiciens installés en pente raide sur leur podium. Ils le dominent, c'est certain. Sourires émus des musiciens. Plus une place n'est libre : séparés du parterre par une grille de fonte ouvragée, deux cents auditeurs debout occupent le fond de la salle, jennés étrangers, pour la plupart élèves de l'académie de musique.

C'est ainsi chaque fois que cet orchestre joue chez lui. Mais ces 28 et 29 mars revêtent un caractère exceptionnel : la plus célèbre institution musicale autrichienne, et peut-être du monde, fête le cent cinquantième anniversaire de son premier concert, donné sous la direction du compositeur Otto Nicolai. Un siècle et demi d'une histoire qui se confond avec celle de la musique et de son interprétation et, bien au-delà, avec celle d'un pays dont cet orchestre est l'ambassadeur le plus écouté. Phénomène à peu près unique au monde, si ce n'est en Italie où les cours milanais battent au rythme de la Scala.

Beethoven et Mozart sont au programme du 29. Chérif Studer est là, plantée face aux micros pour lesquels la soprano va chanter *Ah! Perfido* de Beethoven et un air de concert de Mozart avec violon obligé, qui seront suivis après l'entracte par la *Septième Symphonie* de Beethoven. Il serait étonnant qu'un disque ne propage pas cette commémoration jusque dans les foyers du monde entier. Mais au fait, est-ce un événement musical ? Il est difficile pour un Français d'émettre des critiques sur l'un des plus beaux orchestres du monde, quand nous ne pouvons nous opposer, dans Debussy ou Berlioz, une formation de qualité comparable. Mais en écoutant cette symphonie jouée par des cordes caressantes, des vents aussi lumineux, sans tension rythmique ni force dramatique, sans poids, on se demande vraiment si Beethoven composait des ouvrages de dame. Est-il possible qu'Abbado soit responsable de cette lecture si exquise, poète - viennoise ? - lui qui vient d'enregistrer avec les mêmes instruments un *Pelléas et Mélisande* chauffé blanc ? Dans Debussy, le chef italien avait peut-être à apprendre aux Viennois ! La salle applaudit à tout rompre. Nous, nous sommes aussi déçus que lors d'un récent concert parisien l'orchestre dirigé par Riccardo Muti (le Monde du 2 novembre 1990). Déception dont la presse britannique s'était fait l'écho quelques jours plus tard, et dans les mêmes termes, lorsque les Viennois jouèrent à Lon-

dres. Nous ne sommes donc pas seuls. Le concert de la veille n'en était pas un à proprement parler : les discours prenaient le pas sur la musique. Il y avait là Kurt Waldheim, le président de la République, retour de son voyage officiel en Allemagne fédérale, Rudolph Kirchschlager, son prédécesseur, le chancelier Fred Sinowatz, les ministres, les cardinaux et le nouveau apostolique en grande tenue, les ambassadeurs, des artistes, Gérard Mortier, le nouveau directeur artistique du Festival de Salzbourg, et Eberhard Wachter, le directeur de l'Opéra de Vienne, qui le sourire rayonnant ne peut laisser soupçonner qu'il souffrait d'un arrêt cardiaque dans l'après-midi du lendemain (le Monde du 1^{er} avril 1992). La *Mémoires* films l'événement.

Debout, séparé du public par une rangée d'hortensias blancs, l'orchestre avait entonné l'hymne national. Il fut suivi par la *Fanfare* composée spécialement par Richard Strauss pour mettre en valeur la sonorité si spécifique de l'orchestre viennois et par les chœurs ponctués par les applaudissements savamment dirigés de l'assistance : quelques secondes polies pour Kurt Waldheim ; une *introduction* pour le cardinal Franz König (l'ex-chef de l'église autrichienne sut se rendre populaire auprès des Autrichiens grâce à sa *introduction* et à ses prises de position progressistes qui ont redonné le blason du catholicisme dans le pays). Sourire crispé, Kurt Waldheim dut subir cette *introduction* (applaudie à tout rompre) de l'un des *chœurs* : « Pour un Autrichien, l'avenir de l'un des membres de la Philharmonie est plus important que celui d'un homme politique. » Le *chœur* entrecoupé par l'ouverture des *Maîtres chanteurs* de Wagner et par l'orchestre *Lauterwasser* de Beethoven.

Curieuse *introduction* chic et provinciale, attentive, silencieuse. En quelle année sommes-nous ? Il semble qu'à Vienne le temps s'est arrêté. Il est vrai qu'en sortant du concert l'auditeur peut aller visiter la maison de Schubert, contempler l'école où il a été instruit, visiter l'appartement de Mozart, mettre ses pas dans ceux des musiciens qui ont vécu dans la ville. S'étonner de l'exiguïté de la salle dans laquelle fut créée l'Héroïque de Beethoven. Au fait, que sont devenus les lieux où Chopin, Liszt, Berlioz ou Debussy vécurent à Paris ?

Les Wiener Philharmoniker ont donc invité Claudio Abbado, le patron des Berliner Philharmoniker, à diriger pour cette commémoration. Étonnant ? A vrai dire non, car, si Abbado n'est plus le directeur musical de l'Opéra de Vienne (comme nombre de ses prédécesseurs à la volonté réformatrice trop affichée, il a été

Les cent cinquante ans de l'Orchestre philharmonique de Vienne



LAUTERWASSER

démisionner), il est directeur de la musique de la ville. Et puis Wilhelm Furtwängler, Herbert von Karajan, deux des prédécesseurs de l'Italien dans la capitale allemande, entretenaient des relations étroites avec la formation autrichienne. Et aussi, depuis 1933, les musiciens ont été sous le patron de Simon Rattle se fait leur oreille. Il leur invitation, mais travailler sur une période plus longue que celle que l'orchestre lui propose.

La Philharmonie ne donne, en effet, que dix programmes différents par an à Vienne - soixante concerts en tout si on ajoute les tournées - ceux qu'elle donne à Salzbourg. Le reste du temps, elle joue trois cents soirs dans la fosse de l'Opéra de Vienne, dont elle est une émanation. Un Opéra en crise. Faut-il ou non abandonner la politique d'alternance au profit de quelques productions soigneusement préparées ? La vieille production de *Salomé* qui se donne, le soir même, au Staatsoper donne raison aux réformistes minoritaires. Vienne a horreur du changement.

Quasi unique, cette démocratie des musiciens a permis à l'orchestre viennois de développer un sens de la responsabilité fondée sur une communauté d'idées, un style qui, lui, est unique au monde.

ALAIN LOMPECH
Lire la suite page 28

(1) L'appellation Wiener Philharmoniker est utilisée à Vienne, comme à Berlin, pour nommer chaque musicien de l'ensemble (M. X... Wiener Philharmoniker), ou musiciens pris ensemble au singulier comme au pluriel. Les ou le Wiener Philharmoniker peut s'employer indifféremment. L'équivalent français est on ou les Philharmoniques de Vienne ou par Philharmonie de Vienne. En abrégé, on donne la Philharmonie de Vienne ou la Philharmonie de Vienne, mais jamais la Philharmonique de Vienne.

THEATRE

NANTERRE

AMANDIERS

RUMEUR A WALL STREET

Bernard Chatellier
Herman McKille

Mise en scène
Berangere Bonvoisin

du 24 mars
au 24 avril

46 74 70 00

ROCK	29
Rencontre avec Cure	
DANSE	30
Bill T. Jones	
Ralph Lemon invités par le Lyon Opera Ballet	
THÉÂTRE	36
Jérôme Deschamps à la Grande Halle de La Villette	

Lire pages 31 à 34 la sélection des rendez-vous de la semaine.

MUSIQUE



Claudio Abbado, Carlos Kleiber, Herbert von Karajan et Leonard Bernstein sont des chefs qui ont marqué l'histoire récente de l'Orchestre philharmonique de Vienne.

Vienne, la République des rois

de la page 27

Quelle que soit la musique qu'elle interprète, quel soit le chef qui la dirige, la Philharmonie de Vienne sonne, en effet, d'une façon, reconnaissable en quelques secondes. Affaire de style d'outils. Les instruments utilisés par les musiciens viennois sont en effet différents de ceux joués par les autres formations. En juin 1990, un colloque s'est tenu à Vienne sur le thème « Son et compositeur ». L'un des actes détailla par le menu les caractéristiques de la facture des bois et des cuivres et insiste sur la technique de jeu spécifique de l'instrument viennois lorsque les différences sont minimes. Clarinettes, flûte, basse, basset, trombone, tuba, hautbois, cor, sont si spécifiques qu'ils exigent une formation technique particulière. La timbale elle-même est différente : elle a peu de chèvres, non de plastique, comme dans la plupart des orchestres aujourd'hui, elle produit un son plus riche en harmoniques. Les tambours de construction plus légère, ils résonnent donc plus librement. Les cymbales ne sont pas, comme ailleurs, en tôle de bronze estampée, mais elles ont été coulées à Constantinople à la fin du siècle dernier.

Contrairement à ce qui s'est passé en France ces dernières années (le besson français a été peu à peu abandonné sous la pression de l'orchestre soucieux de l'harmonisation internationale), les Viennois ont conservé à leur instrumentarium une facture à jouer (encore que cela reste à prouver), une sonorité à l'indissolublement liée à un répertoire. Veillant jalousement sur les Tables de la tradition, les Viennois n'ont pas voulu suivre le progrès de la facture instrumentale. Ont-ils raison, ont-ils tort ? Invoquons la Normandie pour remarquer qu'en France le répertoire germanique les Wiener Philharmoniker paraissent étrangement exotiques, que leur virtuosité peut parfois être prise en défaut (ainsi qu'en témoigne le jeu de panique qui souffle dans leur enregistrement public du *Concerto en sol de Mahler*).

riche Ravel dirigé du clavier par Leonard Bernstein (Deutsche Grammophon).

Mais si les chefs de la Philharmonie de Vienne sont différents de ceux qui jouent ailleurs, comment expliquer que le quatuor à cordes sonne autrement que celui des autres orchestres ? Plus moyen, plus clair, avec une dynamique plus étendue que ceux de Berlin ou de Dresde, mais surtout en la matière instrumentale : à part les violons, altos ou violoncelles à trois sous fabriqués à la chaîne pour les débutants, les cordes ne sont pas normalisées. Est-ce la disposition particulière des musiciens sur le plateau ? A Vienne, les musiciens occupent le même rang face au chef, les altos sont à sa droite. Est-ce la résultante d'un enseignement spécifique, du recrutement particulier, autrichien des musiciens, qui n'admettent pas de femmes dans leur équipe (en dehors d'une harpiste) ? L'instrument à cordes est au carrefour de plusieurs types de jeu développés en Italie et en France au dix-huitième siècle... comme toutes les autres. Alors ? Alors on se perd en conjectures. Il n'y a qu'à Vienne la collectivité prime sur l'individu davantage qu'ailleurs. Les Wiener Philharmoniker réagissent à la manière de poissons qui vivent en banc et qu'un phénomène inexplicable les déplace tous en même temps dans la même direction. Ils n'ont cependant rien des montons de Panurge : le premier violon est là, prêt à sauver la situation. Ils ne suivraient jamais un chef qui les conduirait à leur perte.

Nous voilà revenus au cœur du problème viennois : l'évocation d'une formation sans « patron ». A la différence de l'Orchestre Persimfans, fondé en Union soviétique aux débuts de la Révolution, la Philharmonie de Vienne ne donne pas de concerts sans directeur à son pupitre. Mais le pouvoir qu'il a accordé, son fonctionnement démocratique, son indépendance financière (l'Etat lui verse une subvention égale au coût d'un concert donné en public) de

Vienne, le reste de son budget provient de la vente des places de concert et de ses contrats discographiques) lui ont fait développer un système farouchement républicain. Mais cette république a-t-elle droit divin. Ses élus ne souffrent aucune contestation de la part du leur employé du moment. Pauvre chef soumis à leur loi.

Interrogé par un journaliste allemand peu après une représentation de *Don Giovanni* de Mozart, dirigée par Bernard Haitink au Festival de Salzbourg, un groupe de musiciens lui a répondu : « Il est bien, Haitink, il commence à nous suivre... »

Cette attitude a été plusieurs fois critiquée. Il serait facile de se méfier de Sergé Celibidache qui traite la Philharmonie de Vienne d'« Orphée du village ». Il n'a jamais été invité. Mais Otto Klemperer peut-il être suspecté d'animosité personnelle ? Tout en les critiquant la suffisance et la mesquinerie de ces musiciens, on leur reproche d'être réfractaires à la musique de Mahler, qui fut pourtant leur chef titulaire... avant qu'ils ne s'en passent. Mais Pierre Monteux, un musicien si respectueux, ne détestait-il pas l'interprétation de la *Symphonie fantastique* de Mahler qu'il avait gravée avec eux pour Decca ? Il affirmait que les Viennois étaient, musicalement, bêtes en dehors de leur répertoire d'élection. Mais ce Beethoven était-il si bête ? Lui-même, par ailleurs, n'a-t-il pas été à l'origine de la mode.

Chaque médaille ayant son revers, il faut reconnaître que, si l'Orchestre philharmonique de Vienne témoigne de qualités insurpassables dans l'exécution des œuvres, l'immuabilité de son style prend parfois les allures d'un conservatisme de bon ton... Surtout à une époque où l'on cherche à grandes personnalités de la direction d'orchestre pour interpréter Schubert, Mozart, Beethoven et Brahms, quand Berg, Schoenberg, Debussy, Ravel, Bartok, Webern ou Boulez n'ont jamais été aussi bien servis-compositeurs qui ne sont pas spécialement fêtés ici.

Car si l'orchestre viennois a toujours été une façon, ses interprétations peuvent changer sous l'impulsion d'une forte personnalité. Le Beethoven, le Schubert de Furtwängler ne sont pas ceux de Schuricht ; ceux de Karajan fils ne ressemblent guère à ceux de son père, moins encore à ceux de Claudio Abbado, qui entretient des relations distantes avec une musique qu'il aime moins bien que celle de Brahms, Verdi, Bartok, Stravinsky ou Debussy. Le style de jeu admirable (quand même !) des Viennois est en quelque sorte figé, étranger, et cela est un paradoxe si l'on considère leur attachement à une facture instrumentale ancienne, à l'apport des techniques de jeu baroques. Comme si le poids de leur histoire, de l'histoire viennoise de Vienne, commençait à leur peser, à les conduire aux mêmes compromis que ceux qui sont pratiqués dans les autres orchestres du monde. Avoir programmé une intégrale des symphonies de Mahler avec James Levine (Deutsche Grammophon) ne restera pas comme une des grandes heures de leur histoire... Mais ils ont choisi l'Américain en dehors de toute contrainte. L'un de leurs trois directeurs s'est affirmé : « Nous choisissons un chef, et ensuite nous cherchons la maison de disques qui acceptera de nous enregistrer sous sa direction. »

Dans l'exposition qui est consacrée à l'orchestre dans le foyer de l'Opéra, on découvre les lunettes de Brahms, une lame de papier tournée par Beethoven et les baguettes de grands chefs qui ont fait de la musique avec lui. Des objets sans signification. Il est vrai que Vienne n'aime les musiciens que lorsqu'ils sont morts. C'est un que nous a offert le docteur Georg Springer, directeur général des théâtres gérés par l'Etat fédéral. L'histoire ne le contredit pas, les musiciens de la Philharmonie de Vienne entretiennent leur souvenir avec une piété inconnue ailleurs.

ALAIN LOMPECH

L'Orchestre philharmonique de Vienne a beaucoup enregistré pour EMI, Decca et Deutsche Grammophon. Philips, Sony et, tout récemment, Telarc ont rejoint la liste des éditeurs des enregistrements viennois.

Pour fêter ce cent cinquantième anniversaire, Decca a publié un coffret de douze disques compacts reprenant les interprétations en studio dans des conditions techniques exceptionnelles. Prises isolément, ces enregistrements sont remarquables et brossent un tableau de l'activité de l'orchestre au cours d'une période qui s'étend de 1950 à 1982. De Mozart à Richard Strauss, en passant par Beethoven, Schubert, Brahms, la famille Strauss, Bruckner, Wagner et Mahler dirigées par Claudio Abbado, Erich Kleiber, Bruno Walter, George Szell, Fritz Reiner, Hans Knappertsbusch, Pierre Monteux, Joseph Krips, Zubin Mehta, Lorin Maazel, Leonard Bernstein, Claudio Abbado, Willi Boskovsky, Herbert von Karajan, Karl Böhm, Christoph Dohnanyi et Georg Solti, il y a de belles interprétations.

Regrettons toutefois que l'éditeur britannique, qui peut s'enorgueillir de plus de quarante années de collaboration avec la phalange autrichienne, se soit contenté de mettre en boîte des disques compacts disponibles par ailleurs. N'aurait-il pas mieux valu publier des interprétations inaccessibles depuis longtemps ? Par exemple la *Symphonie pastorale* de Beethoven par Pierre Monteux, l'une des plus belles de la discographie (et assurément la mieux enregistrée), ou la légendaire *Première* de Mahler par Herbert von Karajan, voire la

Concert de Brahms par Claudio Abbado et Schuricht (l'Abbado en microcassette juste avant qu'il ne soit en place au CD) ? Mais le public n'a-t-il pas de regrets ? Decca 433-2 (disponibles séparément).

Plus intéressante nous paraît être la démarche de Deutsche Grammophon. L'éditeur allemand a choisi, avec l'aide du conseil d'orchestre, de publier dans les archives de la radio autrichienne pour concocter un ensemble de douze disques compacts proposant des enregistrements inédits, tous captés en concert entre les années de guerre et les années 70.

On y trouve les mêmes compositeurs (plus quelques modernes) Ravel et Schoenberg, par exemple) dirigés par les mêmes chefs, auxquels il faut ajouter Richard Strauss et Otto Klemperer. La technique d'enregistrement est moins perfectionnée, plus variable, toujours. La encore, il faut

exprimer un regret : la musique enregistrée est trop laissée de côté. Deutsche Grammophon 435 321-2 (disponibles séparément).

Mais, c'est peut-être EMI qui nous propose l'hommage le plus captivant. Puisant dans le fonds d'archives historiques le plus riche qu'aucun éditeur ait à sa disposition, la marque au petit chien nous propose jusqu'en 1928 un programme pour la première fois réédité en longue durée, la *Symphonie pastorale* enregistrée, une année-là, par Franz Schalk (l'interprétation la plus récente étant un Don Juan de Strauss, enregistré en 1954, six mois avant la mort de Wilhelm Furtwängler). Cinq disques compacts : cinq heures et demi d'écoute de l'interprétation qui se confond parfois avec l'histoire (premier enregistrement mondial du *Chant de la mort* de Mahler, capté en 1936, au Musikverein lors d'un concert public). C'est un vingt-cinquième anniversaire de la mort du compositeur.

vous la direction de Bruno Walter). Les œuvres rééditées sont de Mozart, Beethoven, Schubert, Mahler, Michel Smetana, Wagner, Schumann, Strauss (Richard, Johann et Josef), Lehar et Ziehrer. Elles sont dirigées par Karajan, Walter, Schalk, Furtwängler, Szell, Krauss, Lehar, Böhm, Kleiber et Knappertsbusch. EMI CHS 784294-2.

Aucun opéra n'est repris dans ces archives. Ignorant tout de la production viennoise serait oublier une moitié du monde. Decca a publié un enregistrement de la *Chauve-souris* de Johann Strauss (fils). Version de gala au cours de laquelle défilent quelques-unes des plus grandes voix du chant des années 50 : 50 (Gueden, Kmentt, Berry, Waschter, Resnik, Bastianini, Bergmann, Björling, Launtyne Price, Nilsson, del Monaco, etc.) placées sous la direction de Karajan. Luxueux plateau, luxueusement enregistré : 2 CD Decca 421 048-2.

Le même éditeur a publié le plus parfait enregistrement de *Wozzeck* de Berg (direction Dohnanyi) : 2 CD Decca. CBS-Sony a publié de son côté une intégrale de *Turandot* de Puccini captée en public à l'Opéra de Vienne. Plus encore que l'écrasante réputation, dominée dans ses implications et dramatiques, une superbe stupeur par Eva Marton, l'intérêt de cet enregistrement vient de la direction de Lorin Maazel : la performance instrumentale de l'orchestre. Une telle élégance dans la barbarie relève du miracle : 2 CD CBS-Sony MK 42 168.

A. L.

شخص الأجل

MUSIQUE

NOUVEL ALBUM, TOURNÉE PROCHAINE : RENCONTRE AVEC CURE

Portrait d'une adolescence éternelle



Robert Smith, un masque de théâtre qui met un peu de distance entre la musique et un vie.

Cure, groupe de rock alternatif en 1978, emmené par un adolescent blafard du nom de Robert Smith, s'apprête à publier son dixième album. *Wish* (en magasin le 21 avril prochain) est - pour un album de Cure - presque gai, à contre-pied de son prédécesseur, l'apocalyptique *Disintegration*, dans lequel beaucoup avaient vu l'augure de la fin du groupe. Sur la survie de Cure, sur ses écritures, et ses aspirations, Robert Smith et ses comparses s'expliquent.

OXFORD
de notre envoyé spécial

DANS la campagne qui entoure Oxford, demeure anglaise classique : la pelouse descend doucement jusqu'à la pièce d'eau, les arbres du salon semblent avoir été faits pour regarder la bruine tomber. Quelques détails empêchent The Manor de figurer dans les magazines de décoration intérieure. L'ignoble tapisserie qui tient lieu de galerie des ancêtres, par exemple. On y reconnaît plus ou moins Boy George, Mick Jagger, Phil Collins. Et aussi le studio d'enregistrement où les modèles du tableau ont travaillé, installé dans les communs. The Manor appartient au groupe Virgin, Cure (Robert Smith, guitare, chant ; Simon Gallup, batterie ; Perry Bamonte, guitare, claviers) vient d'y passer six jours d'une session presque transylvanienne, dormant la journée, enregistrant la nuit.

En mars, l'album est presque terminé, le groupe apporte les dernières retouches au mixage et quelques heures à la promotion du disque. A trois heures de l'après-midi, le quintet au complet, plus ou moins réveillé, répond aux questions. C'est-à-dire que Robert Smith assure l'essentiel de la conversation, tout en laissant les autres membres du groupe camarades s'exprimer - quand ils ne dorment pas ou ne chuchotent pas dans les canons des canons en fin de trimestre. Cure est un groupe, et si les quatre membres n'y mettent pas leur grain de sel, Robert Smith ne convaincra l'interlocuteur.

Pour comprendre cette petite métamorphose, il faut revenir trois ans en arrière, au moment de la sortie de *Disintegration*. A ce moment, Lol Tolhurst, dernier membre fondateur présent au sein du groupe, est expulsé par Robert Smith pour cause d'alcoolisme et de toxicomanie incapacitantes. Plus que jamais, Cure apparaît comme la créature de Robert Smith, et sa musique comme la musique fidèle des rêves et des doutes du timonier.

De là à croire que la *disintegration* du titre de l'album se communiquera au groupe, il n'y a qu'un pas que beaucoup franchissent. « Mais la tournée qui a suivi a été l'une des meilleures de l'histoire du groupe », explique Smith. « Et quand nous nous sommes retrouvés pour écouter les maquettes de morceaux que nous avions réalisés chacun de notre côté, ça s'est fait naturellement. » Commence alors le processus de *Wish*. Il s'agit, au début, de réaliser deux albums, l'un instrumental « qui mettrait notre côté atmosphérique », l'autre des chansons classiques (si les idées de composition étaient réparties, l'écriture des textes

écrits par Robert Smith) dans le style d'une musique plus rapide, avec plus de guitares, moins de claviers. Dans le studio nous avons enregistré *Disintegration*, la salle de contrôle où l'on installe les claviers est plus grande que le studio lui-même. Ici, au Manor, la salle de contrôle est minuscule, il faut tout faire dans le studio et il n'y a pas de place pour autre chose que les guitares, les amplis et deux ou trois claviers. C'est un choix que nous avons fait consciemment.

En cours de route, l'idée des deux albums est abandonnée, au moins pour le moment, parce que « trop mûrie ». On s'aperçoit que *Wish* prend une nature double, trouve une diversité plutôt rare dans la musique de Cure. Quoique Robert Smith ne soit pas tout à fait d'accord : « La diversité est plus évidente sur *Wish* mais, avec le *Wish*, les gens se sont aperçus que Lullaby, Pictures of You ou Love Song (trois titres de *Disintegration*) étaient des chansons très différentes. » Ceci venant d'un homme qui avoue, il y a quelques années, n'avoir « jamais écrit deux chansons, ce qui est quand même plus que la plupart des rockers », peut être pris avec des pincettes. Il faut quand même reconnaître à *Wish* une palette d'émotions plus étendue, qui échappe par instant au camouflage de noirs et gris dans lequel Smith s'est toujours complu.

Jusqu'à ce jour, Cure a fait de la musique adolescente son principal carburant. Rien à voir avec le burlesque de la côte des Who où le nihilisme destructeur des Sex Pistols. La révolte selon Cure est celle de la crise, celle de la rupture avec le monde extérieur, qui replie sur une tribu d'autistes qui ne parlent que dans leur langue. Robert Smith est sans doute la dernière rock star en date à avoir inspiré un look. Pour le chanteur, il s'agit avant tout d'un camouflage, d'un masque de théâtre qui met un peu de distance entre la musique et la vie. Les dévôts blafards aux lèvres barbouillées de rouge foncé manifestent, eux, leur adhésion à la conformité tout en signifiant que quelque chose ne leur arrachera ni propositions alternatives.

Mais le cynisme sentimental et désespéré de *disintegration* seyait à merveille à cette attitude, qu'en sera-t-il des émotions contradictoires de *Wish* ? Par exemple, *Friday I'm in Love*, une chanson pop à la manière des années 60, irrésistible et aguichante, écrite pendant l'enregistrement de l'album. « C'était un vendredi soir, j'étais d'excellente humeur, s'exclame Robert Smith souriant, avant de développer plus sérieusement son propos. C'est un exemple de la façon dont nous nous sommes mis en valeur la diversité des titres. Et nous l'avons enregistré avec *Disintegration*, nous l'aurions probablement ralentie, alors que cette fois, nous l'avons accélérée. » *Wish*, c'est aussi la nostalgie qui baigne les chansons *To Wish for Impossible Things* ou *Trust*. La nostalgie est généralement associée à l'âge adulte : « Non », défend Smith, visiblement irrité par le mot, « il n'y a pas d'être vieux pour moi, c'est une nostalgie déclenchée par une sensation. Ce qui est adulte, c'est de s'y complaire. »

A rapprocher de cette remarque de chef fier de ses troupes : « Si l'on prend un fan de Level 42 (groupe de dance music pop britannique, il est très contemporain de Cure) et un fan de Cure, et que l'un des deux est employé à la banque, 99 fois sur 100 c'est le fan de Level 42. Les émotions adolescentes durent toujours, les adultes le sont parce qu'ils ont oublié qu'elles sont là. »

Pour l'instant, le thème a été tendu avec le groupe. Son succès, sur disque comme sur scène, a suivi une marche croissante. Depuis ses débuts, Cure enregistre pour Fiction, un label indépendant distribué en

Europe par Polydor, aux Etats-Unis Elektra, filiale de Warner Music. Dirigé par Chris Parry, qui découvrit le groupe alors qu'il travaillait pour Polydor, Elektra n'existerait pas sans Cure qui joue un rôle essentiel dans la vie du groupe. Quand on lui demande pourquoi il a réussi à préserver son indépendance, Robert Smith répond : « Facile, il suffit de s'occuper de son travail, nous n'avons pas d'entourage, nous n'employons personne en dehors des tournées. » Une configuration qui serait impossible si Fiction n'existait pas. Fiction considère manifestement de ces collègues qui se plaignent des outrages du business comme des imbéciles.

Lorsqu'on lui fait remarquer que *Wish* est un disque ouvert aux influences extérieures, il répond que le réciproque est vraie : « Des groupes comme Ride ou My Bloody Valentine nous ont influencés en exemple. Exemple d'un groupe qui a atteint ses objectifs sans utiliser de méthodes compromettantes. Même s'ils n'aiment pas notre musique, ils aiment notre manière. » Comme les autres qu'il vient de citer, Robert Smith s'est toujours tenu à l'écart de l'engagement politique. L'un des grands rassemblements du rock humanitaire, le Live Aid en 1985 pour Mandela, Cure a brillé par son absence. A ce sujet, Robert Smith lance une lueur d'œil aux distorsions qui ont fait sa popularité dans le groupe spécialisé britannique : « De toute façon, si Billy Bragg (chanteur gauchiste britannique) parlait de désespoir dans ses chansons, je ne l'aimerais toujours pas, parce que je n'aime pas les chansons, parce que je n'aime pas la voix. Les deux (la musique et la politique) ne peuvent pas ensemble parce que le mélange implique un certain sérieux incompatible avec la bonne musique. Je n'ai aucune envie de chanter ce qui relève d'évidences pénibles. Le système éducatif britannique, par exemple. Ça ne servirait à rien. En plus, c'est trop long pour qu'on prenne du sérieux. Au moins les gens prennent Billy Bragg au sérieux parce qu'il a toujours fait ça. »

Cure va bientôt tourner une vidéo (« le pire dans la sortie d'un disque », même si le groupe est responsable de quelques clips impressionnants), et prendre quelques semaines de vacances avant d'aller

lancer sur les routes. *Wish* a été enregistré en pensant à la scène. Perry Bamonte, qui a remplacé Lol Tolhurst aux claviers, est aussi guitariste, et les shows devraient être plus rock. « Ma méfiance à l'égard des clichés du guitar rock s'est beaucoup assouplie », reconnaît Smith.

Mais les concerts dureront toujours aussi longtemps, entre deux heures et demie et trois heures, tout les morceaux de *Wish* dépassent tous les cinq minutes. « Il faut du temps pour établir l'atmosphère », explique Smith. Il faut croire que c'est un groupe au métabolisme très lent. Pendant la première demi-heure d'un concert, je suis assis. Et si nous devons jouer une heure et demie, ça nous est arrivé dans des festivals, nous sommes frustrés. Le groupe a répété quarante-cinq titres, afin de pouvoir varier de soir en soir. « Je crois que je les connais tous », affirme fièrement le chanteur. « Sauf les paroles », objecte Simon Gallup. Smith a en effet la réputation d'improviser largement sur scène, surtout dans les parties anglophones. « Il m'arrive très souvent de ne pas prendre le son du groupe, même un studio. Quand il y a un break instrumental dans un morceau, je l'écoute et j'attends que la voix reprenne pour toujours réaliser que c'est moi qui dois chanter. Et quand les paroles reviennent, je pense de la musique, j'essaie de les changer. »

Alors que certains de leurs pairs (en termes de succès commerciaux, en tout cas, car le groupe ne se sent guère d'affinités avec les contemporains) ont été trébuchés de déceptions lors de récentes tournées, Cure envisage l'avenir avec confiance : « Les promoteurs américains nous ont assurés que nous étions imperméables aux récessions ». En fait, l'imperméabilité est sans doute la qualité première d'un groupe qui change imperceptiblement sans jamais rien, qui réalise l'image stable d'un état par essence fugitif, qui réalise le vieux fantasme d'une adolescence éternelle.

THOMAS SOTINEL

Wish, 1 CD Fiction-Polydor 513 261-2

gerard drouot productions

AVEC

NRJ

1^{ère} PARTIE
"The Fatman Mansions"

PARIS-BERCY, JEUDI 7 MAI 1992
LYON. HALLE TONY GARNIER. LUNDI 11 MAI 1992

A PARTIR DU SAMEDI 11 AVRIL

MTV
MUSIC TELEVISION

LCC PARIS : PALAIS OMNISPORTS DE PARIS BERCY, VIRGIN MEGASTORE, 36 15 CODE NRJ CLUB
LCC PROVINCE : INFORMATIONS SUR MINTEL 36 15 CODE

ISLAND

DANSE

BILL T. JONES ET RALPH LEMON INVITÉS PAR LE LYON OPERA BALLET



Ralph Lemon



Bill T. Jones

Le duo de la vitalité

Bill T. Jones se bagarre pour toutes les causes et contre toutes les injustices. Ralph Lemon préfère prendre de la distance sur les sujets brûlants. Différents dans leur caractère et dans leur œuvre, les deux danseurs et chorégraphes américains - ils ont l'un et l'autre quarante ans - témoignent de la vitalité de la danse noire contemporaine, luttant, chacun à sa manière, comme un Spike Lee imposant son cinéma à Hollywood.

LYON

envoyée spéciale

ENTRÉE et Rhône, les chorégraphes américains ont leurs petites habitudes. Même si la perplexité Ralph Lemon, végétarien strict, face à la bonne chère de la ville, vaut toujours le coup. Bill T. Jones est venu danser régulièrement à la Maison de la culture quand il formait un duo d'Amie Zane - le dernier du duo en 1988. A la dernière Biennale de Lyon (1990), il avait bagués un bastingue irrésistible, *Last Supper*. *Uncle Tom's Cabin*; Ralph Lemon, lui, première chorégraphie pour le Lyon Opera Ballet : *Bogus Pomp*, le malin d'une œuvre de Frank Zappa, à laquelle participaient également Lucinda Childs et Karole Armitage. Il avait été le seul à s'en tirer avec honneur.

Bill T. Jones n'était pas à Lyon, ce jour-là, mais à New-York. Qu'importe, Ralph Lemon, en bon adepte, surveille les répétitions de *Love Defined*, aux côtés de Yorkos Loukos, seul directeur du ballet depuis

le départ de Françoise Adret. Après, seulement, Ralph Lemon s'occupera de son propre travail, *My Tears Have Been my Meat Night and Day*, sur les *Vépres de la Sainte-Vierge* de Monteverdi, réorchestrées discrètement disco par Rhys Chatham. L'enregistrement a eu lieu à New-York. Les voix sont superbes et la batterie extrêmement troublante.

Restons dans la musique : celle qu'a choisie Bill T. Jones est celle de John Johnston. Un copain de Tom Waits et de John Lurie. Sa musique colle à la mémoire. Il interprète, avec une voix d'enfant perdu, des chansons qu'il a enregistrées dans le garage de ses parents, à New-Cumberland (Texas), accompagné d'une sorte de guide-chant. Poignante, tant de solitude exprimée par un être si jeune. En 1988, alors que son œuvre étrange trouve son public, il fait tellement peur à une vieille femme que cette dernière préfère se jeter par la fenêtre de son appartement à Austin quand elle le voit arriver. Daniel Johnston dira qu'ayant vu en elle l'incarnation du Mal, il avait voulu la secourir ! La femme a eu les deux jambes cassées : une chance, elle n'était qu'un premier étage... Lui, vient de quitter l'hôpital psychiatrique pour être placé sous la garde de ses parents. On ne sait pas si Johnston continue sa carrière de compositeur... Histoire de tragédie du sud des Etats-Unis, jamais éloignée de l'ambiance du film de John Huston, *le Malin*, d'un prédicateur plutôt

La religion, Ralph Lemon en a fait l'expérience : « Plus que d'être noir, plus que du racisme, j'ai souffert de la religion dans laquelle j'ai été élevé. Mes parents étaient témoins de Jéhovah. Mon enfance a été baignée par l'idée paralyzante du Bien et du Mal, de Dieu et du diable. Par l'idée aussi que nous étions supérieurs aux autres ! Maintenant encore, je me sens lié à Dieu, au devoir de perfection et de glorification... Bien sûr, je suis confronté au racisme à New-York, à Lyon, à Minneapolis, où je suis né. Mais je tiens ces agressions à distance. Je suis défini comme « aveugle à la couleur » [color blind]. » Ralph Lemon vient d'une famille plutôt aisée. Il est allé à l'université du Minnesota. En revanche, il a acquis lui-même sa culture musicale. Et les *Vépres de*

la Sainte-Vierge renvoient direct à son passé religieux.

Le passé de Bill T. Jones ? Il est né fils d'employés agricoles saisonniers. La vraie pauvreté. Sud. Il va au collège où l'on remarque ses qualités d'athlète et

Sa première leçon de danse, il la prend à l'université de New-York. Quand il fait la connaissance d'Amie Zane, italo-juif de Brooklyn, photographe-plaque, fréquentant la bande d'Andy Warhol, il atterrit sur une autre planète. Il sert de modèle à Keith Haring pour la très célèbre affiche où son corps est recouvert de signes primitifs noirs et rouges. Avec Amie Zane, ils vont danser et connaître rapidement le succès. Après le décès d'Amie Zane, qu'on avait cru un peu vite la tête pensante de la compagnie, Bill T. Jones, pour survivre, explore ses racines noires et met tout sur le tapis, c'est-à-dire sur la scène. Il livre combat contre le sida et s'oppose aux opinions papales rétrogrades sur l'homosexualité et les préservatifs. Dans sa danse, il a gardé l'énergie qui a fait son succès, tout en devenant militant, mélangeant le théâtre à la danse, employant les mots quand ils vont plus vite que le langage du corps.

Ralph Lemon est davantage chorégraphe stricto sensu : « Mon travail parle de l'humanité, qu'elle soit blanche, noire, hispanique, mais c'est un travail formel. La structure de ma création avec le Lyon Opera Ballet naît de mon expérience, mais aussi de ce que je connais maintenant du langage du ballet français. » Wally Cardona, un danseur, qui quelques semaines à Lyon Opera Ballet pour enseigner, nous dit un demi-sourire : « Jamais Ralph ne nous ferait danser habituellement comme il le fait aujourd'hui pour le Lyon Opera Ballet. Il s'adapte aux compagnies pour lesquelles il travaille. Il utilise leur vocabulaire à son profit. » Le titre de sa pièce, *My Tears Have Been my Meat Night and Day*, vient du Livre de Job. Une chorégraphie qui parle de l'entraide : on voit des danseurs, à tour de rôle, prendre en main leurs partenaires et les aider à s'améliorer.

« On me reproche de n'avoir que des danseurs blancs. Il y a plusieurs raisons à cette situation, explique Ralph Lemon. La danse downtown, à New-York, est très élitiste. Quand un Noir devient danseur, c'est pour réussir, triompher sur Broadway, pas pour crever de faim dans la danse contemporaine ; il se fait engager chez Alvin Ailey ou au Dance Theater of Harlem d'Arthur Mitchell, les compagnies de la communauté noire qui tournent dans le monde entier. Bill et moi, nous sommes encore isolés. Cela dit, je vais chercher des danseurs noirs, car le problème des « quotas » obligatoires dans l'emploi me concerne. »

Le monde de Lemon est celui du raffinement. Sa dernière création, *Persephone*, sur la musique d'Anthony Davis, témoigne. Lui a souvent reproché de ne pas se soucier de l'histoire de son peuple : il vient de créer, pour la compagnie d'Alvin Ailey, une pièce intitulée *Folkdances*, consacrée au folklore afro-américain, un folklore de fantaisie né de son imagination, plus vrai que le vrai. Des pas très compliqués sur une œuvre de Beethoven ! Il envisage qu'il pourrait bientôt, aussi, danser par la politique. Tout arrive en son temps avec Ralph Lemon.

L'honnêteté est son trait dominant. S'en rend compte quand il parle du film que Spike Lee tourne sur la vie de Malcolm X et de la thèse selon laquelle il aurait fréquenté maquereaux et prostituées : « C'est dif-

ficile d'être parfait. Le problème de la fausse est celui de l'être humain. Je suis sûr qu'il a dû vivre cette promiscuité sexuelle avec souffrance. Cela ne retire rien à son influence sur la vie politique et culturelle aux Etats-Unis. »

Il est d'apprendre que Katherine Dunham, soixante-dix-neuf ans, la « reine de la danse noire », lui a été hospitalisée à Saint-Louis à cause d'une grève de la faim : elle proteste contre le sort réservé à ses compatriotes, les Haïtiens, à la base de Guantanamo, à Cuba (le Monde du 1^{er} février 1992). Comme tous les artistes américains, il s'inquiète du limogeage de John Frohnmayer du National Endowment for the Arts, à partir du 1^{er} mai 1991 (le Monde du 22 mars 1992). Il craint que son œuvre, pour son allégeance aux conservateurs, ne soit moins souple. L'attribution de subventions aux artistes ayant refusé de signer l'engagement de ne pas utiliser l'obscénité de leurs œuvres. On sait que les chorégraphes Lucinda Childs et Mark Levitsky n'ont pas signé. L'épreuve force à faire que l'œuvre soit

La France leur paraît un paradis. Depuis que Trisha Brown est venue à Montpellier, pour six mois, faire travailler la compagnie Dominique Bagouet, les espoirs leur semblent permis. Pourquoi même ne pas s'établir en France, et même à Lyon ? On n'a jamais vu autant de danseurs défilés ou téléphoner au Lyon Opera Ballet : Béjart débâche, le Ballet royal de Wallonie passe de quarante-cinq à quinze membres, le de Nancy change l'influence de Pierre Lacotte. Autant dire que la compagnie de Yorkos Loukos a la cote. Il est clair que l'homme est sympathique, bien décidé à imposer ses chorégraphes qu'il aime. Il a bousillé dans le monde de la danse internationale. Difficile de le bluffer. Il n'aime pas le consensus. Il trouve la danse française surfaite. A bon entendeur... En attendant, Louis Erlo, directeur de l'Opéra de Lyon, dont dépend le ballet, a choisi Maguy Marin pour être chorégraphe-résidente. Elle prépare une *Coppélia* pour 1993.

Dans le studio de l'Auditorium Maurice-Ravel, les danseurs sont à nouveau au travail. On entend la chanson *King Kong*, de Daniel Johnston : « They shot him down. They thought he was a monster, but he was the king. But he was the king. But he was the king (1). » Deux danseuses sont pointées. La chorégraphie devait initialement s'appeler *Our Respected Dead* : un hymne à l'amour triomphant de la mort. Yorkos Loukos réclame des répétitions supplémentaires. En l'absence de Bill T. Jones, la chorégraphie se dilue. Pour en avoir vu la première ébauche, cet hiver, à New-York, on ne peut que lui donner raison.

De côté, Ralph cherche ses dernières minutes. Conclure, voilà la difficulté !

DOMINIQUE FRÉTARD

(1) Cassette *Yip/Jump Music* reporté sur CD, Homestead Records.

* Lyon Opera Ballet, du 9 au 11, à 21 heures. Le 12, à 18 heures. Transbordier, 1, boulevard Stalingrad, 69004, Villeurbanne. Le Lyon Opera Ballet jouera ces deux créations lors de sa tournée américaine en septembre 1992.

هنا من الأخبار

THEATRE

Spectacles nouveaux

L'Amérique de Jean-Paul Martineau

de Sempé.
mise en scène de Jean-Paul Martineau.
avec Jacques Brel et ses amis de l'époque.
Lebrun, Nadia Sarrant, Brigitte Lecoq, Jacques Brel, Jean-Paul Martineau.
La découverte de New-York par le petit homme qu'a inventé Sempé : un puits de curiosité amicale et de l'humour naïf.

Studio des Champs-Élysées, 15, av. Montaigne, 8. À partir du 10 avril. Du mardi au samedi à 19 h 30. Du dimanche à 14 h 30. Tél. : 47-20-08-24. De 75 F à 100 F.

Les Anciennes Odeurs

de Michel Tremblay et de l'équipe.
d'après Christian Boudreau.
mise en scène de Michel Tremblay.
avec Marc Thier et Erik Perrier.
Deux hommes cherchent à revivre le langage de Michel Tremblay et de l'équipe, son humour, amoncelant les sujets les plus convenus.

Mario Stuart, 4, rue de la Roquette, 11. À partir du 8 avril. Du mardi au samedi à 19 h 30. Du dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-87-42-14. De 65 F à 90 F.

Les Déléts

de Marc François.
mise en scène de Marc François.
avec Anne Torré et Marc François.
La déléte et la scène, un homme et une femme : le théâtre.

Bastille, 75, rue de la Roquette, 11. À partir du 8 avril. Du mardi au samedi à 19 h 30. Du dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-87-42-14. De 65 F à 90 F.

Les Dimanches de Monsieur Riley

de Tom Stoppard.
mise en scène de Georges Wilson.
avec Georges Wilson, Annie Alane, Jean-Paul Martineau, Jean-Pierre Druval, et Jean-Paul Martineau.

Mésaventures d'un sexagénaire tour qui découvre le monde. Par un mélange de l'humour et de l'ironie.

Théâtre de la Cité, 55, rue de Cléry, 9. À partir du 8 avril. Du mardi au samedi à 20 h 45. Du dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-87-42-14. De 50 F à 250 F.

La Nuit des rois

de William Shakespeare.
mise en scène de Jean-Paul Martineau.
avec Yannick Jais, Michel Capellier, Marie-Françoise, Marie-Laure Dougnac, Jean-Claude Fernandez, Pierre-François, Jean-Claude, Jean-Claude, Michel.

Pour cette pièce d'intrigues, d'identités incertaines, et qui se donne également au Théâtre Silvia Marini sous le titre *Le Soir des rois*, Jean-Paul Martineau joue avec évidence du théâtre de la nuit.

Théâtre de la Cité, 1, place du Temple, 10. À partir du 11 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Du dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 2 heures. De 80 F à 100 F.

La vie est un songe

de Don Pedro Calvo.
mise en scène de Jean-Paul Martineau.
avec Jean-Paul Martineau, Marie-Françoise, Jean-Claude, Jean-Claude, Michel.

Le programme hispanique du Théâtre de l'Europe se poursuit avec une pièce légendaire. Cette fois, le metteur en scène est espagnol - et francophone. Le thème du spectacle est l'enfermement. Tous les enfermements.

Théâtre de la Cité, 1, place du Temple, 10. À partir du 11 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Du dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 80 F à 100 F.

La vie est un songe

de Don Pedro Calvo.
mise en scène de Jean-Paul Martineau.
avec Jean-Paul Martineau, Marie-Françoise, Jean-Claude, Jean-Claude, Michel.

Le programme hispanique du Théâtre de l'Europe se poursuit avec une pièce légendaire. Cette fois, le metteur en scène est espagnol - et francophone. Le thème du spectacle est l'enfermement. Tous les enfermements.

Théâtre de la Cité, 1, place du Temple, 10. À partir du 11 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Du dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. De 80 F à 100 F.

Paris

Baya

d'Aziz Chouaki.
d'après Yveline Allaud et Michèle Sigal.
mise en scène de Yveline Allaud.
Quand des photos oubliées entrecroisent passé et présent avec violence.

Maison des cultures du monde, 101, bd de la Chapelle, 6. Du mardi au samedi à 20 h 30. Du dimanche à 17 heures. Tél. : 43-87-42-14. De 80 F à 100 F.

Clotilde et moi

d'après Octave Mirbeau.
mise en scène de Marion Berry.
avec Patrick Alexandre, Estelle Berry et Marion Berry.

Il ne suffit pas d'être misogyne, il faut se le dire, intelligent, drôle. Il faut aussi avoir un langage incisif. Il faut aussi Octave Mirbeau.

Poches-Montparnasse, 101, bd de Montparnasse, 6. Du mardi au samedi à 21 heures. Du dimanche à 17 heures. Tél. : 43-87-42-14. De 100 F à 160 F.

La Comtesse d'Escarbagas George Dandin

de Molière.
mise en scène de Jacques Languet.
avec Véronique Yveline, Jean-Luc Bédou, Jean-Philippe Puymartin, Eric Frey, Christian Blane, Igor Tyezka, Bruno Patois, Christophe Koutchik, Caroline Appelé, Marc Gauthier, Alain Fournier, François Bastien, Alim Giron, Jean-Pierre Mayette, Catherine Samet, Jean-Pierre Michéa et Philippe.

Le thème est l'ambition sociale, le pouvoir, l'argent, thèmes éternels, traités au théâtre en face noire, en comédie.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Le Piège

d'après Raymond Bussac.
mise en scène de Didier Bonnaud.
avec Jean-Paul Martineau, Marie-Françoise, Jean-Claude, Jean-Claude, Michel.

Le thème est l'ambition sociale, le pouvoir, l'argent, thèmes éternels, traités au théâtre en face noire, en comédie.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. Le jeudi à 20 h 30, le dimanche à 14 heures. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 250 F.

roïne. Le spectacle de l'année.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

Le Voyage à Rome
de Jean-Claude Penchenat.
mise en scène de l'auteur.
avec Jean-Albert, Adèle Arlé, Laurent Boudier, Samuel Boudier, Liliane Delval, Anne Dameyer, Raymond Heudelin, Annuit Lacarpentier, Françoise Miquel, Hélène Philippe, Geneviève Ray-Pancharon, Louis-René Sordet, Marc Stupin et Michel Tey.

DANSE

« Les Esprits mobiles »

Mes beaux esprits
Appel d'air
Des corps
Cécile Borne a conçu et mis en scène, avec la collaboration d'Hervé Diansa, le solo *Mon beau esprit* qu'elle interprète elle-même, dans une structure métallique. *Appel d'air* est aussi un solo, réglé et dansé par Francis Plisson; Nathalie Desmarais vient de Toulouse avec sa Compagnie Imag pour présenter *Des corps*, une plongée dans le monde des rêves.

Théâtre Dunois, les 10 et 11 avril, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00. 80 F.

Compagnie Les Odes bleues

Romance du passé
Le Val des papillons
Deux chorégraphes de Mercedes Chamqui-Aguirre. En Europe, elle a travaillé avec Peter Goss, Carlotta Ikeda, Edith Braun et Claude Brumachon; l'année dernière, *Romance du passé* était finaliste au Festival Iberamericano de Danza Contemporánea, à Barcelone.

Café de la Danse, les 8 et 10 avril, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00. 80 F.

Ballet de l'Opéra de Paris

Le Sylphide
Il y a cent soixante ans
Matti Tagliani Paris en montant sur ses pointes dans le *Sylphide* : le ballet romantique allait faire fureur et exalter la ballerine, régnant sur le monde du ballet.

Le Sylphide en alternance : Monique Louche (les 10 et 11), Claude de Vulpien (11 et 12), Fanny Gaudin (12 et 13), Noëlle Pompa (13 et 14), Elisabeth Pata (14 et 15) et Elisabeth Martin (15 et 16). Dans le rôle de James : Manuel Legris, Laurent Filaire, Patrick Dapont ou Jean-Louis Lormeau.

Opéra de Paris-Garnier, les 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31. Tél. : 47-42-83-71. De 75 F à 350 F.

Rennes

Hela Fattoumi/
Eric Lamoureux
Après-midi
Trois personnages s'observent et s'affrontent dans la chaleur de l'été. Violence et douceur, fulgurantes et immuables en alternance. Superbement par les deux chorégraphes et Eric Allier.

TNB, les 8, 9 et 10 avril, 20 h 45. Tél. : 65-31-12-31. De 80 F à 100 F.

Bordeaux

Ballets de Bal
Le village de Schen, dont tous les habitants sont artistes en même temps que cultivateurs, commerçants, etc., en offre pour être l'un des derniers lieux de l'île où subsistent intactes les traditions musicales et chorégraphiques. Un spectacle envoiement même si l'on ignore les codes.

Palais des sports, le 9 avril, 20 h 30. Tél. : 58-48-58-54.

Aulnay-sous-Bois

Red Notes/
Compagnie Andy Degroat
Ballets du répertoire 1978-1980
Le Lac des cygnes, Swan Lake, May meets Marie, Hommage à Nijinski, Tap dance, Danse des éventails... L'occasion de faire le point sur un chorégraphe très talentueux, entre autres, Bob Wilson.

Espace Jacques-Prévert, le 10 avril à 21 heures, le 12 à 18 heures. Tél. : 48-68-00-22.

La Rochelle

Angellin Prejocaj
Après-midi
Les rêves et les angoisses d'un groupe d'émigrés, prisonniers d'un temps suspendu entre deux mondes. A cette pièce, créée en 1990 au Quartier de Brest, Prejocaj a récemment intégré deux court-métrages, *Lettres d'Amérique*.

Le Courriel, le 11 avril à 20 h 30. Tél. : 45-51-54-02. 110 F.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de Nussac.

La sélection « Danse » a été établie par Sylvie de N

MUSIQUE

Classique

Mercredi 8 avril

Brahms

Requiem allemand
Edith Wiens (soprano),
Alan Tinsley (baryton),
Chœur et Orchestre de Paris,
Claudio Abbado (direction).

Salle Pleyel, 20 h 30 (+ les 9 et 11). Tél. : 45-53-55-73. De 120 F à 270 F.

Musica

Musica ouvre ses portes pour cinq jours : instruments, édition musicale, disques, vidéos, presse spécialisée, banques de données musicales, festivals, orchestres, etc. Toute la musique se donne rendez-vous dans ce Salon qui propose des animations musicales permanentes... et gratuites dès lors que l'on a acquis un droit d'entrée somme toute modeste.

Grand Palais, 50 F.

Jendi 9

Xenakis

Orchestra
Sylvio Gualdi (percussions),
Spiros Sakas (basse),
Ensemble musical de l'ANAM en la-de-France,
Maîtrise de Paris,
Maîtrise nationale,
Chœur du Musée,
Roland Heynemann (direction).

Créée au Festival Sigma de Bordeaux, en novembre 1987, l'Orchestra de Xenakis est l'une des rares pièces sur laquelle Xenakis soit revenu. En 1987, il lui a adjoint un préface électro-acoustique et un long monologue écrit pour la basse Spiros Sakas et le percussionniste Sylvio Gualdi, qui sont de cette interprétation permanente. Une œuvre aussi impressionnante qu'émouvante.

Salle Wagram, 21 heures.

Berlioz

Benvenuto Cellini, ouverture

Schumann

Konzertstück pour piano et orchestre

Schubert

Wanderer Fantasy

Bartok

Musique pour cordes, percussion et céleste

Francis-René Duchéble (piano),
Orchestre national de France,
Jean-François Paillard (direction).

Les programmeurs de la Radio ont placé la barre très haut. Si l'on en juge par leur belle interprétation d'*Une vie de héros*, de Strauss, donnée au Théâtre des Champs-Élysées, le 2 avril, ils n'ont pas forcément tort. Et puis la *Musique pour cordes* de Bartok est l'une des œuvres phares du vingtième siècle, malheureusement presque jamais donnée en concert en France. Peut-être le chef-d'œuvre de Bartok.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 190 F.

Messiaen

Thèmes et variations pour violon et piano

Brahms

Sonate pour violon et piano n° 1

Schubert

Sonatine pour violon et piano D 385

Gisèle Magnan (piano),
Peter Zazoufsky (violon).

Trois sonates qui placent violon et piano sur un pied d'égalité seront interprétées par deux artistes inspirés. Peter Zazoufsky est le premier violon du fameux Quatuor Muir, avec lequel l'intrépide Gisèle Magnan fait souvent équipe. Intrépide parce qu'elle refuse l'a peu près en ne présentant que des interprétations longuement mûries au public. Son attitude envers le disque est encore plus méfiante. Elle vient d'en donner une nouvelle preuve en annulant

un enregistrement. La prise de son ne lui plaisait pas. Pour la seconde fois en un an.

Auditorium du Louvre, 12 h 30. Tél. : 40-20-52-28. 50 F.

Vendredi 10 avril

Psalmes de David

Esther Lamandier (chant),
Retour aux sources des chants bibliques pour Esther Lamandier, qui s'appuie sur les travaux de Suzanne Halp-Ventura pour donner une version musicale véritablement des *Psalmes de David*.

Théâtre de la Ville, 18 heures (+ le 11). Tél. : 42-74-22-77. 75 F.

Lundi 13

Beethoven

Leone III, ouverture

Mozart

Concerto pour piano et orchestre n° 17

Wagner

Extrait du Ring cycle des dieux

Chicago Symphony Orchestra,
Daniel Barenboim (chef d'orchestre).

L'Orchestre de Chicago est à Paris pour deux concerts. L'illustre formation américaine est l'une des plus belles machines du monde : fidèle, brillante, à l'aise dans tous les répertoires. Elle « roule » un peu trop parfois, mais quelles cordes splendides, quels cuivres étonnants. Daniel Barenboim est son nouveau patron. Il s'est programmé lui-même dans un concerto de Mozart, ainsi qu'il le faisait quand il partait en tournée avec l'Orchestre de Paris. L'Orchestre de Chicago se prête à tous les genres, mais il faut reconnaître qu'il s'est fait une spécialité de la musique de Richard Strauss qu'il joue le 14, dans la même salle, à la même heure.

Châtelet, Théâtre musical de Paris, 20 h 30. Tél. : 40-20-28-40. De 70 F à 285 F.

Bach

Passion selon saint Matthieu

Monika Finnerman (soprano),
Charles Brett (alto),
Howard Crook (ténor),
Peter Harvey.

Johannes Mannov (basse),
La Chapelle royale.

Collegium Vocale de Gand,
Philippe Herreweghe (direction).

En mars, c'était Ton Koppman qui avait interprété la *Saint-Matthieu* au Palais Garnier. Cette fois, place à Herreweghe, qui a choisi l'étonnante église Notre-Dame-du-Travail pour interpréter ce monument. Il l'a déjà beaucoup dirigé en concert, il l'a enregistré magnifiquement chez Harmonia Mundi. Un grand soir en perspective.

Eglise Notre-Dame-du-Travail de Plaisance, 20 h 30. Tél. : 47-20-30-65. 200 F.

Régions

Aix-les-Bains

Pâques musicales

Répartie sur deux week-ends, la programmation de ce festival de musique baroque est délicate et attrayante : Le 10 avril, les *Nations*, de Couperin, par la Symphonie du Marais de Hugo Reyne; le 11, *Musiques sacrées* ibériques, par le Chœur d'enfants de Liège; le 12, *Musiques sacrées* de Mozart, par Musica Antiqua de Cologne;

Le 17 avril, les *Leçons de ténors* de Charpentier, par le Chœur de Port-Royal; le 18, la *Passion selon saint Jean*, de Haendel, par Michel Corboz; le 19, *Fantaisies pour violes*, par l'Ensemble de violes Fretwork; le 20, œuvres de Charpentier, Mazzocchi et Peri.

Du 10 au 20 avril, à Aix-les-Bains et dans les environs. Renseignements : (06) 78-88-99-80.

Nantes

Programme d'inauguration du centre des congrès

Richie, la vie musicale nantaise l'est assurément : en plus de son opéra, de l'Orchestre des Pays de la Loire, qui y est basé pour une partie de ses activités, la cité accueille régulièrement de grands artistes classiques pour les fameux Concerts de musique de chambre (CMC). Il manquait cependant un lieu pour les accueillir dans de bonnes conditions. L'auditorium du conservatoire de région (bonne acoustique) était devenu trop exigü pour recevoir un public en pleine expansion. Ce nouveau lieu est enfin sorti de terre. On va y donner des symphonies de Beethoven pour l'inauguration. Les essais acoustiques ont été, paraît-il, concluants. Les 9 et 10 avril, Nantes accueillera donc, pour la première fois en France, l'Orchestre philharmonique de Novossibirsk. Il sera placé sous la direction d'Arnold Katz, son chef titulaire. Dans l'ex-URSS, on ne fait pas d'illusions sur cette formation qui serait la première du pays.

Les 9 et 10, salle 2000 du Palais des congrès. Renseignements : (06) 40-47-61-77. De 80 F à 40 F.

Jazz

L'Orchestre national de jazz

Denis Badault

C'est la nouvelle formule de l'ONJ. Après Jeanneau, Hervé et « Barthé », Denis Badault donne une couleur, un sens des rythmes et des climats très personnels à l'ensemble.

Le 8, Passage du Nord-Ouest, 21 h 30. Tél. : 47-70-51-47.

Kenny Wheeler

John Abercrombie

Réunion de pointures - on le remarquera au fait de plus en plus répandu que le groupe ne se donne pas de nom collectif, ce qui devient même le cas de dédoublés pressés, - le quintette de Kenny Wheeler (trompette), John Abercrombie (guitare), John Taylor (piano), Palle Danielson (basse) et Peter Erskine (drums) est un modèle années 80 qui roule encore très bien : le haut de gamme de la musique improvisée bien contrôlée. A surveiller : la soirée IACP (l'école d'Alan Silva) la veille, que l'on comparera à ceux de la soirée CIM, au Petit Journal Montparnasse, le 13, et la formation Steps Ahead, le 14 : le modèle même high-tech des années 80. Chaque concert déclenche une vague d'imitateurs possibles. C'est la vie.

Le 10, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Jam session

pour Maurice Collaz

Maurice Collaz est presque centenaire. Ce n'est pas vrai : il n'a que quatre-vingt ans. Il a l'air d'un enfant de Hainaut-Savoie toujours étonné, il se porte comme un charme. La recette est simple et très applicable : pas une goutte de quoi que ce soit, pas la moindre cigarette. C'est tout. On le voit dans tous les clubs et dans tous les concerts. Il est l'ami personnel de tous les musiciens de jazz. De Des Des Bridgewater à Claude Nougare, une théorie de chanteurs et de musiciens célèbres ont gagné en compagnie du « Pop-Club » de José Artur le plus réputé des Savoyards du jazz, trompettiste, producteur, homme de radio, traducteur, écrivain, géniteur de jazzmen, institution à lui tout seul, un monument. Bon anniversaire.

Lundi 13 avril, à 18 heures, exposition, projection de *Smoochie le film*.

Le 13, Départ-TLP, 20 h 30. Tél. : 42-74-20-50.

Rock

Mann Dibango

Little MC

Daddy Yod

Le parrain de l'Afrique à Paris et ses lointains descendants : Little MC, rapers de la banlieue sud et capables du meilleur (chronique sociale, poésie en versant amélioré) comme du pire (imitations de l'américain), et Daddy Yod, toaster de la Guadeloupe, bête de scène capable de faire exploser une salle avec son raggamuffin naïf.

Le 11, Gammesville, Salle des fêtes, 20 h 45. Tél. : 47-89-55-47. De 60 F à 100 F.

Salt'n'Peppa

Rap mélodieux, pop des rues, les trois jeunes femmes de Salt'n'Peppa brillent plus par leur charme que par leur originalité. Reste à savoir si elles seront aussi agaçantes sur scène que sur disque ou sur clip.

Le 12, Elysée-Montmartre, 19 h 30.

Pigalle

Chaotiquement, par à-coups, Pigalle se rapproche du but recherché : le passage entre chanson et rock, sans rien sacrifier de la parole d'une ni de la violence de l'autre. Les chansons de dernier album ont pris au fil des mois une consistance, une vie qu'on n'espérait pas. Un concert à ne pas rater.

Le 13, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-51-47.

Brand New Heavies

Nouveaux espoirs du funk britannique, les Brand New Heavies ont, pour l'instant, récolté plus de succès aux États-Unis que chez eux. Une référence ?

Le 13, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

John Mellecamp

Quoi que l'on pense de la part d'affectation qui entre dans le rock rural et populiste de John Mellecamp, on ne peut lui nier ses qualités d'homme de spectacle, son énergie et sa maîtrise des figures imposées du rock simple, le meilleur, celui qui descend de Buddy Holly et de Chuck Berry par Cuddahy.

Le 13, Zénith, 20 h 30. Tél. : 42-08-60-00. 165 F.

Oyster Band

A partir du folk anglais (chansons de marin, danses paysannes), Oyster Band a constitué une musique violente et gaie, dure et dansante, qui ne dépassera pas les rockers. D'ailleurs ces jeunes gens, malgré leurs violons et leurs accordéons, affectionnent le cuir noir.

Le 13, New Moon, 20 h 30. Tél. : 48-95-92-33.

Tournées

Roadrunners/Fleshtones

Ce rock-là sort des garages et des caves, il n'a pas d'âge, il se confond avec notre histoire et pourtant il secoue toujours autant. Les Roadrunners (Roadrunners) sont plus égarés que ces Américains-là (Fleshtones), mais ils ont en commun l'électricité et cette révérence amoureuse pour la tradition qui unit les générations, des fans d'Elvis à ceux de Nirvana.

Le 10 avril, Avignon, Théâtre des Savoyards, 20 h 30. 100 F. Le 11, Arles, New Riders, 20 heures. 75 F. Le 12, Lyon, le Transbordeur, 20 h 30. 100 F. Le 13, Montpazier, Théâtre des Fédérés, 20 h 30. 80 F. Le 14, Bordeaux, le Kraken, 20 heures. 80 F et 90 F.

Tonton David

Le pionnier du raggamuffin français se lance sur la route. La poésie des cités tient elle la scène ? Réponse en bas de votre carte d'invitation.

Le 10 avril, Rennes, l'Ubu, 20 heures. 80 F. Le 11, Rezé (près de Nantes), la Transcendence, 20 heures. 75 F. Le 12, Marseille, l'Espace Julien, 21 heures. 85 F. Le 13, Montpellier, la Victoire II, 21 heures. 80 F. Le 14, Nice, l'Ariane, 21 heures. 50 F.

Stephan Elcher

Si vous riez la tournée 1992 de Stephan Elcher, vos descendants vont le reprocher.

Le 11 avril, Rouen, Espace Duchamp Vilon, 20 h 30. 100 F. Le 12, Amiens, Cirque municipal, 120 F et 140 F. Le 14, Carpien, Palais des Graines. Le 15, Lille, Théâtre Sébastopol, 20 h 30. 18 F. Le 16, Poitiers-Montmarais, centre Michel-Bartale.

Joe Cocker

L'homme à la voix de paille de fer, le Ray Charles anglais, est plutôt mal entouré, et ne se fatigue pas trop. Mais son talent est assez grand pour transparaître tout au long de ce concert exceptionnel.

Le 10 avril, Montpellier, Zénith, 20 h 30. 170 F (+ la partie : Tony Joe White). Le 11, Grenoble, le Saturnum, 20 h 30. 180 F. Le 13, Nice, Théâtre de Verdure, 20 h 30. 165 F. Le 16, Lille, Espace Foire, 20 h 30. 167 F.

James Brown

Gloire immortelle à nos aïeux. Ignorons l'outrage des ans et rendons hommage à celui qui a façonné la musique d'aujourd'hui.

Le 10 avril, Toulouse, Palais des sports, 20 h 30. 160 F. Le 11, Montpellier, Zénith, 20 h 30. 190 F. Le 12, Grenoble, le Saturnum, 20 h 30. 150 F.

Festivals

Luna Rock Circus à Amiens

D'abord il y a John Cale qui joue de son piano, qui chante des chansons tristes et fait pleurer Margot. Et puis Kevin Ayers, qui est plus rigolo. Corman et Tuscando pourraient être leurs enfants (le 10). Le lendemain sera urbain : MC Solar, rap à visage humain, Milla Family, funk potache, et Seb, musique algérienne de Seine-Saint-Denis (ces der-

niers, encore pratiquement inconnus, sont à découvrir). Pour finir la fête, Stéphane Elcher, rocker helvète.

Les 10, 11 et 12 avril, Cirque d'Amiens. Renseignements : 22-82-03-73 et 22-47-21-26. De 70 F à 140 F.

Chanson

Chorus des Hauts-de-Seine

Du beau monde, du très beau monde pour la poursuite du Festival de la chanson en Hauts-de-Seine. Chorus. Claude Nougare (Bois-Colombes), bien sûr, qui fait un petit crochet au beau milieu de son immense tournée, Nicole Croisille (Black, Blanc, Beur sans la chorale de Julien Jougla, à Courbevoie), Manon Landowski (Meudon), quelques jeunes aux appétits justifiés et cosmopolites (Mónica Passos à Châtenay-Malabry, Laurent Malot à Bois-Colombes), et puis, et puis : Bécand (à Villeneuve-la-Garenne), qui avait juré qu'il ne chanterait plus après l'Olympia de l'automne passé. Jacques Higelin avec les Zap Mama (Nanterre), en fin de tournée. Enfin, pour les amateurs de romanesque à la petite semaine : François Feldman (Neuilly-sur-Seine).

Rens. : Minitel 3615 code HDS.

Enzo Enzo

Une salle pas trop grande, à la mesure des premiers pas nécessaires, et jusqu'à aujourd'hui trop timidement amorcés, d'une chanteuse qui doit encore confirmer sur scène le succès d'un premier album réussi.

Les 10 et 11, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-51-47.

Carole Laure

More or, voici revenu Carole dans le rôle composé pour elle par le compagnon Lewis Furey. Après l'album (FNAC-Music), la scène, ici l'Olympia, rodée en province depuis quelques mois. Des bases communes avec les spectacles précédents (le Bataclan), affinités et corrigées au naturel.

Le 14, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-48. De 165 F à 195 F.

Lyon

Voix de la Méditerranée

Joli festival de musique traditionnelle et populaire, les Voix de la Méditerranée, ouvert par l'inénarrable Lili Boniche, poursuit son élan avec l'Asturienne Equidada Barés, et Antonio Placer (le 8), pour s'épanouir en Sicile avec Fratelli Mancuso et le très gai Trillo Italiano (tendance Giovanna Marini populaire) (le 9). Avant une nuit des polyphonies menée par la famille Lela de Parnet d'Albanie et Voca di Corsica, avec Petru Guelfucci (le 11), une nuit du conte (Bruno de la Salle raconte les voyages d'Ulysse, le 10).

Du 8 au 11, Théâtre de la Renaissance, 20 h 30. Tél. : 78-50-62-13.

Tournées

Jacques Higelin

Et voilà ! Le grand Jacques et ses cinq complices belgo-zénoïques de Zap Mama ont fini leur tournée, du Grand Rex aux petites ou grandes salles de France, le temps de clamer le bonheur de la naissance d'Izla, la fille de Jacques, avec une bande de musiciens en grande forme. A quand la prolongation ?

Le 10 avril, Nanterre, Espace Chorus (sous chapiteau), place A.-Maireux, 20 h 30. 140 F. Le 11, Rouen, Parc des expositions, 20 h 30. 166 F.

Bill Deraine

Le blues vu de France par un de ses meilleurs défenseurs. Voix, guitar, gouaille mesurée et poésie de tous les jours avec ce qu'il faut de rock pour faire partie du genre.

Le 10 avril, Istres, Espace 233, Maison pour tous, 21 heures. 60 F et 80 F. Le 11, Carros (06), Forum Jacques-Prévert, 21 heures. 80 F. Le 14, Gif-sur-Yvette, MJC, 21 heures. 80 F et 110 F. Le 15, Aubergenville, la Nacelle, 20 h 30. 45 F et 65 F.

Claude Nougare

Maurice et Claude, Claude et Maurice. Un piano, une voix, une maîtrise remarquable de la scène. Avec eux, la France

paraît immense, ils la creusent à coups de chants, de long en large, avec un talent sans égal.

Le 10 avril, Issy-les-Moulineaux, Palais des arts et des congrès, 20 h 30. 150 F et 180 F. Le 11, Pavillon-sous-Bois, Espace des arts, 20 h 30. 160 F. Le 14, Les Andelys, Chapiteau des végétaux de France, 20 h 30. 120 F et 150 F (complet). Le 18, Chambéry, espace Malraux, 20 h 45. 150 F et 170 F.

Musiques du monde

Tailia

Depuis *On a tout*, prix de l'Académie Charles-Cros en 1977, jusqu'à *Yiddish Cabaret* avec Ben Zimet, Tailia chante en yiddish des mélodies populaires, slaves, hébraïques, mélancoliques, enlevées, joyeuses, façon lamento ou façon cabaret.

Les 8 et 9, Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-58-70.

Kassé Mady

Griot, Malien, honorable membre de l'Orchestre national Badiou à partir de 1972, Kassé Mady Biabadi a depuis tiré de plus près avec la musique occidentale électrifiée. Grand interprète des traditions chantées malinkés.

Le 11, New Morning, 21 h 30. Tél. : 45-23-51-41.

Paris Quartier latin

Paris se met à l'heure latino. Quartier latin fête dans les rues, les restaurants, les salles de concert, les librairies de Paris et de province, les échanges fructueux entre deux continents rapprochés par la force des conquêtes « coloniales ». Trois concerts de qualité pour la semaine à venir. A la Maison de l'Amérique latine, centre stratégique de la culture sud-américaine à Paris, Otto Palma dévoile les richesses des musiques noires de la côte pacifique du continent latino-américain (le 14). Au New Morning, Tangolón s'attaque au tango en le tirant avec un bonheur inégalé, entre jazz, musiques croisées. Énergie sans faille (le 12).

Enfin, une grande nuit latine (le 11) qui part des Antilles avec Kali, jeune renouveau des valse et autres biguines chaupettes venues des mornes de la campagne martiniquaise, pour s'arrêter à Rio en passant par la salsa de Chocolate. La vedette, Jorge Benjor, qui malgré l'usure du succès, rayonne toujours, avec son style inimitable, rythmes et guitares, black samba, et rimes africaines (cf. le dernier album *live*, *Jorge Ben à Rio*, chez WEA).

Le 11, Nuit latine au Zénith, à 20 h 30. Tél. : 42-08-06-00; le 12, Tangolón au New Morning, à 21 h 30. 120 F. Tél. : 45-23-51-41; le 14, Otto Palma, Maison de l'Amérique latine, 20 h 30. Tél. : 42-22-97-60. 60 F.

Benat Achary

Campus à l'oreille permet à la musique de faire une entrée en force dans les universités et les grandes écoles. Excellente initiative que d'avoir invité le chanteur basque Benat Achary, un amoureux de la valence de la Soule et des musiques mélangées, dont la vision philosophique et poétique n'est pas le moindre des mérites. Superbe, parfois critiqueable, jamais neutre.

Le 9, Université Paris-III-Censier, 19 heures. 30 F.

LA SÉLECTION

ARTS

Nouvelles expositions

Louis Faure, Lee Friedlander

Connu comme photographe de mode (Harper's Bazaar, Vogue), Louis Faure, admirateur de Walker Evans et de Robert Frank, présente son travail personnel réalisé uniquement dans les rues de New-York. Dans ses remarquables autoportraits, Lee Friedlander utilise son corps et son visage comme trace de sa présence ou comme modèle à bon compte, hors de tout narcissisme.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-36-53. Tous les jours sauf mardi de 9 h à 17 h. Du 9 avril au 1^{er} juin. 25 F (entrée du musée).

Dessins de Rodin

Pour fêter la parution du cinquième et dernier tome de l'inventaire des dessins de Rodin, dont le musée, rue de Valenciennes, possède la plus belle collection du monde : 7200 numéros, qu'il a fallu trier, séparer des faux, regrouper, essayer de dater. C'est ce travail de recherche qui est exposé.

Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Valenciennes, Paris 7^e. Tél. : 47-06-01-34. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 h 45. Du 14 avril au 18 juillet. 21 F.

Hommage à Charles Sterling

Une vingtaine de tableaux du Maître de Meulins à Matise y sont confrontés aux commentaires de l'éminent historien de l'art (et conservateur au musée du Louvre de 1929 à 1961). Qui a fait connaître la peinture française du dix-septième siècle et révélé La Tour, a beaucoup étudié la nature morte et encore plus les primitifs français.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris 1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15, un lundi sur deux et tous les mercredi jusqu'à 21 h 15. Du 10 avril au 22 juin. 31 F (dont d'entrée au musée).

Paris

Dans les parages de Lautrec

Le Musée d'Orsay se devait d'accompagner l'exposition Lautrec de quelques dossiers. Qu'il faut savoir trouver ! L'un traite des architectures du spectacle, l'autre évoque le cabaret du Chat noir, une troisième porte sur les photographies

de la Loie Fuller, un quatrième rappelle Maxime Dethomas à notre bon souvenir. Enfin il est question des « arts incohérents » dont les expositions, pendant dix ans (de 1882 à 1893), ont fait régner tout Paris.

Musée d'Orsay, 1, rue de la Boétie, Paris 7^e. Tél. : 40-48-48-14. Mercredi, vendredi, samedi, mardi, de 10 heures à 18 heures, jeudi de 10 heures à 21 h 45, dimanche de 9 heures à 18 heures. Fermé le lundi. Jusqu'au 31 mai. 27 F (billet d'accès au musée).

Clodion, sculpteur

Claude Michel, surnommé Clodion, sculpteur au temps de la Révolution et de l'Empire, a produit en abondance des petites galeries en terre cuite, qui ont fait sa réputation. L'exposition (une centaine d'œuvres) le montre sous d'autres jours : monumental, traitant la pierre et le marbre, et pratiquant le bas-relief.

Musée du Louvre, hall Napoléon. Entrée par la pyramide, Paris-1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 28 juin. 36 F.

Cubismes tchèques

Pendant une quinzaine d'années, de 1910 à 1925, est apparu à Prague et en Bohême ce qu'il est convenu d'appeler le cubisme tchèque. Inspiré par le cubisme français, ce mouvement empruntait aussi à l'expressionnisme allemand, voire norvégien. La peinture, le design sous toutes ses formes, ont participé à cette école, mais aussi, et cela donne un résultat étrange, l'architecture : comment être en effet architecte cubiste et se jouer de l'angle droit ?

Centre Georges-Pompidou, Galerie du CCI, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 17 mai.

Rupprecht Geiger

Apprécié outre-Rhin, mais pratiquement inconnu en France, Rupprecht Geiger (né en 1908, à Munich) est un peintre qui travaille la couleur, le rouge en particulier, depuis vingt ans. L'exposition de l'hôtel des Arts rappelle ses débuts dans les années 40, sa défense de la peinture non figurative au sein du groupe Zen 49, avec Baumeister et Bissler, et insiste sur ses « monochromes » récents.

Fondation nationale des arts, Hôtel des Arts, 11, rue Berryer, Paris-8^e. Tél. : 42-86-71-71. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 18 mai. 18 F.

Emmet Gowin

D'abord concentré sur les liens qui unissent la famille, le photographe américain Emmet Gowin a élargi son objectif à la photographie et à la nature, au paysage et à la menace nucléaire. Epris de spiritualité, ce proche de Walker Evans et de Frederick Sommer s'attache aujourd'hui à faire le lien entre l'homme et son environnement. Est-il le premier photographe écologiste ?

Espace photographique de Paris, nouveau forum des Halles, place Carpele - 4 à 8, grande galerie, Paris-1^{er}. Tél. : 40-28-87-12. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 18 heures, samedi, dimanche jusqu'à 19 heures. Jusqu'au 23 mai. 10 F.

Paul Hankar

Venue comme il se doit de Bruxelles, cette exposition révèle un des maîtres de l'art nouveau, dont la capitale belge fut un remarquable foyer, bien au-delà de la célébrité du seul Horta. Bruxelles, impitoyable pour son patrimoine, a fait beaucoup disparaître de l'œuvre de Paul Hankar, comme tant d'autres chefs-d'œuvre. Comme le massacre n'est pas

pres de s'arrêter, il faut aller visiter cette exposition, Concordia, Paris-1^{er}. Tél. : 42-71-26-16. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 7 juin. 20 F.

Louis I. Kahn

Des ronds, des carrés, des triangles, des doubles peaux de béton, des pièges à lumière : l'architecture de Louis Kahn s'expose au cinquième étage du Centre Pompidou dans une mise en scène d'Arata Isozaki. L'occasion de découvrir l'œuvre de cet Américain méconnu en Europe.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai.

Ellsworth Kelly

Le savait-on ? C'est à Paris, où il a vécu plusieurs années, après la guerre, que le peintre américain Ellsworth Kelly a forgé son art abstrait dur et pur. Des dessins, des collages, des photographies (inédites, de murs et fenêtres de l'île Saint-Louis) comme notes de travail, en sont des peintures témoignages de ses recherches d'alors. Presque une leçon.

Galerie nationales du Jeu de Paume, 1, rue de Valenciennes, Paris-5^e. Tél. : 90-59-89. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 21 h 30. Jusqu'au 24 mai. 30 F.

Les Lantres de Lautrec

Lautrec lithographe et affichiste en deux cent cinquante-trois numéros, du café-concert au champ de course, en passant par le bordel : c'est plus qu'un complément à l'exposition du Grand Palais. Les œuvres sont extraites du fonds conservé à la Bn, en particulier du don que le comte de Toulouse-Lautrec avait fait en 1902, peu de temps après la mort de son fils.

Bibliothèque nationale, galerie Massart et Mazurine, 1, rue Vivienne, Paris-2^e. Tél. : 47-03-81-10. Tous les jours de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 31 mai. 30 F. 20 F avec un billet du Grand Palais. Conférence à 18 h 30 mercredi 6 avril.

Les Vikings

Les Vikings étaient-ils ces brutes assoiffées de sang et de pillage que nous décrivait les chroniqueurs médiévaux ? Une exposition ambitieuse, organisée avec le concours des musées de Stockholm, d'Oslo et de Copenhague, nous présente des objets trouvés par le commerce, des navigateurs habiles, des artisans inventifs et des poètes à l'imagination fertile. Une civilisation qui, très tôt, a su intégrer les savoirs antérieurs.

Grand Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris-8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 12 juillet. 40 F.

Machines d'architecture

Treize architectes internationaux de la tendance brésilienne explorent vaillamment toutes les formes d'art, de la peinture au théâtre, susceptibles d'apporter un petit ou un grand quelque chose à un métier, le leur, et à une pratique, inventer la ville, dont ils considèrent l'avenir comme bouché. En fait, se recrée un ancestral va et vient entre l'utilité et l'esthétique, auquel il ne manque que la solidité pour faire un parfait hommage à Vitruve.

Fondation Cartier, 3, rue de la Manufacture, Jouy-en-Josas, 78000. Tél. : 39-55-46-46. Tous les jours sauf dimanche de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 21 avril. 25 F.

Richard Parkes Bonington

Passant le Channel en 1817, Richard Parkes Bonington fut l'élève de Louis Francia à Calais, puis du baron Gros à Paris. Après quoi il se voua au paysage, à la poésie des ruines des abbayes normandes et plus généralement au pittoresque, dans l'ancienne France, à Londres (avec Delacroix) ou à Venise. Il mourut à vingt-six ans, sans avoir pu réaliser son rêve de grande peinture d'histoire.

Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill, Paris-8^e. Tél. : 42-65-12-73. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 40, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 17 mai. 35 F.

Georges Rouault

S'il est un peintre expressionniste français, c'est bien Rouault dans la première décennie du siècle, lorsqu'il peint prostituées, juges et figures de cirque avec féroce. Pour illustrer ces débuts mal connus - à tort - de l'artiste, une centaine de peintures, aquarelles, encres et céramiques ont été rassemblées.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie, place Georges-Pompidou, Paris-4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 4 mai. 32 F.

Sima

On connaît mal Josef Sima, une grande figure tchèque, qui comme l'avait fait Kupka, établit un pont entre la scène artistique tchécoslovaque et Paris. En silence, il glissa à travers plusieurs courants de la peinture abstraite, du cubisme futuriste à l'art informel, évolua dans les parages du surréalisme, finit par trouver sa lumière, dans le dedans des tableaux. En quelques deux cents œuvres, une rétrospective, accompagnée d'une exposition documentaire sur le « Grand Jeu » et d'un parcours à travers une quinzaine d'ateliers d'artistes de Prague et de Bratislava.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris-16^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 21 juin. 36 F (compréhension l'entrée de l'exposition « Le Grand Jeu »).

Souvenirs de voyages

En une centaine de documents illustrés, les notes et les impressions enregistrées ici et là, on lit, par Delacroix, Chateaubriand, Corot, Boudin, Gauguin, Redon et quelques autres voyageurs.

Musée du Louvre, pavillon de Flore, porte Jaurès - côté jardin des Tuileries, Paris-1^{er}. Tél. : 40-20-51-51. Tous les jours sauf mardi de 9 heures à 17 h 15. Jusqu'au 18 mai. 31 F (prix d'entrée du musée).

Toulouse-Lautrec

De tous les artistes célèbres de la fin du dix-neuvième siècle, Toulouse-Lautrec était un des derniers à ne pas avoir eu droit, depuis longtemps, à une grande rétrospective. Il ne perdait rien pour attendre : tous les médias s'en mêlent, l'exposition - 200 peintures, gravures, dessins et affiches - ne peut avoir qu'un succès monstrueux.

Grand Palais, galeries nationales, av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris-8^e. Tél. : 44-13-17-17. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Réserv. billets au 48-04-38-86 (de 11 heures à 18 heures), par Minibus 3615 Lautrec et Fosse. Jusqu'au 1^{er} juin. 50 F.

Galleries

Etienne-Martin

Retour sur des Demeures anciennes, pour mieux approcher les bois récents taillés directement dans de l'if, du noyer, ou du chêne, et comme toujours dans la sculpture d'Etienne-Martin, chargés de significations symboliques.

Galerie Arcaïol, 9, av. Marignan, Paris 8^e. Tél. : 42-88-16-18. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 h 30 à 19 h 15. Jusqu'au 2 mai.

Gérard Pascual

Un conteur rêver, qui donne dans l'environnement lilliputien, et se plaît à projeter son univers en cercles et en lignes de petites images sidérales. Les menus travaux de Pascual présentés à Paris avaient été installés au Musée de Brou, au printemps dernier.

Galerie Baudouin Lebon, 38, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, Paris 4^e. Tél. : 42-72-06-11. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Hommage à Germaine Richier

Cela doit faire près de trente ans qu'il n'y a pas eu d'exposition Germaine Richier à Paris. Soit presque depuis la mort du sculpteur de l'Arrière, de l'Ogre, de l'Hydre et nombre d'autres êtres fantastiques, au corps en lambeaux. L'hommage est donc bienvenu.

Galerie Odiermann-Casas, 85 bis, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42-86-92-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 18 avril.

Rolf Iseli

Coups de crayon intertemporels, picées de couleurs, les de matière, et violence et humeurs batailles il y a chez ce Suisse, qui parfois fait penser à Arndt Rainer, elles ne balayent pas tout. Sous les griffures : la plage, une colline, un visage, des passages doux. La double exposition du Centre culturel suisse et de la galerie Philip permet de découvrir aussi le gravure.

Galerie Philip, 14, rue Sainte-Anastase, Paris 3^e. Tél. : 48-04-58-22. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 24 mai.

Henry Moore

Des objets en quantité, des or et des pierres trouvés, des sculptures de formes civilisées, des dessins et des tableaux de Seurat, Camille, Villard ou Redon y sont mêlés aux œuvres de Moore, dont la maison a été reconstituée par l'architecte Christian Germain. Pour ce « Moore intime », tellement moins connu que le sculpteur monumental, Didier Imbert a mis les petits plats dans les grands.

Galerie Didier Imbert Fine Arts, 18, av. Matignon, Paris 8^e. Tél. : 45-82-10-40. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures, lundi de 14 h 30 à 19 heures. Jusqu'au 24 juillet.

Morandi

Des paysages, des fleurs, quelques bouteilles et pots sur un bout de table, avec ombre portée et contour tremblé dans les ocres, les gris, les nuances palpables : On n'est pas obligé d'aimer Morandi le Bolognais sans âge, mais on avouera qu'il est inimitable.

Galerie Claude-Bernard, 7-9, rue des Beaux-Arts, Paris 6^e. Tél. : 43-26-97-07. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 9 h 30 à 12 h 30 et de 14 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 2 mai.

Claes Oldenburg

La dernière fois qu'une galerie parisienne exposa le célèbre Oldenburg, c'était en 1964, chez Soanahend. Aussi peut-on parler d'événement à propos de cette réunion, galerie Crousel-Robelin, de 12 sculptures et d'une série de dessins, aquarelles et gouaches sur Paris.

Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix, Paris 4^e. Tél. : 42-77-38-87. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 30 avril.

Daniel Pontoreau

C'est un sculpteur tout terrain, qui travaille bien ses matières : terre, fer, verre, caoutchouc, fils et filins, dont il tire des formes simples, mais contrastées, qui ne sont jamais tout à fait géométriques ni tout à fait naturelles. Et qu'il met en relation dans l'espace.

Galerie Patricia Dorfmann & Laurent Roux, 38, rue de Charonne, Paris 11^e. Tél. : 47-00-36-89. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 h 30 à 19 h 30. Jusqu'au 9 mai.

Régions

Aries

Zadkine

Il y avait longtemps que l'œuvre de Zadkine n'avait pas fait l'objet d'une exposition. Depuis vingt ans. Celle que propose le Musée Réattu réunit des bois et des pierres déclinant le parcours austère du statuaire tout au long de la première moitié du siècle. A l'espace Van-Gogh sont exposés les gouaches plus libres des années 20.

Musée Réattu, 10, rue du Grand-Prieuré, 13200. Tél. : 90-49-37-58. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et fêtes de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin. 20 F.

Espace Van-Gogh, rue du Président-Wilson, 13200. Tél. : 90-49-39-03. Tous les jours de 10 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 juin.

Marseille

Magritte

Exubérantes, barbaques, pitreries et de mauvais goût, une série de peintures à l'huile exécutées à la hâte, en 1948, en vue d'une exposition à Paris. Provocation dans la tradition surréaliste, ce pied de nez à l'art du bien-pensant pris dans la capitale française reçoit plutôt deux fois qu'une caution de Louis Scutenaire, qui préface le catalogue.

Musée Cantini, 15, rue Grignan, 13008. Tél. : 51-54-77-75. Tous les jours sauf lundi de 10 heures à 17 heures. Jusqu'au 3 mai.

Meymac

Brigitte Nahon, Ernesto Tataflore

Brigitte Nahon est un sculpteur français d'une trentaine d'années. Ernesto Tataflore vit à Naples, est plutôt peintre, et a vingt ans de plus. On peut cependant trouver des points communs aux deux artistes exposés à Meymac, pour le printemps : un goût pour les constructions et les images légères, précieuses, en référence amicale à l'art conceptuel. Non sans poésie.

Centre d'art contemporain, abbaye Saint-André, 18260. Tél. : 85-95-22-30. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures, samedi, dimanche de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 31 mai. 18 F.

Saint-Etienne

Craigie Horsfield

Loin de l'anecdote et du document sociologique, le photographe britannique Craigie Horsfield réalise des portraits, paysages urbains et nus tirés en grands formats et d'un noir et blanc à la texture tendue.

Musée d'art moderne de Saint-Etienne, Le Terrasse, 42000. Tél. : 77-53-58-86. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 18 mai.

Villeneuve-d'Ascq

Yvon Lambert collectionne

Yvon Lambert a été l'un des premiers à défendre les artistes conceptuels et minimalistes : Carl Andre, Sol LeWitt, Robert Rymen notamment ; et à exposer le Land Art, et Buren, et Toroni, et Dezaune, et bien d'autres, dont Combas et Barco ; et à aimer très fort l'œuvre de Cy Twombly. Sa collection personnelle, qui est présentée simultanément au musée de Villeneuve-d'Ascq et au musée de Tourcoing, est à l'image des engagements du galeriste.

Musée d'art moderne, 1, allée du Musée, 59650. Tél. : 20-05-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 20 avril.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Breerette « Architecture » : Frédéric Edouard « Photo » : Michel Goggin

CREATION de Alain Gautré
Mise en scène de Jean-Claude Fall

Chef lieu

La résistible ascension d'un parti d'extrême-droite

Lucien Marchal
Alain Mottet
Laurent Schilling
Edith Scob

du 31 mars au 26 avril

Comédie historique en marge de l'histoire de Friedrich Dürrenmatt

Romulus le Grand

Mise en scène de Louis-Guy Paquette
Musique de Kasper T. Toeplitz

du 1er au 26 avril

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : prix moyen de repas - J.-L. : ouvert jusqu'à... heures.

DINERS

RIVE DROITE

TY COZ, 32, rue Saint-Georges, 9. 42-70-42-93-64
F.Dim. Lundi soir
LE RELAIN D'EGUISHEIM, 11, rue de Valenciennes, 11. 12-03-44-10
LE COSSAIRE, 16, 45-20-87-35 et 45-25-53-25
RIVE GAUCHE
NOS ANCIENS LES GAULOIS, 46-33-66-07 et 66-12 39, rue Saint-Louis-en-l'Île, 4. Climatise
RESTAURANT THOUVENOT, 47-05-49-75, rue Saint-Denis, 7.

ARRIVAGE JOURNALIER DE POISSONS FRAIS, CRUSTACÉS, PLATEAU DE FRUITS DE MER, CARTE 300 F. Menu de la mer, la nuit, 150 F TTC.

T.L.J., service conf. de 11 h à 2 heures du mat. Huitres et fruits de mer toute l'année. Poissons de marché. Climatise. Menu-carte 160 F (ent., plat, dessert, café, vin comp.). Repas d'aff.

Le restaurant où vous ne serez jamais déçu. Spécialités de poissons, viandes, plats français. Cuisine faite par le patron. Menu-carte à 85 F et 150 F. Petits salons.

Unique au monde. Cadre fin 17^e. Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.

Spécialité de confit de canard et de cassoulet au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. service continu de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.

SOUPERS APRÈS MINUIT

ALSACE A PARIS T.L.J. 43-26-99-36
9, pl. Saint-André-des-Arts, 6 - Salons
CROUCHOUTES, grillades, POISSONS
DÉGUSTATION D'HUITRES ET COQUILLAGES
Pâtisserie - Grands crus d'Alsace.

LES GRANDES MARCHES
AU PIED DE L'OPÉRA-BASTILLE
La bonne adresse du quartier. HUITRES toute l'année. POISSONS DU MARCHÉ
Plats traditionnels. Vins à découvrir.
DÉCOR « Brasseur de luxe »
JARDIN D'OTIVER
T.L.J. de 11 h 30 à 2 heures du matin.
6, place de la Bastille, 43-42-90-32.

هنا من الأضواء

مخاض الأهل

CTION

DE LA SEMAINE

DISQUES

Abtizer fut nommé titulaire de sa tribune en 1971. L'orgue de Bel-fort, inauguré la même année, compte aujourd'hui 52 jeux (15 sont neufs) répartis sur quatre claviers et un pédalier; sa sonorité, plutôt douce et ronde, se répand dans une cathédrale à l'acoustique très réverbérée. Il est fort bien mis en valeur par une prise de son, réalisée à l'aide d'une tête artificielle (1), naturelle et précise dans la restitution des plans sonores: le baryton qui chante d'une voix trop tendue, et parfois un peu faux) chacun des chœurs commentés par Brahms n'est ainsi pas plaqué sur l'orgue, mais sa voix semble «sortir» de l'instrument. Le jeu d'Abtizer traduit avec justesse les deux types d'œuvres réunies sur ce disque. Aux préludes et fugues, il restitue leur grandeur sévère, leur polyphonie serrée et, comme ses doigts sont véloce, leur virtuosité toute romantique. Il les joue aussi avec une intensité expressive qui trouve son plein accomplissement dans la «douloureuse» *Fugue en la bémol mineur*. Aux *Préludes de chœurs*, Abtizer restitue leur sérénité grâce à un jeu dont la fermeté rythmique et la transparence polyphonique s'accompagnent de phrases à la vocalité impeccable. Le coffret de deux disques microsillons de Jean Boyer (Shi) n'ayant pas été réédité sur disque compact, celui d'Abtizer est sans vraie concurrence.

légions

On aurait presque honte d'avoir été ému jusqu'aux larmes par la foi pressante, contagieuse, qui porte cette messe à un degré de beauté rarement atteint au disque (pour la séquence la plus dramatique du *Credo*, de l'*Incaratus au Resurrexit*, sûrement en tout cas). Honte parce que sont réunis ici un chœur somptueux et l'un des plus beaux orchestres du monde sous la direction d'un ténor allemand, évangéliste célèbre, que Bach a accompagné tout au long.

Chœurs trop nombreux, orchestre trop compact et musqué, peut-être, pour une oreille accoutumée aux modernes baroque. Exécution «à l'ancienne», certes. Mais enlevée par des tempos rapides, alertes, vigoureux, dirigée sans folie mais avec finesse et solidité. Une messe unanime, communautaire, engagée, enthousiasmée - les soli vocaux sont, logiquement, d'un moindre intérêt, comme le étaient dans les deux passions - de saint Matthieu et de saint Jean - enregistrées sous la même étiquette et sous la même baguette.

1 coffret de 2 CD Philips 432 972-2. A. R.

Brahms
L'œuvre pour orgue, intégrale Jean-Charles Abtizer (orgue) Valentin-Carl Schwenkedel de la cathédrale Saint-Christophe de Belfort, René Schürer (baryton). Pour son dixième disque chez Harmonic Records, Jean-Charles Abtizer se tourne, après Bach, Couperin et Buxtehude, vers l'intégrale des pièces que Brahms a composées pour l'orgue, soit trois préludes et fugues, une fugue et les onze *Préludes de choral* op. 122. Une démarche profondément logique: Brahms était passionné par les anciens maîtres germaniques et, cela se sait moins, par Couperin, dont il éditera la musique pour clavier avec une fidélité exemplaire pour l'époque. L'orgue qu'Abtizer touche a connu quelques malheurs mais a heureusement échappé aux tenailles de la restauration: bon à tout jouer (du genre de ceux de Beauvais et de Chartres), qui ont massacré trop d'instruments lorsque il s'est agi de les restaurer. Par chance, la dernière remise en état fut conduite, sous la direction de Michel Chapuis, par la maison Schwenkedel, de Strasbourg.

Classique

Bach

Messe en si mineur
Arien Auger, Ann Murray (soprano), Mariana Lipovets (contralto), Peter Scheller (ténor), Anton Scherzinger (basse), Chœur de la Radio de Leipzig, Orchestre de la Staatskapelle de Dresde, Peter Scheller (directeur). On aurait presque honte d'avoir été ému jusqu'aux larmes par la foi pressante, contagieuse, qui porte cette messe à un degré de beauté rarement atteint au disque (pour la séquence la plus dramatique du *Credo*, de l'*Incaratus au Resurrexit*, sûrement en tout cas). Honte parce que sont réunis ici un chœur somptueux et l'un des plus beaux orchestres du monde sous la direction d'un ténor allemand, évangéliste célèbre, que Bach a accompagné tout au long.

1 coffret de 2 CD Philips 432 972-2. A. R.

Brahms

L'œuvre pour orgue, intégrale Jean-Charles Abtizer (orgue) Valentin-Carl Schwenkedel de la cathédrale Saint-Christophe de Belfort, René Schürer (baryton). Pour son dixième disque chez Harmonic Records, Jean-Charles Abtizer se tourne, après Bach, Couperin et Buxtehude, vers l'intégrale des pièces que Brahms a composées pour l'orgue, soit trois préludes et fugues, une fugue et les onze *Préludes de choral* op. 122. Une démarche profondément logique: Brahms était passionné par les anciens maîtres germaniques et, cela se sait moins, par Couperin, dont il éditera la musique pour clavier avec une fidélité exemplaire pour l'époque. L'orgue qu'Abtizer touche a connu quelques malheurs mais a heureusement échappé aux tenailles de la restauration: bon à tout jouer (du genre de ceux de Beauvais et de Chartres), qui ont massacré trop d'instruments lorsque il s'est agi de les restaurer. Par chance, la dernière remise en état fut conduite, sous la direction de Michel Chapuis, par la maison Schwenkedel, de Strasbourg.

Abtizer fut nommé titulaire de sa tribune en 1971. L'orgue de Bel-fort, inauguré la même année, compte aujourd'hui 52 jeux (15 sont neufs) répartis sur quatre claviers et un pédalier; sa sonorité, plutôt douce et ronde, se répand dans une cathédrale à l'acoustique très réverbérée. Il est fort bien mis en valeur par une prise de son, réalisée à l'aide d'une tête artificielle (1), naturelle et précise dans la restitution des plans sonores: le baryton qui chante d'une voix trop tendue, et parfois un peu faux) chacun des chœurs commentés par Brahms n'est ainsi pas plaqué sur l'orgue, mais sa voix semble «sortir» de l'instrument. Le jeu d'Abtizer traduit avec justesse les deux types d'œuvres réunies sur ce disque. Aux préludes et fugues, il restitue leur grandeur sévère, leur polyphonie serrée et, comme ses doigts sont véloce, leur virtuosité toute romantique. Il les joue aussi avec une intensité expressive qui trouve son plein accomplissement dans la «douloureuse» *Fugue en la bémol mineur*. Aux *Préludes de chœurs*, Abtizer restitue leur sérénité grâce à un jeu dont la fermeté rythmique et la transparence polyphonique s'accompagnent de phrases à la vocalité impeccable. Le coffret de deux disques microsillons de Jean Boyer (Shi) n'ayant pas été réédité sur disque compact, celui d'Abtizer est sans vraie concurrence.

(1) Inventée par André Charlin, la technique de la tête artificielle utilise, comme son nom l'indique, deux miroirs placés à la manière des oreilles humaines. Cette technique, délicate à mettre en œuvre, donne des résultats exceptionnels lorsqu'elle est maîtrisée. En témoignent les disques Harmonic Records et l'intégrale des symphonies de Mahler réalisées par Elton Ingham pour Denon et dont le succès tient, pour une large part, à sa splendeur sonore.

1 CD Harmonic Records H/CD 9035. Texte de présentation fouillé et instructif de Brigitte Françoise-Sappay.

A. L.

Jazz

Stan Getz présente Jimmie Rowles

The Peacocks
Stan Getz, en fonction de producteur et d'accompagnateur, célèbre le pianiste le plus secret du jazz, Jimmie Rowles. La séance date d'octobre 1966. Pour les duos, on peut juger du résultat sur *The Peacocks*: intimité, délicatesse, expression irréprochable que l'on retrouve tout du long, dans *I'll Never be the Same* par exemple. Un solo de *body and soul* au piano par Jimmie Rowles. Tout le reste est accompagné par une rythmique de rêve, Buster Williams à la basse et Elvin Jones à la batterie. Bref, une certaine idée du jazz, la plus belle, et dans cette idée la perfection.

1 CD Columbia 488 812-2. Distribué par Sony.

Eric Le Lann

Cap Fréhel
Lionel Belmondo (sax), Jean-Michel Pilc (synthétiseur et piano), Jean-Paul Ceccarelli (batterie), l'étonnant Richard Bona (basse électrique), c'est reparti pour un tour. Eric Le Lann, contre vents et marées, double une fois de plus le cap Fréhel. Les vents et les marées, c'est l'inertie du milieu: on discute le choix fondamental du rythme binaire - comme dans *New York* (1989) - on pinaillie sur les climats, les ressemblances, on veut arrêter le mouvement à la télécommande. Dès qu'il y a de la vie dans un disque, ça ne pardonne pas. Ça se reconnaît illico. Ça gêne. Dès qu'un qu'on sent passer les courants actuels dans la production de More Protein: raggamuffin, rap et - grâce aux nouvelles inclinations

siennes. Heureusement que Le Lann est de là-bas, tête, obstiné, qu'il n'en fait qu'à sa tête, sa tête de meilleur trompettiste de l'heure, et qu'il réussit soigneusement ses disques.

1 CD Musidisc 500 312. F. M.

Rock

Big Star

Third/Sisters' Lovers
La légende dans la légende. Big Star, groupe formé à Memphis par Alex Chilton (auteur, compositeur, chanteur, guitariste, pianiste) à la fin des années 60 est l'Atlantide du rock'n'roll: on sait que Big Star a existé, mais peu de gens l'ont entendu. Ceux-là, depuis presque vingt ans, disent que Big Star faisait une musique aussi séduisante que celle des Beatles, aussi corrosive que celle du Velvet. Deux albums étaient quand même arrivés jusqu'en France. Et voici que le label Rykodisc, entreprise d'exhumations musicales en gros, s'est lancé dans l'édition des œuvres complètes de Big Star. Jusqu'au troisième album, sobriement intitulé *Third* ou, plus perversement, *Sisters' Lovers* (Chilton et Jody Stephens, le batteur du groupe, avaient rencontré deux sœurs jumelles), jusqu'ici inédit en France.

Grand album malade, pour paraphraser Truffaut, on y découvre, poussée jusqu'à l'insupportable, la dualité magnétique du talent de Chilton: créateur de formes pop, au même titre que Roger McGuinn des Byrds ou Ray Davies des Kinks, et iconoclaste enragé, comme le jeune Lou Reed ou Iggy Pop. Souvent, il tombe dans les pièges, qu'il se tend à lui-même: comme tout artiste maudit, Chilton s'est avant tout maudit lui-même. Mais les facilités, les manières s'arriveront jamais à gâcher la découverte.

Three s'ouvre sur deux titres d'un classicisme éblouissant avant de se dissoudre dans une mélancolie communicative, traversée de sur-sauts absurdes et magnifiques. Chilton est aujourd'hui cantonné dans une carrière de *cult figure* aussi frustrante pour ses admirateurs que pour lui. Quand il chante *Nothing Can Hurt Me Now* (rien ne peut me faire souffrir maintenant), non seulement il veut dire le contraire, mais on sait que le malheur qu'il porte est contagieux.

Rykodisc RCD-10220. Distribué par EMI.

Rap/Dance

The More Protein Sampler

Closest Classics Vol. 1
More Protein est le label fondé par Boy George depuis qu'il a jeté aux orbes son étoile muette de rock star. On trouvera sur cette compilation quelques titres de son incarnation *dance Jesus Loves You* (dont une formidable version à *capella* et néanmoins dansante de *Who's Gonna Love You*). Les non-initiés, ceux qui se refusent à classer les morceaux selon le nombre de *bpm* (beats per minute), découvriront le visage humain de la *dance music* britannique, des morceaux qui n'appellent pas automatiquement l'absorption d'ecstasy, qui échappent à l'autisme artistique qui caractérise une bonne partie de la production *dance*. C'est-à-dire qu'on sent passer les courants actuels dans la production de More Protein: raggamuffin, rap et - grâce aux nouvelles inclinations

spirituelles de George O'Dowd - musiques orientales. Un disque à danser marqué du sceau de l'intelligence et de la clarté.

More Protein CMMD 1. Distribué par Virgin.

Massilia Sound System

Parla Petalo
L'idée serait venue aux Nuls ou aux Inconnus, on l'aurait trouvée un peu forcée, pas très drôle parce que pas assez vraisemblable: un groupe de raggamuffin de Marseille dont le discours s'axe sur la défense de la culture occitane. Il y a trop de télescopes dans l'idée du Massilia Sound System, pour que tout se passe bien dès le premier disque.

D'abord - en France, en tout cas - la revendication nationaliste n'est plus aussi bien portée que dans les années 70, sa rencontre avec le raggamuffin, espéranto musical des années 90 relève du paradoxe temporel. Ensuite, ces trois Blancs (ils s'en expliquent assez drôlement) entraînent une musique antillaise d'origine africaine au service du folklore marseillais: non seulement les quartiers nord et leur légende urbaine, mais aussi le Vieux-Port, l'ailoli et tout ce qui s'en suit. C'est parfois pénible et didactique, le plus souvent drôle, très cultivé, bien calé sur des rythmes classiques (encore une production pas très riche), et surtout inattendu.

Indépendance HD CD 9144. Distribué par Danco.

T. S.

Chanson

Michèle Bernard

Des nuits noires de monde
Voilà un objet bien singulier: un «voyage musical pour chanteuse, chœur de femmes et petit orchestre forain» qui débute à *Stavelot en Belgique* avec «un petit monsieur, chapeau mou et gabardine» se poursuit dans les «grands aéroports», s'envole entre orgue de barbarie, clarinette, violoncelle et accordéon, dans les bras de Michèle Bernard, qui, par ailleurs, chante, écrit et compose fort bien. Elle s'en prend aux objets, les dénonce: le paillason («D'accord,

c'est écrit *Welcome, mais j'ai déjà donné*), les bombes, le mur de Berlin..., dénonciations émaillées de textes de Cendrars, Sully Prudhomme ou Joachim Du Bellay.

Il n'est pas facile de résumer un spectacle de deux heures donné par une troupe de onze musiciens dans un enregistrement public (ici, à Villeurbanne). Il faut donc y retrouver les traces d'une originalité musicale pas toujours facile d'accès, un fil conducteur, de belles mélodies (*Nous les baleines*). Le goût nous reste de l'utilisation heureuse et sophistiquée d'instruments populaires, des belles voix (Michèle Bernard, mais aussi Yasmina Kachoucha ou Christine Brotons), et de l'enthousiasme d'une troupe qui ne voudrait pas nous voir mourir idiot.

1 CD Auvidis A618. V. Mo.

Musiques du monde

Bahia Black

Ritual Bearing System
Il y a tromperie sur la marchandise. On s'est-ils allés chercher ce titre pour un album qui n'a rien de rituel, n'est pas tout à fait noir, et met en scène des personnages désormais connus de la musique mondiale: Wayne Shorter, Herbie Hancock, et le groupe de percussionnistes bahianais Olodum, qui n'en peut mais de son estampille «garanti africain». Du coup, l'excellent et moins connu Carlinhos Brown passe à l'as, alors qu'il est la cheville ouvrière de cet album entièrement réalisé à New-York et produit par Bill Laswell.

Carlinhos Brown (chant, guitare et percussions), qui a composé cinq des neuf titres de l'album (deux autres sont signés Hancock/Shorter), domine sans aucun doute cet ensemble un peu hétéroclite où piano et saxophone soprano ronronnent, où Olodum fait comme d'habitude (cf. Paul Simon), ayant bien du mal à éviter la voie décorative. Sans Brown, l'édifice croulerait dans un ennui qui n'a rien à

voir avec l'Afrique latine. Carlinhos Brown, musicien brésilien, se moque des frontières. A preuve, un très beau rap mélodique (pourquoi pas?) en anglais et en portugais (*Capitao do asfalto*), une chanson à mi-chemin entre Edu Lobo et Gilberto Gil (*Guia pro congal*) et un final superbe de mélanges avec berimbau, synthétiseurs, grands mystères, flûtes, et esprits de la forêt.

1 CD Anom 314510856. Distribué par Island.

Gilberto Gil

Parabólica
Les paniers d'osier tressé qui se portent sur la tête ressemblent à des antennes paraboliques à l'envers. Il suffit d'y mettre les fils aiguisés de l'intuition et de la sensibilité pour capter le monde depuis sa rue. Et avec ses propres antennes, Gil le Bahianais a capté, mangé, digéré, les musiques voyageuses du continent latino-américain. Ce qui nous vaut un très joli *Madalena*, déhanché entre zouk, merengue antillais, baino bahianais, rumba africaine. Pour son nouvel album, Gilberto Gil constate que le monde est petit, justement à cause de ces antennes qui font le tour du globe en deux temps trois mouvements.

Gilberto a donc décidé de beaucoup rêver, de raconter quelques-unes de ses aventures nocturnes. Celle par exemple où, se faisant l'avocat du diable dans un «congrès mondial», il défend l'économie, la technologie, les statistiques et les graphiques pour se retrouver finalement non comme un Indien du Xingú. L'album, bien ficelé, ressemble à du Gilberto Gil, sans écarts notables. Les attachements du chanteur-symbole de Salvador de Bahia sont clairement signifiés: hommage à Dorival Caymmal (en duo avec la fille du compositeur; Nana), au funk, à l'africanité. *Parabólica* est un bel album, ni plus ni moins bien réussi que le précédent.

1 CD WEA 8031-76292. V. Mo.

MUSIQUES RELIGIEUSES ORTHODOXES
De Jérusalem à Damas

RECUEILLEMENT, fraîcheur des voûtes écclésiastiques, supplique ornements de voix solitaires et de chœurs: les chants religieux des chrétiens d'Orient ont un bien étrange savor, toute de retenue, de sobriété et de ferveur. Deux disques leur rendent l'éclat mérité.

Le premier, une réédition, est consacré à la liturgie d'Antioche, toujours pratiquée par les chrétiens orthodoxes de Syrie. Créée en 543 par Jacques Barada (de *hard'ana*, bure grossière), évêque d'Edesse, l'Eglise syriaque d'Antioche, dite «Eglise jacobite», a perduré à travers schismes, occupation turque ou insurrections druzes, et avec elle la langue araméenne (celle du Christ). Ces chrétiens qui ont suivi des chemins parallèles à l'orthodoxie byzantine, ont aussi croisé le chemin du monde et de la musique indo-persans où le chant traverse l'octave, où les improvisations se laissent porter sur de longs développements abondamment ornés.

La liturgie d'Antioche que viennent de rééditer l'UNESCO et Auvidis, dans la collection *Atlas musical*, fondée par l'ethno-musicologue Alain Daniélou, a été enregistrée par Jochen Wenzel, en 1980, à Damas, Alep et Kamichieh. On y trouve les traces des traditions orales enracinées en Turquie (Urfa) ou en Irak (Takkrit), et maintenues par les diacres de Saint-Georges ou les chantres de Saint-Ephrem d'Alep. Certains chants sont de toute beauté (*Takhsheho*, *Les jours passent comme l'ombre* chanté par un diacre soliste Shammas Yohanna Teschji). Le livret, parfaitement opaque pour un néophyte, n'est malheureusement pas à la hauteur de ces chants amples, qui se passent de tout instrument.

Ocoora a soigné au contraire celui de l'*Assomption* à *Dabra Gannat*, enregistrée par Jean-Louis Florentz au monastère du Paradis de Jérusalem, entre le 28 juillet et le 22 août 1989, avec un soin tout à fait remarquable. Les airs de liberté et de dévotion antiques qui en ressortent laissent entière liberté à l'imagination. A peine soulagés par le frémissement des clochettes du bâton de prière, vâtres, chants de communion ou d'action de grâce nous font remonter le cours du temps d'une Jérusalem multireligieuse et tolérante.

L'Ethiopie s'est convertie au christianisme vers 350. Rattachés à l'Eglise copte d'Alexandrie, dont ils deviennent autonomes en 1959, les chrétiens d'Ethiopie ont essaimé depuis la côte érythréenne, où le quartier séculier. Le monastère *Dabra Gannat* (monastère du Paradis) date de 1885. Mais on y chante encore en guèze, l'éthiopien ancien. Cette liturgie, d'où l'esprit de l'Afrique n'a pas été gommé, est l'une des moins connues au monde. C'est la première fois qu'elle est enregistrée dans sa continuité.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

* Eglise syriaque orthodoxe, *Liturgie d'Antioche*. 1 CD UNESCO D8039. Distribué par Auvidis.

* Eglise orthodoxe éthiopienne, *Assomption à Dabra Gannat*. Coffret de 2 CD Ocoora C560027/028. Distribué par Harmonia Mundi.

SI POUR VOUS LES MOTS "COMPILATION" ET "ANTHOLOGIE" ONT LE MEME SENS, ALORS "BETWEEN THOUGHT AND EXPRESSION" NE VOUS APPORTERA PAS GRAND CHOSE !!!

PLUS QU'UNE COMPILATION, UNE ANTHOLOGIE DE LOU REED PAR LOU REED

NOMBREUX TITRES INEDITS - 3 CD 3 K7 - TITRES CHOISIS PAR LOU REED COFFRET AVEC LIVRET DE 44 PAGES SUR LOU REED

RCA

LOU REED

THÉÂTRE



Les Frères Zenith

Si cet homme s'accroche avec autant d'énergie au mur, c'est qu'il ne s'agit pas d'un mur ordinaire, c'est que derrière se cache toute une usine, avec des machines quasi diaboliques. On ne les voit pas, on les entend vomir. Parfois, on aperçoit au-dessus de la crête une tête qui tressaute dans la fumée. Quand les Frères Zenith — Philippe Duquesne (sur la photo), Jean-Marc Bihour, François Morel, Philippe Rousche et Jérôme Deschamps — ont terminé leur travail, ils s'affalent sur des tabourets, ou s'adosent à ce mur « incontournable », au sens le plus strict. Dans le landau, il n'y a pas d'enfant — le monde des Frères Zenith est exclusivement mâle, et même adulte, si l'on s'en tient aux apparences. Dans le landau, il y a des bouteilles. Mais, si les Frères Zenith ne dédaignent pas le vin, ce ne sont pas des épaves alcooliques. Entre ahurissement et fébrilité, ils cultivent le burlesque impassible, le sourire rusé, la malice, et, dans la salle, le rire explose.

MARC ENGBERAND

Les Pieds dans l'eau

Ils habitent sur un toit qui pourrait être une cour ouverte sur le ciel. Ils se sont bricolés des guérites, des appareils à se compliquer la vie. Ils s'affairent toute la journée, et, lorsque vient l'heure du repos bien gagné, se racontent ce à quoi ils ont échappé. Quelques mots, quelques gestes leur suffisent pour se comprendre. Apparemment, il n'y a pas grand-chose à comprendre d'ailleurs, mais il ne faut pas s'y fier. La planète Deschamps est un magma d'ambiguïtés. Amabilité et hargne, égoïsme et générosité, paresse et agitation s'imbriquent si étroitement que les réactions et les comportements en sont comme désarticulés. Ici, c'est le comique du décalage qui prime. On devine bien ce que les gens vont faire, le tout est de savoir quand, et ce que ça va déclencher — des réponses évidemment démesurées. Les Pieds dans l'eau, ou l'art de provoquer des courages — de rire — dans le creux des vagues, dans la course après le temps... La nuit tombe, les jours se suivent, il pleut sur le décor déserté. Entre les rires, la poésie.

MARC ENGBERAND



Lapin chasseur

C'est, en deux parties simultanées, la vie d'un restaurant. D'un côté la cuisine, où l'on s'affaire furieusement, où s'accomplit le cérémonial compliqué de la bouffe. Chacun a sa tâche bien ciblée, et l'ensemble doit fonctionner comme un tableau d'ordinateur, une mécanique de précision, un roulement d'horlogerie. Tout doit, tout devrait, mais bien entendu, de maladroites en fantaisies, des grains de sable gros comme des rocs viennent gripper la mécanique, qui hoquette, souffle, grogne, s'emballe, tandis que surgissent des serveurs furibonds... Car, pendant ce temps, de l'autre côté, il y a le diner, plus des attractions accompagnées par un pianiste d'une humeur de chien. A vrai dire, à l'exception de quelques innocents inconscients, tous sont d'une humeur de chien. Lapin chasseur exploite à fond les dérèglements du stress, ses ressources comiques, innombrables autant que surprenantes. Le meilleur, est que rien, dans cette double mécanique folle, n'est arbitraire. La logique Deschamps est inattaquable...

MARC ENGBERAND

TROIS SPECTACLES DE JÉRÔME DESCHAMPS A LA GRANDE HALLE DE LA VILLETTE

Pour un soir de bonheur

Jusqu'au 14 juin, Jérôme Deschamps et Macha Makeïeff installent à la Grande Halle de La Villette trois spectacles : reprise de *Lapin chasseur* et des *Frères Zenith*, première présentation à Paris des *Pieds dans l'eau* — créée au Théâtre de Nîmes (le Monde du 7 mars) —, plus diverses manifestations, dont une exposition et quelques concerts d'accordéon.

TROIS spectacles en alternance ! Il ne s'agit pas d'enfure mégalomane, pas tout à fait. Plus simplement, Jérôme Deschamps se sert de la scène pour représenter son monde, et son monde ne s'arrête pas au théâtre, ni à la juxtaposition, comme dans un festival ou une maison de la culture, de modes d'expression complémentaires. D'ailleurs ces trois spectacles, de même que les précédents, n'appartiennent pas à des catégories définies, dans la mesure, justement, où ils traduisent un « monde » singulier, conglomérat de paysages neutres, apparemment semblables à quelques détails précis — mais ce sont les détails qui comptent, — peuplés de personnages anonymes, interpersonnels, complètement à la masse, et à la marge de tout. Un monde qui n'est pas sans rappeler, en moins sentimental, celui de *Delicatessen*, le film de Jean-Pierre Jeunet et Marc Caro, admirateurs avoués de Jérôme Deschamps — entre autres.

Moins sentimental, c'est peu dire. Les personnages sont ici dépourvus de sentiments. Peut-être en ont-ils éprouvé à un moment ou un autre de leur existence, mais ils en ont perdu l'habitude et le souvenir. De temps en temps, un

vague élan les anime, qui tout de suite s'éteint. Leurs préoccupations sont immédiates, urgentes, concrètes. Ils ont sinon du travail, du moins des choses à faire. Des choses qui ne servent à rien, et les maintiennent en mouvement. Dès qu'ils ont terminé, ils s'endorment dans l'apathie. Pourtant, ils sont étonnants, formidablement proches, donc sympathiques.

C'est que d'abord, étant dépourvus de sentiments, ils ne connaissent ni méchanceté, ni haine, ni envie. Un peu la peur, et la colère par brefs accès vite oubliés. Enfin, ils possèdent une fantastique capacité de bonheur, d'autant plus aigu que les occasions sont rares. Un rêve à leur mesure, un seul, habite leur cerveau : fabriquer une machine aussi compliquée qu'inutile, faire la majeure partie... Ils nagent dans la certitude qu'un jour ils y parviendront. Alors ils attendent patiemment et, le moment venu, se lancent avec l'enthousiasme de l'innocence. On se souvient, dans *la Veille*, — soir de fête dans une MJC — de la jeune fille sage en jupe beige, qui, après avoir docilement servi la soupe à tout le monde, pouvait enfin saisir sa guitare, chanter en solo *Sacro et Vancetti* et se prendre pour Joan Baez. Sa joie l'illuminait.

Confondre innocence et mépris, faire rire en grimasçant les ridicules des autres est facile. Traquer l'humanité au travers des ridicules, de la maladresse, de la stupidité, de la cupidité, est plus intéressant, et beaucoup plus drôle. C'est le truc de Deschamps, on pourrait dire son vice. Dès son premier rôle public — il jouait un aspeur dans un spectacle de Daniel Mesguich à propos du *Château de Kafka*, — il imposait un type de comique en déséquilibre, une façon de se tenir au bord du gouffre, observant l'invisible. Il ne fait certes pas de cadeau, mais on ne peut pas tout à fait parler de sa tenue au bord du gouffre, observant l'invisible. Il ne fait certes pas de cadeau, mais on ne peut pas tout à fait parler de sa tenue au bord du gouffre, observant l'invisible. Il ne fait certes pas de cadeau, mais on ne peut pas tout à fait parler de sa tenue au bord du gouffre, observant l'invisible.

De façon impitoyable, et avec beaucoup de respect, il n'en fait pas des cas sociaux, ne veut pas les « éduquer », ne joue pas les missionnaires, ne cherche pas à changer leur destin ni à l'améliorer d'aucune façon. Il n'entre pas dans leur intimité et, s'il met en rapport des hommes et des femmes, il ne tient pas compte de leurs fantasmes sexuels. A vrai dire, dans *les Petits Pas* — soir de fête parmi les pensionnaires d'une maison de retraite pour artistes de variétés, — on percevait des arrière-plans d'idylles, probablement dus à la personnalité des comédiens, de vrais ex-artists de variétés au cœur toujours vivant en dépit de l'âge, et pour qui la séduction demeure une raison de vivre.

Car la base du spectacle, ce sont les gens, toujours. Ceux que Jérôme Deschamps repère et rassemble, et qui peu à peu s'intègrent à son monde, lui apportent leur propre folie, le font bouger, lui donnent, comme on dit, une identité ethnique — culturelle. La cohérence est essentielle. Sinon, puisque la représentation est composée d'une suite de moments inattendus — comme des hoquets, — elle s'effiloche.

Au début, c'était simple, il y avait la famille Deschamps, une bande d'adultes, embourbés au gros rouge, liés par leur passé, érucant quelques grondeurs, divaguant soudain dans la pure fantaisie surréaliste. A présent, la famille a éclaté, remplacée par des groupes : bénévoles de la MJC, chanteurs retraités, employés d'un restaurant à attractions — Lapin chasseur — ou d'une fabrique de rien, d'où ne sait pas quoi — les Frères Zenith — ou simplement voisins — les Pieds dans l'eau. Et ils parlent. Tout au moins les silences sont coupés de bribes de phrases presque construites (1). La place des phrases, le nombre des syllabes restent aussi fixes que les notes d'une partition, car elles déclenchent les accès d'activités folles, les extravagantes batailles entre les personnages humains et leurs doubles de machines — à brayer des bouteilles, à découper de la viande, à ouvrir et fermer les portes, etc. — qui font le spectacle.

C'est là qu'interviennent les gens. Ailleurs, la plupart du temps, les comédiens ont à leur disposition un texte ou des situations ou même les deux. Chez Jérôme Deschamps, c'est plus ambigu, ils doivent donner un air d'évidence à l'absurde le plus total, se démenant dans un chaos mécanique dégingé, folier tous les dangers... Leur chemin est miné. Un pas de côté et ils s'effondrent dans la déshérence, une mimique de trop et ils deviennent odieux. Inconscients et attentifs, ils avancent sur le fil du rasoir avec une précision époustouflante, gardant en même temps quelque chose de rugueux, de dangereux qui les préserve du cabotage.

Avec eux, en eux, ils portent ce quelque chose que Jérôme Deschamps traque un peu partout dans la rue, le métro, au bistrot, dans un regard, un sourire, dans un éclair de désespoir meurtrier, d'espoir insensé. Ni comédiens ni amateurs, ce sont des mutants : les habitants de la planète Deschamps.

COLETTE GODARD

(1) Exception : dans *la Veille*, l'animateur culturel barbu, en velours côtelé et sandales — Jérôme Deschamps — lui-même — tenait des grands discours en langue de bois qui ont fait exploser de rire les animateurs culturels présents dans le public, à Avignon notamment, où le spectacle avait été présenté en avant-première.

* Du mardi au samedi à 20 h 30, matinées samedi et dimanche à 17 heures. *Les Pieds dans l'eau* : du 6 au 11 avril, du 28 avril au 3 mai, du 19 au 24 mai, du 9 au 14 juin ; *Les Frères Zenith* : du 14 au 19 avril, du 2 au 7 juin ; *Lapin chasseur* : du 21 au 26 avril, du 5 au 17 mai, du 26 au 29 mai. Le samedi 30 mai, intégrale des trois spectacles. Exposition : « Le grand ordinaire et le petit mécano » inventaire de tout ce qui circule de spectacle en spectacle, les jours de représentations, à partir de 18 h 30. Concerts : Occur d'accordéon, les 9, 16, 30 avril, les 21 et 30 mai, les 4, 11, 14 juin.

Renseignements et réservations : la Grande Halle de La Villette, tél. : 40-03-39-03 et la FNAC, Virgin, sur Minitel : 3615 FNAC, 3615 THEA.